

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Changement de cap  
et menaces grandissantes

OCT  
2024



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Changement de cap  
et menaces grandissantes

OCT  
2024



©2024 Fonds monétaire international

Couverture et maquette : département services intégrés et équipements du FMI,  
Service création et multimédia  
Composition : Absolute Service, Inc.

*Édition française*

Département services intégrés et équipements du FMI,  
section française de la division des services linguistiques

### Cataloging-in-Publication Data

#### IMF Library

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 979-8-40028-115-0 (English Paper)

979-8-40028-779-4 (French Paper)

979-8-40028-321-5 (French Web PDF)

**Mise en garde :** Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM, le 8 octobre 2024. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

**Référence recommandée :** Fonds monétaire international. 2024. *Perspectives de l'économie mondiale — Changement de cap et menaces grandissantes*. Washington, octobre.

Les commandes doivent être adressées à :  
International Monetary Fund, Publication Services  
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, USA  
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)  
[www.bookstore.imf.org](http://www.bookstore.imf.org)  
[www.library.imf.org](http://www.library.imf.org)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Hypothèses et conventions</b>	<b>vii</b>
<b>Autres informations</b>	<b>ix</b>
<b>Données</b>	<b>x</b>
<b>Préface</b>	<b>xi</b>
<b>Avant-propos</b>	<b>xii</b>
<b>Résumé</b>	<b>xiv</b>
<b>Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales</b>	<b>1</b>
L'incertitude s'étend sur fond de réorientation des politiques	1
Perspectives stables mais décevantes : gare à l'incertitude	8
La balance des risques qui pèsent sur les perspectives est orientée à la baisse	17
Priorités pour l'action publique : du retour à la stabilité des prix à la reconstitution des réserves	20
Encadré 1.1. L'industrie automobile mondiale et le passage aux véhicules électriques	25
Encadré 1.2. Évaluation des risques par rapport aux prévisions de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	27
Dossier spécial sur les produits de base : évolution des marchés et effets sur l'inflation de chocs sur l'offre de métaux	32
Bibliographie	44
<b>Chapitre 2. Le grand resserrement : les enseignements du récent épisode d'inflation</b>	<b>47</b>
Introduction	47
Que s'est-il passé ? Décomposition de la dynamique de l'inflation	49
La riposte monétaire	55
Enseignements pour la politique monétaire : résultats de l'analyse par modélisation	58
Résumé et conséquences sur le plan stratégique	63
Encadré 2.1. Le rôle des politiques de bilan des banques centrales	66
Encadré 2.2. Le rôle des politiques de blocage des prix	68
Bibliographie	70
<b>Chapitre 3. Comprendre l'acceptabilité sociale des réformes structurelles</b>	<b>73</b>
Introduction	73
L'acceptabilité sociale des réformes : aperçu général	76
Le défi de la mise en œuvre des réformes structurelles : principaux faits	77
Attitudes envers les réformes : données tirées des enquêtes	80
Outils et stratégies pour faire avancer durablement les programmes de réforme : enseignements tirés de 11 études de pays	85
Conclusions et implications pour l'action publique	88
Encadré 3.1. Politiques visant à faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail européen : premiers enseignements	91
Bibliographie	92

<b>Appendice statistique</b>	<b>95</b>
Hypothèses	95
Modifications récentes	95
Données et conventions	96
Notes sur les pays	97
Classification des pays	99
Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	99
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services, et la population mondiale en 2023	101
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	102
Tableau C. Union européenne	102
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	103
Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant	104
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	106
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	107
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays	117
Encadré A2. Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	122
Liste des tableaux de l'appendice statistique	125
Production mondiale (Tableaux A1–A4)	126
Inflation (Tableaux A5–A7)	133
Politiques financières (Tableau A8)	138
Commerce extérieur (Tableau A9)	139
Transactions courantes (Tableaux A10–A12)	141
Balance des paiements et financement extérieur (Tableau A13)	148
Flux de ressources (Tableau A14)	152
Scénario de référence à moyen terme (Tableau A15)	155
<b><i>Perspectives de l'économie mondiale : questions d'actualité</i></b>	<b>157</b>
<b>Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, octobre 2024</b>	<b>167</b>
<b>Tableaux</b>	
Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	12
Tableau 1.2. Aperçu des projections des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> avec pondération selon les taux de change du marché	14
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	38
Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	39
Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	40
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	41
Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	42
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	43
Tableau 3.1. Hypothèses visant à améliorer l'adhésion aux politiques publiques	82

Tableau 3.2. Épisodes antérieurs de réforme de la législation sur la protection de l'emploi	86
Tableau A2.1. Variations des parts du PIB mondial dues aux révisions des parités de pouvoir d'achat	123
Tableau A2.2. Révisions de la croissance du PIB réel des agrégats des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	124

## Graphiques

Graphique 1.1. Révisions des projections de croissance et d'inflation	2
Graphique 1.2. Évolutions inattendues de l'inflation et poids des produits alimentaires dans l'IPC	2
Graphique 1.3. Évolution récente de l'inflation	3
Graphique 1.4. Évolution du marché du travail	3
Graphique 1.5. Transmission de la politique monétaire	4
Graphique 1.6. Orientation de la politique budgétaire	5
Graphique 1.7. Pressions sur les pays émergents	6
Graphique 1.8. Mondialisation et fragmentation des échanges	7
Graphique 1.9. Fragmentation des échanges durant la Guerre froide et aujourd'hui	7
Graphique 1.10. Réorientation continue de la consommation vers les services	8
Graphique 1.11. Hypothèses sur la situation économique mondiale	9
Graphique 1.12. Perspectives de croissance	10
Graphique 1.13. Perspectives d'inflation	15
Graphique 1.14. Perspectives à moyen terme	16
Graphique 1.15. Soldes courants et positions extérieures globales	17
Graphique 1.16. Évolutions inattendues de l'inflation et variation des anticipations d'inflation	18
Graphique 1.17. Niveaux de tensions sociales	19
Graphique 1.18. Rééquilibrage budgétaire requis	21
Graphique 1.19. Composition des dépenses publiques et croissance future des revenus	23
Graphique 1.1.1. Productivité et chaînes de valeur mondiales dans le secteur automobile	25
Graphique 1.1.2. Part des véhicules électriques dans le monde	26
Graphique 1.2.1. Incertitude entourant les projections de croissance et d'inflation au niveau mondial	27
Graphique 1.2.2. Impact du scénario A sur le PIB et l'inflation globale	28
Graphique 1.2.3. Impact du scénario B sur le PIB et l'inflation globale	29
Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base	32
Graphique 1.DS.2. Consommation de cuivre et de pétrole	34
Graphique 1.DS.3. Part des dépenses en intrants intermédiaires sous forme de métaux et de pétrole dans la production brute aux États-Unis	35
Graphique 1.DS.4. Exposition du réseau entrées–sorties aux métaux et au pétrole de différents pays	35
Graphique 1.DS.5. Réponses impulsionnelles	36
Graphique 2.1. Dynamique de l'inflation dans plusieurs catégories de pays	48
Graphique 2.2. Évolution de la dispersion sectorielle des prix	50
Graphique 2.3. Caractéristiques sectorielles et dynamique de l'inflation	50
Graphique 2.4. Transmission des prix de l'énergie à l'inflation IPC	51
Graphique 2.5. Inflation sectorielle et flexibilité des prix	52
Graphique 2.6. Évolution des courbes de Phillips	53
Graphique 2.7. Déterminants de l'inflation aux États-Unis, dans les autres pays avancés et dans les pays émergents	54
Graphique 2.8. Resserrement de la politique monétaire	55
Graphique 2.9. Comparaison de différents épisodes d'inflation	56
Graphique 2.10. Transmission de la politique monétaire à l'IPC durant les épisodes de resserrement	57
Graphique 2.11. La courbe de Phillips sous différentes contraintes	59
Graphique 2.12. Effets des contraintes d'approvisionnement et des chocs sur les secteurs des produits de base	60
Graphique 2.13. Mesures monétaires contrefactuelles	61
Graphique 2.14. Rôle de la coordination de la politique monétaire	62

Graphique 2.15. Règles de politique monétaire contrefactuelles	62
Graphique 2.1.1. Évolution du bilan de différentes banques centrales	66
Graphique 2.1.2. Effet estimé du resserrement par des mesures conventionnelles et par la réduction des achats massifs d'actifs	67
Graphique 2.2.1. Mesures discrétionnaires de stabilisation des prix durant la pandémie	68
Graphique 2.2.2. Niveaux effectif et contrefactuel des prix de l'énergie dans la zone euro	68
Graphique 3.1. Réformes structurelles : convergence inégale dans un contexte de résistance de l'opinion publique	74
Graphique 3.2. Épisodes de réforme en fonction de leur mise en œuvre	78
Graphique 3.3. Stratégies en faveur d'un consensus sur les réformes	79
Graphique 3.4. Importance relative des stratégies de réforme dans la probabilité de mise en œuvre des réformes	80
Graphique 3.5. Facteurs à l'origine du soutien aux réformes	81
Graphique 3.6. Effets des stratégies d'information sur le soutien aux réformes	83
Graphique 3.7. Raisons de l'absence de soutien et rôle des mesures complémentaires et compensatoires	84

# HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les *taux de change effectifs réels* resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 30 juillet et le 27 août 2024, à l'exception des taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II, pour lesquels on suppose qu'ils resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les *politiques économiques nationales* actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 81,29 dollars le baril en 2024, et de 72,84 dollars le baril en 2025 ; que le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 5,4 % en 2024 et à 3,9 % en 2025 pour les États-Unis, à 3,5 % en 2024 et à 2,8 % en 2025 pour la zone euro, et à 0,1 % en 2024 et à 0,5 % en 2025 pour le Japon ; enfin, que le *rendement des obligations d'État à 10 ans* s'établira en moyenne à 4,1 % en 2024 et à 3,5 % en 2025 pour les États-Unis, à 2,4 % en 2024 et à 2,5 % en 2025 pour la zone euro, et à 1,0 % en 2024 et à 1,3 % en 2025 pour le Japon. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 7 octobre 2024 et peuvent ne pas refléter les dernières données disponibles. Veuillez vous référer à la base de données disponible en ligne, en anglais, pour connaître la dernière date de mise à jour des données, par pays.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes.
- – entre des années ou des mois (par exemple 2023–24 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement.
- / entre deux années (par exemple 2023/24) indique un exercice budgétaire (financier).
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à  $\frac{1}{4}$  de point (de pourcentage).
- Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.
- Pour certains pays, les données de 2023 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations, et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

- À la suite de la récente publication de l'enquête 2021 du Programme de comparaison internationale du Groupe de la Banque mondiale sur les nouveaux repères en matière de parités de pouvoir d'achat, les estimations des PEM concernant les pondérations de la parité de pouvoir d'achat et du PIB évalué en parités de pouvoir d'achat ont été mises à jour. Pour plus de détails, consulter l'encadré A2 de l'appendice statistique.
- Concernant le Bangladesh, les estimations du PIB réel et du PIB en parités de pouvoir d'achat pour l'exercice budgétaire sont désormais utilisées dans les agrégats des groupes de pays.
- Les autorités du Zimbabwe ont récemment modifié la monnaie de libellé des statistiques de leurs comptes nationaux, à la suite de l'introduction, le 5 avril 2024, d'une nouvelle monnaie nationale, « l'or du Zimbabwe », qui remplace le dollar du Zimbabwe. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler le 30 avril 2024.

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Dans ce rapport, les graphiques et les tableaux qui citent parmi leurs sources les « calculs des services du FMI » ou les « estimations des services du FMI » utilisent des données qui proviennent de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.
- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.
- Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

# AUTRES INFORMATIONS

## Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Internet du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

## Versions imprimée et numériques

### Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse [imfbk.st/551243](mailto:imfbk.st/551243).

### Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues et HTML) sont disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI : [elibrary.IMF.org/WEO](http://elibrary.IMF.org/WEO).

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Internet du FMI, à l'adresse <https://www.IMF.org/fr/Publications/WEO>, ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des PEM.



## Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse [www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm).

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). On trouvera sur ce site un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les *International Financial Statistics* du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies « telles quelles » et « telles que disponibles », et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et sur le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur ([www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm)).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division  
Research Department  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431, USA  
Forum en ligne : [www.imf.org/weoforum](http://www.imf.org/weoforum)

# PRÉFACE

L'analyse et les projections présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidental et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Pierre-Olivier Gourinchas, conseiller économique et directeur du département des études. Les travaux ont été dirigés par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, et Jean Marc Natal, chef de division adjoint du département des études.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Silvia Albrizio, Jorge Alvarez, Hippolyte Balima, Emine Boz, Damien Capelle, Pragyam Deb, Bertrand Gruss, Eric Huang, Thomas Kroen, Toh Kuan, Colombe Ladreit, Alberto Musso, Diaa Noureldin, Galip Kemal Ozhan, Nicholas Sander, Yu Shi, Sebastian Wende et Sihwan Yang.

Ont aussi contribué : Maryam Abdou, Hites Ahir, Gavin Asdorian, Tohid Atashbar, Jared Bebee, Christian Bogmans, Benjamin Carton, Francesca Caselli, Yaniv Cohen, Allan Dizioli, Wenchuan Dong, Angela Espiritu, Rebecca Eyassu, Pedro de Barros Gagliardi, Ganchimeg Ganpurev, Ziyang Han, Alexander Kia Howe, Chris Jackson, Gene Kindberg-Hanlon, Eduard Laurito, Jungjin Lee, Weili Lin, Barry Liu, Jorge Miranda-Pinto, Joseph Moussa, Dirk Muir, Cynthia Nyanchama Nyakeri, Emory Oakes, Pablo Vega Olivares, Maximiliano Jerez Osses, Andrea Pescatori, Clarita Phillips, Naissa Pierre, Rafael Portillo, Shrihari Ramachandra, Nirav Shedge, Arash Sheikholeslam, Martin Stuermer, Nicholas Tong, Roc Walker, Xueliang Wang, Isaac Warren, Evgenia Weaver, Philippe Wingender, Yarou Xu, Max Yarmolinsky, Jiaqi Zhao, Canran Zheng, Dian Zhi et Liangliang Zhu.

Gemma Rose Diaz (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec le concours de Michael Harrup en matière de production et de relecture ainsi que de Lucy Scott Morales, de James Unwin, du Grauel Group et de Absolute Service, Inc. Elad Meshulam, Mishri Someshwar et John Michael Burkhardt, du Laboratoire de création du FMI, ont participé à l'élaboration des enquêtes utilisées dans le chapitre 3. Gabriele Ciminelli, Davide Furceri, Daisuke Fukuzawa, Ergys Islamaj et Duong Trung Le ont préparé les estimations mises à jour d'un échantillon de séries issues de la base des données du FMI sur les réformes structurelles utilisées dans le chapitre 3. Tatiana Goriainova et Sylvie Poirot de la Bibliothèque du département services intégrés et équipements ont apporté leur concours et soutien en matière de licences des données.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 8 octobre 2024. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

## La bataille mondiale contre l'inflation est presque gagnée ; un changement de cap s'impose à présent sur trois fronts

La bataille mondiale contre l'inflation a été dans une large mesure remportée, même si des pressions sur les prix persistent dans certains pays. Après avoir culminé à 9,4 % en glissement annuel au troisième trimestre de 2022, les taux d'inflation globale devraient à présent s'établir à 3,5 % d'ici la fin de 2025, en dessous du niveau moyen de 3,6 % enregistré entre 2000 et 2019.

En outre, malgré un resserrement marqué et synchronisé de la politique monétaire dans le monde, l'économie mondiale est restée exceptionnellement résiliente tout au long du processus de désinflation et a ainsi évité une récession. La croissance devrait se maintenir à 3,2 % en 2024 et 2025, même si les taux de quelques pays, en particulier les pays en développement à faible revenu, ont fait l'objet d'importantes révisions à la baisse, souvent du fait de l'intensification des conflits.

Bien que la baisse mondiale de l'inflation constitue une étape majeure, les risques de dégradation se multiplient et dominent actuellement les perspectives mondiales : une escalade des conflits régionaux, un maintien trop prolongé d'une politique monétaire restrictive, une possible résurgence de la volatilité des marchés financiers avec des conséquences défavorables sur les marchés de la dette souveraine (édition d'octobre 2024 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde), un ralentissement encore plus marqué de la croissance en Chine et le recours toujours grandissant à des mesures protectionnistes.

À quels facteurs faut-il attribuer la baisse de l'inflation ? Comme l'indique le chapitre 2 du présent rapport, la poussée de l'inflation mondiale et sa baisse ultérieure tiennent à une conjugaison unique de chocs : de vastes perturbations de l'approvisionnement associées à de fortes pressions sur la demande dans l'après-pandémie, suivies de fortes flambées des prix des produits de base causées par la guerre en Ukraine. Ces chocs ont conduit à un déplacement vers le haut et à une pentification de la courbe de Phillips, à savoir la relation entre l'activité et l'inflation. À mesure que les perturbations de

l'approvisionnement s'atténuent et que le resserrement de la politique monétaire commençait à freiner la demande, la normalisation des marchés du travail a permis à l'inflation de diminuer rapidement sans fortement pénaliser l'activité. Il est certain que la désinflation peut être en grande partie attribuée à la résorption des chocs eux-mêmes, et ensuite à une reprise de l'offre de main-d'œuvre, souvent liée à l'immigration. Mais la politique monétaire a aussi joué un rôle important, car elle a aidé à maintenir l'ancrage des anticipations d'inflation, ce qui a permis d'éviter des spirales prix-salaires délétères et de ne pas revivre la situation désastreuse des années 70.

Le retour de l'inflation à des niveaux proches des cibles fixées par les banques centrales offre l'occasion d'un changement de cap indispensable sur trois fronts.

Le premier virage, celui de la politique monétaire, a déjà été amorcé. Depuis juin, les principales banques centrales des pays avancés ont commencé à baisser leurs taux directeurs, passant progressivement à une orientation plus neutre. Ces mesures soutiendront l'activité économique à un moment où les marchés du travail de nombreux pays avancés montrent des signes de faiblesse, sur fond d'une hausse des taux de chômage. Cette réorientation contribuera aussi à parer aux risques baissiers.

L'évolution des conditions monétaires mondiales relâche la pression sur les pays émergents, dont les monnaies s'apprécient par rapport au dollar et les conditions financières s'améliorent. Cela contribuera à réduire les pressions inflationnistes importées et permettra à ces pays de poursuivre plus facilement leur propre trajectoire de désinflation.

Toutefois, la vigilance reste de mise. L'inflation dans les services reste trop élevée, à presque le double du niveau pré-pandémique. Certains pays émergents voient réapparaître des pressions inflationnistes, parfois en raison des prix élevés des denrées alimentaires. De plus, le monde est à présent marqué par des perturbations de l'approvisionnement en raison de facteurs climatiques, sanitaires et géopolitiques. Face à de tels chocs, qui font à la fois augmenter les prix et baisser la production, la politique monétaire peine toujours davantage à maintenir la

stabilité des prix. Enfin, même si les anticipations d'inflation sont restées bien ancrées cette fois-ci, la partie sera peut-être plus difficile la prochaine fois, car à l'avenir, les travailleurs et les entreprises chercheront davantage à protéger leur niveau de vie et leurs bénéfices.

Le deuxième virage à opérer porte sur la politique budgétaire. L'espace budgétaire dont disposent les pays est également un pilier de la stabilité financière. Après des années de politique budgétaire expansionniste, il est temps de stabiliser la dynamique de la dette et de reconstituer des amortisseurs budgétaires indispensables. Si l'abaissement des taux directs apporte un certain répit en réduisant les coûts de financement, cela ne suffira pas, surtout que les taux d'intérêt réels à long terme sont de loin supérieurs à leurs niveaux prépandémiques. Dans bon nombre de pays, il convient d'améliorer les soldes primaires, c'est-à-dire la différence entre recettes budgétaires et dépenses publiques nettes du service de la dette. Pour certains pays, comme les États-Unis et la Chine, les plans budgétaires actuels ne stabilisent pas la dynamique de la dette (édition d'octobre 2024 du *Moniteur des finances publiques*). Dans beaucoup d'autres, même si les plans budgétaires qui ont immédiatement suivi la pandémie et les crises du coût de la vie étaient prometteurs, les signes de dérapages se multiplient. La marge de manœuvre est étroite : retarder inutilement les ajustements augmenterait le risque de se voir imposer des ajustements désordonnés par les marchés, tandis qu'un virage excessivement abrupt vers le rééquilibrage budgétaire irait à l'encontre du but recherché et nuirait à l'activité économique. Pour atteindre les objectifs, il faudrait redresser la barre en entreprenant des ajustements progressifs, crédibles et étalés sur plusieurs années, lorsqu'un rééquilibrage s'impose. Plus l'ajustement budgétaire sera crédible et discipliné, plus la politique monétaire sera en mesure de jouer un rôle d'accompagnement. Or, la volonté et la capacité de mener à bien des ajustements disciplinés et crédibles ne sont pas au rendez-vous.

Le troisième virage, le plus difficile, est celui des réformes structurelles. Il reste beaucoup à faire afin d'améliorer les perspectives de croissance et de relever la productivité, seuls moyens de relever les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés : la reconstitution des amortisseurs budgétaires, le vieillissement et la baisse de la population dans de nombreuses régions du monde, une population africaine jeune et croissante en quête de débouchés, la transition climatique, le renforcement de la résilience et l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus vulnérables au niveau national

et international. Hélas, avec un taux de 3,1 %, la croissance mondiale à moyen terme demeure morose. Bien que cela s'explique en grande partie par la dégradation des perspectives de la Chine, l'horizon à moyen terme d'autres régions telles que l'Amérique latine et l'Union européenne s'est également assombri. Récemment publié, le rapport Draghi propose une évaluation réaliste du recul des perspectives pour cette région et des difficultés qui s'y rattachent.

Face à une concurrence extérieure accrue et aux faiblesses structurelles de l'industrie manufacturière et de la productivité, bon nombre de pays prennent des mesures de politique industrielle et commerciale en vue de protéger leurs travailleurs et leurs secteurs d'activité. Si ces mesures peuvent parfois stimuler l'investissement et l'activité à court terme, en particulier lorsqu'elles reposent sur des subventions financées par la dette, elles entraînent souvent des représailles, sont peu susceptibles d'améliorer durablement les conditions de vie à l'intérieur ou à l'extérieur des pays, et sont à éviter résolument lorsqu'elles ne s'attaquent pas minutieusement à des défaillances bien connues du marché ou ne répondent pas à des préoccupations de sécurité nationale. La croissance économique doit plutôt être le résultat de réformes intérieures ambitieuses qui stimulent la technologie et l'innovation, améliorent la concurrence et l'allocation des ressources, approfondissent l'intégration économique et encouragent des investissements privés productifs.

Or, bien qu'elles soient plus urgentes que jamais, les réformes structurelles rencontrent souvent une forte résistance sociale. Le chapitre 3 du présent rapport analyse les facteurs qui déterminent l'acceptabilité sociale des réformes, l'une des conditions préalables à leur réussite. Il s'en dégage un message clair : l'amélioration de la communication a ses limites. La clé du succès réside plutôt dans l'établissement d'une relation de confiance entre le gouvernement et la population (un processus à double sens tout au long de la conception des mesures) et l'inclusion de mesures compensatoires adéquates pour atténuer les effets des réformes sur la répartition des revenus. Cet enseignement important est également pertinent lorsque nous réfléchissons aux voies et moyens d'améliorer davantage la coopération internationale et d'intensifier nos efforts multilatéraux pour relever nos défis communs, en cette période où nous célébrons le 80<sup>e</sup> anniversaire des institutions de Bretton Woods.

Pierre-Olivier Gourinchas  
*Conseiller économique*

# RÉSUMÉ

La croissance mondiale devrait rester stable, mais encore laisser à désirer. À 3,2 % en 2024 et 2025, les projections de croissance restent pratiquement inchangées par rapport à celles figurant dans l'édition de juillet 2024 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* et dans l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Toutefois, cette continuité apparente masque des différences notables : la révision à la hausse des prévisions pour les États-Unis a compensé l'abaissement de celles des autres pays avancés, en particulier les plus grands pays européens. De la même manière, dans les pays émergents et les pays en développement, les perturbations de la production et du transport des produits de base (du pétrole, en particulier), les conflits, les troubles sociaux et des phénomènes météorologiques extrêmes ont entraîné des révisions à la baisse des perspectives pour l'Afrique subsaharienne et la région Moyen-Orient et Asie centrale. Ces abaissements des prévisions ont été compensés par les révisions à la hausse des perspectives pour les pays émergents d'Asie, où la croissance a été renforcée par la forte augmentation de la demande de semi-conducteurs et de composants électroniques, alimentée par d'importants investissements dans l'intelligence artificielle. Selon les dernières prévisions, la croissance mondiale s'établirait à 3,1 % d'ici cinq ans, un niveau qui reste médiocre si on le compare à la moyenne pré-pandémique. Des vents contraires structurels persistants, comme le vieillissement de la population et la faible productivité, freinent la croissance potentielle dans de nombreux pays.

Les déséquilibres cycliques se sont atténués depuis le début de l'année, ce qui a permis de mieux aligner l'activité économique sur la production potentielle dans les principales puissances économiques. Cet ajustement réduit les écarts entre les taux d'inflation des différents pays et, dans l'ensemble, a contribué à faire baisser l'inflation mondiale. En effet, l'inflation globale au niveau mondial devrait passer d'une moyenne annuelle de 6,7 % en 2023 à 5,8 % en 2024, puis à 4,3 % en 2025. Les pays avancés retrouveraient leur niveau cible plus rapidement que les pays émergents et les pays en développement. Alors que la désinflation mondiale se poursuit à un rythme globalement conforme au scénario de référence, la voie de la stabilité des prix pourrait encore être cahoteuse. Les prix des biens se sont stabilisés, mais l'inflation des prix des services reste élevée dans de nombreuses régions, ce qui souligne l'importance de comprendre les dynamiques sectorielles et de moduler la politique monétaire en conséquence, comme cela est expliqué dans le chapitre 2.

Les risques de révision des perspectives sont orientés à la baisse sur fond de grande incertitude autour des politiques économiques. Des poussées de volatilité soudaines sur les marchés financiers, comme au début du mois d'août, pourraient durcir les conditions financières et peser sur l'investissement et la croissance, en particulier dans les pays en développement où les importants besoins de financement extérieur à court terme pourraient entraîner des sorties de capitaux et un surendettement. D'autres perturbations dans le processus de désinflation, potentiellement déclenchées par de nouvelles flambées des prix des produits de base dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes, pourraient empêcher les banques centrales d'assouplir leur politique monétaire, ce qui compliquerait grandement la politique budgétaire et menacerait la stabilité financière. Une contraction plus longue et plus forte que prévu du marché immobilier chinois, en particulier si elle conduit à une instabilité financière, pourrait affaiblir la confiance des consommateurs et avoir des répercussions mondiales, compte tenu de la place importante qu'occupe la Chine dans le commerce international. Un recours accru aux politiques protectionnistes exacerberait les tensions commerciales, réduirait l'efficacité des marchés et perturberait davantage les chaînes d'approvisionnement. La montée des tensions sociales pourrait provoquer des troubles civils, nuire à la confiance des consommateurs et des investisseurs et potentiellement retarder l'adoption et la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires.

À mesure que se résorbent les déséquilibres cycliques de l'économie mondiale, les pouvoirs publics doivent soigneusement peser les priorités à court terme afin d'assurer un atterrissage en douceur. Dans de nombreux pays, un changement de braquet de la politique budgétaire s'impose de toute urgence pour garantir la viabilité de la dette publique et pour reconstituer les marges de manœuvre budgétaires. Le rythme de l'ajustement doit être adapté à la situation de chaque pays. Des réformes structurelles sont requises pour améliorer les perspectives de croissance à moyen terme, mais il convient de continuer à aider les personnes les plus vulnérables et à préserver les dispositifs de protection sociale. Le chapitre 3 expose les stratégies envisageables pour améliorer l'acceptabilité sociale de ces réformes, condition *sine qua non* de leur bonne mise en œuvre. La coopération multilatérale est plus que jamais nécessaire pour accélérer la transition écologique et soutenir les efforts de restructuration de la dette. Il est essentiel d'atténuer les risques de fragmentation géoéconomique et de renforcer les cadres multilatéraux fondés sur des règles pour que tous les pays puissent tirer pleinement parti de la croissance future.

## L'incertitude s'étend sur fond de réorientation des politiques

Les quatre dernières années ont mis à l'épreuve la résilience de l'économie mondiale. La pandémie du siècle, l'éruption de conflits géopolitiques et la multiplication d'événements météorologiques extrêmes ont perturbé les chaînes d'approvisionnement, engendré des crises énergétiques et alimentaires, et contraint les pouvoirs publics à prendre des mesures inédites pour protéger leurs populations et leurs moyens d'existence. L'économie mondiale a bien résisté dans l'ensemble, mais ce résultat global masque des disparités entre régions et des sources de fragilité persistantes.

Les chocs d'offre qui frappent l'économie mondiale depuis 2020 se font durablement sentir sur les niveaux de production et d'inflation, et leurs effets varient d'un pays à l'autre et d'un groupe de pays à l'autre. C'est entre les pays avancés et les pays en développement que l'on observe les contrastes les plus saisissants. Si les pays du premier groupe ont retrouvé les niveaux d'activité et d'inflation projetés avant la pandémie, ceux du second semblent pâtir de séquelles plus durables (voir l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*), sous forme de lourdes pertes de production et d'une inflation tenace (graphique 1.1). Les pays en développement demeurent également plus vulnérables face aux flambées des prix des produits de base du genre de celles qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie (graphique 1.2 ; éditions d'octobre 2023 et d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

Depuis le début de l'année, certains signes semblent indiquer que les déséquilibres cycliques sont en voie de résorption, et que l'activité des principales puissances économiques se rapproche de son niveau potentiel. Ces évolutions pourraient avoir amené une convergence des taux d'inflation observés dans les différents pays, mais la dynamique désinflationniste semble s'être essoufflée au cours du premier semestre (*Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juillet 2024). Les prix des biens se sont stabilisés, et certains sont en baisse, mais dans de nombreux pays l'inflation reste élevée dans le secteur des services, ce qui tient en partie à de rapides hausses de salaires, à l'heure où les rémunérations n'ont pas fini de rattraper les prix, gonflés par la flambée inflationniste des

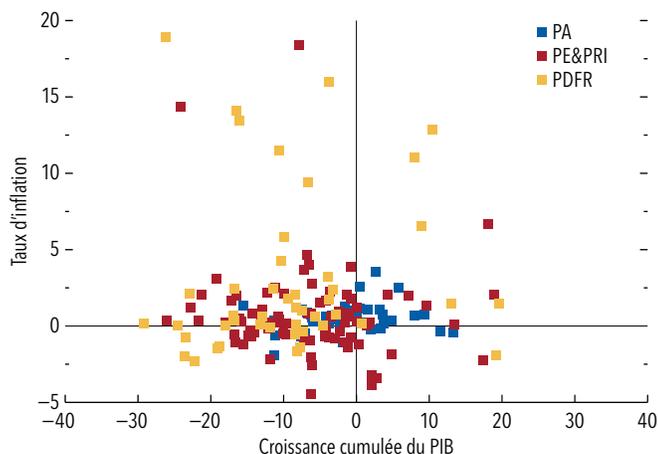
années 2021–22. Certaines banques centrales ont donc été contraintes de reporter leurs projets d'assouplissement monétaire (chapitre 2), ce qui a accru les pressions qui pèsent sur les finances publiques, en particulier dans les pays où les coûts du service de la dette sont déjà élevés et qui connaissent d'importants besoins de refinancement.

Aujourd'hui comme par le passé, les perspectives mondiales dépendront dans une large mesure des choix des autorités budgétaires et monétaires, de leurs répercussions à l'échelle internationale, de l'intensité des forces à l'œuvre dans le processus de fragmentation géoéconomique, et de la capacité des pouvoirs publics à mettre en œuvre des réformes structurelles attendues depuis longtemps. Sachant que les taux d'inflation se rapprochent des valeurs visées par les banques centrales et que les pouvoirs publics s'efforcent de maîtriser les dynamiques de l'endettement, il faut s'attendre à une évolution du dosage de politiques macroéconomiques dans le sens du rééquilibrage budgétaire plutôt que du resserrement monétaire, dans la mesure où les autorités monétaires baissent les taux directeurs, qui se rapprochent de leurs niveaux naturels. Le rythme de cette inversion dans chaque pays aura des conséquences pour les mouvements de capitaux et les taux de change.

Les perspectives sont hautement incertaines. De nouvelles équipes au pouvoir (environ la moitié de la population mondiale s'est rendue ou se rendra aux urnes en 2024) pourraient considérablement infléchir les politiques commerciales et budgétaires (encadré 1.2). En outre, le retour de la volatilité sur les marchés pendant l'été a ravivé des craintes anciennes quant à l'existence de sources de vulnérabilité cachées dans le système financier. Cette situation suscite un regain d'appréhension au sujet de la politique monétaire à suivre, en particulier dans les pays où l'inflation est tenace et dont l'activité économique commence à donner des signes de ralentissement. L'aggravation continue des tensions géopolitiques risque de peser sur les échanges commerciaux, les investissements et la libre circulation des idées, ce qui pourrait affecter la croissance à long terme, menacer la résilience des chaînes d'approvisionnement, et amener les banques centrales à prendre des décisions difficiles. À l'inverse, les pouvoirs publics pourraient parvenir à faire consensus en engageant des réformes structurelles difficiles et attendues depuis longtemps (chapitre 3), dont la mise en œuvre permettrait

### Graphique 1.1. Révisions des projections de croissance et d'inflation

(En points de pourcentage, par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2020)



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'axe des abscisses permet de lire l'écart entre, d'une part, les dernières estimations de la croissance cumulée du PIB entre 2020 et 2024 et, d'autre part, les projections établies dans l'édition de janvier 2020 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*. L'axe des ordonnées permet de lire l'écart entre, d'une part, le taux d'inflation en 2024 et, d'autre part, les projections établies dans l'édition de janvier 2020 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*. PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

de doper la croissance et de favoriser la viabilité des finances publiques et la stabilité du système financier.

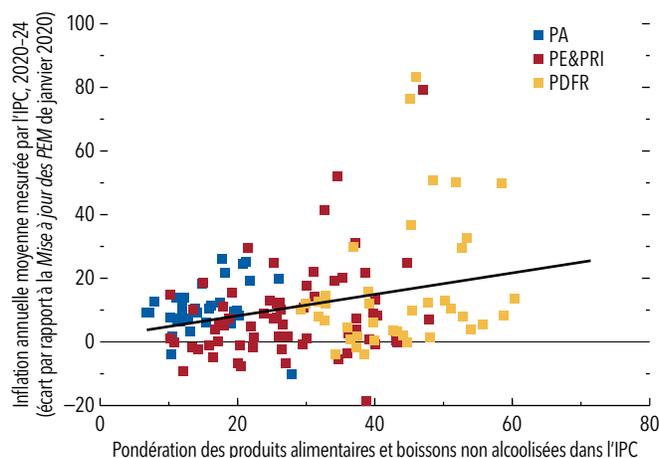
### Le chemin de la désinflation se poursuit, mais pourrait encore s'avérer cahoteux

Dans beaucoup de pays avancés, la désinflation a relativement peu nui à l'emploi, en partie grâce à des évolutions du côté de l'offre qui ont pu avoir un effet compensateur. En effet, les prix de l'énergie ont baissé plus vite que prévu, et l'offre de travail a connu un rebond inattendu, alimenté par d'importants flux migratoires qui ont contribué à atténuer la surchauffe des marchés de l'emploi (édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*). En outre, l'existence de goulets d'étranglement provisoires dans certains secteurs, pendant et après la pandémie, a accentué la pente de la courbe de Philips, ce qui a impliqué un faible ratio de sacrifice (le niveau de sous-utilisation de la main-d'œuvre permettant une baisse de l'inflation). Comme on le verra dans le chapitre 2, la pente provisoirement plus prononcée de la courbe de Philips permet d'expliquer à la fois la rapide flambée de l'inflation et — jusqu'à présent — le fait que l'emploi ait été relativement épargné par la désinflation (graphique 1.3, page 1).

Depuis le début de l'année 2024, les déséquilibres cycliques semblent progressivement se résorber, ce qui a permis

### Graphique 1.2. Évolutions inattendues de l'inflation et poids des produits alimentaires dans l'IPC

(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

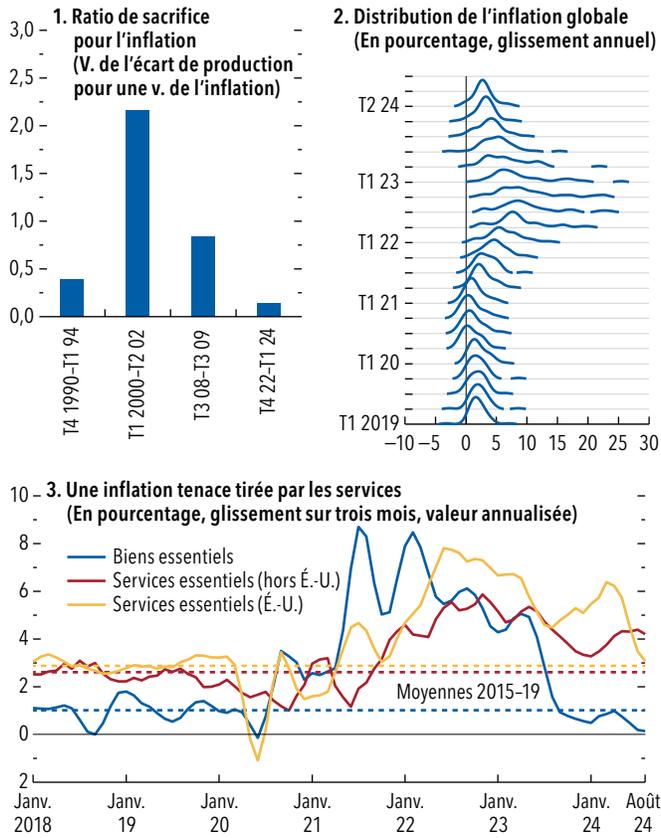
Note : La droite noire correspond à la droite de régression. IPC = indice des prix à la consommation ; PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

de faire converger les taux d'inflation des différents pays (graphique 1.3, page 2). La désinflation se poursuit plus ou moins conformément aux prévisions, mais a donné quelques signes de ralentissement au cours du premier semestre de 2024, ce qui donne à penser que la voie de la stabilité des prix pourrait s'avérer cahoteuse (*Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juillet 2024).

L'inflation hors alimentation et énergie est tenace, ce qui s'explique surtout par l'inflation dans le secteur des services. Dans les principaux pays avancés et pays émergents (États-Unis exclus), l'inflation des prix des services essentiels se monte à 4,2 %, c'est-à-dire à un niveau environ 50 % plus élevé qu'avant la pandémie. En revanche, l'inflation des prix des biens essentiels est redescendue à zéro (graphique 1.3, page 3). Les récentes augmentations des coûts de transport des marchandises, en particulier vers et depuis la Chine, constituent une pression à la hausse sur les prix des biens. Cependant, jusqu'à présent, ce facteur haussier est atténué par la baisse des prix des exportations chinoises (graphique 1.3, page 4).

L'inflation tenace dans le secteur des services tient en partie à une croissance des salaires nominaux au-dessus des tendances observées avant la pandémie. Alors même que les tensions sur les marchés de l'emploi commencent à se relâcher (graphique 1.4, page 2), les négociations salariales continuent de viser des augmentations significatives pour compenser la hausse du coût de la vie subie au lendemain de la flambée inflationniste des

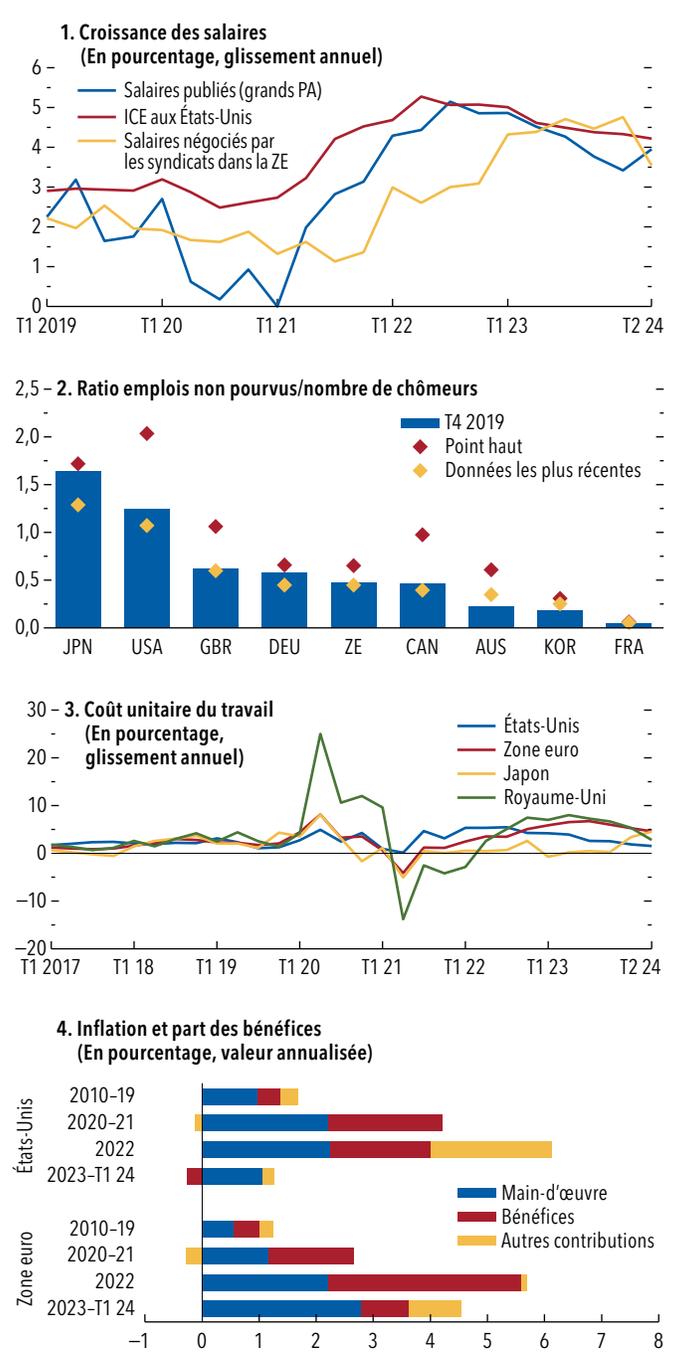
**Graphique 1.3. Évolution récente de l'inflation**



Sources : Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la plage 1, l'échantillon comprend 37 pays avancés. La plage 2 montre comment se répartit la densité de l'évolution du taux d'inflation globale dans 32 pays avancés et 13 pays émergents et pays en développement. La droite verticale indique la médiane au premier trimestre 2019. Dans la plage 3, les deux agrégats correspondent aux moyennes pondérées par les parités de pouvoir d'achat. L'échantillon est composé de 11 pays avancés et de 9 pays émergents et pays en développement qui représentaient environ 55 % de la production mondiale de 2021 en parités de pouvoir d'achat. É.-U. = États-Unis ; v. = variation.

**Graphique 1.4. Évolution du marché du travail**



Sources : Eurostat ; Haver Analytics ; Bureau d'analyse économique des États-Unis ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la plage 4, la ventilation de l'inflation aux États-Unis se fonde uniquement sur les données du secteur des entreprises non financières. La ventilation de l'inflation dans la zone euro repose sur des données relatives à l'ensemble des secteurs d'activité. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ICE = indice du coût de l'emploi ; PA = pays avancés ; ZE = zone euro'.

années 2021–22 (graphique 1.4, page 1). Le fait que la croissance des salaires nominaux se poursuive à un niveau accru après la flambée inflationniste correspond à ce que l'on a pu observer lors de précédents épisodes d'inflation — le rattrapage des salaires réels jusqu'à leur niveau d'équilibre déterminé par la productivité du travail — et ne signifie pas forcément qu'une spirale prix-salaires risque de s'enclencher (voir le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

Dans la mesure où les écarts de production devraient se réduire, et en supposant que l'offre de travail ne connaît pas de perturbations dans les pays avancés, la hausse des salaires devrait s'atténuer. Quant à savoir si les récentes augmentations salariales feront persister l'inflation hors alimentation et énergie, cela dépendra 1) de l'effet des récentes hausses de salaires sur les coûts unitaires du travail, qui dépend lui-même de la productivité de la main-d'œuvre, et 2) de la propension des entreprises à accepter qu'une hausse des coûts unitaires du travail vienne réduire leurs marges bénéficiaires.

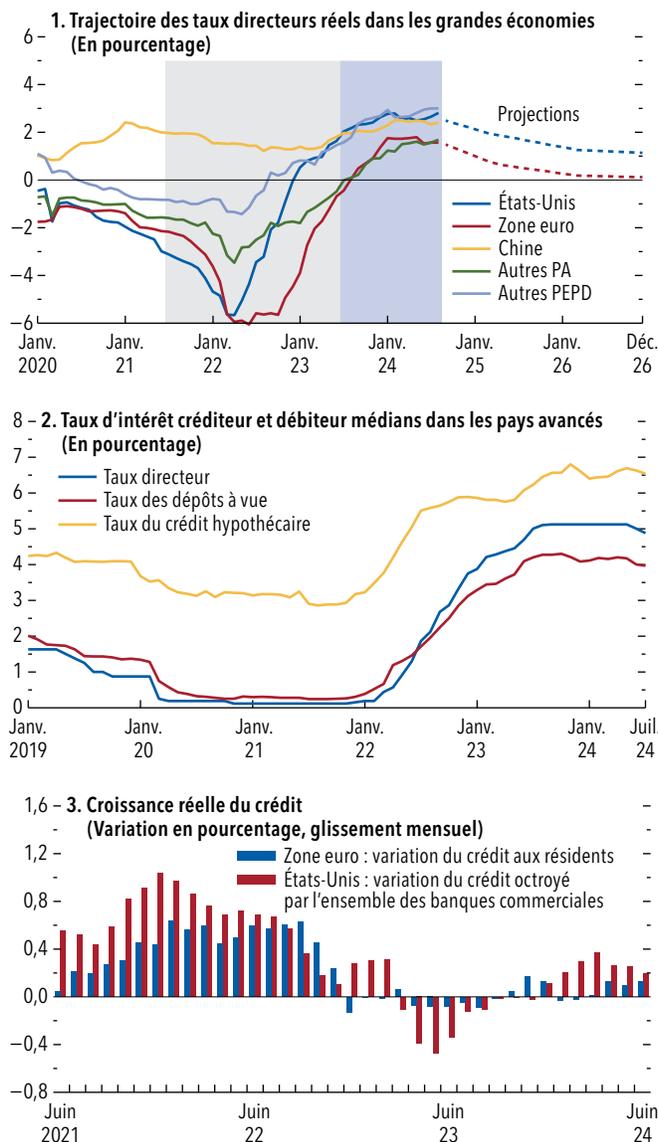
Si ces deux facteurs semblent jouer de manière différente dans les deux plus grandes économies avancées, ils devraient tout de même permettre à la désinflation de se poursuivre. Ces derniers temps, aux États-Unis, la hausse des salaires correspond à des gains de productivité, ce qui limite l'augmentation des coûts unitaires du travail. Dans la zone euro, en revanche, les salaires ont augmenté davantage que la productivité, ce qui a eu pour effet de faire augmenter les coûts unitaires du travail (graphique 1.4, page 3). Cependant, les entreprises européennes devraient être en mesure d'absorber ces coûts, étant donné la forte hausse de leurs bénéfices ces dernières années (graphique 1.4, page 4).

### Dosage des politiques macroéconomiques : resserrement monétaire et assouplissement budgétaire

Les évolutions économiques des quatre dernières années tiennent beaucoup aux politiques budgétaires et monétaires mises en œuvre par les différents pays depuis la pandémie.

Après une période initiale d'assouplissement, la politique monétaire s'est nettement durcie, et les banques centrales de nombreux pays émergents ont devancé celles des principaux pays avancés (chapitre 2). La plupart des banques centrales ont cessé de relever leurs taux directeurs nominaux au cours du premier semestre de 2023. Cependant, la hausse des taux réels s'est poursuivie, car les anticipations d'inflation avaient alors entamé leur décrue (graphique 1.5, plage 1), ce qui a engendré une

### Graphique 1.5. Transmission de la politique monétaire



Sources : Banque centrale européenne ; Banque des règlements internationaux ; Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve ; Consensus Economics ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la plage 1, la zone ombrée en gris représente les périodes de resserrement discrétionnaire (relèvement des taux nominaux, hors Chine) et la zone ombrée en bleue, les périodes de resserrement non discrétionnaire (pauses dans le relèvement des taux nominaux, hors Chine). L'échantillon comprend 16 PA et 65 PEPD. Les agrégats « autres » sont des médianes. Les taux réels sont calculés en retranchant les anticipations d'inflation à 12 mois, calculées à partir des enquêtes auprès des prévisionnistes professionnels de Consensus Forecast, des taux directeurs nominaux. Les anticipations d'inflation à 12 mois sont construites comme la somme pondérée des prévisions de l'année civile en cours et des suivantes (voir Buono et Formai, 2018). Les projections concernant les taux réels pour les États-Unis et la zone euro reposent sur les taux directeurs implicites des marchés et sur les swaps d'inflation pour l'inflation attendue. La page 2 porte sur l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Dans la plage 3, la croissance du crédit est corrigée par le déflateur du PIB. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

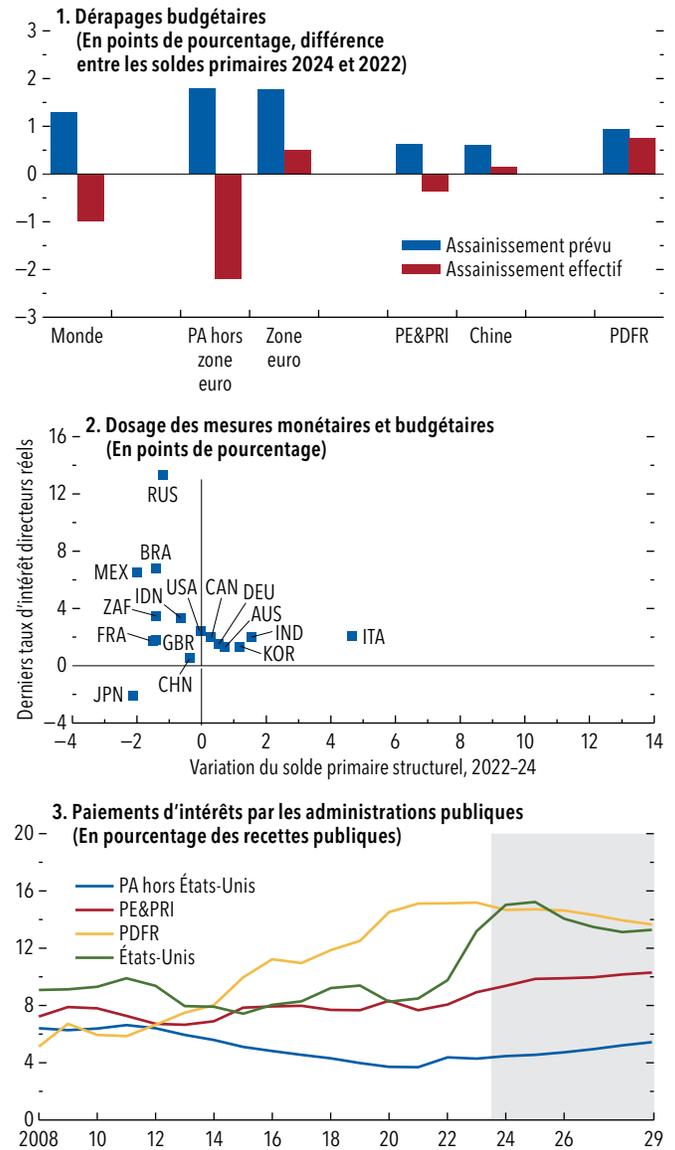
orientation encore plus restrictive de la politique monétaire. Les taux directeurs réels se situent actuellement au-dessus des niveaux estimés comme naturels, et ont donc pour effet de modérer l'activité économique et de ramener les taux d'inflation aux niveaux visés.

La hausse des taux directeurs a fait augmenter les taux des prêts bancaires et des prêts immobiliers, ce qui indique que la première partie de la transmission de la politique monétaire s'est effectuée comme prévu. La transmission aux taux du marché s'est faite progressivement, mais semble être arrivée à son terme. La hausse des coûts de l'emprunt a alors jugulé la croissance du crédit privé et l'investissement, ce qui a eu pour effet de modérer la demande globale (graphique 1.5, pages 2 et 3).

Le contraste avec la politique budgétaire est frappant. Malgré un fort regain d'activité en 2022 et des pressions inflationnistes généralisées, la politique budgétaire est demeurée plus souple. Les plans de rééquilibrage des finances publiques ont connu des dérapages flagrants (voir l'édition d'octobre 2024 du Moniteur des finances publiques), sauf dans les pays en développement à faible revenu, dont le manque d'espace budgétaire a entravé la capacité de remédier à des crises énergétiques et alimentaires (graphique 1.6, page 1). Entre 2022 et 2024, la politique monétaire de la plupart des pays s'est nettement durcie, mais la politique budgétaire a tardé à suivre, voire s'est assouplie dans bien des cas (graphique 1.6, page 2), ce qui a compliqué la tâche des banques centrales, soucieuses de juguler l'inflation, et retardé la nécessaire reconstitution des marges de manœuvre budgétaires. La concomitance d'une politique monétaire restrictive et d'une politique budgétaire relativement expansionniste, en particulier aux États-Unis, pourrait être l'un des principaux moteurs de l'appréciation du dollar en 2024.

Cette situation devrait évoluer. Les coûts du service de la dette sont à la hausse dans les pays émergents et les pays en développement et ont récemment connu une nette augmentation aux États-Unis (graphique 1.6, page 3) ; dans ces conditions, le scénario de référence fait l'hypothèse d'une inversion des politiques macroéconomiques. Le nécessaire rééquilibrage des finances publiques dans de nombreux pays devrait ralentir la croissance et doit donc s'accompagner d'un assouplissement de la politique monétaire, qui devrait faciliter la réduction des déficits par les pouvoirs publics (voir « Priorités pour l'action publique : du retour à la stabilité des prix à la reconstitution des réserves »).

**Graphique 1.6. Orientation de la politique budgétaire**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Dans la page 1, les données sur les assainissements prévu et effectif sont respectivement issues de l'édition de janvier 2022 de la *Mise à jour des PEM* et de l'édition d'octobre 2024 des PEM ; les calculs reposent sur le solde primaire afin d'élargir la couverture géographique. Dans la page 2, le solde budgétaire correspond au solde primaire structurel des administrations publiques exprimé en pourcentage du PIB potentiel, et les pays indiqués sont les membres du Groupe des Vingt, hors Arabie saoudite, Argentine et Türkiye, faute de données disponibles. Dans la page 3, les projections s'appuient sur les données de l'édition d'octobre 2024 des PEM. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

## Retour de la volatilité sur les marchés financiers

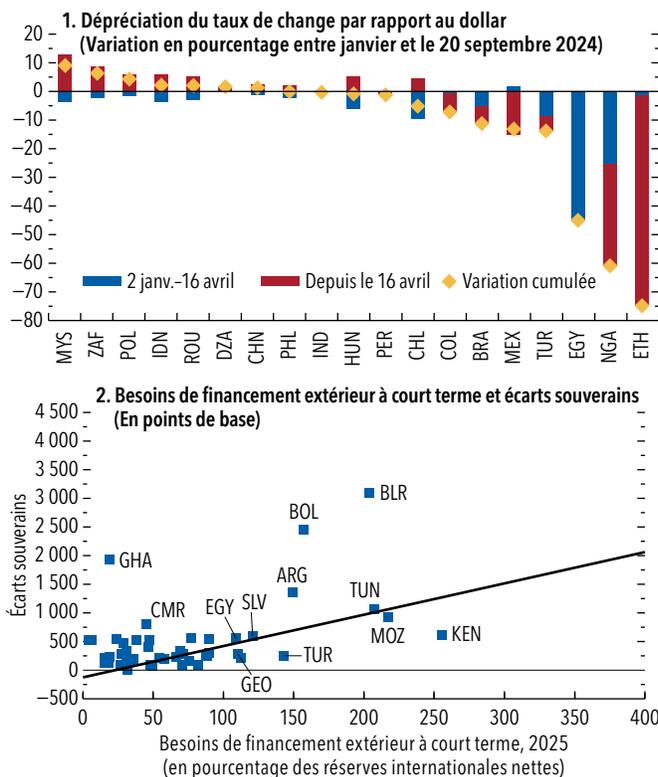
La première semaine du mois d'août, les marchés financiers mondiaux ont traversé d'importantes turbulences, qui sont venues interrompre une phase de croissance régulière et rapide sur les marchés des actions. Les données de l'emploi ont déçu et soulevé des inquiétudes quant à une éventuelle récession aux États-Unis, ce qui a entraîné une correction sur les marchés boursiers. À cette situation est venue s'ajouter la décision de la Banque du Japon de relever les taux d'intérêt, qui a débouché sur le rapide dénouement d'opérations spéculatives sur écart de rendement fondées sur des emprunts en yen, et sur l'amplification de la correction à l'œuvre sur les marchés boursiers (voir l'encadré 1.3 de l'édition d'octobre 2024 et l'encadré 1.4 de l'édition d'avril 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Les marchés se sont rapidement stabilisés. L'indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange (ou VIX), après être monté en flèche pour atteindre son niveau le plus élevé depuis 2020, est revenu à sa moyenne historique. Cependant, les facteurs de vulnérabilité qui ont alimenté le récent surcroît de volatilité sur les marchés n'ont pas disparu. Parmi ces facteurs, notons le décalage entre l'incertitude économique et la volatilité des marchés (voir le chapitre 1 de l'édition d'octobre 2024 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde) et des surévaluations d'actifs, en particulier dans le secteur technologique.

Les marchés ont revu leurs anticipations concernant la politique monétaire américaine, et leurs hypothèses concernant les baisses de taux aux États-Unis se sont rapprochées de leurs prévisions s'agissant d'autres pays avancés, ce qui met un coup d'arrêt à l'appréciation du dollar par rapport aux monnaies des principales puissances économiques. Cependant, les pressions à la dépréciation restent fortes dans les pays émergents et les pays en développement (graphique 1.7, page 1). Beaucoup de ces pays, qui ont entamé plus tôt le relèvement de leurs taux, ont aussi commencé plus tôt à assouplir leur politique monétaire, ce qui a eu pour effet de réduire l'écart entre leurs taux directeurs et celui des États-Unis.

Pour certains pays émergents et pays en développement dont les besoins de financements extérieurs à court terme sont élevés — au point que ces financements constituent souvent une proportion considérable de leurs réserves internationales nettes —, les écarts de rendements observés sur les emprunts souverains ont augmenté depuis avril, ce qui pose des difficultés supplémentaires (graphique 1.7, page 2). Si seul un petit nombre de ces pays sont surendettés — c'est-à-dire

## Graphique 1.7. Pressions sur les pays émergents



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

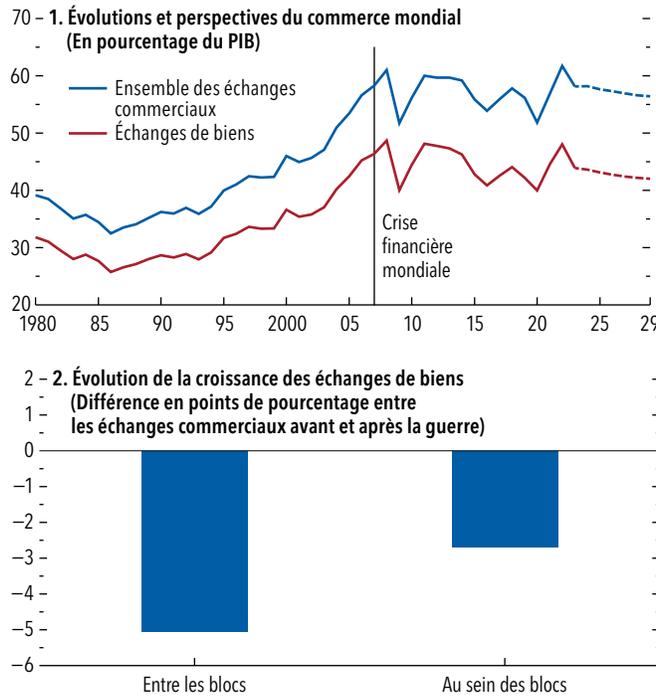
Note : Dans la plage 1, la variation en pourcentage est calculée comme la différence entre les logarithmes des taux de change. Dans la plage 2, l'équation de la droite de régression ajustée est  $y = -19,5 + 4,47x$ , le coefficient t de la pente étant égal à 2,51. La régression est pondérée par le PIB en parités de pouvoir d'achat. L'échantillon ne comprend aucun pays émergent ou pays en développement exportateur de pétrole. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

que leurs obligations souveraines présentent un écart de rendement de plus de 1 000 points de base —, leur forte dépendance à des financements extérieurs à court terme témoigne de leur vulnérabilité face à de brusques fluctuations des taux de change.

## Les tensions géopolitiques s'aggravent, mais leurs effets sur le commerce mondial sont limités jusqu'à présent

Malgré les tensions géopolitiques à l'œuvre, la part des échanges internationaux en volume rapportés au PIB mondial ne s'est pas dégradée. Cependant, des signes de fragmentation géoéconomique commencent à se faire jour : ainsi, les échanges commerciaux augmentent au sein de chacun des divers blocs géopolitiques, plutôt qu'entre ces mêmes blocs (graphique 1.8). Plus précisément, en comparant la moyenne de 2017–22 et celle

**Graphique 1.8. Mondialisation et fragmentation des échanges**



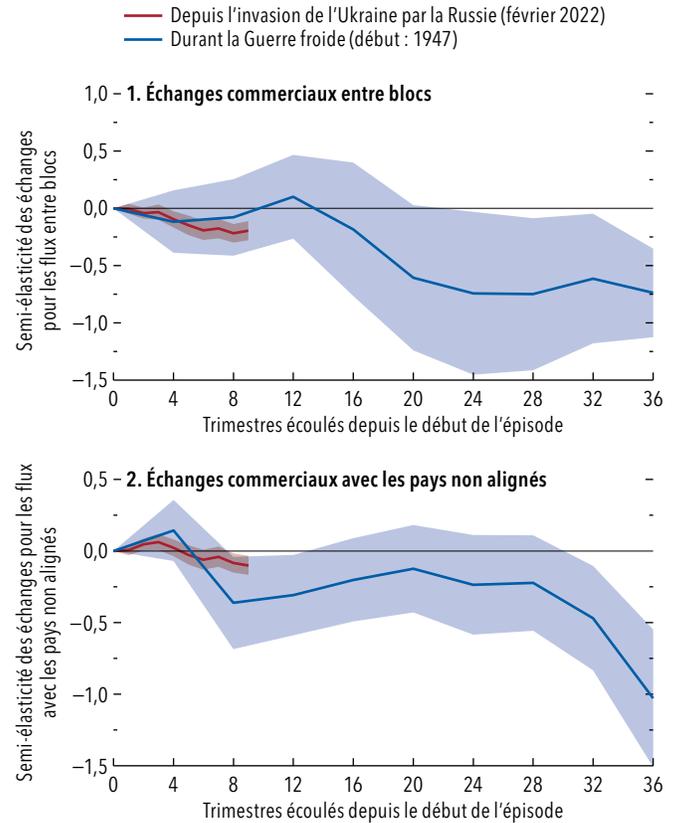
Sources : Gopinath *et al.* (2024) ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la plage 1, les échanges correspondent à la somme des exportations et des importations. Aux fins des calculs, les échanges mondiaux et le PIB sont exprimés en dollars courants des États-Unis. La partie en pointillé des courbes représente les projections des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2024. Dans la plage 2, la variation est mesurée à l'aide de la formule suivante : [croissance moyenne des échanges entre le deuxième trimestre 2022 et le premier trimestre 2024] – [croissance moyenne des échanges entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2022]. Pour la période actuelle, la définition des blocs repose sur un bloc occidental hypothétique centré sur les États-Unis et l'Europe et sur un bloc oriental hypothétique centré sur la Chine et la Russie. Les taux de croissance trimestriels bilatéraux sont obtenus en calculant les différences des logarithmes des échanges bilatéraux, qui sont ensuite agrégées en utilisant les échanges nominaux bilatéraux comme pondérations.

de la période qui s'est écoulée entre 2022 et le premier trimestre de 2024, on s'aperçoit que la croissance du commerce de biens a diminué d'environ 2½ points de pourcentage de plus entre blocs éloignés sur le plan géopolitique qu'à l'intérieur de ces blocs.

Si les tensions géopolitiques continuent de s'aggraver, à la manière de ce qui s'est passé pendant la Guerre froide, le paysage du commerce mondial pourrait se fragmenter davantage (graphique 1.9). Bien que cette fragmentation n'implique pas forcément une rapide démondialisation si elle s'accompagne d'une augmentation des échanges commerciaux aux seins des différents blocs (Gopinath *et al.*, 2024), elle pourrait entamer la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales, faire augmenter les coûts de financement, perturber les mouvements internationaux de capitaux (voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2023

**Graphique 1.9. Fragmentation des échanges durant la Guerre froide et aujourd'hui**  
(En points de pourcentage)



Sources : Gopinath *et al.* (2024) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente l'évolution des échanges mondiaux entre blocs (page 1) et avec les pays non alignés (page 2) durant la Guerre froide (courbe bleue,  $t_0 = 1947$ ) et depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie (courbe rouge,  $t_0 = T4 2021$ ). Pour chaque épisode, le graphique indique la semi-élasticité des échanges pour les flux ainsi que les intervalles de confiance à 90 % associés. La semi-élasticité est estimée à l'aide de la méthode des doubles différences, les échanges de biens bilatéraux étant mesurés sur l'axe des ordonnées, et les effets fixes importateur-exportateur, importateur-année et exportateur-année sont pris en compte. La catégorie manquante est le commerce au sein des blocs. Les valeurs relatives à la Guerre froide sont obtenues à l'aide de données annuelles couvrant la période 1920–90 – avec deux ruptures, l'une correspondant à la Seconde Guerre mondiale (1939–45) et l'autre, à l'année 1947 – et les blocs sont ceux utilisés dans Gokmen (2017). Les valeurs relatives à la période récente sont établies à partir des données sur les échanges commerciaux trimestriels recueillies entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2024 (le quatrième trimestre 2021 étant exclu), et le bloc le plus large est défini en fonction de la distance par rapport au point idéal (un indicateur de similarité des votes lors de l'Assemblée générale des Nations Unies calculé par Bailey, Strezhnev et Voeten (2017).

du Rapport sur la stabilité financière dans le monde) et réduire l'efficacité des marchés, ralentir le transfert de connaissances entre les pays avancés et les pays émergents et pays en développement (au détriment de la convergence des revenus), augmenter les coûts et les risques pour les entreprises, et rendre la transition écologique plus coûteuse sur le plan économique (encadré 1.1).

## Perspectives stables mais décevantes : gare à l'incertitude

Les perspectives de croissance mondiale n'ont guère évolué depuis l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*. À la suite du rebond observé au lendemain de la pandémie, les projections de croissance du PIB mondial oscillent autour de 3 %, aussi bien à court qu'à moyen terme. Cette phase de faible croissance va au-delà de la période de désinflation, ce qui semble indiquer que le potentiel de croissance a été durablement affecté (voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

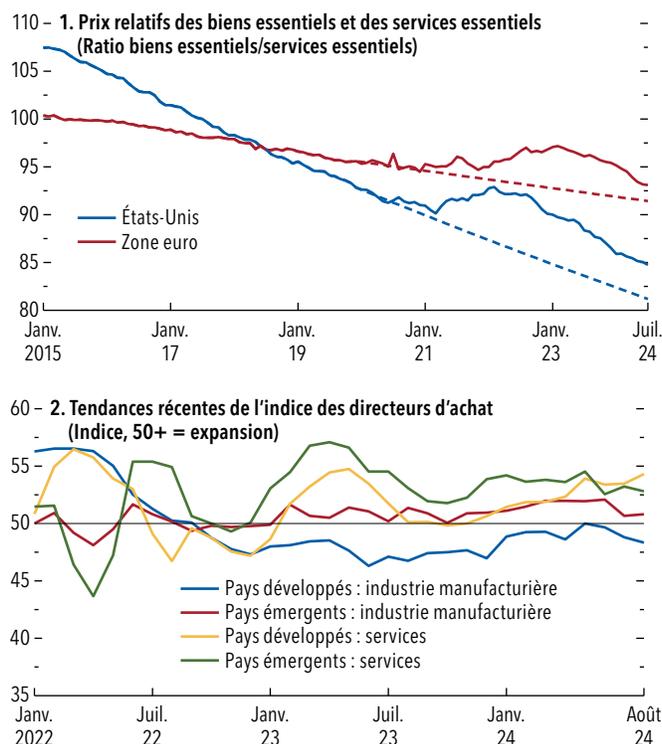
Pour autant, ce tableau n'est pas figé, et d'importantes mutations sectorielles et régionales permettent d'expliquer la stabilité des perspectives mondiales qui se dessinent depuis l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Par rapport aux niveaux observés avant la pandémie, les prix des biens restent élevés relativement à ceux des services : il s'agit d'un effet persistant de la pandémie et de ses suites, caractérisé par la concomitance d'une forte demande de biens et de contraintes sur l'offre (graphique 1.10, page 1). Il en résulte que, derrière la stabilité des chiffres de la croissance, une réorientation de la consommation mondiale des biens vers les services est à l'œuvre. Ce rééquilibrage tend à stimuler l'activité dans le secteur des services dans les pays avancés et les pays émergents, au détriment de l'activité manufacturière. De plus, la production manufacturière se réoriente de plus en plus vers les pays émergents — en particulier vers la Chine et l'Inde — à mesure que les pays avancés perdent en compétitivité (graphique 1.10, page 2).

## Hypothèses mondiales

Avant d'examiner les évolutions régionales, il importe de passer en revue les principales hypothèses concernant les cours des produits de base et les politiques budgétaires et monétaires, sur lesquelles reposent les prévisions de référence.

Eu égard au degré exceptionnel d'incertitude lié aux élections prévues cette année dans 64 pays (qui représentent environ la moitié de la population mondiale), les prévisions de référence s'accompagnent de *deux autres scénarios*, qui dessinent les principales implications des évolutions commerciales et budgétaires pour la croissance et l'inflation. Ces scénarios sont présentés à titre indicatif, mais ils décrivent des variations quantitativement plausibles de part et d'autre des prévisions de référence (encadré 1.2).

**Graphique 1.10. Réorientation continue de la consommation vers les services**

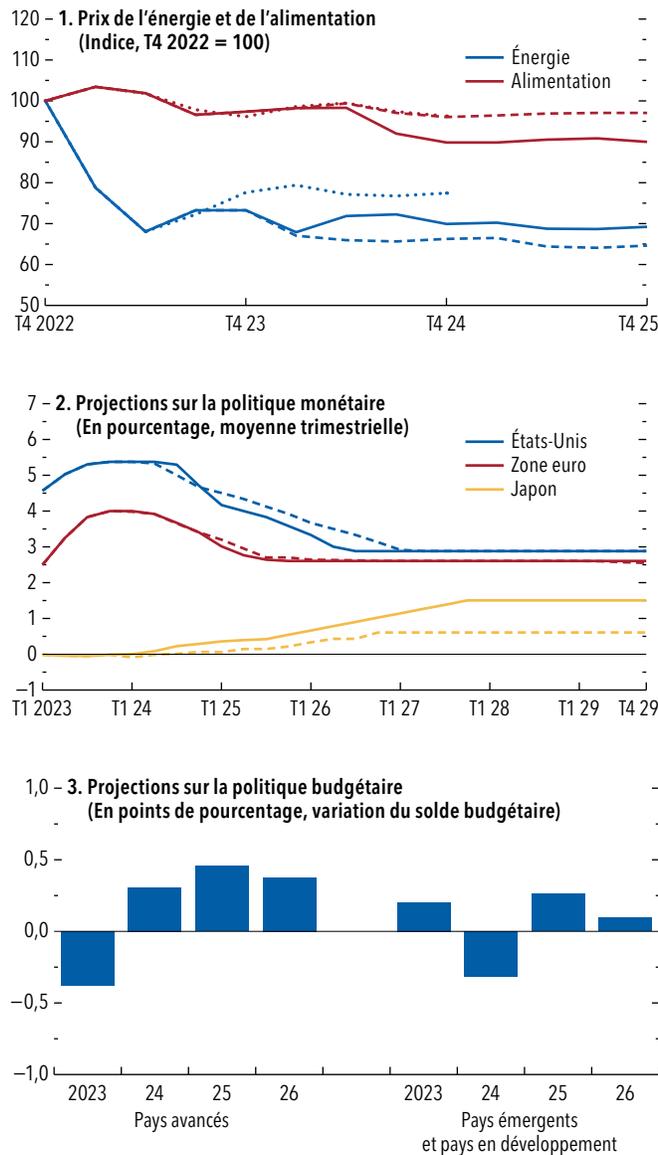


Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les courbes pleines représentent les chiffres relatifs à la croissance du PIB indiqués dans l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale* et les courbes en pointillé, les projections de croissance du PIB figurant dans l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

- **Hypothèses sur les cours des produits de base** : Les cours du pétrole devraient augmenter de 0,9 % en 2024 pour atteindre environ 81 dollars par baril, dans la mesure où les baisses de production décidées par l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole, à laquelle viennent se joindre plusieurs pays extérieurs à l'organisation, dont la Russie), la croissance soutenue de la demande mondiale de pétrole et les tensions au Moyen-Orient viennent compenser la forte hausse de l'offre des pays producteurs hors OPEP+. Dans l'ensemble, les prix des combustibles devraient enregistrer une baisse moyenne de 3,8 % — du fait du recul des prix du gaz naturel (16,4 %) et du charbon (18,0 %), qui avaient atteint des sommets en 2022 —, mais cette baisse devrait être plus lente que ce qui avait été prévu en avril (graphique 1.11 page 1). Les prix des denrées alimentaires devraient baisser de 5,2 % en 2024, puis de 4,5 % en 2025, à la faveur de la production mondiale record de céréales attendue en 2024–25.

**Graphique 1.11. Hypothèses sur la situation économique mondiale**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Dans les pages 1 et 2, les courbes pleines et celles en tiret représentent respectivement les projections de l'édition d'octobre 2024 et de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Dans la page 1, la courbe en pointillé matérialise les projections de l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Dans la page 3, le solde budgétaire utilisé est le solde primaire structurel des administrations publiques, qui est le solde primaire corrigé des variations cycliques, ainsi que de facteurs non cycliques, tels que les variations des prix des actifs et des produits de base.

- **Hypothèses de politique monétaire :** La trajectoire attendue des taux directeurs fixés par les principales banques centrales des pays avancés a évolué par rapport aux prévisions d'avril 2024. Dans la zone euro, on s'attend à une baisse de 100 points de base en 2024

et de 50 points de base en 2025, ce qui ramènerait le taux directeur à 2,5 % d'ici juin 2025. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a inauguré ses baisses de taux au mois de septembre par une réduction de 50 points de base. Le taux des fonds fédéraux devrait atteindre son équilibre de long terme, à savoir 2,9 % au troisième trimestre de 2026, quasiment un an plus tôt que ne le supposaient les projections établies en avril dernier. Au Japon, en revanche, les projections de taux directeurs ont été revues à la hausse depuis l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*, ce qui traduit la hausse de taux décidée par la Banque du Japon au mois de juillet. Le taux directeur devrait poursuivre progressivement sa hausse à moyen terme, jusqu'à atteindre un niveau neutre d'à peu près 1,5 %, de manière que l'inflation et les anticipations d'inflation demeurent ancrées au niveau de 2 % visé par la Banque du Japon.

- **Hypothèses de politique budgétaire :** En moyenne, on s'attend à ce que les gouvernements des pays avancés adoptent des orientations budgétaires plus restrictives en 2024 et en 2025, de manière à réduire de moitié les déficits primaires d'ici 2029. Toutefois, la situation de la zone euro et celle des États-Unis diffèrent notablement. Dans le scénario de référence, le déficit budgétaire des États-Unis ne baisse qu'à la marge et se maintient autour de 6,0 % du PIB en 2029, dont environ la moitié représente des dépenses d'intérêts. Si les politiques actuelles sont maintenues, la dette publique des États-Unis ne sera pas stabilisée et atteindra près de 131,7 % du PIB en 2029. Dans la zone euro, en revanche, le ratio dette/PIB devrait déjà s'être stabilisé autour de 88 % en 2024, une moyenne qui masque des différences nationales. Le groupe des pays émergents et des pays en développement fait également apparaître une situation très contrastée. Si les orientations budgétaires devraient demeurer relativement souples dans la moyenne des pays émergents, les pays en développement traversent une phase de rééquilibrage de leurs finances publiques. Ces dernières années, de nombreux pays à faible revenu ont perdu l'accès aux marchés financiers, ou se sont vus contraints de réduire leurs déficits de manière drastique parce que la hausse des taux d'intérêt avait poussé les coûts de l'emprunt à la hausse (voir le chapitre 1 de l'édition d'octobre 2024 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Ce rééquilibrage budgétaire forcé devrait faire passer leurs ratios dette/PIB de 53,2 % en 2024 à 45,8 % en 2029, soit une réduction d'environ 1,5 % du PIB chaque année.

## Perspectives du scénario de référence : croissance stable et poursuite de la désinflation

La croissance mondiale devrait rester à peu près stable et passer de 3,3 % en 2023 à 3,1 % en 2029 ; on ne note pas de changement notable par rapport aux prévisions des éditions d'octobre 2023 et d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale* (tableaux 1.1 et 1.2 ; graphique 1.12)<sup>1</sup>. Cependant, à l'arrière-plan de ce tableau apparemment uniforme, les perspectives des grandes puissances économiques convergent, au gré de révisions à la hausse comme à la baisse, à mesure que certains mécanismes cycliques perdent de leur intensité et que leurs PIB se rapprochent de leurs niveaux potentiels. À l'heure où l'inflation marque le pas, les taux directeurs devraient suivre, ce qui devrait empêcher des hausses injustifiées des taux d'intérêt réels. Les taux d'intérêt devraient redescendre progressivement vers leurs niveaux naturels, définis comme les niveaux de taux d'intérêt réels sans risque qui permettent d'exploiter pleinement le potentiel de production et de maintenir le taux d'inflation au niveau visé.

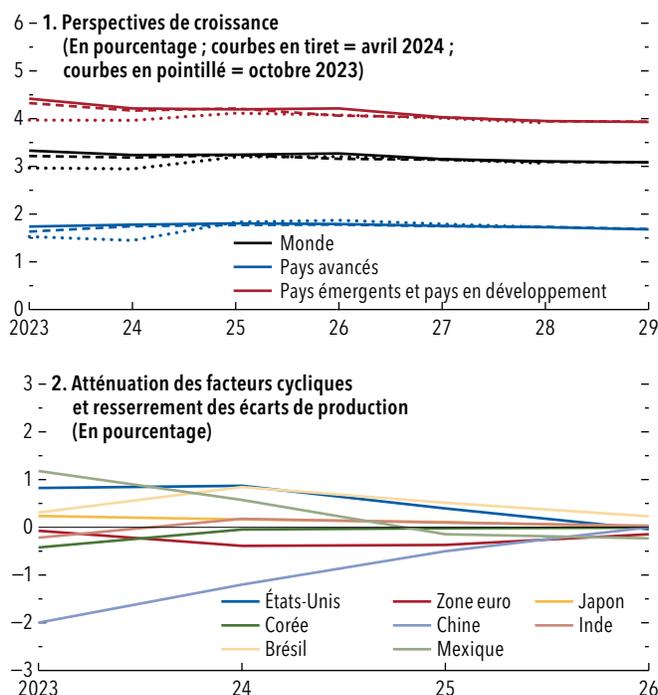
Bien que globalement les prévisions n'aient été révisées qu'à la marge par rapport au mois d'avril, de récents chocs et des changements de politique ont donné lieu à des évolutions en sens contraire au sein des différents ensembles de pays, en particulier dans le groupe des pays émergents et des pays en développement. Des baisses de la production et du transport de produits de base (notamment de pétrole), des conflits et des troubles sociaux ont justifié une révision à la baisse des perspectives pour les pays d'Afrique subsaharienne et de la région Moyen-Orient et Asie centrale. Parallèlement, la flambée de la demande de semi-conducteurs et de composants électroniques, alimentée par des investissements considérables dans l'intelligence artificielle, a favorisé un regain de croissance dans les pays émergents d'Asie.

## Perspectives de croissance : convergence des principales puissances économiques

Après un rebond consécutif à la réouverture de leur économie en 2022, les pays avancés ont vu leur croissance nettement se ralentir en 2023, et celle-ci devrait se stabiliser entre 1,7 et 1,8 % jusqu'à 2029. Cette apparente stabilité masque des dynamiques nationales disparates, à mesure que certains mécanismes cycliques perdent de leur intensité et que l'activité économique

<sup>1</sup>S'agissant des agrégats mondiaux et régionaux, la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* se fonde sur les nouvelles pondérations du PIB en fonction de la parité du pouvoir d'achat, issues de la dernière édition du Programme de comparaison internationale (pour plus d'informations, consulter l'appendice statistique).

Graphique 1.12. Perspectives de croissance



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les courbes pleines représentent les chiffres relatifs à la croissance du PIB issus de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale* et les courbes en pointillé, les projections de croissance du PIB figurant respectivement dans l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale* et dans celle d'octobre 2023.

retrouve son niveau potentiel. Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir et la production redescendre à son niveau potentiel d'ici 2029. Au Royaume-Uni et dans la zone euro, au contraire, l'activité devrait augmenter et la production remonter à son niveau potentiel. Au Japon, où l'écart de production a déjà été comblé, le PIB devrait croître conformément au potentiel de production.

- Aux *États-Unis*, les projections de croissance pour 2024 ont été revues à la hausse à 2,8 %, soit 0,2 point de pourcentage de plus que dans les prévisions établies en juillet, ce qui tient à l'augmentation des dépenses de consommation et des dépenses de capital. La résilience de la consommation s'explique en grande partie par les fortes augmentations des salaires réels (en particulier parmi les ménages à faible revenu) et par des effets de patrimoine. La croissance devrait ralentir à 2,2 % en 2025, au fur et à mesure que la politique budgétaire prendra un tour plus restrictif et que le refroidissement du marché de l'emploi ralentira la consommation. En présence d'une croissance du PIB inférieure à son niveau potentiel, l'écart de production devrait commencer à se combler en 2025.

- Dans la *zone euro*, il semblerait que la croissance ait atteint son point le plus bas en 2023. À peine inférieure aux taux prévus en avril et en juillet, la croissance du PIB devrait se hisser à un modeste niveau de 0,8 % en 2024, à la faveur de résultats plus satisfaisants que prévu du côté des exportations, en particulier de biens. La croissance devrait poursuivre sur cette lancée en 2025 et atteindre 1,2 %, grâce à l'augmentation de la demande intérieure. La hausse des salaires réels devrait stimuler la consommation, et l'assouplissement progressif de la politique monétaire devrait soutenir les investissements. Des faiblesses persistantes dans le secteur manufacturier pèsent sur la croissance de pays comme l'*Allemagne* et l'*Italie*. Cependant, tandis que la demande intérieure italienne devrait bénéficier du Plan national de reprise et de résilience financé par l'Union européenne, l'Allemagne voit ses marges de manœuvre réduites par le rééquilibrage de ses finances publiques et la forte chute des prix de l'immobilier.
- Des dynamiques opposées, qui se compensent mutuellement, sont également à l'œuvre dans d'autres pays avancés. La croissance devrait ralentir au *Japon* en 2024, ce qui s'explique par des perturbations temporaires du côté de l'offre, et par le fait que des facteurs ayant ponctuellement stimulé l'activité en 2023 — comme la forte augmentation du tourisme — aient fini par s'estomper. Les prévisions de croissance ont été revues à la baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport au mois d'avril, pour s'établir à 0,3 % en 2024, ce qui tient à des perturbations temporaires de l'offre dans le secteur automobile et à l'effet de base des révisions des données chronologiques. En 2025, la croissance devrait se rétablir à 1,1 %, à la faveur d'une augmentation de la consommation privée permise par la consolidation de la croissance des salaires réels. La situation est différente au *Royaume-Uni*, où la croissance devrait s'être hissée jusqu'à 1,1 % en 2024 et devrait atteindre 1,5 % en 2025, dans la mesure où la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt est favorable à la demande intérieure.

### Perspectives de croissance : Les pays émergents bénéficient du soutien de l'Asie

D'une manière similaire à ce que l'on observe dans les pays avancés, les perspectives pour les pays émergents et les pays en développement sont remarquablement stables pour les deux prochaines années : la croissance devrait y osciller autour de 4,2 %, pour ensuite se stabiliser à 3,9 % d'ici 2029. De même, comme dans les pays avancés, des dynamiques se compensent mutuellement entre les différents groupes de pays. Les prévisions de

croissance dans les pays émergents et pays en développement sont revues à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport au mois d'avril, ce qui tient à des révisions à la hausse pour l'Asie (Chine et Inde) qui font plus que contrebalancer des révisions à la baisse pour l'Afrique subsaharienne et la région Moyen-Orient et Asie centrale (tableau 1.1).

- La croissance vigoureuse des *pays émergents d'Asie* devrait marquer le pas et passer de 5,7 % en 2023 à 5,0 % en 2025, ce qui tient à un ralentissement économique prononcé dans les deux plus grands pays de la région. En *Inde*, la croissance du PIB devrait passer de 8,2 % en 2023 à 7 % en 2024, puis à 6,5 % en 2025, car le surcroît de demande refoulé pendant la pandémie a fini par s'épuiser, à mesure que l'économie a rejoint son niveau potentiel. En *Chine*, le ralentissement devrait s'effectuer plus progressivement. Malgré des faiblesses persistantes dans le secteur immobilier et une confiance des consommateurs en berne, la croissance ne devrait s'être ralentie qu'à la marge en 2024 (à 4,8 %), en grande partie à la faveur des résultats plus satisfaisants que prévu des exportations nettes. Par rapport aux projections établies au mois d'avril, les prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour 2024 et de 0,4 point de pourcentage pour 2025. Certaines politiques récemment mises en œuvre pourraient favoriser une révision à la hausse des prévisions de croissance à court terme.
- Dans la région *Moyen-Orient et Asie centrale*, en revanche, la croissance devrait accélérer et passer de 2,1 % en 2023 à 3,9 % en 2025, dans la mesure où l'on suppose que les effets sur les pays de la région des perturbations temporaires dans la production et le transport de pétrole vont s'estomper. La projection de croissance pour 2024 a été revue à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport au mois d'avril, ce qui résulte principalement de la prolongation des baisses de production en *Arabie saoudite* et des graves répercussions du conflit en cours au *Soudan*.
- L'*Afrique subsaharienne* devrait également connaître une accélération de la croissance du PIB, qui, d'après les estimations, devrait passer de 3,6 % en 2023 à 4,2 % en 2025, à mesure que s'estompent les effets de chocs météorologiques antérieurs et que se relâchent les contraintes qui pèsent sur l'offre. Les projections de croissance pour la région font l'objet d'une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage pour 2024 et d'une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2025, par rapport aux prévisions établies au mois d'avril. En plus du conflit en cours qui a entraîné une contraction de 26 % du PIB *sud-soudanais*, cette

**Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections***(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)*

	2023	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2024 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'avril 2024 <sup>1</sup>	
		2024	2025	2024	2025	2024	2025
<b>Production mondiale</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
États-Unis	2,9	2,8	2,2	0,2	0,3	0,1	0,3
Zone euro	0,4	0,8	1,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,3
Allemagne	-0,3	0,0	0,8	-0,2	-0,5	-0,2	-0,5
France	1,1	1,1	1,1	0,2	-0,2	0,4	-0,3
Italie	0,7	0,7	0,8	0,0	-0,1	0,0	0,1
Espagne	2,7	2,9	2,1	0,5	0,0	1,0	0,0
Japon	1,7	0,3	1,1	-0,4	0,1	-0,6	0,1
Royaume-Uni	0,3	1,1	1,5	0,4	0,0	0,6	0,0
Canada	1,2	1,3	2,4	0,0	0,0	0,1	0,1
Autres pays avancés <sup>2</sup>	1,8	2,1	2,2	0,1	0,0	0,1	-0,2
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,7	5,3	5,0	-0,1	-0,1	0,1	0,1
Chine	5,2	4,8	4,5	-0,2	0,0	0,2	0,4
Inde <sup>3</sup>	8,2	7,0	6,5	0,0	0,0	0,2	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,3	3,2	2,2	0,0	-0,3	0,1	-0,6
Russie	3,6	3,6	1,3	0,4	-0,2	0,4	-0,5
Amérique latine et Caraïbes	2,2	2,1	2,5	0,3	-0,2	0,2	0,0
Brésil	2,9	3,0	2,2	0,9	-0,2	0,8	0,1
Mexique	3,2	1,5	1,3	-0,7	-0,3	-0,9	-0,1
Moyen-Orient et Asie centrale	2,1	2,4	3,9	0,0	0,0	-0,4	-0,3
Arabie saoudite	-0,8	1,5	4,6	-0,2	-0,1	-1,1	-1,4
Afrique subsaharienne	3,6	3,6	4,2	-0,1	0,1	-0,2	0,1
Nigéria	2,9	2,9	3,2	-0,2	0,2	-0,4	0,2
Afrique du Sud	0,7	1,1	1,5	0,2	0,3	0,2	0,3
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,8	2,7	2,8	0,0	0,0	0,0	0,1
Union européenne	0,6	1,1	1,6	-0,1	-0,2	0,0	-0,2
ASEAN-5 <sup>4</sup>	4,0	4,5	4,5	0,1	-0,1	0,1	0,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,9	2,1	4,0	-0,1	0,1	-0,6	-0,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,4	4,2	4,2	-0,1	0,0	0,1	0,1
Pays en développement à faible revenu	4,1	4,0	4,7	-0,2	-0,4	-0,5	-0,4
<b>Volume du commerce mondial (biens et services)</b>	<b>0,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
Importations							
Pays avancés	-0,7	2,1	2,4	-0,3	-0,3	0,1	-0,4
Pays émergents et pays en développement	3,0	4,6	4,9	0,4	0,1	-0,3	0,8
Exportations							
Pays avancés	1,0	2,5	2,7	-0,1	-0,2	0,0	-0,2
Pays émergents et pays en développement	0,6	4,6	4,6	0,4	0,5	0,9	0,7
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>							
Pétrole <sup>5</sup>	-16,4	0,9	-10,4	0,1	-4,4	3,4	-4,1
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	-5,7	2,9	-0,2	-2,1	-1,8	2,8	0,2
<b>Prix à la consommation dans le monde<sup>6</sup></b>	<b>6,7</b>	<b>5,8</b>	<b>4,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>
Pays avancés <sup>7</sup>	4,6	2,6	2,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
Pays émergents et pays en développement <sup>6</sup>	8,1	7,9	5,9	-0,1	0,0	-0,3	-0,2

Source : estimations des services du FMI.

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 30 juillet 2024 et le 27 août 2024. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.<sup>1</sup>Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions des PEM actuelles, de l'édition de juillet 2024 de la *Mise à jour des PEM* et de l'édition d'avril 2024 des PEM. Les chiffres de la croissance mondiale et de la croissance régionale se fondent sur de nouvelles pondérations en parités de pouvoir d'achat établies à partir de l'enquête de 2021 du Programme de comparaison internationale, récemment publiée (voir encadré A2), et ne sont pas comparables aux chiffres publiés dans la *Mise à jour des PEM* de juillet 2024 ni dans les PEM d'avril 2024.<sup>2</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.<sup>3</sup>Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.<sup>4</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.<sup>5</sup>Moyenne simple des cours du brut U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2023 était de 80,59 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 81,29 dollars le baril pour 2024 et 72,84 dollars pour 2025.<sup>6</sup>Hors Venezuela. Voir la note pour le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

**Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (fin)***(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)*

	4 <sup>e</sup> trimestre sur 4 <sup>e</sup> trimestre <sup>8</sup>						
	2023	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2024 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'avril 2024 <sup>1</sup>	
		2024	2025	2024	2025	2024	2025
<b>Production mondiale</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
États-Unis	3,2	2,5	1,9	0,5	0,1	0,4	0,1
Zone euro	0,2	1,2	1,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1
Allemagne	-0,2	0,3	1,3	-0,5	-0,4	-0,4	-0,5
France	1,3	0,7	1,5	-0,1	0,0	-0,4	0,0
Italie	0,3	1,0	0,6	0,5	-0,7	0,3	0,0
Espagne	2,3	2,9	2,0	0,6	-0,1	1,0	-0,1
Japon	0,9	1,8	0,2	0,2	-0,1	0,1	-0,3
Royaume-Uni	-0,3	2,1	1,1	0,6	-0,5	0,6	-0,2
Canada	1,0	2,3	2,1	0,1	-0,1	0,5	-0,2
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,0	1,8	2,6	-0,1	-0,2	-0,3	0,0
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,7</b>	<b>4,4</b>	<b>4,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,9	5,4	5,0	0,1	0,0	0,3	0,3
Chine	5,4	4,5	4,7	-0,1	-0,2	0,1	0,6
Inde <sup>3</sup>	7,8	6,7	6,5	0,2	0,0	0,3	0,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,3	2,3	2,7	-0,1	-0,7	-0,9	0,1
Russie	4,8	2,4	1,2	0,6	-0,5	-0,2	0,0
Amérique latine et Caraïbes	1,3	2,1	2,9	-0,3	0,3	0,0	0,3
Brésil	2,2	3,5	2,2	0,6	0,2	0,5	0,7
Mexique	2,3	1,3	1,4	-1,7	0,3	-0,6	-0,4
Moyen-Orient et Asie centrale	...	...	...	...	...	...	...
Arabie saoudite	-4,3	2,1	4,6	-0,5	0,3	-1,0	-1,3
Afrique subsaharienne	...	...	...	...	...	...	...
Nigéria	3,2	3,5	3,7	0,2	1,0	0,0	1,2
Afrique du Sud	1,3	1,7	1,0	0,4	0,1	0,4	-0,2
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,8	2,8	2,6	0,1	-0,2	0,1	0,0
Union européenne	0,5	1,6	1,4	-0,1	-0,4	0,0	-0,3
ASEAN-5 <sup>4</sup>	4,2	6,3	3,0	0,8	0,2	1,2	-0,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	...	...	...	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,7	4,4	4,3	0,1	-0,1	0,1	0,2
Pays en développement à faible revenu	...	...	...	...	...	...	...
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>							
Pétrole <sup>5</sup>	-4,4	-7,3	-4,9	-4,9	0,8	-1,3	0,6
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	-0,2	3,8	0,5	-3,9	0,0	3,0	0,1
<b>Prix à la consommation dans le monde<sup>6</sup></b>	<b>5,7</b>	<b>5,3</b>	<b>3,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
Pays avancés <sup>7</sup>	3,2	2,3	2,0	-0,2	0,0	-0,1	0,0
Pays émergents et pays en développement <sup>6</sup>	7,8	7,7	4,7	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

<sup>1</sup>Les hypothèses de taux d'inflation pour 2024 et 2025, respectivement, sont les suivantes : 2,4 % et 2,0 % pour la zone euro, 2,2 % et 2,0 % pour le Japon, et 3,0 % et 1,9 % pour les États-Unis.

<sup>8</sup>Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 85 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement en parités de pouvoir d'achat.

**Tableau 1.2. Aperçu des projections des Perspectives de l'économie mondiale avec pondération selon les taux de change du marché**

(Variation en pourcentage)

	2023	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de juillet 2024 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'avril 2024 <sup>1</sup>	
		2024	2025	2024	2025	2024	2025
<b>Production mondiale</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,3</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,5	5,1	4,8	-0,1	-0,1	0,1	0,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,1	3,1	2,3	-0,1	-0,3	0,0	-0,5
Amérique latine et Caraïbes	2,2	1,9	2,4	0,2	-0,2	0,0	-0,1
Moyen-Orient et Asie centrale	1,5	2,1	4,0	-0,1	0,0	-0,5	-0,3
Afrique subsaharienne	3,4	3,4	4,1	-0,2	0,1	-0,2	0,1
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	0,5	1,0	1,5	0,0	-0,1	0,1	-0,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,3	1,8	4,0	-0,3	0,0	-0,7	-0,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,3	4,0	4,0	-0,1	-0,1	0,0	0,1
Pays en développement à faible revenu	4,1	3,8	4,8	-0,3	-0,4	-0,6	-0,3

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées, une moyenne mobile du PIB nominal en dollars pour les trois années précédentes étant utilisée comme pondération. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

<sup>1</sup>Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions des PEM actuelles, de la Mise à jour des PEM de juillet 2024 et des PEM d'avril 2024.

révision se justifie par le ralentissement de la croissance au *Nigéria*, où l'activité s'est avérée plus faible que prévu au cours du premier semestre.

- La croissance de la région *Amérique latine et Caraïbes* devrait passer de 2,2 % en 2023 à 2,1 % en 2024, avant de connaître un rebond à 2,5 % en 2025. Au *Brésil*, les prévisions de croissance s'établissent à 3,0 % en 2024 et à 2,2 % en 2025. Cette révision à la hausse de 0,9 point de pourcentage pour l'année 2024 par rapport aux prévisions de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juillet dernier traduit la hausse de la consommation et de l'investissement privés au cours du premier semestre, qui tient elle-même à une pénurie de main-d'œuvre, au transfert de fonds par l'État et au fait que la désorganisation causée par les inondations s'est avérée moins grave qu'on ne l'avait craint. Cependant, dans un contexte où l'orientation de la politique monétaire reste restrictive et où le marché de l'emploi devrait se détendre, on s'attend à ce que la croissance fléchisse en 2025. La projection de croissance pour le *Mexique* s'établit à 1,5 % pour 2024, du fait du relâchement de la demande intérieure sur fond de resserrement de la politique monétaire, puis à 1,3 % en 2025, dans un contexte de restrictions budgétaires. Les révisions à la hausse et à la baisse se compensant mutuellement, les perspectives régionales d'ensemble demeurent à peu près inchangées par rapport aux prévisions établies en avril.

- Dans les *pays émergents et les pays en développement d'Europe*, la croissance devrait rester stable en 2024, à 3,2 %, avant de nettement marquer le pas en 2025, à 2,2 %. Ce fléchissement traduit le net ralentissement économique en *Russie*, dont la croissance devrait passer de 3,6 % en 2023 à 1,3 % en 2025, à mesure que la consommation et l'investissement privés ralentissent sur fond de détente du marché de l'emploi et de modération des hausses de salaires. La croissance de l'*économie turque* devrait ralentir et passer de 5,1 % en 2023 à 2,7 % en 2025, ce qui s'explique par l'adoption d'une orientation restrictive des politiques monétaire et budgétaire à partir du milieu de l'année 2023.

### Perspectives de l'inflation : fléchissement progressif et retour aux valeurs visées

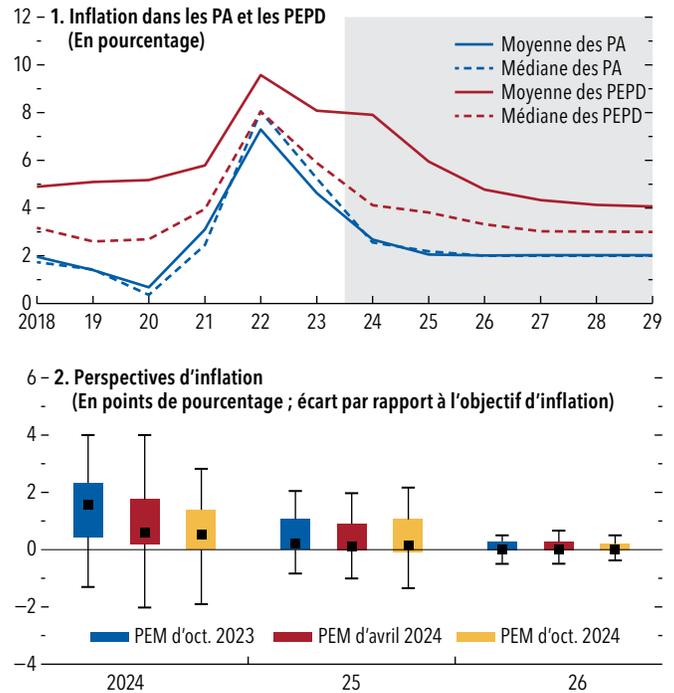
Même s'il est encore possible que le chemin de la stabilité des prix comporte des cahots, l'inflation globale devrait encore ralentir au niveau mondial et passer d'une moyenne de 6,7 % en 2023 à 5,8 % en 2024, avant de s'établir à 4,3 % en 2025, dans le scénario de référence. Les pays avancés devraient connaître une désinflation plus rapide — baisse de 2 points de pourcentage de 2023 à 2024, puis stabilisation autour de 2 % en 2025 — que les pays émergents et pays en développement, où l'inflation devrait passer de 8,1 % en 2023 à 7,9 % en 2024, avant de ralentir plus fortement pour s'établir à 5,9 % en 2025.

Les situations des différents pays émergents sont toutefois très contrastées, ce qui apparaît très clairement quand on compare le taux médian et le taux moyen d'inflation (graphique 1.13, page 1). Dans les pays émergents d'Asie, d'après les projections, l'inflation devrait être au même niveau que dans les pays avancés, à 2,1 % en 2024 et à 2,7 % en 2025, notamment parce que de nombreux pays de la région ont réagi tôt en durcissant leur politique monétaire et en mettant en place des contrôles des prix. En revanche, dans le groupe formé par les pays émergents et pays en développement européens, les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et les pays d'Afrique subsaharienne, les projections d'inflation continuent de dépasser les 10 % ; cela s'explique par la présence de valeurs extrêmes au sein de ce groupement de pays, dans un contexte marqué par les effets d'épisodes antérieurs de dépréciation monétaire et par l'ajustement de prix administrés (Égypte), et par les mauvais résultats du secteur agricole (Éthiopie). Dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les taux d'inflation, après avoir atteint des sommets, ont nettement chuté et poursuivent leur baisse. Toutefois, de grands pays de la région ont vu leurs projections d'inflation revues à la hausse par rapport à l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*, ce qui s'explique par les trois facteurs suivants : 1) de fortes hausses de salaires ayant freiné la désinflation dans le secteur des services (Brésil, Mexique), 2) des événements météorologiques (Colombie) et 3) des augmentations des tarifs de l'électricité (Chili).

Le recul de l'inflation au niveau mondial en 2024 et 2025 traduit une baisse généralisée de l'inflation hors alimentation et énergie, contrairement à ce qui s'est produit en 2023, année où l'inflation globale a fléchi principalement à la faveur de la baisse des cours des combustibles. L'inflation hors alimentation et énergie devrait céder 1,3 point de pourcentage en 2024, après une baisse de 0,1 point de pourcentage en 2023, et ce sont les pays avancés qui prennent la tête de cette tendance désinflationniste. L'effet décalé dans le temps du resserrement de la politique monétaire et l'affaiblissement des effets de transmission d'épisodes antérieurs de baisse des prix, en particulier de l'énergie, font partie des facteurs qui expliquent ce recul de l'inflation hors alimentation et énergie.

Dans la plupart des cas, il faudra attendre jusqu'à 2025 pour que les taux d'inflation retrouvent les valeurs visées par les banques centrales. Même si, dans le pays médian, la désinflation s'avère plus rapide que ce que l'on estimait en octobre 2023, on s'attend désormais à une plus grande dispersion entre pays. Pour un groupe représentatif de pays avancés et de pays émergents ayant adopté une stratégie fondée sur une cible d'inflation, la comparaison des taux

**Graphique 1.13. Perspectives d'inflation**



Sources : Haver Analytics ; sites Internet des banques centrales ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la page 1, les moyennes sont calculées à l'aide de pondérations du PIB en parités de pouvoir d'achat. La page 2 montre la distribution (sous forme de boîtes à moustaches) de la variable pour chaque PEM. Les carrés au milieu des boîtes représentent les médianes, et les bords supérieur et inférieur des boîtes matérialisent respectivement le troisième et le premier quartiles. Les traits verticaux donnent les valeurs maximale et minimale bornant un intervalle dont la longueur est égale à 1,5 fois l'écart entre le quartile supérieur et le quartile inférieur. PA = pays avancés ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

visés par les autorités avec les dernières prévisions donne à penser que, dans plus des trois quarts de ces pays, le taux annuel d'inflation dépassera les taux visés (ou les points médians des intervalles visés) en 2025 (graphique 1.13, page 2). Cependant, cela s'explique en grande partie par les effets différés de la situation de 2024. On s'attend à ce que l'inflation connaisse une baisse régulière et séquentielle et que, d'ici la fin de l'année 2025, la plupart des pays aient atteint ou quasiment atteint leurs objectifs d'inflation.

**Perspectives à moyen terme : mise en place d'un régime de faible croissance**

Faute d'une véritable volonté politique à l'appui de réformes structurelles, la croissance de la production devrait rester faible à moyen terme (voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

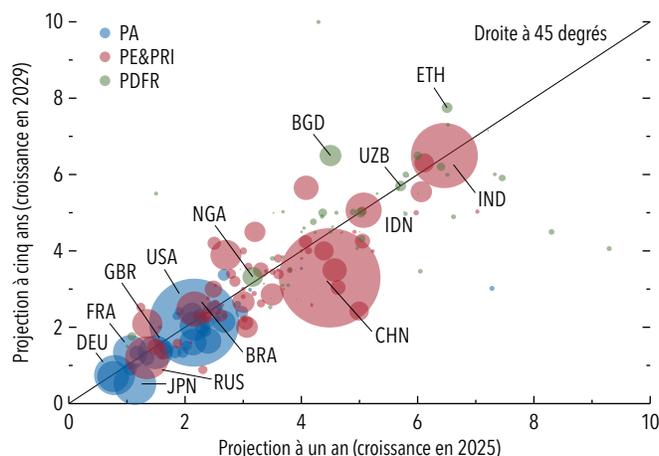
Bien que l'on s'attende à ce que la politique monétaire des plus grandes puissances économiques mondiales retrouve une orientation neutre d'ici 2025, la croissance devrait rester morose dans la plupart des pays à moyen terme. Pour de nombreux pays avancés et pays émergents, les prévisions à cinq ans sont moins favorables que les prévisions à un an (graphique 1.14), ce qui semble indiquer que les freins persistants à la croissance continueront de prévaloir à moyen terme.

Des difficultés structurelles, au nombre desquelles le vieillissement de la population, la faiblesse de l'investissement et la faiblesse historique de la croissance de la productivité totale des facteurs, continuent d'entraver la croissance mondiale. À 3,1 %, la prévision de croissance mondiale à cinq ans témoigne de la médiocrité des perspectives à moyen terme par rapport à ce que laissaient espérer les projections établies avant la pandémie. Les perspectives de croissance à moyen terme pour les pays avancés sont les mêmes que celles que dessinaient les prévisions d'avril dernier. Si l'on s'attend à un regain d'investissement et à une forme de normalisation de la croissance de la productivité, il est probable que l'évolution démographique en cours vienne contrebalancer ces tendances positives. Cerdeiro, Hong et Kammer (2024) ont examiné les facteurs qui déterminent la divergence de productivité observée depuis peu entre les États-Unis et les pays de la zone euro, et qui pourraient continuer de définir les tendances de croissance à moyen terme dans ces pays.

S'agissant des pays émergents et des pays en développement, leurs perspectives de croissance à moyen terme ne se sont pas améliorées depuis l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*, et sont toujours beaucoup moins reluisantes que celles que laissaient entrevoir les projections établies avant la pandémie. Cela tient en partie aux séquelles prolongées qu'ont laissées les chocs survenus ces dernières années, en particulier dans les pays en développement à faible revenu. La lenteur des réformes structurelles, qui freine la croissance de la productivité, est également en cause.

Les plus grands pays émergents et pays en développement devraient voir leur activité économique ralentir, ce qui signifie qu'il faudra plus de temps pour combler les écarts de revenu entre pays pauvres et pays riches. Par ailleurs, quand la croissance tourne au ralenti, les inégalités sont susceptibles de s'accroître à l'intérieur des pays. Selon des analyses du FMI, des périodes de faible croissance économique durant quatre ans ou plus ont tendance à creuser les inégalités au sein des pays, parce que d'insuffisantes créations d'emplois et une croissance

**Graphique 1.14. Perspectives à moyen terme**  
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : La taille des bulles est proportionnelle à celle de l'économie calculée à partir du PIB de 2024 en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

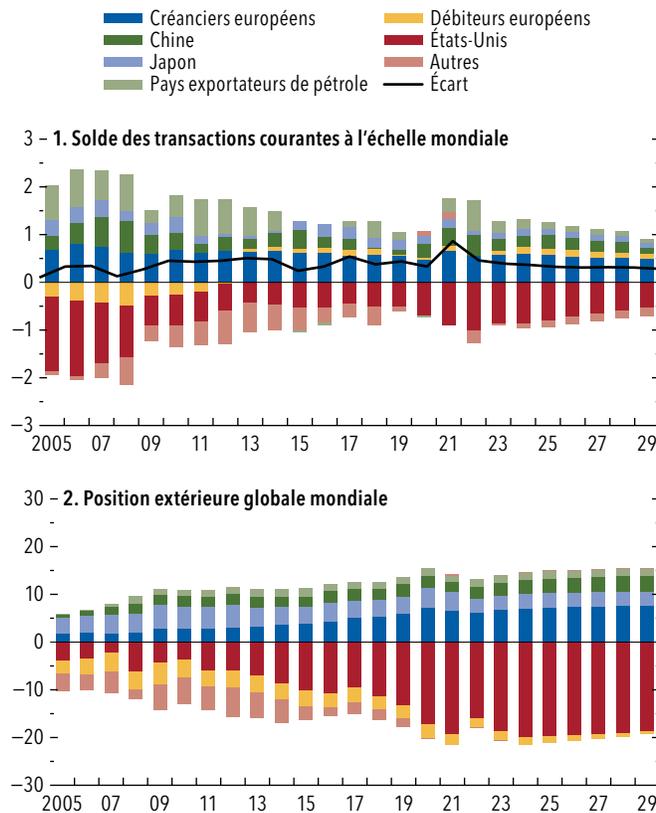
poussive des salaires — ainsi que la dégradation des positions budgétaires, qui empêche la redistribution des richesses — affectent les bas revenus de manière disproportionnée (FMI, 2024).

### La croissance des échanges commerciaux à un niveau historiquement bas, mais en phase avec la croissance de la production

Le commerce mondial devrait continuer à s'accroître avec le PIB, à un taux moyen de 3¼ % par an en 2024 et 2025, après une période de quasi-stagnation en 2023. En dépit de la multiplication des restrictions aux échanges internationaux qui affectent les échanges entre blocs géopolitiquement distants, le ratio du commerce international au PIB mondial devrait rester stable. Jusqu'à présent, les échanges commerciaux à l'intérieur des blocs et avec des pays tiers ont pu compenser la baisse des échanges entre blocs.

Dans le même temps, les soldes courants mondiaux — la somme des excédents et des déficits en valeur absolue — devraient continuer de se réduire, après avoir atteint des sommets en 2022 (graphique 1.15). Comme l'a souligné le rapport du FMI de 2024 sur le secteur extérieur, la nette réduction des soldes courants en 2023, qui se rapprochent des niveaux antérieurs à la pandémie, s'explique par un renversement de situation dans les pays

**Graphique 1.15. Soldes courants et positions extérieures globales**  
(En pourcentage du PIB mondial)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Créanciers européens : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Slovaquie, Suède et Suisse ; débiteurs européens : Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal ; pays exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Iran, Kazakhstan, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar, Russie et Venezuela.

exportateurs de produits de base, qui affichaient auparavant de gros excédents courants, par la poursuite du redressement économique au lendemain de la pandémie, et par le ralentissement du commerce mondial de biens au cours de l'année 2023. À moyen terme, les soldes courants au niveau mondial devraient se rapprocher progressivement de l'équilibre, au fur et à mesure que baisseront les prix des produits de base. Les encours des créanciers et des débiteurs ont atteint des niveaux historiquement élevés en 2022 ; ces augmentations tiennent principalement à la hausse des soldes des comptes courants. On s'attend à ce qu'ils marquent légèrement le pas à moyen terme, au fur et à mesure que les soldes courants diminueront. Dans certains pays, les engagements extérieurs bruts restent historiquement élevés et posent des risques pour le secteur extérieur.

## La balance des risques qui pèsent sur les perspectives est orientée à la baisse

Examinons à présent les principaux risques et incertitudes qui entourent les perspectives. L'encadré 1.2 présente une analyse par modélisation qui quantifie les risques pesant sur les perspectives mondiales et décrit les scénarios plausibles, notamment des changements dans les politiques commerciales et budgétaires.

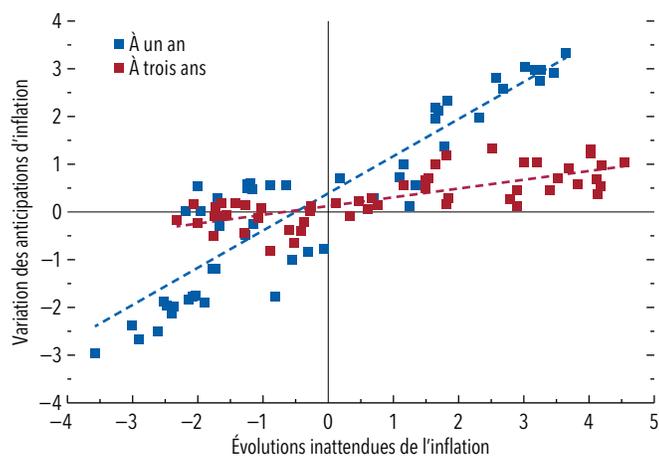
### Risques

Les facteurs de dégradation ont gagné en importance depuis la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juillet 2024.

- *Le resserrement de la politique monétaire s'avère plus douloureux que prévu.* Bien que les projections dessinent une normalisation des taux directeurs, un renforcement imprévu, en fin de période, du mécanisme de transmission des hausses de taux antérieures pourrait entraîner une baisse plus rapide que prévu de la croissance à court terme et faire grimper le chômage. Quoiqu'il soit peu probable que ses effets sur la croissance soient durables, étant donné l'assouplissement monétaire à l'œuvre au même moment, un recul abrupt de l'activité risquerait aussi d'entamer la confiance des consommateurs et des investisseurs. Cela freinerait encore davantage les dépenses des ménages et inciterait les entreprises à réduire la voilure de leurs plans d'investissements ; or, chacun de ces deux phénomènes — ou, *a fortiori*, les deux en même temps — risquerait de créer un effet de rétroaction négative dont pâtirait la croissance. Dans de telles circonstances, toutefois, une baisse des prix de l'énergie permettrait d'absorber une partie des effets négatifs pour la croissance, dans la mesure où une baisse de la demande tirerait les prix du pétrole vers le bas.
- *Réévaluations sur les marchés financiers résultant des changements d'orientation de la politique monétaire.* L'économie mondiale se trouve sur la dernière ligne droite de la désinflation ; or, la politique monétaire pourrait se heurter à des difficultés plus sérieuses que prévu si le coût de la désinflation sur le plan du chômage (ratio de sacrifice) s'avère plus proche des estimations antérieures à la pandémie que ce que semblent indiquer les données les plus récentes (graphique 1.3, page 1). Si l'inflation hors alimentation et énergie s'avérait plus tenace que prévu, les consommateurs pourraient modifier leurs anticipations d'inflation à court terme (graphique 1.16), ce

### Graphique 1.16. Évolutions inattendues de l'inflation et variation des anticipations d'inflation

(En points de pourcentage)



Sources : Banque fédérale de réserve de New York, enquête sur les anticipations des consommateurs ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique porte sur la période allant de janvier 2020 à mai 2024. Les droites en pointillé représentent des valeurs ajustées. Les évolutions inattendues de l'inflation sont obtenues en calculant la différence entre l'inflation effective en glissement annuel et les anticipations d'inflation à un an (à trois ans) une année (trois années) auparavant. Les variations des anticipations d'inflation correspondent à la différence entre les anticipations d'inflation à un an (à trois ans) et les anticipations d'inflation une année (trois années) auparavant.

qui contraindrait les banques centrales à modifier la trajectoire de normalisation des politiques monétaires. Cela ébranlerait la confiance des consommateurs et des entreprises, entraînerait une correction sur les marchés et un durcissement des conditions financières, et freinerait le redressement de l'activité économique. Compte tenu des facteurs de vulnérabilité existants (voir le chapitre 1 de l'édition d'octobre 2024 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde), les marchés financiers ne sont pas à l'abri de nouvelles turbulences susceptibles de causer de considérables corrections de prix. Par contagion, les risques pour la stabilité financière pourraient augmenter, notamment sous forme de tensions sur les dettes souveraines de pays émergents.

- *Les tensions sur la dette souveraine s'accroissent dans les pays émergents et les pays en développement.* Bien que les écarts de rendement observés sur les emprunts souverains se soient réduits, après avoir atteint un sommet en juillet 2022, certains pays émergents et pays en développement restent vulnérables face à une réévaluation des risques par les marchés. Cela pourrait creuser les écarts de rendement sur leurs obligations souveraines et les faire basculer dans le surendettement. Les

pays qui connaissent de grands besoins de financement extérieur tout en manquant de réserves internationales seront les plus touchés, dans la mesure où beaucoup d'entre eux pâtissent déjà d'écarts de rendement élevés sur leurs obligations souveraines (graphique 1.7, page 2). Lorsque les marges de manœuvre budgétaire sont minces, concentrer les efforts de rééquilibrage budgétaire en début de période est susceptible d'entraîner un ralentissement économique soudain, dans un contexte où la reprise de l'activité est fragile. Les pays à faible revenu seront particulièrement exposés à ce risque, compte tenu de leur espace budgétaire restreint et de la nécessité pour eux de maintenir les dépenses publiques en faveur des couches les plus vulnérables de la population.

- *Contraction plus prononcée que prévu du secteur immobilier chinois.* La situation du marché immobilier pourrait se détériorer et s'accompagner de nouvelles corrections de prix sur fond de contraction des ventes et des investissements. Les exemples japonais (années 90) et américain (2008) permettent de penser qu'une nouvelle correction de prix est un risque plausible si des mesures adaptées ne sont pas prises pour juguler cette crise. De nouvelles baisses de valeur dans l'immobilier risqueraient d'éroder encore davantage la confiance des consommateurs (déjà à des niveaux historiquement bas), au détriment de la consommation des ménages. Cette situation pourrait entraîner une chute de la demande intérieure qui, compte tenu de la place croissante occupée par la Chine dans le commerce mondial, se répercuterait aussi bien sur l'économie des pays avancés que sur celle des pays émergents (voir le chapitre 4 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Un plan de relance de la demande intérieure par la dépense publique créerait des pressions supplémentaires sur les finances publiques. Des subventions à l'exportation dans certains secteurs pourraient raviver les tensions commerciales entre la Chine et ses partenaires internationaux.
- *De nouvelles flambées des cours des produits de base se produisent sous l'effet de chocs climatiques, de conflits régionaux ou de tensions géopolitiques à plus grande échelle.* L'intensification de conflits régionaux — en particulier l'extension du conflit au Moyen-Orient ou la guerre en Ukraine — pourrait perturber davantage les échanges commerciaux, au risque d'entraîner des hausses durables des prix des denrées alimentaires, de l'énergie ou d'autres produits de base. La volatilité des cours des produits de base risquerait de relancer l'inflation, en particulier dans les pays importateurs

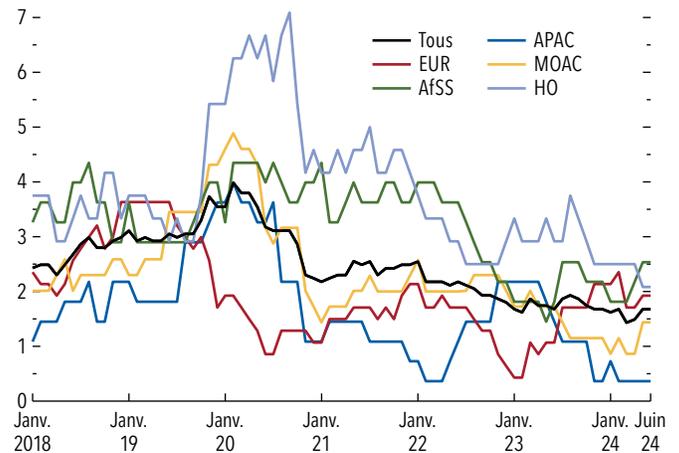
de produits de base, et de réduire les marges de manœuvre des banques centrales. Des vagues de chaleurs extrêmes et des sécheresses prolongées, sur fond de records de température à l'échelle planétaire, pourraient nuire aux récoltes et aggraver les pressions qui s'exercent sur les prix des denrées et sur la sécurité alimentaire. Les pays à faible revenu risquent d'être touchés de manière disproportionnée, dans la mesure où les coûts de l'alimentation et de l'énergie y représentent une part importante des dépenses des ménages.

- **Les pays multiplient les mesures protectionnistes.** De nombreux pays prennent des mesures unilatérales pour s'affranchir des normes qui régissent le commerce international. La multiplication de mesures protectionnistes aurait non seulement pour effet de raviver les tensions commerciales et de bouleverser les chaînes d'approvisionnement au niveau mondial, mais pèserait également sur les perspectives de croissance à moyen terme en limitant les répercussions positives de l'innovation et des transferts de technologies, qui ont alimenté la croissance dans les pays émergents et les pays en développement au moment où la mondialisation a pris son essor.
- **Retour des troubles sociaux.** Les troubles sociaux — mouvements protestataires, émeutes ou grandes manifestations — se multiplient dans certaines régions, même si à l'échelle mondiale il y en a moins qu'entre fin 2019 et début 2020, période durant laquelle leur nombre avait atteint des sommets (graphique 1.17). La résurgence de troubles sociaux déclenchés par une aggravation de l'inflation, des hausses d'impôts et les pertes de pouvoir d'achat qui en découleraient, les répercussions de conflits et le creusement des inégalités sont autant de facteurs de nature à ralentir la croissance économique, en particulier dans les pays ne disposant pas des marges de manœuvre nécessaires pour mettre en place des politiques permettant d'atténuer les effets de ces phénomènes (Hadzi-Vaskov, Pienknagura et Ricci, 2023). Les troubles sociaux risquent également d'entraver l'adoption et la mise en œuvre de réformes indispensables. Le chapitre 3 souligne à quel point il importe de faire émerger un consensus au sein des sociétés pour parvenir à durablement mettre en œuvre des réformes structurelles.

### Facteurs d'amélioration

Il est également possible que la croissance mondiale s'avère plus élevée que dans le scénario de référence.

**Graphique 1.17. Niveaux de tensions sociales**  
(Pourcentage des pays qui connaissent des troubles sociaux majeurs)



Sources : Barrett et al. (2022) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre, au sein de chaque région, la part des pays qui ont connu des troubles sociaux majeurs (manifestations, émeutes, etc.) au cours des 12 mois écoulés. AfSS = Afrique subsaharienne ; APAC = Asie et Pacifique ; EUR = Europe ; HO = Hémisphère occidental ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

- **Meilleure reprise de l'investissement dans les pays avancés :** Une accélération de l'investissement public dans les pays avancés pourrait permettre d'atteindre un certain nombre d'objectifs urgents, qu'il s'agisse de faciliter la transition écologique et la modernisation des infrastructures, ou de stimuler les investissements scientifiques et technologiques. Ce type d'investissements pourrait avoir un effet mobilisateur sur le secteur privé et entraîner une hausse des investissements privés, ce qui conduirait à un redressement plus vigoureux que prévu de la demande mondiale et du commerce international. Une hausse de la demande globale pourrait avoir des effets inflationnistes, qui pourraient toutefois être atténués par l'amélioration des capacités de production que ces investissements sont susceptibles de générer (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Cela dépend également de la manière dont ces investissements sont financés : en effet, des dérapages budgétaires dans les pays avancés risqueraient de ralentir les effets des mesures prises par les banques centrales pour ramener les taux d'inflation aux valeurs visées.
- **Accélération des réformes structurelles :** Il est envisageable que de nombreux pays avancés et pays émergents accélèrent la mise en œuvre de réformes structurelles pour ne pas se laisser distancer par d'autres pays sur le plan de la productivité et du potentiel de croissance. La croissance à moyen terme pourrait augmenter à condition

que les pays accélèrent la mise en œuvre de réformes structurelles revêtant un caractère critique sur le plan macroéconomique, notamment celles qui visent à relever les taux d'activité (par exemple en améliorant l'intégration professionnelle des immigrés et des femmes), à mieux allouer les ressources sur les marchés de l'emploi et des capitaux, ou à faciliter l'innovation par les entreprises (Arnold, Claveres et Frie, 2024).

### Priorités pour l'action publique : du retour à la stabilité des prix à la reconstitution des réserves

À court terme, pour assurer un atterrissage en douceur de l'économie, il convient que les pouvoirs publics calibrent et échelonnent minutieusement leurs politiques. À l'heure où les banques centrales assouplissent l'orientation de la politique monétaire, il est urgent que les autorités budgétaires remettent l'accent sur le rééquilibrage à moyen terme des finances publiques. Cela est nécessaire pour rétablir une certaine flexibilité budgétaire, financer des investissements prioritaires et assurer la viabilité de la dette sur le long terme. Si l'inflation reflue et se rapproche des niveaux visés, les banques centrales doivent également prendre en compte les implications de la politique monétaire pour la croissance et l'emploi, pour autant que cela ne remette pas en cause l'impératif de stabilité des prix. Assouplir la politique monétaire tout en assurant que l'inflation et les anticipations d'inflation continuent de baisser et de se rapprocher des taux visés permettrait de favoriser la croissance et l'emploi et de réduire les coûts de service de la dette. Un cercle vertueux pourrait alors se mettre en place et faciliter le rééquilibrage des finances publiques, dans la mesure où la rigueur budgétaire ouvrirait la voie à un assouplissement monétaire. La mise en œuvre de réformes solides en faveur de l'offre permettrait de juguler l'inflation et de réduire l'endettement, ce qui permettrait aux pays de retrouver les taux de croissance qui prévalaient avant la pandémie, et d'accélérer l'amélioration des niveaux de revenu. La coopération multilatérale s'impose pour contenir les coûts et les risques liés à la fragmentation géoéconomique et au changement climatique, accélérer la transition écologique et faciliter les restructurations de dette.

### Assurer un atterrissage en douceur de l'économie

Dans beaucoup de pays, les écarts de production se combent progressivement et l'inflation redescend vers les niveaux visés : dans ces conditions, les pouvoirs publics

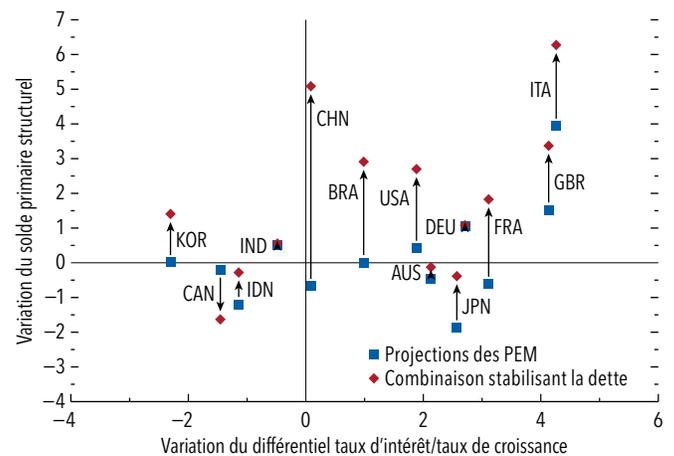
doivent en priorité assurer un atterrissage en douceur de l'économie. Les autorités monétaires doivent continuer à faire preuve de souplesse et à adapter leurs politiques en se fondant sur une analyse exhaustive des données et de ce que celles-ci impliquent pour les projections de croissance et d'inflation. Comme par le passé, l'objectif doit être d'assurer l'ancrage des anticipations d'inflation à court et à long termes. La désinflation et l'assouplissement monétaire n'interviennent pas au même rythme dans tous les pays avancés, émergents ou en développement, ce qui pourrait donner lieu à une forte volatilité des taux de change et parfois nécessiter le recours à d'autres instruments. Dans certains cas, lorsque des épisodes d'aversion pour le risque se traduisent par une hausse des coûts d'emprunt — et donc par des tensions supplémentaires sur les secteurs financiers —, on n'insistera jamais assez sur la nécessité d'exercer une surveillance étroite et de constituer des réserves suffisantes.

- *Calibrer minutieusement la politique monétaire.* Il convient de prudemment doser la politique monétaire pour assurer le retour à des prix stables tout en favorisant la croissance et l'emploi. Dans les pays où une inflation hors alimentation et énergie tenace continue de dépasser les niveaux visés, les autorités monétaires doivent absolument continuer d'appliquer une politique restrictive, en maintenant les taux d'intérêt réels au-dessus du niveau neutre, tant que l'inflation tendancielle n'aura pas clairement entamé son reflux. Cela est indispensable pour préserver les acquis de nombreuses banques centrales sur le plan de l'ancrage des anticipations d'inflation à long terme. Lorsque l'inflation hors alimentation et énergie diminue régulièrement, de pair avec les anticipations d'inflation, l'adoption d'une orientation monétaire plus neutre se justifie. Dans de tels cas, le taux directeur peut être réduit progressivement, afin d'éviter des hausses excessives des taux d'intérêt réels. Lorsque l'activité économique ralentit plus fortement que prévu, et dans la mesure où l'inflation reste maîtrisée et continue de baisser pour se rapprocher des taux visés, il est possible de réduire les taux d'intérêt réels pour soutenir la croissance et l'emploi et assurer que la production reste proche de son niveau potentiel, en tenant compte de la transmission différée dans le temps de la politique monétaire. Il importe que tout au long de ce processus les autorités monétaires fassent clairement connaître leur engagement en faveur de la stabilité des prix.
- *Atténuer la volatilité des taux de change et les perturbations qu'elle induit.* Compte tenu du fait que les pays empruntent différentes trajectoires de désinflation, il est possible que les politiques des banques centrales

soient moins synchronisées, ce qui peut entraîner une augmentation des mouvements de capitaux. Ainsi, une inflation plus tenace que prévu aux États-Unis pourrait faire augmenter les anticipations de taux d'intérêt, ce qui entraînerait une appréciation du dollar. Cela ferait grimper les prix dans les pays les plus dépendants aux importations et dont la part des importations libellées en dollars est la plus importante, au risque de mettre leurs secteurs financiers sous pression (Gopinath et Gourinchas, 2022 ; Adrian, Natalucci et Wu, 2024). Le cadre stratégique intégré du FMI fournit des orientations adaptées à chaque pays pour les aider à réagir à de tels scénarios. S'agissant des pays dont les marchés des changes sont bien développés et qui se sont peu endettés en devises, il est recommandé d'ajuster les taux directeurs et de laisser fluctuer le taux de change. Lorsque des tensions se font jour sur les marchés, il est possible de contenir la contagion en recourant de manière rapide et déterminée à des outils de soutien à la liquidité, tout en évitant que se mette en place un aléa moral. En revanche, pour les pays dont les marchés de change sont peu développés ou qui se sont fortement endettés en devises, le durcissement des conditions financières mondiales risque de déclencher une hausse des primes de risque et de générer des épisodes de paniques au cours desquels les investisseurs choisissent de se délester de leurs actifs libellés dans la monnaie des pays concernés, ce qui pourrait entraîner des risques systémiques pour la stabilité financière et des incertitudes quant aux perspectives de croissance. Dans de telles situations, il peut s'avérer judicieux d'intervenir sur les marchés des changes ou de prendre des mesures de gestion des mouvements de capitaux, à titre provisoire, tout en continuant d'appliquer des politiques monétaire et budgétaire adaptées. La mise en œuvre de mesures macroprudentielles doit permettre d'atténuer la vulnérabilité financière occasionnée par de hauts niveaux d'endettement associé à des emprunts libellés en devises. Lorsque de brusques fluctuations des taux de change menacent de désancrer les anticipations d'inflation, des interventions provisoires sur les marchés des changes peuvent appuyer la politique monétaire, à la condition que les réserves soient suffisantes et que le recours à la seule politique monétaire s'avère trop coûteux. Les pays vulnérables face à des chocs extérieurs pourraient envisager de se servir des dispositifs mondiaux de sécurité financière fournis par les institutions financières internationales, comme les accords financiers de précaution du FMI.

- *Reconstituer les volants macroprudentiels et assurer la stabilité financière.* Étant donné que les coûts d'emprunt sont

**Graphique 1.18. Rééquilibrage budgétaire requis**  
(En points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les points « Combinaison stabilisant la dette » indiquent la variation du solde primaire structurel nécessaire pour stabiliser le ratio dette/PIB à son niveau de 2023, compte tenu des projections de la variation du différentiel taux d'intérêt/taux de croissance entre 2023 et 2024. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

toujours plus élevés qu'avant la pandémie, il est essentiel de suivre attentivement les graves désalignements des conditions de financement et de renforcer la surveillance. Cela suppose de mettre en œuvre les réformes de Bâle III, afin de prémunir le système financier contre d'éventuelles répercussions d'une soudaine réévaluation des risques par les marchés, et d'anticiper les tensions dans le secteur bancaire. Lorsque c'est possible, dans un contexte où le secteur immobilier évolue rapidement, il convient de reconstituer progressivement les volants macroprudentiels mobilisés pendant la pandémie et la crise énergétique mondiale de 2021. En cas de tensions sur les marchés, les banques centrales doivent se tenir prêtes à employer les leviers nécessaires en faveur de la stabilité financière, en fournissant de manière décisive et rapide des liquidités pour limiter la contagion (Adrian, Gopinath et Gourinchas, 2023).

### Reconstituer les marges de manœuvre budgétaire tout en évitant le surendettement

Les déficits publics et la dette souveraine sont toujours au-dessus de leurs niveaux d'avant la pandémie, et les coûts de service de la dette restent élevés et augmentent dans de nombreux pays. Pour garantir la viabilité de la dette et rétablir la flexibilité budgétaire à long terme, il importe que de nombreux pays, avancés comme émergents, adoptent une orientation budgétaire plus restrictive (graphique 1.18).

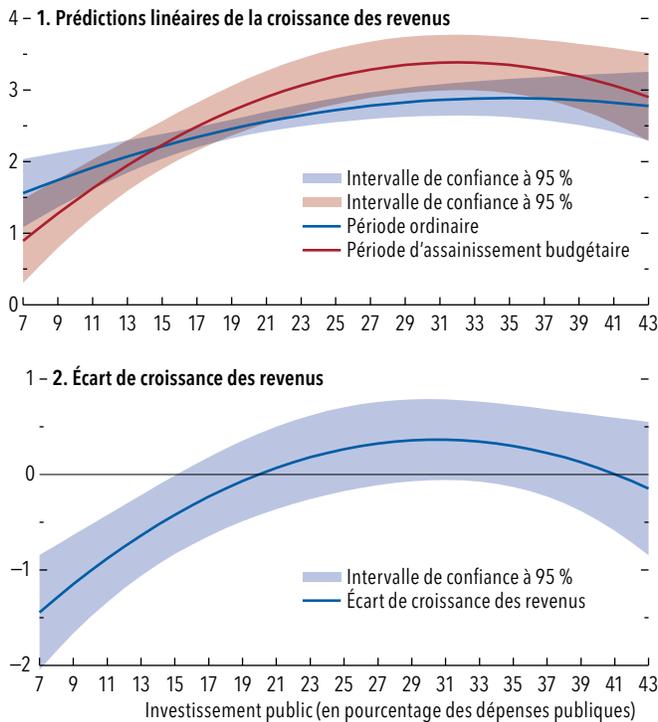
Dans les pays où l'inflation reste élevée, le rééquilibrage des finances publiques peut également modérer la demande globale et contribuer à atténuer les pressions inflationnistes. S'agissant des pays dont les marges de manœuvre budgétaires sont limitées, la réaffectation d'une partie des dépenses publiques en faveur d'initiatives propices à un renforcement de la productivité et de la compétitivité peut stimuler la croissance économique et réduire les pressions qui pèsent sur les dépenses globales. Cependant, il est important d'assurer que les couches les plus vulnérables continuent d'être soutenues lors des phases de rééquilibrage budgétaire, en sanctuarisant les dépenses sociales essentielles et les principaux dispositifs de protection. Par souci de crédibilité, pour conserver l'adhésion et la confiance des populations, pour empêcher les réactions excessives des marchés et pour assurer la viabilité de la dette, les autorités doivent faire preuve d'une grande détermination, bien définir leurs intentions à moyen terme en matière de finances publiques, communiquer clairement leurs objectifs et la finalité de leurs politiques, et échelonner minutieusement les mesures qu'elles comptent appliquer (voir le chapitre 3).

- *Concevoir de toute urgence des plans budgétaires crédibles pour ne pas avoir à procéder à de brusques ajustements.* Pour reconstituer les volants budgétaires épuisés, il faut que les autorités se dotent d'un plan de rééquilibrage des finances publiques parfaitement adapté à la situation de l'économie nationale. En différant de manière injustifiée l'assainissement des comptes publics, les autorités risquent de se voir contraintes de procéder à de brusques ajustements imposés par les marchés financiers ; à l'inverse, un rééquilibrage budgétaire excessivement concentré en début de période risque de nuire à l'activité économique et de faire peser un fardeau injustifié sur les membres les plus vulnérables de la société. Lorsqu'un rééquilibrage budgétaire s'impose, il convient qu'il s'effectue progressivement et qu'il fasse l'objet d'une communication claire pour éviter des ajustements abrupts susceptibles de freiner l'activité économique, de faire flamber les ratios d'endettement et d'entamer l'adhésion des populations à la politique budgétaire. Dans certains cas, il peut s'avérer nécessaire de concentrer les ajustements budgétaires en début de période pour réduire les pressions sur la dette publique, en particulier dans les pays qui ont déjà perdu ou risquent de perdre leur accès aux marchés financiers. Pour rééquilibrer durablement les finances publiques, un plan réaliste à moyen terme est indispensable. Un tel plan doit témoigner de la détermination des autorités et comporter des mesures suffisantes pour atteindre

des objectifs à moyen terme fondés sur des hypothèses réalistes concernant les taux d'intérêt, les recettes et les dépenses, et les effets de ces mesures sur la croissance. En outre, pour qu'un tel plan soit crédible, les autorités doivent mettre en place un solide dispositif institutionnel, comportant une législation et des cadres budgétaires contraignants à l'appui des mesures de rééquilibrage des finances publiques à moyen terme.

- *Sauvegarder les mesures propices à la croissance tout en réduisant les inégalités.* Au cours de la phase de rééquilibrage des finances publiques, les autorités doivent absolument veiller à ce que les ajustements auxquels elles procèdent soient favorables à la croissance, tout en atténuant les effets néfastes qu'ils pourraient comporter sur les plans de la pauvreté et des inégalités, afin d'accroître le consentement des citoyens et de recueillir le soutien politique nécessaire. La poursuite des investissements publics, en particulier dans des domaines propices à la productivité et à la compétitivité — comme les infrastructures publiques et numériques —, peut favoriser la croissance (graphique 1.19). En outre, la mise en œuvre de réformes structurelles visant à réduire les inefficiences du marché et à accroître l'offre de main-d'œuvre peut amplifier les bienfaits de ces investissements propices à la croissance. Les composantes nécessaires au bon fonctionnement d'un plan de rééquilibrage des comptes publics sont susceptibles de varier d'un pays à l'autre (voir l'édition d'octobre 2024 du Moniteur des finances publiques).
- *Assurer la viabilité de la dette.* De nombreux pays, en particulier des pays émergents et des pays à faible revenu, ont vu leur capacité à assurer le service de leur dette mise à rude épreuve, dans un contexte où les coûts de l'emprunt et les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines restent élevés ; par conséquent, pour assurer la viabilité de leur dette publique, ils doivent procéder à de considérables ajustements budgétaires (voir l'édition d'octobre 2024 du Moniteur des finances publiques). Dans les cas où les pays sont surendettés ou risquent fort de le devenir, l'impératif de viabilité de la dette peut nécessiter non seulement des épisodes de rééquilibrage budgétaire prudemment échelonnés, mais également des restructurations de dette (voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Ces derniers temps, les dispositifs internationaux de résolution des dettes souveraines comme le cadre commun du Groupe des Vingt et la table ronde mondiale sur la dette souveraine ont connu des améliorations qui rendent plus aisé de réunir autour

**Graphique 1.19. Composition des dépenses publiques et croissance future des revenus**  
(En points de pourcentage)



Source : Kass-Hanna, Kpodar et Tessema, 2020.

Note : L'« assainissement budgétaire » correspond à une réduction du déficit primaire d'au moins 1 % du PIB durant deux années consécutives après que le déficit budgétaire a dépassé 3 % du PIB. La plage 1 représente les prédictions de croissance des revenus à moyen terme (PIB par habitant, moyenne mobile à cinq ans) durant les deux périodes. La plage 2 fait apparaître les écarts entre les impacts sur la croissance durant les deux périodes. Elle montre que la part des dépenses dans les investissements publics est aussi importante durant les périodes d'assainissement que lorsque la conjoncture est favorable.

d'une même table débiteurs et créanciers et d'organiser des restructurations aux modalités prévisibles. Il faut absolument continuer de s'appuyer sur ces initiatives pour améliorer la coordination entre créanciers dans les cas qui ne relèvent pas du cadre commun.

### Générer davantage de croissance à moyen terme et lutter contre le changement climatique

Pour stimuler la productivité et éliminer d'importants goulets d'étranglement structurels, il est indispensable d'engager des réformes ciblées dans des domaines comme la santé, l'éducation, les marchés du travail, la concurrence et le numérique. Pour assurer la mise en œuvre réussie de ces réformes, il est essentiel de communiquer clairement et efficacement afin de faire émerger des consensus et de susciter l'implication des parties prenantes. Dans

certains pays, la croissance pourrait grandement bénéficier de réformes « de première génération » visant à revivifier les marchés intérieurs et assurer l'ouverture de l'économie, notamment en améliorant la gouvernance et en renforçant les institutions (Budina *et al.*, 2023).

- **Engager des réformes macrostructurelles.** Il est crucial de procéder à des réformes prudemment échelonnées pour remédier à des faiblesses structurelles à long terme, afin de relancer la croissance de la productivité et de renforcer les infrastructures et le capital humain, surtout lorsque les marges de manœuvre budgétaires sont étroites. Ces réformes gagnent en importance au fur et à mesure que les perspectives de croissance à moyen terme continuent de s'assombrir. Ainsi, il importe de renforcer le capital humain en élargissant l'assurance maladie et l'accès aux enseignements primaire et supérieur, en mettant l'accent sur la qualité et l'accessibilité financière, de réduire la rigidité du marché du travail et de relever les taux d'activité, en particulier chez les femmes, de réduire les entraves à la concurrence et de soutenir les jeunes entreprises innovantes, et de faciliter l'adoption de solutions numériques. De telles réformes sont des accélérateurs de croissance et peuvent répondre aux inquiétudes quant aux coûts à court terme pour la croissance que la transition vers des sources d'énergie propre pourrait engendrer (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*), tout en créant l'espace budgétaire nécessaire à sa mise en œuvre. L'expérience passée nous enseigne que l'adoption de réformes structurelles ne se fait pas sans difficulté ; aussi les autorités doivent-elles communiquer activement et efficacement pour susciter l'adhésion du plus grand nombre. Il est indispensable de bien réfléchir aux modalités des différentes politiques envisagées, pour assurer que les réformes soient viables et que leurs bienfaits soient largement partagés. Cela suppose d'impliquer les principales parties prenantes dès le début de la phase de conception des politiques, et de mettre au point des mesures complémentaires et compensatoires qui tiennent compte des éventuels effets des réformes envisagées sur la répartition des richesses. Un dialogue continu et la présence d'institutions solides sont de nature à inspirer confiance (voir le chapitre 3).
- **Hâter la transition écologique et lutter contre le changement climatique.** Tout un ensemble de mesures s'impose au niveau international pour atteindre les objectifs de baisse des émissions de gaz à effet de serre et ainsi espérer limiter la hausse des températures mondiales à 1,5–2,0 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Une tarification

du carbone, des subventions aux investissements verts et des mécanismes d'ajustement frontalier des émissions de carbone peuvent appuyer la transition écologique dans le respect des règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il convient que la Chine, les États-Unis et l'Union européenne, entre autres, conçoivent des politiques industrielles vertes pour compléter la tarification du carbone, en veillant à ce que ces dernières ne soient pas discriminatoires et qu'elles respectent pleinement les engagements pris par ces pays dans le cadre du droit international. Il est possible de nettement réduire les émissions en aidant les entreprises fortement émettrices à adopter des technologies de pointe. À la baisse des investissements dans les combustibles fossiles doivent correspondre des augmentations de l'offre d'énergie propre, afin de réduire les risques énergétiques à long terme. En outre, il est essentiel d'engager des investissements dans les infrastructures et dans l'adaptation aux effets du changement climatique, en particulier dans les régions les plus vulnérables face aux chocs climatiques. Pour renforcer la résilience face au changement climatique, il est nécessaire de perfectionner les systèmes de suivi et de maîtrise des risques climatiques et de renforcer les dispositifs de protection et d'assurance. Il faudra que les organisations internationales, les investisseurs privés, les autorités nationales et les donateurs interviennent de manière coordonnée pour mobiliser des financements au service de l'action en faveur du climat dans les pays à faible revenu, aussi bien sur le plan de l'atténuation du changement climatique que de l'adaptation à ses effets (voir l'édition d'octobre 2023 du *Moniteur des finances publiques*).

- *Renforcer la coopération multilatérale.* La coopération multilatérale est essentielle pour empêcher la

fragmentation, favoriser la croissance et la stabilité économiques et lutter contre le changement climatique. Les politiques commerciales doivent être claires et transparentes pour stabiliser les anticipations, modérer les distorsions sur les investissements et réduire la volatilité sur les marchés, notamment les marchés agricoles et des minéraux essentiels. S'agissant de la lutte contre le changement climatique, il est possible de sécuriser les flux de minéraux indispensables à la transition écologique en concluant un accord sur un « corridor vert » et de réduire l'incertitude et la volatilité des prix en partageant davantage de données concernant ces minéraux. Il convient d'envisager des politiques industrielles de nature à remédier aux externalités négatives ou aux défaillances du marché les mieux connues et qu'il est impossible de résoudre par des politiques horizontales. Cependant, il importe de concevoir minutieusement ces politiques industrielles, de manière à assurer que leurs avantages dépassent leurs coûts et à protéger la viabilité budgétaire et la stabilité extérieure. De telles politiques doivent être exemptes de protectionnisme et se conformer aux accords conclus dans le cadre de l'OMC. Il est possible de contribuer à la baisse des émissions et de favoriser la prospérité au niveau mondial en mettant en place une plateforme commune de transfert des technologies vertes vers les pays émergents et les pays en développement, et en réglementant les technologies de rupture comme l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, les mesures visant à rétablir un mécanisme complet et efficace de règlement des différends au sein de l'OMC et à assurer plus de clarté et de cohérence entre les considérations climatiques et les règles commerciales revêtent un caractère prioritaire.

### Encadré 1.1. L'industrie automobile mondiale et le passage aux véhicules électriques

L'adoption croissante des véhicules électriques constitue une transformation fondamentale de l'industrie automobile mondiale, qui entraînera des conséquences considérables sur les modèles d'investissement, de production, de commerce international et d'emploi. Le présent encadré décrit un certain nombre de grandes étapes de l'évolution du secteur automobile et expose les éventuelles incidences économiques et régionales.

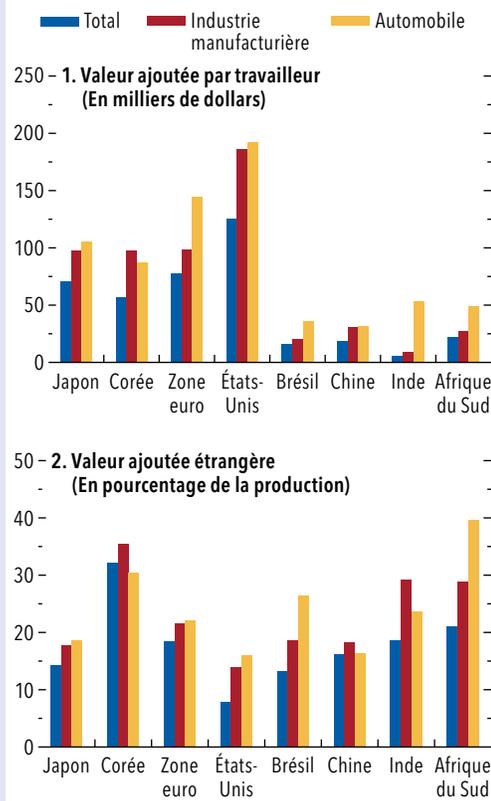
L'industrie automobile se distingue des autres secteurs manufacturiers à plusieurs égards. Premièrement, elle est très intensive en capital, avec des investissements considérables (notamment en matière d'innovation), et une part non négligeable de ce capital est sous forme de valeur ajoutée. Le secteur repose sur une main-d'œuvre qualifiée, et les salaires versés reflètent la forte valeur ajoutée par travailleur (graphique 1.1.1, page 1). Deuxièmement, les entreprises multinationales du secteur sont présentes dans de nombreux pays à des niveaux différents de chaînes de valeur mondiales très développées, mesurés par la part de la valeur ajoutée étrangère dans la production (graphique 1.1.1, page 2). Enfin, malgré la présence de nombreux concurrents, les constructeurs automobiles parviennent à assurer une bonne différenciation de leurs produits et à obtenir une part considérable du surplus du consommateur, en particulier dans le haut de gamme. Dans la mesure où ce secteur offre de généreux salaires, affiche de remarquables bénéfices, recourt à une technologie sophistiquée et dispose de vastes marchés d'exportation, nombre de pays le considèrent comme un secteur stratégique.

En 2022, le secteur des transports a produit 36 % des émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis, 21 % dans l'Union européenne et 8 % en Chine (Agence internationale de l'énergie (AIE), 2024b). Au cours des 15 dernières années, les émissions émanant des transports n'ont pas réussi à diminuer au même rythme que celles issues de la production d'électricité et des secteurs industriels. En conséquence, le passage aux véhicules électriques pour les déplacements personnels constitue une pièce maîtresse de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour favoriser l'adoption de véhicules électriques, des politiques axées à la fois sur l'offre et sur la demande ont été mises en œuvre dans le monde entier (AIE, 2024a).

En matière de demande, l'Union européenne a fixé dans son train de mesures intitulé « Ajustement à l'objectif 55 » un objectif ambitieux de réduction des émissions

*Les auteurs de cet encadré sont Benjamin Carton et Philippe Wingender.*

**Graphique 1.1.1. Productivité et chaînes de valeur mondiales dans le secteur automobile**



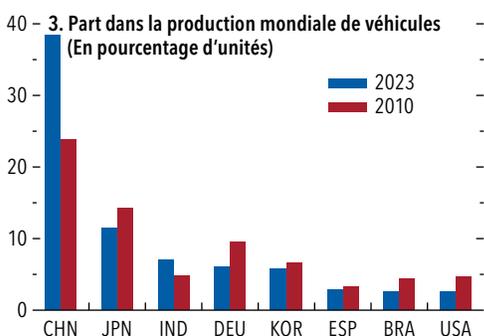
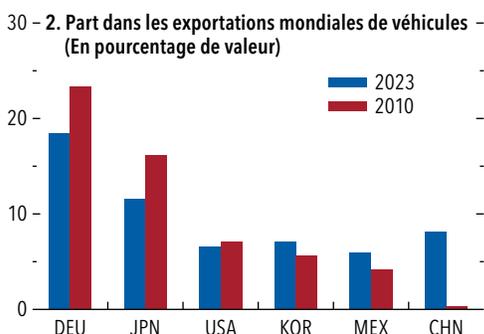
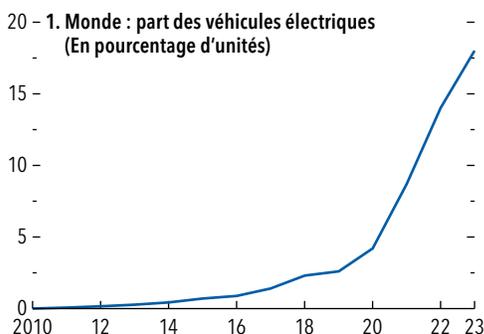
Sources : Organisation de coopération et de développement économiques, base de données Contenu en emplois des échanges et indicateurs sur les échanges en valeur ajoutée ; calculs des services du FMI.

des véhicules automobiles de 50 % d'ici 2030–35 par rapport aux niveaux de 2021. Aux États-Unis, la loi sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act*) prévoit des subventions à l'achat de véhicules électriques et le déploiement de stations de recharge.

En matière d'offre, les politiques visent à combler les écarts de coût et de commodité entre les véhicules électriques et les véhicules traditionnels à moteur à combustion interne, qui constituent un obstacle de taille à l'adoption généralisée des véhicules électriques. Ces politiques visent l'ensemble de la chaîne de valeur des véhicules électriques : véhicules, batteries, et extraction et traitement des métaux. La réduction des coûts suit deux grands axes : innovation et augmentation des

**Encadré 1.1 (fin)**

**Graphique 1.1.2. Part des véhicules électriques dans le monde**



Sources : Agence internationale de l'énergie, 2024a ; Centre du commerce international ; Organisation internationale des constructeurs d'automobiles ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

rendements d'échelle. C'est elle qui explique la course mondiale à l'innovation dans les véhicules électriques entre les grands constructeurs automobiles et les fabricants de batteries, et qui a entraîné l'apparition d'un grand nombre de nouveaux venus aux États-Unis (Lucid,

Rivian, Tesla) et encore plus en Chine (BYD, Geely, Wuling, etc.). L'essor des fabricants de batteries lithium-ion a été encore plus rapide, dans la mesure où ce secteur a vu le jour il y a 25 ans seulement.

Grâce aux politiques mises en place et aux innovations technologiques dans le domaine des batteries, la transition mondiale des véhicules traditionnels vers les véhicules électriques s'est accélérée ces dernières années (graphique 1.1.2, page 1) et s'accompagne d'une redistribution des avantages comparatifs. En particulier, le rôle de la Chine à la fois dans la production et les exportations s'est considérablement accru par rapport à ce qu'il était il y a 15 ans (graphique 1.1.2, pages 2 et 3).

Le passage aux véhicules électriques aura des incidences macroéconomiques mondiales et régionales. Un document de travail du FMI (Wingender *et al.*, 2024) évalue les incidences macroéconomiques d'un passage aux véhicules électriques encouragé par les politiques publiques dans l'Union européenne d'ici 2035. Deux grands canaux sont en jeu : 1) sous l'effet de la réglementation, la demande se déplace des véhicules conventionnels vers les véhicules électriques, et 2) la Chine continue de bénéficier d'un avantage relatif en matière de coûts de construction des véhicules électriques. Dans le cadre de scénarios réalistes de pénétration du marché des véhicules électriques, le PIB de l'Europe diminue d'environ 0,3 % à moyen terme. Dans ces scénarios, l'emploi diminue dans le secteur automobile et la main-d'œuvre se réaffecte progressivement vers des secteurs moins intensifs en capital (avec une valeur ajoutée par travailleur plus faible).

L'analyse souligne également que la possibilité d'importer des véhicules électriques de Chine facilite les arbitrages entre les objectifs économiques et climatiques. Avec moins de véhicules électriques importés, les politiques climatiques doivent être plus strictes pour atteindre le même objectif climatique et le pouvoir d'achat des ménages est réduit. Les importations de véhicules électriques permettent également de redistribuer les gains et les pertes entre les pays spécialisés dans la construction automobile (qui perdent des parts de marché) et les pays importateurs nets de voitures (qui gagnent en pouvoir d'achat). La transition vers les véhicules électriques aura des incidences au-delà de la construction automobile : dans le secteur de l'énergie, par exemple, avec le passage de l'essence à l'électricité pour alimenter les flottes de voitures, ou dans la demande de minéraux.

### Encadré 1.2. Évaluation des risques par rapport aux prévisions de référence des Perspectives de l'économie mondiale

Le présent encadré recourt au modèle du Groupe des Vingt (G20) et au modèle monétaire et budgétaire mondial global (GIMF) du FMI pour déduire des intervalles de confiance par rapport aux prévisions contenues dans les Perspectives de l'économie mondiale et pour quantifier deux scénarios.

Les risques relatifs à la croissance sont actuellement considérés comme légèrement orientés vers une détérioration. Le risque de voir la croissance mondiale tomber en deçà de 2 % en 2025 (résultat survenu seulement cinq fois depuis 1970) est aujourd'hui évalué à 17 %, contre 12 % en avril, en raison en partie de la légère accentuation du risque de récession aux États-Unis. Les risques relatifs à l'inflation mondiale sont jugés globalement équilibrés.

#### Intervalles de confiance

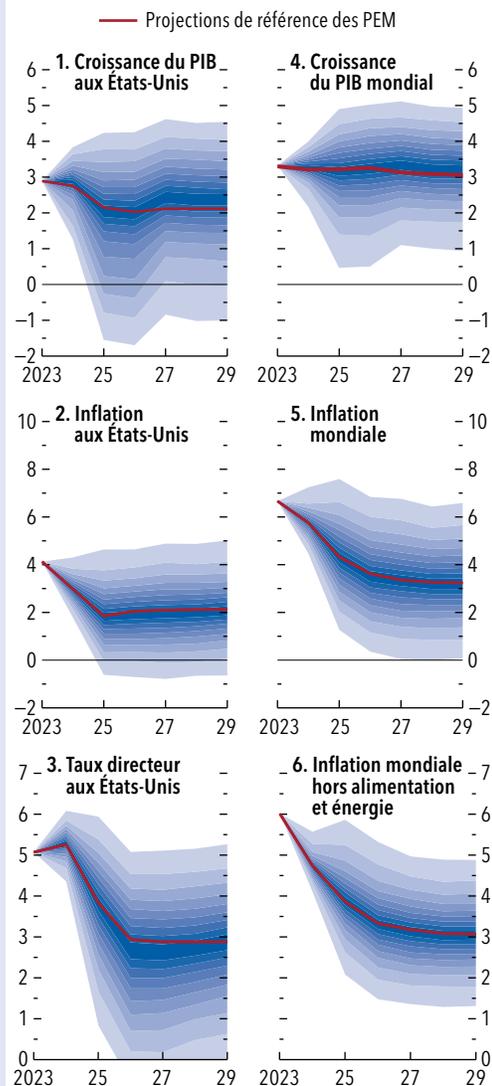
Le modèle du G20 (Andrle *et al.*, 2015) est utilisé ici pour interpréter les données historiques et retrouver les chocs économiques implicites. Ces chocs sont ensuite échantillonnés et réintégré dans le modèle pour engendrer des distributions prévisionnelles. Contrairement à l'édition d'avril 2024 des Perspectives de l'économie mondiale, les chocs survenus lors des années où les États-Unis ont connu une récession sont échantillonnés plus fréquemment dans la construction des intervalles de confiance pour les prévisions de 2025 et 2026, ce qui illustre bien l'évaluation selon laquelle les risques de récession aux États-Unis ont légèrement augmenté à court terme en raison de l'évolution du marché du travail<sup>1</sup>. Les données relatives à cinq récessions sont suréchantillonnées : celles de 1969, 1982, 1990, 2001 et 2008. Les chocs sont également suréchantillonnés pour tous les pays lors de ces années afin de tirer parti d'éventuels co-mouvements dans les données.

Sur le graphique 1.2.1, les plages 1 à 3 illustrent respectivement les distributions de la croissance, de l'inflation globale et du taux des fonds fédéraux aux États-Unis. La probabilité de voir la croissance américaine tomber en dessous de 0,8 % en 2025 (qui correspond

Les auteurs de cet encadré sont Jared Bebee, Chris Jackson, Gene Kindberg-Hanlon, Dirk Muir et Rafael Portillo.

<sup>1</sup>Les conséquences de risques plus prononcés de récession pour la distribution de la croissance en 2024 ne sont pas prises en compte, car le résultat du premier semestre est déjà connu, et une récession hypothétique commencerait au plus tôt au quatrième trimestre.

**Graphique 1.2.1. Incertitude entourant les projections de croissance et d'inflation au niveau mondial**  
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Chaque nuance de bleu représente un intervalle de probabilité de 5 points de pourcentage. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

## Encadré 1.2 (suite)

à une récession de courte durée dans ce pays, débutant au quatrième trimestre 2024) est d'environ 25 %, soit une modeste hausse par rapport au risque de récession présenté dans l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale* (17 %). Le risque de voir l'inflation globale moyenne régresser aux États-Unis en deçà de 1,5 % en 2025 est évalué à environ 40 % et le risque de voir le taux des fonds fédéraux tomber en dessous de 3 % en 2025 est d'environ 28 %.

Sur ce même graphique, les pages 4 à 6 illustrent respectivement les distributions de la croissance mondiale, et de l'inflation globale et de l'inflation hors alimentation et énergie. Les risques relatifs à la croissance mondiale sont aussi orientés vers une détérioration, tandis que les risques relatifs à l'inflation mondiale restent globalement équilibrés. La probabilité de voir la croissance mondiale tomber en dessous de 2 % en 2025 est évaluée à environ 17 %. Les probabilités de voir les niveaux mondiaux de l'inflation globale et de l'inflation hors alimentation et énergie régresser en moyenne en deçà de 3 % en 2025 sont estimées à environ 20 % et 15 %, respectivement.

### Scénarios

Les modèles du G20 et du GIMF sont ensuite utilisés pour simuler deux scénarios, chacun constitué de plusieurs strates. Le scénario A est considéré comme une situation plausible de détérioration par rapport au scénario de référence actuel. Le scénario B examine les politiques préconisées pour remédier aux déséquilibres existants dans l'économie mondiale. Si elles sont mises en œuvre, les politiques du scénario B pourraient réduire la probabilité de voir les politiques du scénario A se concrétiser. Les deux scénarios supposent des réponses endogènes des politiques monétaire et budgétaire (stabilisateurs automatiques). Il est également supposé que la stabilité du taux de change joue un rôle dans la politique monétaire de la Chine<sup>2</sup>.

Le scénario A est constitué de cinq strates :

*Hausse mondiale des droits de douane.* Les tensions commerciales entraînent une augmentation permanente des droits de douane à compter du milieu de

<sup>2</sup>Le modèle GIMF est utilisé dans le scénario A, car il est mieux adapté à l'analyse des droits de douane et présente un traitement plus détaillé de l'impôt sur les sociétés (Anderson *et al.*, 2013 ; Carton, Fernandez-Corugedo et Hunt, 2019). Le modèle du G20 est utilisé dans le scénario B.

l'année 2025 et perturbent de vastes pans du commerce mondial. Les États-Unis, la zone euro et la Chine imposent des droits de douane de 10 % sur les flux commerciaux entre les trois régions ; un droit de douane de 10 % est également prélevé sur les flux commerciaux (dans les deux sens) entre les États-Unis et le reste du monde. Une telle hausse des droits de douane a des incidences directes sur environ un quart de tous les échanges de marchandises, ce qui représente près de 6 % du PIB mondial<sup>3</sup>. Les recettes générées par les droits de douane sont reversées aux ménages.

*Incertitude accentuée de la politique commerciale.* Les hausses des droits de douane américains en 2018–19 ont accentué l'incertitude à l'égard des futures politiques commerciales et eu des incidences négatives sur l'investissement, en particulier dans l'industrie manufacturière. Dans ce scénario-ci, les hausses des tarifs douaniers accentuent aussi l'incertitude de la politique commerciale à compter du milieu de l'année 2025<sup>4</sup>. Il est supposé que l'investissement global américain diminue d'environ 4 % par rapport au scénario de référence, soit le double environ de l'effet estimé lors de l'épisode précédent. Cette accentuation de l'incertitude est mondiale. La zone euro connaît une baisse de l'investissement semblable à celle des États-Unis, et d'autres régions, notamment la Chine, subissent des répercussions environ deux fois moindres. Les incidences sur l'investissement s'estompent à compter de 2027.

*Imposition du revenu des entreprises aux États-Unis.* De nombreuses dispositions de la loi de 2017 sur les réductions d'impôts et les emplois (*Tax Cuts and Jobs Act, TCJA*) relatives à l'imposition des revenus des entreprises arrivent à échéance à fin 2025, ce qui aura pour effets d'abaisser les provisions pour amortissement et d'augmenter le taux d'imposition effectif d'un certain nombre d'entreprises. Le scénario A part de l'hypothèse que ces dispositions arrivant à expiration seront reconduites pour une période de 10 ans, abaissant ainsi l'impôt sur le

<sup>3</sup>Les scénarios avec tarifs douaniers ont été analysés dans les *Perspectives de l'économie mondiale* en 2018 et 2019. La part du commerce mondial touchée par une hausse des droits de douane dans ce cas-ci est environ quatre fois supérieure à celle de ces scénarios. La hausse des droits de douane est plus faible (environ un tiers des droits de douane de l'époque).

<sup>4</sup>Voir, par exemple, Caldara *et al.* (2020). Le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2024 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde présente une analyse approfondie des différents niveaux d'incertitude et des canaux par lesquels elle affecte l'activité.

## Encadré 1.2 (suite)

revenu des entreprises d'environ 4,0 % du PIB de référence sur une base cumulée entre 2025 et 2034.

*Flux migratoires vers les États-Unis et l'Europe.* Les flux migratoires ont favorisé la croissance de la main-d'œuvre ces dernières années dans les pays avancés, et ont ainsi augmenté la production potentielle et réduit les pressions inflationnistes, plus particulièrement aux États-Unis. Tandis qu'une normalisation est prévue dans le scénario de référence des *Perspectives de l'économie mondiale* à la fois aux États-Unis et dans la zone euro, le scénario A part de l'hypothèse de nouvelles réductions des flux migratoires nets à compter de 2025. En conséquence, la main-d'œuvre est réduite de façon permanente de 1 % d'ici 2030 aux États-Unis et de 0,75 % dans la zone euro, par rapport au scénario de référence.

*Conditions financières mondiales.* Trois facteurs entraînent un léger resserrement des conditions financières en 2025–26. Premièrement, le scénario a une incidence négative sur l'économie, le commerce et l'incertitude dans le monde. Deuxièmement, la politique monétaire américaine (de façon endogène) est plus resserrée que dans le scénario de référence en raison d'une (faible) hausse nette de l'inflation aux États-Unis. Troisièmement, la dette continue d'augmenter, davantage aux États-Unis qu'ailleurs, accentuant les craintes relatives à la viabilité de la dette. Du fait de ces trois facteurs, les primes souveraines dans les pays émergents (hors Chine) augmentent de 50 points de base, tandis que les primes des entreprises augmentent de 50 points de base dans les pays avancés et en Chine, et de 100 points de base dans les autres pays émergents. Les primes à terme augmentent aussi de 40 points de base aux États-Unis et de 25 points de base dans la zone euro.

Le scénario B est constitué de deux strates :

*Rééquilibrage en Chine.* Les réformes actuellement mises en œuvre renforcent le dispositif de protection sociale de la Chine en élargissant la couverture et en améliorant l'accessibilité aux prestations de sécurité sociale. En conséquence, le taux d'épargne privée diminue progressivement par rapport au scénario de référence à compter de 2025 et est inférieur de 3 points de pourcentage du PIB d'ici 2027. Le taux d'épargne revient ensuite progressivement au niveau de référence à partir de 2030.

*Augmentation de l'investissement public dans l'Union européenne.* La faible croissance de la productivité et les objectifs ambitieux de la transition écologique ont mis en évidence la nécessité d'accroître les investissements

en Europe, comme l'a récemment préconisé le rapport de la Commission européenne intitulé « L'avenir de la compétitivité européenne ». Dans le scénario B, les pays de l'Union européenne entreprennent à l'échelle de la région un accroissement de l'investissement public, qui augmente de 1,5 % du PIB de référence de la région en moyenne sur la période 2025–30 et reste en permanence plus élevé de 0,5 % du PIB de référence par la suite, pour soutenir la hausse du capital public. Cette hausse est financée pour moitié environ par une augmentation des déficits et pour le reste par une réaffectation des dépenses publiques.

### *Incidences sur la production et l'inflation dans le monde*

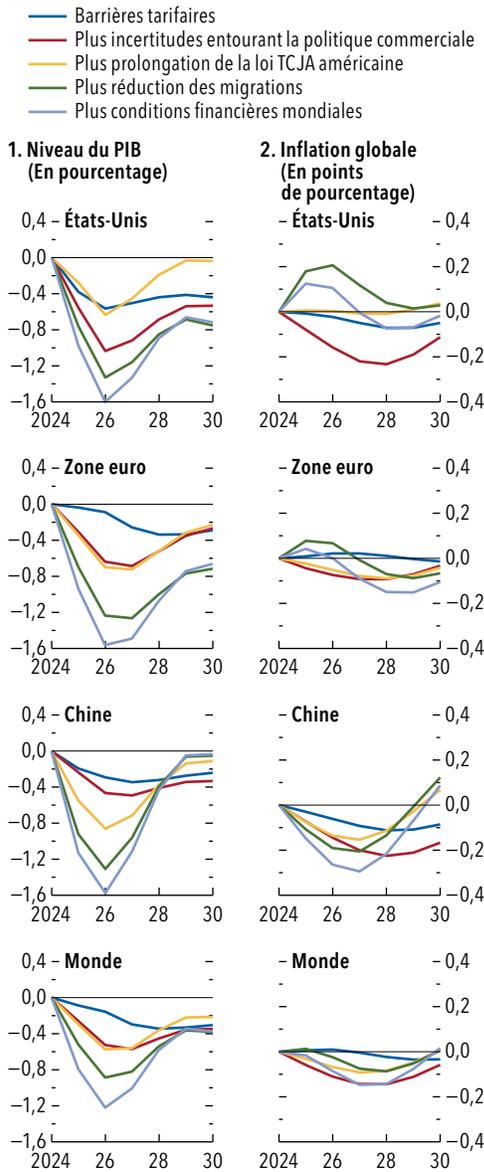
Les graphiques 1.2.2 et 1.2.3 illustrent les incidences dans les cas des scénarios A et B. Dans chaque graphique, la plage 1 illustre les incidences sur le *niveau* de PIB au cours de la période 2024–30 dans les trois régions (Chine, États-Unis et zone euro) et dans le monde. La plage 2 illustre les incidences sur l'inflation. Les incidences sur le PIB sont présentées sous forme d'écart en pourcentage par rapport au scénario de référence, tandis que les incidences sur l'inflation globale sont présentées sous forme d'écart en points de pourcentage par rapport au scénario de référence<sup>5</sup>.

Dans le scénario A, l'augmentation des droits de douane a une incidence sur l'activité dans toutes les régions. L'imposition de droits de douane sur les importations augmente les coûts des intrants intérieurs, et l'augmentation des droits de douane sur les exportations affaiblit la demande extérieure. L'effet net sur l'inflation est fonction de la force relative de ces deux canaux, mais il reste limité. L'incidence sur les investissements est légèrement négative, et l'incidence sur la consommation est limitée dans la mesure où les recettes tarifaires sont reversées aux ménages. À l'échelle interrégionale, c'est aux États-Unis que les incidences sont les plus marquées, car les flux commerciaux américains sont intégralement soumis aux nouveaux tarifs douaniers : le PIB chute de 0,4 % en 2025 et de 0,6 % en 2026. Dans les autres régions et dans le monde, les incidences atteignent –0,3 % du PIB d'ici 2026, et les importations et exportations mondiales chutent également de 4 % par rapport au scénario de

<sup>5</sup>Les incidences sur les taux de croissance peuvent être évaluées approximativement en soustrayant les incidences sur la production de l'année précédente.

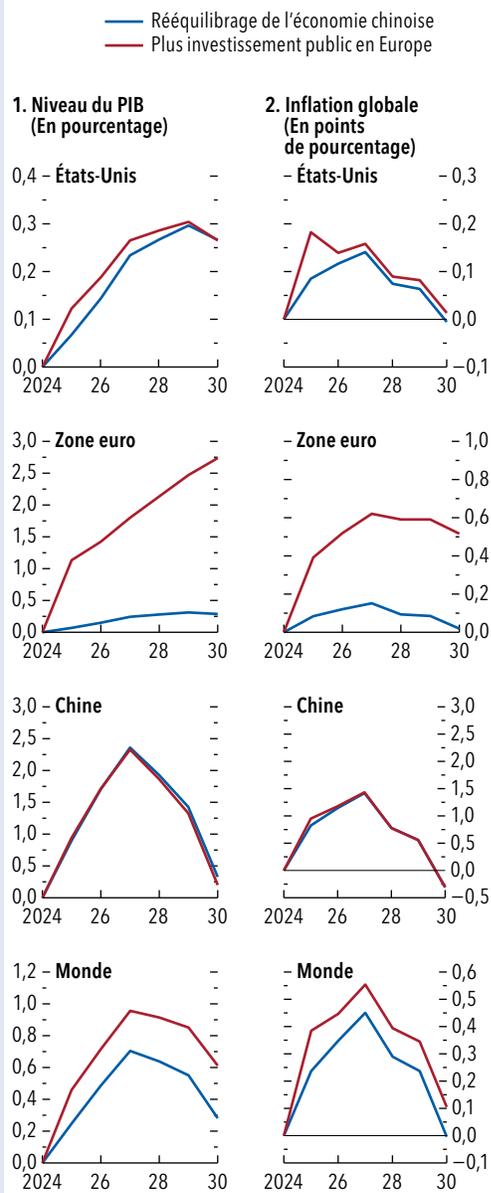
**Encadré 1.2 (suite)**

**Graphique 1.2.2. Impact du scénario A sur le PIB et l'inflation globale**



Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Les résultats sont exprimés en écart par rapport au scénario de référence. TCJA = *Tax Cuts and Jobs Act*, loi portant sur la réforme du système fiscal fédéral aux États-Unis.

**Graphique 1.2.3. Impact du scénario B sur le PIB et l'inflation globale**



Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Les résultats sont exprimés en écart par rapport au scénario de référence.

### Encadré 1.2 (fin)

référence. Les incidences sur le PIB sont toutefois permanentes. La strate relative à l'*incertitude des politiques commerciales* a une incidence plus immédiate sur l'activité mondiale. L'investissement mondial (non illustré) régresse de près de 2 % d'ici 2026, entraînant une baisse du PIB de 0,4 % sur la même période, tandis que l'inflation mondiale régresse de 10 points de base.

La *reconduction temporaire des dispositions de la loi américaine TCJA* a pour effet d'augmenter les investissements américains de 2 % environ en 2025 et de 4 % en 2026 par rapport au scénario de référence. Le PIB des États-Unis augmente de 0,4 % et l'inflation progresse en moyenne de 20 points de base sur la période 2025–30, suscitant une hausse des taux directeurs américains. Les répercussions sur les autres régions sont négatives dans la mesure où la demande d'investissements diminue légèrement en dehors des États-Unis. La *régression des flux migratoires* vers les États-Unis et la zone euro réduit de façon permanente la production potentielle dans ces deux régions et entraîne une hausse de l'inflation tout au long de la trajectoire d'ajustement. Le PIB baisse de 0,5 % aux États-Unis et de 0,4 % dans la zone euro en 2025, tandis que l'inflation augmente dans ces deux régions respectivement de 20 et 15 points de base. Dans la mesure où la demande intérieure diminue aux États-Unis et dans la zone euro, le PIB régresse également dans le reste du monde. Enfin, le *resserrement des conditions financières mondiales* réduit l'activité à l'échelle mondiale, et davantage encore dans les pays émergents en dehors de la Chine (non illustré).

L'*effet combiné* du scénario A est une baisse du PIB mondial d'environ 0,8 % d'ici 2025 et de 1,3 % d'ici 2026, par rapport au scénario de référence, avec la dissipation d'un certain nombre d'effets au fil du temps. En 2025, le PIB des États-Unis recule de 1 % environ par rapport au scénario de référence. L'effet sur l'inflation mondiale est en revanche très faible, à –10 points de base d'ici 2026, illustrant ainsi le rôle des facteurs de l'offre comme de la demande dans le scénario.

Dans le scénario B, la strate relative au *rééquilibrage en Chine* entraîne une augmentation de l'absorption intérieure dans ce pays. L'effet positif sur le PIB chinois culmine à 2,5 % d'ici 2027 par rapport au scénario de référence, et l'inflation globale augmente de 90 points de base en 2025, voire de 140 points de base en 2027. Le rééquilibrage réduit le compte des transactions courantes de la Chine de plus de 1 % du PIB et est bénéfique à l'activité mondiale, mais l'effet sur l'inflation en dehors de la Chine est limité. La strate relative à l'*investissement public dans l'Union européenne* augmente régulièrement le niveau du PIB dans la zone euro, qui culmine à 2,5 % au-dessus du scénario de référence d'ici 2030. La productivité augmente, entraînant une hausse de l'investissement privé et de la production potentielle et limitant les pressions inflationnistes : l'inflation est supérieure de 40 points de pourcentage environ au niveau de référence sur la période 2025–30. Les répercussions sur les autres régions sont limitées. L'*effet combiné* des différentes strates du scénario B est une augmentation de 0,5 % du PIB mondial et une hausse de 30 points de base de l'inflation globale en 2025.

# Dossier spécial sur les produits de base : évolution des marchés et effets sur l'inflation de chocs sur l'offre de métaux

Les cours des produits de base ont augmenté entre février et août 2024, sous l'effet d'une hausse des prix du gaz naturel, des métaux précieux et des boissons. Sur les marchés pétroliers, les baisses de production décidées par l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole, à laquelle viennent se joindre plusieurs pays extérieurs à l'organisation, dont la Russie) et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient viennent compenser l'augmentation de l'offre des pays producteurs hors OPEP+. Les prix des boissons ont continué d'augmenter, ce qui tient aux effets d'El Niño sur les cultures tropicales. Les cours de l'or ont bondi du fait de l'incertitude géopolitique et des anticipations de baisses de taux. Le présent dossier spécial examine le rôle des métaux dans l'économie et leurs effets sur l'inflation<sup>1</sup>.

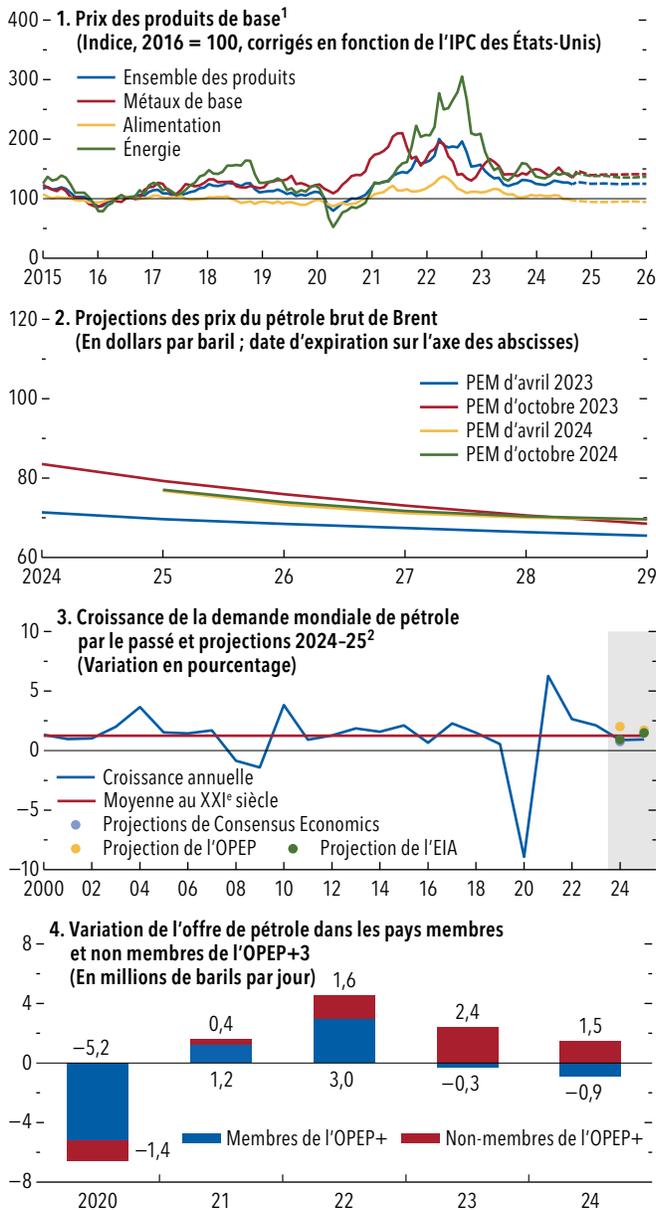
## Évolution des marchés des produits de base

Les cours du pétrole se sont stabilisés entre février et août 2024, dans un contexte marqué par les baisses de productions décidées par l'OPEP+ et les tensions au Moyen-Orient. Avant un repli en septembre, les cours du pétrole sont restés stables : entre février et août, le baril se négociait entre 75 et 90 dollars, pour un prix moyen de 83 dollars. On s'attendait que cette année la croissance de la demande de pétrole soit au niveau de sa moyenne depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, mais cette projection était entourée d'une forte incertitude (graphique 1.DS.1, page 3)<sup>2</sup>. Les fortes baisses de production décidées par l'OPEP+, de 5,86 millions de barils par jour au total, ont eu pour effet de créer un prix plancher, et ont partiellement compensé de fortes hausses de production dans les pays producteurs hors OPEP+, au premier

<sup>1</sup>Les contributeurs du présent dossier spécial sont Christian Bogmans, Jorge Miranda-Pinto, Andrea Pescatori (chef d'équipe), Martin Stuermer et Xueliang Wang. Ils ont été assistés dans leurs recherches par Wenchuan Dong, Maximiliano Jerez Osses, Joseph Moussa et Tianchu Qi. Ce dossier spécial s'inspire des travaux de Miranda-Pinto et al. (2024).

<sup>2</sup>Dans ses rapports du mois de septembre, l'Agence internationale de l'énergie prévoit pour 2024 une croissance moyenne de la demande de 0,90 million de barils par jour, tandis que l'OPEP prévoit un chiffre de 2,00 millions de barils par jour, l'Agence d'information sur l'énergie des États-Unis, 0,94 million de barils par jour et Consensus Economics, 0,75 million de barils par jour. La plus grande part des écarts observés entre ces différentes prévisions porte sur le rythme de la croissance de la demande dans les pays n'appartenant pas à l'Organisation de coopération et de développement économiques.

**Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base**



Sources : Agence d'information sur l'énergie des États-Unis (Energy Information Administration, EIA) ; Agence internationale de l'énergie (AIE) ; Bloomberg Finance L.P. ; Consensus Economics (CE) ; FMI, Système de prix des produits de base ; Haver Analytics ; Refinitiv Datastream ; "calculs des services du FMI.

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; OPEP = Organisation des pays exportateurs de pétrole ; PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

<sup>1</sup>La dernière valeur observée de l'IPC est retenue comme prévision en pointillé.  
<sup>2</sup>Les données sur la croissance passée proviennent de l'AIE. La période de projection 2024-25 est ombrée. La ligne bleue de référence dans la zone ombrée correspond aux projections de l'AIE. Les projections de CE, de l'OPEP et de l'EIA sont également prises en compte. CE ne dispose pas de projections pour 2025. Toutes les prévisions sont issues des rapports les plus récents publiés en septembre 2024 par les entités en question.  
<sup>3</sup>Le groupe de l'OPEP+ comprend les membres de l'OPEP et d'autres pays producteurs de pétrole. Les chiffres sont corrigés pour tenir compte du retrait de l'Angola du groupe de l'OPEP. Les données proviennent de l'AIE, laquelle table sur une prolongation par l'OPEP+ de sa politique de réduction de la production de pétrole en 2024.

rang desquels le Canada, le Guyana et les États-Unis (graphique 1.DS.1, page 4).

Les craintes d'une amplification de l'escalade du conflit au Moyen-Orient renchérisse les cours du pétrole en y ajoutant une prime de risque volatile, mais aucune perturbation majeure de l'offre n'est à déplorer pour le moment. La multiplication des attaques en mer Rouge a désorganisé le transport maritime de pétrole et réduit de près de deux tiers le trafic du canal de Suez, dont une bonne partie a été redirigée vers le cap de Bonne-Espérance, mais les tarifs du fret, pour les marchandises comme pour le brut, sont redescendus aux niveaux qui prévalaient avant le conflit. Pendant la plus grande partie de l'année écoulée, le pétrole russe, exporté principalement vers la Chine et l'Inde, s'est négocié au-dessus du prix plafond du Groupe des Sept, mais de 15 à 20 dollars en dessous du cours du Brent.

L'évolution des marchés à terme porte à croire que les cours augmenteront de 0,9 % en glissement annuel pour atteindre 81,3 dollars par baril en moyenne en 2024, avant de chuter à 67,0 dollars par baril en 2029 (graphique 1.DS.1, page 2). Ces perspectives sont plutôt exposées à des risques baissiers. Les risqueshausiers liés à une escalade du conflit au Moyen-Orient ou à une prolongation des baisses de production par l'OPEP+ sont contrebalancés par les risques d'une chute de la demande de pétrole en Chine et aux États-Unis — qui représentent, à eux deux, 40 % de la demande mondiale — ainsi qu'au Japon et dans d'autres pays avancés, et par la possibilité que l'OPEP+ augmente sa production pour reconquérir des parts de marché.

*Les cours du gaz naturel ont augmenté pour des raisons météorologiques et en raison de préoccupations sur l'offre.* Les prix sur la plateforme de marché européenne TTF (Title Transfer Facility) ont augmenté de 26,4 % entre février et août pour atteindre 10,2 dollars par million d'unités thermiques britanniques (BTU), mais restent en dessous du sommet atteint en 2022. Les hausses des cours ont été provoquées par des températures estivales plus élevées que prévu dans l'hémisphère Nord et par la possible coupure des derniers gazoducs russes qui approvisionnent l'Europe. L'activité économique en berne dans l'Union européenne et des stocks de gaz élevés ont permis d'écarter de nouvelles hausses des cours. Concernant le gaz naturel liquéfié, les cours asiatiques ont augmenté de 49,8 % à la faveur d'une forte demande d'importations en provenance du Japon et surtout de Chine et d'Inde, et les prix du Henry Hub aux États-Unis ont augmenté de 16,8 %. L'évolution des marchés à terme donne à penser que les prix TTF moyens s'élèveront à 10,4 dollars par million de BTU en 2024, avant de descendre à

8,2 dollars par million de BTU en 2029. Les prix du Henry Hub pourraient augmenter et passer de 2,3 dollars par million de BTU en 2024 à 3,6 dollars par million de BTU en 2029, dans la mesure où les capacités d'exportation des États-Unis devraient presque doubler d'ici 2027, d'après l'Agence d'information sur l'énergie des États-Unis. Les risques qui pèsent sur ces perspectives sont équilibrés.

*Les cours des métaux ont augmenté.* L'indice des cours des métaux du FMI a connu une hausse de 7,7 % entre février et août 2024 (graphique 1.DS.1, page 1). Le cours de l'or, dopé par l'incertitude géopolitique, les anticipations de baisses des taux par la Réserve fédérale et l'inflation passée de l'indice des prix à la consommation (IPC) aux États-Unis, a bondi de 21,9 % pour atteindre des niveaux record par rapport au dollar. À l'inverse, les cours du minerai de fer ont chuté de 19,9 %, sous l'effet de la baisse de la demande dans les secteurs chinois de la sidérurgie et du bâtiment. Les cours du cuivre et de l'aluminium ont fortement augmenté, de 8,1 % et 7,8 %, respectivement, pour atteindre un niveau record en termes nominaux au mois de juillet, à la faveur de l'augmentation de la demande issue des systèmes de production d'énergie renouvelable, des réseaux d'électricité, des véhicules électriques et des centres de données. Toutefois, à partir du mois de juillet, les cours de ces deux métaux ont entamé un repli, du fait de projections de baisses de la demande chinoise.

*Les cours des produits agricoles ont baissé.* L'indice des prix des denrées alimentaires et des boissons du FMI a marqué un léger recul de 2,4 % entre février et août 2024, dans la mesure où les fortes augmentations des prix des boissons ont été plus que compensées par les baisses de prix dans d'autres catégories de produits alimentaires. Les cours des céréales ont enregistré une baisse de 14,3 % ; en effet, d'après les prévisions, la production céréalière mondiale devrait atteindre un niveau record au cours de l'année commerciale 2024–25. Les cours du cacao, qui ont atteint un niveau record au mois d'avril, ont augmenté de 20,4 %, conformément aux attentes de l'Organisation internationale du cacao, qui a prévu une baisse de l'offre mondiale de 11 % pour l'année commerciale 2023–24 en raison d'El Niño et de maladies des plantes en Afrique de l'Ouest. Les cours du café ont affiché une hausse de 33,8 %, à la suite de problèmes d'offre liés à des phénomènes météorologiques dans les grands pays producteurs que sont le Brésil et le Viet Nam. Les cours du riz sont redescendus des sommets qu'ils avaient atteints pendant plusieurs années et jusqu'au mois de janvier, pour baisser de 7,5 %, à mesure que les conditions de culture se sont améliorées en Inde et dans d'autres pays

producteurs asiatiques. Les risques haussiers sont liés à de nouvelles perturbations sur les échanges commerciaux en mer Noire et à de nouvelles restrictions aux exportations de denrées alimentaires. Des récoltes plus abondantes que prévu constituent le facteur baissier le plus important.

## Importance des métaux : du rôle des intrants essentiels dans le fonctionnement de l'économie

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de tous les produits de base, le pétrole représente la principale source de chocs pour l'économie et l'inflation mondiales (voir, par exemple, Hamilton, 1983, et Kilian, 2008, 2009). Cependant, au fur et à mesure que les métaux viennent concurrencer les combustibles fossiles dans le rôle d'intrants des systèmes énergétiques, l'économie mondiale pourrait perdre en intensité pétrolière et gagner en intensité métallique (Boer, Pescatori et Stuermer, 2024). D'après les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, dans un scénario de neutralité carbone, la demande de cuivre pourrait être multipliée par plus de 1,5, tandis que la consommation de pétrole pourrait baisser de 25 % d'ici 2030 (graphique 1.DS.2 ; Agence internationale de l'énergie, 2022).

Dans le même temps, des tensions géopolitiques pourraient rendre la production de métaux moins fiable. Compte tenu du fait que la production de métaux est concentrée géographiquement (davantage que celle du pétrole) et que la plupart des métaux ne sont pas aisément substituables, les perturbations sur les échanges pourraient mener à de brusques fluctuations des cours, dont les effets économiques iraient croissant à mesure que l'économie mondiale et les systèmes énergétiques deviennent plus dépendants des métaux (Alvarez *et al.*, 2023)<sup>3</sup>.

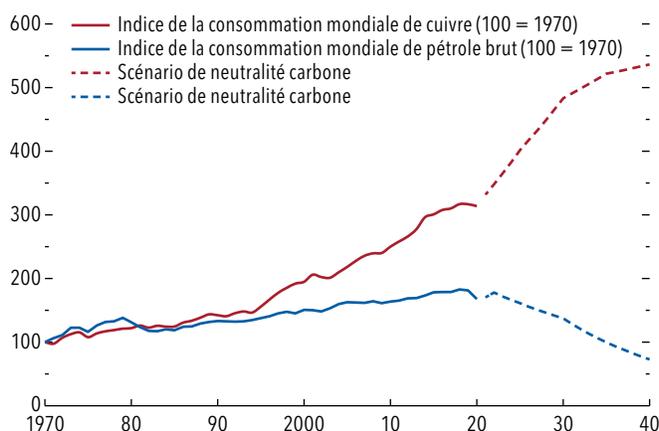
En s'appuyant sur l'analyse économétrique de séries chronologiques et sur un modèle quantitatif de réseau de production, le présent dossier spécial se penche sur la manière dont les métaux sont utilisés dans l'économie et dont ils peuvent affecter les fluctuations de l'inflation, en prenant le pétrole comme élément de comparaison.

## Les métaux incorporés dans les biens d'investissement

Les métaux primaires ne sont pas incorporés dans la production des biens d'investissement de la même manière que le pétrole. Il s'avère que, si les métaux

<sup>3</sup>Les restrictions aux échanges, y compris sur le commerce de métal, ont été quasiment multipliées par deux depuis le début de la guerre en Ukraine (Gopinath *et al.*, 2024).

### Graphique 1.DS.2. Consommation de cuivre et de pétrole (Indice)



Sources : Agence internationale de l'énergie, 2022 ; Boer, Pescatori et Stuermer, 2024 ; Schwerhoff et Stuermer, 2019 ; calculs des services du FMI.

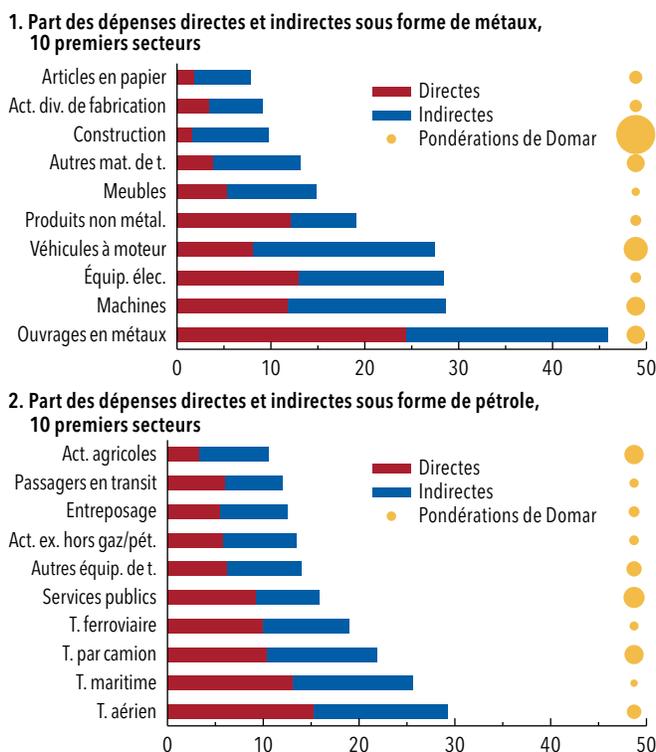
Note : Il est supposé que la consommation est égale à la production sur la période 1970-2020.

comme le cuivre et l'aluminium ne représentent qu'une petite part des dépenses de consommation finale (par exemple, aux États-Unis, 0,01 %, contre 2,6 % pour les produits pétroliers et charbonniers), ce sont des intrants intermédiaires *directs* essentiels à la production de biens d'investissement. Ainsi, aux États-Unis, les métaux représentent plus de 10 % des dépenses d'intrants directs dans les secteurs des équipements et des machines-outils (graphique 1.DS.3, page 1).

Parce qu'ils sont incorporés dans les biens d'investissement, les métaux sont aussi des intrants *indirects*. Par exemple, dans le secteur automobile, des métaux sont utilisés non seulement dans la carrosserie, mais également dans les machines permettant d'assembler les véhicules. Pour appréhender ces effets indirects, on utilise un modèle de réseau de production qui prend en compte la flexibilité des prix (par exemple Balke et Wynne, 2000).

Comme on l'observe par la suite de manière empirique, la forte exposition aux métaux de secteurs essentiels situés en amont de la chaîne de production et pourvoyeurs de capital implique une réponse plus lente et plus persistante de l'inflation aux chocs sur les prix des métaux. À l'inverse, les produits gaziers et pétroliers sont beaucoup moins incorporés dans les machines et les biens d'investissement. Ils sont surtout utilisés comme combustibles pour produire de l'énergie, principalement dans les transports (aérien, maritime ou fluvial, routier et ferroviaire) et les entreprises de services publics (graphique 1.DS.3, page 2). C'est pour cette raison que les effets d'un choc sur les cours du pétrole sur l'inflation globale sont plus

**Graphique 1.DS.3. Part des dépenses en intrants intermédiaires sous forme de métaux et de pétrole dans la production brute aux États-Unis**  
(En pourcentage)



Source : Miranda-Pinto *et al.*, 2024.

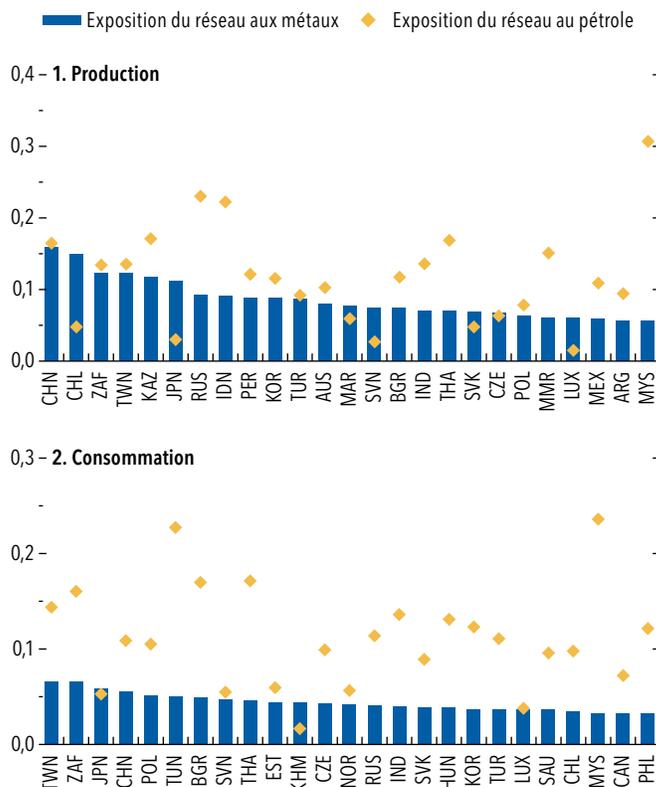
Note : Les dépenses « Directes » désignent les dépenses sectorielles en intrants intermédiaires sous forme de métaux (pétrole) dans la production brute sectorielle. Les dépenses « Indirectes » représentent l'élément correspondant à la part des dépenses dans la matrice inverse de Léontief moins les dépenses « Directes ». Le facteur de pondération de Domar est le ratio de la valeur nominale de la production brute de chaque secteur sur le PIB et il est matérialisé par la taille de la bulle. La construction présente le facteur de pondération de Domar le plus élevé (9,59 %) et le transport maritime, le plus faible (0,03 %). Nous définissons le secteur des métaux comme la somme du secteur extractif hors pétrole et gaz et du secteur des métaux de base. Le secteur pétrolier est la somme du secteur extractif du pétrole et du gaz et du secteur manufacturier pétrolier. act. = activités ; div. = diverses ; élec. = électrique ; équip. = équipements ; ex. = extractives ; métal. = métalliques ; mat. = matériels ; pét. = pétrole ; t. = transport.

immédiats. Une fois prise en compte cette composante indirecte, l'importance de la part des métaux dans les dépenses liées à la production de produits métalliques et de machines-outils apparaît clairement, à 28 % et 46 %, respectivement, aux États-Unis (graphique 1.DS.3, page 1). La part des métaux est également considérable dans les dépenses liées à la production de véhicules à moteur et d'équipements et appareils électriques.

### Les métaux sont importants dans les réseaux de production de nombreux pays

L'importance des métaux dans les réseaux de production est encore plus marquée dans d'autres pays. Le

**Graphique 1.DS.4. Exposition du réseau entrées-sorties aux métaux et au pétrole de différents pays**  
(En pourcentage)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente l'exposition du réseau des différents pays étudiés en 2018. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les expositions sectorielles sont pondérées par 1) la part de la valeur ajoutée de chaque secteur dans la valeur ajoutée totale (page 1) et 2) la part de chaque secteur dans la consommation finale.

graphique 1.DS.4 représente l'exposition (réseau total entrées-sorties) aux métaux et au pétrole, au niveau global, pour les 25 premiers pays, à partir de données d'entrées et sorties fournies par l'Organisation de coopération et de développement économiques<sup>4</sup>. La page 1 agrège les expositions sectorielles aux métaux et au pétrole à partir de leur part respective dans la *valeur ajoutée*, qui constitue un indicateur adapté pour estimer l'exposition d'un pays aux métaux et au pétrole du côté de la *production*. La page 2 illustre l'exposition aux métaux et au pétrole du côté de la consommation. Il utilise les parts dans les *dépenses finales de consommation*, qui sont l'indicateur pertinent pour l'IPC, pour représenter l'exposition

<sup>4</sup>Les données portent sur 45 secteurs en 2018 et couvrent les importations de produits intermédiaires, qui sont considérables dans le cas des métaux et du pétrole.

de la consommation, qui indique l'augmentation en pourcentage de l'IPC d'un pays à la suite d'un choc d'offre de 10 % qui entraîne une hausse des cours des métaux et du pétrole de 15 et 16 %, respectivement, en moyenne, dans différents pays.

On peut tirer plusieurs enseignements du graphique 1.DS.4. Premièrement, dans l'ensemble des pays, l'hétérogénéité de l'exposition de la production est plus prononcée que celle de l'exposition de la consommation. Cela est dû au fait qu'il est probable que les préférences de consommation soient analogues d'un pays à l'autre, ce qui réduit l'hétérogénéité de l'exposition de la consommation. Par ailleurs, le lieu de production des biens échangeables est indépendant du lieu de consommation, ce qui induit davantage d'hétérogénéité dans l'exposition de la production. En outre, des différences dans les technologies adoptées peuvent également induire une dose considérable d'hétérogénéité dans les expositions sectorielles aux métaux et au pétrole dans les différents pays. Par exemple, si dans le pays moyen l'exposition totale aux métaux dans le secteur des véhicules à moteur est de 16 %, elle est de 5 % dans le 10<sup>e</sup> centile et de 34 % dans le 90<sup>e</sup> centile de la distribution.

Deuxièmement, les métaux revêtent plus d'importance pour la production dans 7 des 25 premiers pays. En revanche, une fois que l'on agrège l'exposition de la consommation à celle de la production, l'exposition aux métaux n'est supérieure à l'exposition au pétrole que dans trois pays. En effet, l'exposition médiane de l'IPC au pétrole est trois fois plus élevée que son exposition aux métaux.

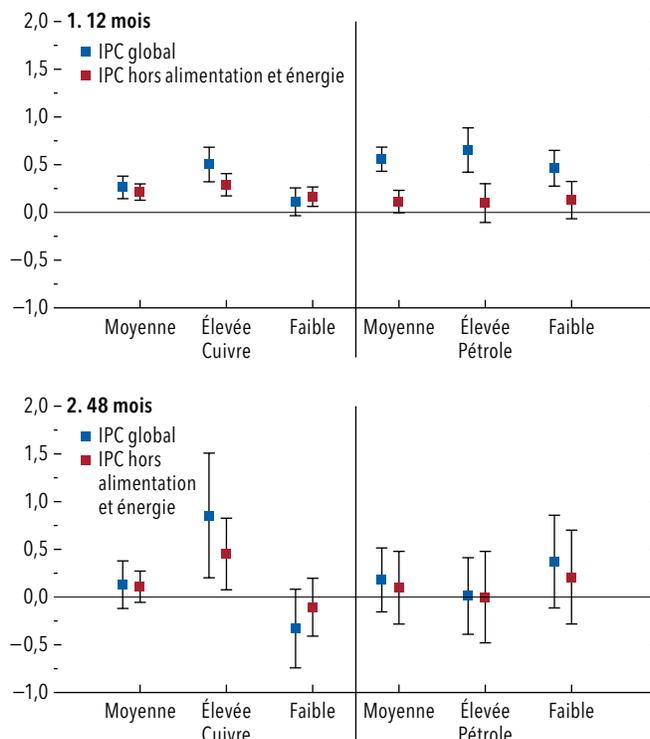
Troisièmement, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. Bien que le pays médian présente une exposition aux métaux de 0,03, un pays du 90<sup>e</sup> centile présente une exposition cinq fois plus élevée que celle d'un pays du 10<sup>e</sup> centile de la distribution. Par exemple, une hausse de 10 % des cours des métaux causée par un choc d'offre générerait une augmentation de 0,36 point de pourcentage de l'IPC de la Chine, contre une augmentation de 0,1 point de pourcentage aux États-Unis, d'après le modèle de réseau de production.

### Effets sur l'inflation de chocs sur l'offre de métaux

Afin d'étudier empiriquement les effets sur l'inflation de chocs d'offre sur les métaux et le pétrole, le présent dossier spécial adopte la méthode employée par Silva (2023) et s'appuie sur un modèle de réseau de production dans un petit pays à l'économie ouverte (voir

### Graphique 1.DS.5. Réponses impulsionnelles (En pourcentage)

Le graphique fait apparaître les réponses impulsionnelles à une augmentation de 10 % des prix du cuivre (à gauche) et du pétrole (à droite) dans les pays présentant une exposition de leur réseau aux métaux et au pétrole élevée (90<sup>e</sup> centile) ou faible (10<sup>e</sup> centile).



Sources : Baumeister et Hamilton, 2019 ; Baumeister, Ohnsorge et Verduzco-Bustos, 2024 ; calculs des services du FMI.

Note : Les pages 1 et 2 montrent respectivement les réponses à 12 mois et à 48 mois. Cuivre = réponses impulsionnelles à un choc d'offre sur le cuivre. Pétrole = réponses impulsionnelles à un choc d'offre sur le pétrole. « Élevée » et « Faible » correspondent respectivement au 90<sup>e</sup> centile et au 10<sup>e</sup> centile de l'exposition du réseau aux métaux (pour le choc sur le cuivre) et au pétrole (pour le choc sur le pétrole). Les carrés bleus et rouges indiquent les réponses de l'indice des prix à la consommation (IPC) global et de l'IPC hors alimentation et énergie. Les traits verticaux matérialisent les intervalles de confiance à 90 %.

l'annexe 1.1 en ligne)<sup>5</sup>. Pour tester les implications de ce modèle, on a adopté des méthodes qui reposent sur des variables instrumentales et des projections locales. Celles-ci permettent d'estimer les effets de chocs sur les cours du cuivre et du pétrole dans un groupe équilibré de 39 pays entre 1996 et 2019<sup>6</sup>.

La page 1 du graphique 1.DS.5 représente les effets cumulés sur 12 mois sur l'inflation globale et sur

<sup>5</sup>Toutes les annexes en ligne sont disponibles à l'adresse activée the whole hyperlink (<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO>)

<sup>6</sup>Pour les cours du cuivre, on a utilisé l'instrument des chocs sur l'offre de cuivre de Baumeister, Ohnsorge et Verduzco-Bustos (2024) ; pour le pétrole, on s'est servi des chocs sur l'offre de pétrole de Baumeister et Hamilton (2019).

l'inflation hors alimentation et énergie de chocs sur l'offre de cuivre et de pétrole. Une hausse de 10 % des cours du cuivre fait augmenter l'inflation globale et l'inflation hors alimentation et énergie d'environ 0,2 point de pourcentage sur 12 mois, tandis que des chocs sur les cours du pétrole ont un effet considérable sur l'inflation globale, mais pas sur l'inflation hors alimentation et énergie.

Toutefois, l'inflation réagit de manière notablement différente en fonction de l'exposition aux métaux et au pétrole des réseaux de production des pays considérés. Dans les pays dont les réseaux de production sont fortement exposés aux métaux et au pétrole, l'effet cumulé sur 12 mois d'une hausse de 10 % des cours sur l'inflation globale (hors alimentation et énergie) est, s'agissant du cuivre, de 0,5 (0,3) point de pourcentage, respectivement, et, pour le pétrole, de 0,7 (0,1) point de pourcentage, respectivement. Dans les pays dont les réseaux de production sont peu exposés aux métaux et au pétrole, l'effet d'une hausse de 10 % des cours sur l'inflation globale (hors alimentation et énergie) est, s'agissant du cuivre, de 0,1 (0,2) point de pourcentage, respectivement, et, pour le pétrole, de 0,5 (0,1) point de pourcentage, respectivement.

Pour mettre en évidence le décalage et l'inertie des effets sur l'inflation globale et sur l'inflation hors alimentation et énergie, la plage 2 du graphique 1.DS.5 représente les effets cumulés sur 48 mois de chocs d'offre sur les métaux et le pétrole. Dans les pays dont les réseaux de production sont fortement exposés aux métaux, une hausse des cours du cuivre de 10 % entraîne une hausse cumulée de 0,5 point de pourcentage de l'inflation hors alimentation et énergie sur 48 mois. En revanche, une hausse des cours du pétrole de 10 % n'entraîne aucune augmentation significative de l'inflation hors alimentation et énergie à long terme<sup>7</sup>.

<sup>7</sup>La persistance des chocs sur les cours du cuivre et du pétrole est à peu près la même. Cependant, les effets à 48 mois de chocs sur l'offre de cuivre sur les cours du cuivre sont plus forts que les chocs sur l'offre de pétrole sur les cours du pétrole. Pour plus de détails, consulter l'annexe 1.1 en ligne. L'hétérogénéité entre pays n'est pas significative pour le pétrole.

Dans l'ensemble, les résultats empiriques mettent en évidence le décalage et l'inertie des effets des cours des métaux sur l'inflation, par l'intermédiaire des effets durables des réseaux de production sur les coûts marginaux via le coût du capital<sup>8</sup>.

## Conclusions et conséquences pour l'action publique

Les métaux primaires jouent un rôle majeur dans les réseaux de production, car ce sont des intrants intermédiaires dans la production de biens d'investissement. Compte tenu de la manière dont ils se font sentir dans les réseaux de production, les chocs sur l'offre de métaux peuvent avoir des effets considérables et persistants sur l'inflation hors alimentation et énergie et sur l'inflation globale. En revanche, les chocs sur l'offre de pétrole affectent surtout l'inflation globale.

Cela facilite-t-il ou complique-t-il la tâche des banques centrales ? Les banques centrales ont tendance à ne pas se préoccuper excessivement des chocs sur les cours du pétrole tant qu'ils ne sont pas de trop grande ampleur. Cependant, à mesure que le système énergétique réduit sa dépendance aux combustibles fossiles, une telle attitude pourrait s'avérer inadaptée quand les pays seront soumis à de fortes fluctuations du cours des métaux<sup>9</sup>. Peut-être les autorités monétaires auront-elles à réagir aux chocs sur les cours des métaux, car ces chocs ont des effets plus durables sur l'inflation hors alimentation et énergie. Pour conclure, les banques centrales doivent se préparer à l'avènement d'une économie mondiale potentiellement plus dépendante aux métaux, et donc de plus en plus sensible aux chocs sur les cours des métaux. Il se peut que les effets de tels chocs sur l'inflation semblent négligeables dans un premier temps, mais ils pourraient se révéler assez persistants.

<sup>8</sup>La plus grande inertie des chocs sur les cours des métaux est conforme à la version du modèle qui comporte un stock de capital (voir l'annexe 1.1 en ligne). Par ailleurs, étant donné que le cuivre représente 30 % de l'indice des métaux de base pondéré des échanges commerciaux du FMI, ces estimations représentent un plancher dans le cas d'un choc d'offre qui ferait augmenter les cours de tous les métaux de base de 10 %, car cet effet serait alors trois fois plus important.

<sup>9</sup>Les chocs d'offre sur les marchés des métaux présentent une dispersion supérieure à celle des chocs d'offre sur les marchés pétroliers, car en général ils ne touchent pas tous les métaux au même moment. C'est pour cette raison que, jusqu'à présent, les chocs d'offre affectant le secteur de l'ensemble des métaux primaires sont de moindre ampleur que les chocs qui frappent le secteur pétrolier.

**Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**

(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections	
		2024	2025		2024	2025		2024	2025		2024	2025
<b>Europe</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>9,9</b>	<b>7,9</b>	<b>5,3</b>	<b>2,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	...	...	...
<b>Pays avancés</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>5,7</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>5,8</b>
Zone euro <sup>4,5</sup>	0,4	0,8	1,2	5,4	2,4	2,0	1,6	2,6	2,4	6,6	6,5	6,4
Allemagne	-0,3	0,0	0,8	6,0	2,4	2,0	6,2	6,6	6,4	3,0	3,4	3,2
France	1,1	1,1	1,1	5,7	2,3	1,6	-1,0	0,1	-0,1	7,4	7,4	7,2
Italie	0,7	0,7	0,8	5,9	1,3	2,1	0,0	1,1	1,4	7,7	7,0	7,2
Espagne	2,7	2,9	2,1	3,4	2,8	1,9	2,7	3,4	3,2	12,2	11,6	11,2
Pays-Bas	0,1	0,6	1,6	4,1	3,2	2,3	9,9	10,0	10,1	3,6	3,9	4,2
Belgique	1,4	1,1	1,2	2,3	4,3	2,1	-1,0	-0,3	0,0	5,5	5,7	5,7
Irlande	-5,5	-0,2	2,2	5,2	1,7	1,8	8,1	12,0	11,2	4,3	4,4	4,4
Autriche	-0,8	-0,6	1,1	7,7	3,0	2,5	2,7	2,6	2,4	5,1	5,6	5,6
Portugal	2,3	1,9	2,3	5,3	2,5	2,1	1,4	2,0	2,3	6,6	6,5	6,4
Grèce	2,0	2,3	2,0	4,2	2,9	2,1	-6,9	-6,5	-5,3	11,1	10,5	10,1
Finlande	-1,2	-0,2	2,0	4,3	1,2	1,9	-1,1	-1,2	-1,2	7,2	8,3	7,4
République slovaque	1,6	2,2	1,9	11,0	2,8	5,1	-1,6	-1,7	-1,4	5,8	5,6	5,7
Croatie	3,1	3,4	2,9	8,4	4,0	2,8	1,1	1,5	0,9	6,2	5,6	5,5
Lituanie	-0,3	2,4	2,6	8,7	0,9	2,4	1,9	2,8	2,9	6,9	7,3	7,1
Slovénie	2,1	1,5	2,6	7,4	2,0	2,7	4,5	3,4	2,5	3,7	3,5	3,5
Luxembourg	-1,1	1,3	2,7	2,9	2,5	2,6	6,8	6,9	7,0	5,2	5,8	5,9
Lettonie	-0,3	1,2	2,3	9,1	1,4	2,2	-4,0	-3,8	-3,6	6,5	6,7	6,5
Estonie	-3,0	-0,9	1,6	9,1	3,4	2,0	-1,7	-3,4	-3,3	6,4	7,5	7,1
Chypre	2,5	3,3	3,1	3,9	2,2	2,0	-12,1	-10,1	-8,3	6,1	5,3	5,1
Malte	7,5	5,0	4,0	5,6	2,7	2,5	0,9	1,2	2,3	3,1	3,0	3,0
Royaume-Uni	0,3	1,1	1,5	7,3	2,6	2,1	-2,0	-2,8	-2,8	4,0	4,3	4,1
Suisse	0,7	1,3	1,3	2,1	1,3	1,0	6,9	8,2	7,6	2,0	2,4	2,5
Suède	-0,2	0,9	2,4	5,9	2,1	2,0	6,5	6,6	6,1	7,7	8,5	8,3
République tchèque	-0,1	1,1	2,3	10,7	2,3	2,0	0,4	0,1	0,3	2,6	2,8	2,5
Norvège	0,5	1,5	1,8	5,5	3,3	2,4	17,9	14,5	12,5	3,6	4,3	3,8
Danemark	2,5	1,9	1,6	3,4	1,8	2,2	9,8	9,0	9,3	2,8	2,9	3,0
Islande	5,0	0,6	2,4	8,7	6,0	3,3	1,1	0,2	0,1	3,4	3,8	3,8
Andorre	1,4	1,4	1,6	5,6	3,6	2,5	17,0	17,2	17,3	1,6	1,6	1,6
Saint-Marin	0,4	0,7	1,3	5,9	1,3	2,0	13,9	6,2	4,2	3,9	3,9	3,9
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe<sup>6</sup></b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,2</b>	<b>17,1</b>	<b>16,9</b>	<b>11,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,7</b>	...	...	...
Russie	3,6	3,6	1,3	5,9	7,9	5,9	2,5	2,7	2,6	3,2	2,6	3,0
Türkiye	5,1	3,0	2,7	53,9	60,9	33,0	-4,0	-2,2	-2,1	9,4	9,3	9,9
Pologne	0,2	3,0	3,5	11,4	3,9	4,5	1,5	0,8	0,0	2,8	3,2	3,3
Roumanie	2,1	1,9	3,3	10,4	5,3	3,6	-7,0	-7,5	-7,0	5,6	5,6	5,4
Ukraine <sup>7</sup>	5,3	3,0	2,5	12,9	5,8	9,0	-5,4	-8,1	-14,3	19,1	14,2	12,7
Hongrie	-0,9	1,5	2,9	17,1	3,8	3,5	0,2	1,6	0,6	4,1	4,4	4,2
Bélarus	3,9	3,6	2,3	5,0	6,0	6,4	-1,8	-2,0	-2,4	3,5	3,0	2,9
Bulgarie	1,8	2,3	2,5	8,6	2,8	2,6	-0,3	-1,0	-1,7	4,4	4,3	4,2
Serbie	2,5	3,9	4,1	12,4	4,5	3,6	-2,6	-4,2	-4,8	9,4	9,1	9,0

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

<sup>5</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovaquie.

<sup>6</sup>Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la République de Moldova.

<sup>7</sup>Voir la note sur l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

**Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections	
		2024	2025		2024	2025		2024	2025		2024	2025
<b>Asie</b>	<b>5,0</b>	<b>4,6</b>	<b>4,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,6</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	...	...	...
<b>Pays avancés d'Asie</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>3,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>
Japon	1,7	0,3	1,1	3,3	2,2	2,0	3,6	3,8	3,6	2,6	2,5	2,5
Corée	1,4	2,5	2,2	3,6	2,5	2,0	1,9	3,9	3,6	2,7	2,9	3,0
Australie	2,0	1,2	2,1	5,6	3,3	3,3	0,3	-0,9	-1,1	3,7	4,1	4,4
Taiwan (province chinoise de)	1,3	3,7	2,7	2,5	2,1	1,7	13,8	14,8	14,6	3,7	3,7	3,7
Singapour	1,1	2,6	2,5	4,8	2,6	2,2	19,8	17,8	17,7	1,9	1,9	1,9
Hong Kong (RAS)	3,3	3,2	3,0	2,1	1,7	2,3	9,2	9,8	9,2	2,9	2,8	2,7
Nouvelle-Zélande	0,6	0,0	1,9	5,7	2,7	2,2	-6,9	-6,3	-5,0	3,7	5,1	5,1
Macao (RAS)	80,5	10,6	7,3	0,9	1,1	2,0	36,0	33,2	33,3	2,7	1,8	1,8
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>5,7</b>	<b>5,3</b>	<b>5,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	...	...	...
Chine	5,2	4,8	4,5	0,2	0,4	1,7	1,4	1,4	1,6	5,2	5,1	5,1
Inde <sup>4</sup>	8,2	7,0	6,5	5,4	4,4	4,1	-0,7	-1,1	-1,3	...	...	...
Indonésie	5,0	5,0	5,1	3,7	2,5	2,5	-0,2	-1,0	-1,2	5,3	5,2	5,1
Thaïlande	1,9	2,8	3,0	1,2	0,5	1,2	1,4	1,8	2,0	1,0	1,1	1,0
Viet Nam	5,0	6,1	6,1	3,3	4,1	3,5	5,8	3,0	2,7	2,0	2,1	2,0
Malaisie	3,6	4,8	4,4	2,5	2,8	2,5	1,5	2,6	2,8	3,6	3,5	3,5
Philippines	5,5	5,8	6,1	6,0	3,3	3,0	-2,6	-2,2	-1,8	4,4	4,4	5,2
<b>Autres pays émergents et pays en développement d'Asie<sup>5</sup></b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>	<b>4,1</b>	<b>11,5</b>	<b>9,7</b>	<b>9,6</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,4</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
ASEAN-5 <sup>6</sup>	4,0	4,5	4,5	3,5	2,3	2,3	3,1	2,7	2,7	...	...	...
Pays émergents d'Asie <sup>7</sup>	5,8	5,4	5,1	2,0	1,8	2,4	1,0	0,9	1,0	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>5</sup>Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

<sup>6</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

<sup>7</sup>Les pays émergents d'Asie incluent la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

**Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections	
		2024	2025		2024	2025		2024	2025		2024	2025
<b>Amérique du Nord</b>	<b>2,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>	<b>4,2</b>	<b>3,1</b>	<b>2,0</b>	<b>-2,9</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,8</b>	...	...	...
États-Unis	2,9	2,8	2,2	4,1	3,0	1,9	-3,3	-3,3	-3,1	3,6	4,1	4,4
Mexique	3,2	1,5	1,3	5,5	4,7	3,8	-0,3	-0,7	-0,9	2,8	3,0	3,3
Canada	1,2	1,3	2,4	3,9	2,4	1,9	-0,7	-1,0	-1,3	5,4	6,2	6,2
Porto Rico <sup>4</sup>	0,6	1,0	-0,8	3,5	1,6	1,9	...	...	...	5,9	6,2	6,5
<b>Amérique du Sud<sup>5</sup></b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,7</b>	<b>19,8</b>	<b>23,7</b>	<b>10,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,3</b>	...	...	...
Brésil	2,9	3,0	2,2	4,6	4,3	3,6	-1,0	-1,7	-1,8	8,0	7,2	7,2
Argentine	-1,6	-3,5	5,0	133,5	229,8	62,7	-3,2	0,6	0,6	6,1	8,2	7,6
Colombie	0,6	1,6	2,5	11,7	6,7	4,5	-2,5	-2,5	-2,6	10,2	10,2	10,0
Chili	0,2	2,5	2,4	7,6	3,9	4,2	-3,5	-2,3	-2,7	8,7	8,5	8,0
Pérou	-0,6	3,0	2,6	6,3	2,5	1,9	0,8	0,3	-0,1	6,8	6,8	6,5
Équateur	2,4	0,3	1,2	2,2	1,9	2,2	1,9	2,8	2,4	3,4	4,2	4,0
Venezuela	4,0	3,0	3,0	337,5	59,6	71,7	3,1	4,1	3,3	...	...	...
Bolivie	3,1	1,6	2,2	2,6	4,3	4,2	-2,6	-5,4	-5,5	4,9	5,0	5,1
Paraguay	4,7	3,8	3,8	4,6	3,8	4,0	0,3	-0,6	-2,5	6,2	6,3	6,3
Uruguay	0,4	3,2	3,0	5,9	4,9	5,4	-3,8	-2,7	-2,6	8,3	8,4	8,0
<b>Amérique centrale<sup>6</sup></b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,2</b>	...	...	...
<b>Caraïbes<sup>7</sup></b>	<b>7,5</b>	<b>11,9</b>	<b>5,5</b>	<b>13,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,2</b>	<b>2,2</b>	<b>5,6</b>	<b>1,7</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes <sup>8</sup>	2,2	2,1	2,5	14,8	16,8	8,5	-1,1	-0,9	-1,1	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales <sup>9</sup>	3,9	4,5	3,6	4,0	3,0	2,0	-11,6	-11,1	-10,8	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique. Le Venezuela est exclu des agrégats.<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.<sup>4</sup>Porto Rico est un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.<sup>5</sup>Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>6</sup>Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.<sup>7</sup>Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.<sup>8</sup>Inclut le Mexique et des pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>9</sup>Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

**Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**

(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections	
		2024	2025		2024	2025		2024	2025		2024	2025
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>3,9</b>	<b>15,6</b>	<b>14,6</b>	<b>10,7</b>	<b>3,7</b>	<b>1,7</b>	<b>0,8</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>3,9</b>	<b>11,1</b>	<b>8,6</b>	<b>8,2</b>	<b>6,2</b>	<b>4,0</b>	<b>2,7</b>	...	...	...
Arabie saoudite	-0,8	1,5	4,6	2,3	1,7	1,9	3,2	0,4	-1,8	3,8	...	...
Iran	5,0	3,7	3,1	40,7	31,7	29,5	2,8	2,9	3,0	8,1	8,0	8,4
Émirats arabes unis	3,6	4,0	5,1	1,6	2,3	2,1	10,7	8,8	8,2	...	...	...
Kazakhstan	5,1	3,5	4,6	14,6	8,6	7,2	-3,3	-1,5	-2,7	4,8	4,8	4,8
Algérie	4,1	3,8	3,0	9,3	5,3	5,2	2,5	1,3	-0,8	...	...	...
Iraq	-2,9	0,1	4,1	4,4	3,2	3,5	4,5	-1,9	-3,4	...	...	...
Qatar	1,2	1,5	1,9	3,1	1,0	1,4	17,1	13,4	13,3	...	...	...
Koweït	-3,6	-2,7	3,3	3,6	3,0	2,4	31,4	28,2	23,7	...	...	...
Azerbaïdjan	1,1	3,2	2,5	8,8	2,1	4,8	11,5	6,1	5,9	5,5	5,4	5,3
Oman	1,3	1,0	3,1	0,9	1,3	1,5	2,4	2,3	1,4	...	...	...
Turkménistan	2,0	2,3	2,3	-1,6	6,3	8,0	4,7	4,0	2,7	...	...	...
Bahreïn	3,0	3,0	3,2	0,1	1,4	1,8	5,9	5,3	4,5	6,3	...	...
<b>Pays importateurs de pétrole<sup>5,6</sup></b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>4,0</b>	<b>22,8</b>	<b>24,7</b>	<b>14,7</b>	<b>-3,1</b>	<b>-4,6</b>	<b>-4,4</b>	...	...	...
Égypte	3,8	2,7	4,1	24,4	33,3	21,2	-1,2	-6,6	-6,4	7,2	7,2	7,4
Pakistan	-0,2	2,4	3,2	29,2	23,4	9,5	-1,0	-0,2	-0,9	8,5	8,0	7,5
Maroc	3,4	2,8	3,6	6,1	1,7	2,3	-0,6	-2,0	-2,3	13,0	13,4	12,6
Ouzbékistan	6,3	5,6	5,7	10,0	10,0	9,4	-7,7	-6,3	-6,1	6,8	6,3	5,8
Tunisie	0,0	1,6	1,6	9,3	7,1	6,7	-2,7	-3,5	-3,4	16,4	...	...
Soudan <sup>7</sup>	-18,3	-20,3	8,3	77,2	200,1	118,9	-3,6	-3,9	-8,6	46,0	58,0	55,7
Jordanie	2,6	2,4	2,9	2,1	2,1	2,4	-3,5	-5,0	-4,0	22,0	...	...
Géorgie	7,5	7,6	6,0	2,5	1,1	2,6	-4,3	-5,8	-5,9	16,4	14,5	14,5
Arménie	8,3	6,0	4,9	2,0	0,2	3,1	-2,3	-4,2	-4,8	12,6	13,0	13,5
Tadjikistan	8,3	6,8	4,5	3,7	4,5	5,9	4,9	0,3	-1,7	...	...	...
République kirghize	6,2	6,5	5,0	10,8	5,1	5,0	-48,2	-21,7	-6,5	9,0	9,0	9,0
Mauritanie	6,5	4,4	4,2	4,9	2,7	4,0	-8,8	-7,2	-8,7	...	...	...
Bande de Gaza et Cisjordanie <sup>7</sup>	-5,4	...	...	5,9	...	...	-16,6	...	...	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	4,9	4,3	4,5	9,8	6,9	6,9	-2,1	-1,5	-2,0	...	...	...
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan <sup>6</sup>	1,6	2,1	3,9	16,5	15,9	11,4	4,6	2,2	1,3	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,9	2,1	4,0	15,0	14,8	11,6	5,1	2,5	1,5	...	...	...
Israël <sup>7,8</sup>	2,0	0,7	2,7	4,2	3,1	3,0	4,8	3,4	4,4	3,5	3,1	3,4

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Ce groupe comprend aussi la Libye et le Yémen.

<sup>5</sup>Ce groupe comprend aussi Djibouti, le Liban et la Somalie. Voir la note sur le Liban dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>6</sup>L'Afghanistan et la Syrie sont exclus en raison de l'incertitude entourant leur situation politique. Voir les notes sur ces pays dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>7</sup>Voir les notes pour la Bande de Gaza et Cisjordanie, Israël et le Soudan dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>8</sup>Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

**Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**
*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections		2023	Projections	
		2024	2025		2024	2025		2024	2025		2024	2025
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>3,6</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>17,6</b>	<b>18,1</b>	<b>12,3</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,9</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>20,7</b>	<b>29,3</b>	<b>22,6</b>	<b>2,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	...	...	...
Nigéria	2,9	2,9	3,2	24,7	32,5	25,0	1,7	-0,5	-0,7	...	...	...
Angola	1,0	2,4	2,8	13,6	28,4	21,3	3,8	3,3	1,5	...	...	...
Gabon	2,4	3,1	2,6	3,6	2,1	2,2	5,4	5,1	3,1	...	...	...
Tchad	4,9	3,2	3,8	4,1	4,9	3,7	-0,9	-1,7	-2,5	...	...	...
Guinée équatoriale	-6,2	5,8	-4,8	2,5	4,0	2,8	-0,8	-0,4	-2,7	...	...	...
<b>Pays à revenu intermédiaire<sup>5</sup></b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,9</b>	<b>9,4</b>	<b>6,3</b>	<b>5,2</b>	<b>-3,6</b>	<b>-3,3</b>	<b>-2,5</b>	...	...	...
Afrique du Sud	0,7	1,1	1,5	5,9	4,7	4,5	-1,6	-1,6	-1,9	33,1	33,7	33,9
Kenya	5,6	5,0	5,0	7,7	5,1	5,2	-4,0	-4,1	-4,1	...	...	...
Ghana	2,9	3,1	4,4	39,2	19,5	11,5	-1,4	-2,5	-2,0	...	...	...
Côte d'Ivoire	6,2	6,5	6,4	4,4	3,8	3,0	-8,0	-5,4	-1,3	...	...	...
Cameroun	3,2	3,9	4,2	7,4	4,4	3,5	-3,9	-2,8	-3,5	...	...	...
Sénégal	4,6	6,0	9,3	5,9	1,5	2,0	-18,8	-12,7	-8,3	...	...	...
Zambie	5,4	2,3	6,6	10,9	14,6	12,1	-1,9	-0,2	6,9	...	...	...
<b>Pays à faible revenu<sup>6</sup></b>	<b>5,7</b>	<b>5,2</b>	<b>5,9</b>	<b>26,3</b>	<b>23,1</b>	<b>11,0</b>	<b>-6,0</b>	<b>-5,9</b>	<b>-5,7</b>	...	...	...
Éthiopie	7,2	6,1	6,5	30,2	23,9	23,3	-2,9	-3,4	-4,8	...	...	...
Tanzanie	5,1	5,4	6,0	3,8	3,2	4,0	-5,3	-3,9	-3,4	...	...	...
République démocratique du Congo	8,4	4,7	5,0	19,9	17,8	9,2	-6,3	-4,0	-2,0	...	...	...
Ouganda	4,6	5,9	7,5	5,4	3,5	4,4	-7,4	-6,6	-6,6	...	...	...
Mali	4,4	3,8	4,4	2,1	2,5	2,0	-7,1	-5,5	-3,5	...	...	...
Burkina Faso	3,1	5,5	5,8	0,7	2,1	2,0	-8,0	-3,8	-1,2	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.

<sup>5</sup>Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Botswana, Cabo Verde, Comores, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie, Sao Tomé-et-Principe et Seychelles.

<sup>6</sup>Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Burundi, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

**Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif***(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2017)*

	Moyenne									Projections	
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Monde</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>-3,9</b>	<b>5,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>-4,5</b>	<b>5,8</b>	<b>2,5</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>
États-Unis	0,8	1,1	1,8	2,4	2,1	-3,0	5,7	2,2	2,4	2,3	1,7
Zone euro <sup>1</sup>	0,5	1,5	2,4	1,5	1,3	-6,5	6,4	3,2	0,0	0,5	1,0
Allemagne	1,4	1,5	2,3	0,8	0,8	-4,2	3,6	0,6	-1,1	-0,4	0,6
France	0,5	0,5	2,0	1,3	1,7	-7,8	6,4	2,3	0,8	0,8	0,8
Italie	-0,9	1,5	1,8	1,0	0,6	-8,6	9,7	5,0	0,8	0,7	0,8
Espagne	-0,1	2,8	2,7	2,0	1,1	-11,4	6,7	5,5	2,3	1,7	1,0
Japon	0,6	0,8	1,8	0,8	-0,2	-3,9	3,0	1,5	2,2	0,8	1,6
Royaume-Uni	0,4	1,1	2,0	0,8	1,1	-10,7	8,3	4,0	-0,1	0,6	1,1
Canada	0,6	0,0	1,8	1,3	0,4	-6,1	4,7	2,1	-1,5	-1,5	1,0
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,1	1,8	2,5	2,1	1,3	-2,2	6,0	1,8	0,7	1,5	1,7
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,0</b>	<b>2,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>2,4</b>	<b>-3,1</b>	<b>5,9</b>	<b>2,9</b>	<b>3,3</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	6,7	5,8	5,6	5,5	4,5	-1,4	7,0	3,9	5,2	4,7	4,4
Chine	9,0	6,2	6,4	6,3	5,6	2,1	8,4	3,0	5,4	4,9	4,6
Inde <sup>3</sup>	5,3	7,0	5,6	5,3	2,8	-6,7	8,8	6,3	7,3	6,0	5,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,7	1,2	3,6	3,3	2,3	-1,8	7,4	2,0	3,6	3,4	2,5
Russie	2,4	-0,1	1,6	2,7	2,1	-2,5	6,2	-0,9	3,9	3,8	1,7
Amérique latine et Caraïbes	1,8	-2,0	0,3	0,2	-0,9	-7,9	6,6	3,5	1,5	1,2	1,8
Brésil	1,9	-4,0	0,7	1,1	0,6	-3,9	4,3	2,6	2,5	2,6	1,8
Mexique	0,5	0,8	0,9	1,0	-1,3	-9,1	5,4	2,9	2,3	0,6	0,5
Moyen-Orient et Asie centrale	1,6	2,0	0,0	1,0	0,1	-4,3	2,7	3,3	0,1	4,8	2,1
Arabie saoudite	0,5	-1,9	0,8	5,9	1,5	-8,1	7,7	2,8	-2,7	-0,5	2,5
Afrique subsaharienne	2,2	-1,4	0,1	0,5	0,4	-4,3	2,1	1,4	0,9	0,9	1,6
Nigéria	3,6	-4,2	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	1,1	0,7	0,3	0,4	0,7
Afrique du Sud	1,1	-0,8	-0,3	0,0	-1,3	-7,5	3,8	0,7	-0,8	-0,4	0,0
<i>Pour mémoire</i>											
Union européenne	0,9	1,7	2,8	2,0	1,8	-5,8	6,7	3,5	0,2	0,8	1,4
ASEAN-5 <sup>4</sup>	3,7	3,5	4,0	3,8	3,2	-5,5	3,3	4,5	3,0	3,5	3,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,2	2,5	-0,5	0,5	-0,3	-4,5	2,9	3,3	0,0	0,2	2,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,2	3,1	3,6	3,7	2,6	-2,9	6,5	3,3	3,7	3,5	3,4
Pays en développement à faible revenu	3,1	0,9	2,0	2,2	2,5	-2,3	1,9	2,0	1,7	3,1	2,4

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les données correspondent à la somme des données des pays de la zone euro.<sup>2</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.<sup>3</sup>Voir la note sur l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

## Bibliographie

- Adrian, Tobias, Gita Gopinath, and Pierre-Olivier Gourinchas. 2023. “Central Banks Can Fend Off Financial Turmoil and Still Fight Inflation.” *IMF Blog*, June 5.
- Adrian, Tobias, Fabio Natalucci, and Jason Wu. 2024. “Financial Stability Implications of Emerging Market Currency Developments.” *IMF Blog*, July 22.
- Alvarez, Jorge, Mehdi Benatiya Andaloussi, Chiara Maggi, Alexandre Sollaci, Martin Stuermer, and Petia Topalova. 2023. “Geoeconomic Fragmentation and Commodity Markets.” IMF Working Paper 23/201, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.elibrary.imf.org/downloadpdf/view/journals/001/2023/201/article-A001-en.pdf>.
- Anderson, Derek, Ben Hunt, Mika Kortelainen, Michael Kumhof, Douglas Laxton, Dirk Muir, Susanna Mursula, and Stephen Snudden. 2013. “Getting to Know GIMF: The Simulation Properties of the Global Integrated Monetary and Fiscal Model.” IMF Working Paper 2013/055, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Andrle, Michal, Patrick Blagrave, Pedro Espallat, Keiko Honjo, Benjamin Hunt, Mika Kortelainen, René Lalonde, and others. 2015. “The Flexible System of Global Models—FSGM.” IMF Working Paper 15/64, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/The-Flexible-System-of-Global-Models-FSGM-42796>.
- Arnold, Nathaniel A., Guillaume Claveres, and Jan Frie. 2024. “Stepping Up Venture Capital to Finance Innovation in Europe.” IMF Working Paper 24/146, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bailey, Michael A., Anton Strezhnev, and Erik Voeten. 2017. “Estimating Dynamic State Preferences from United Nations Voting Data.” *Journal of Conflict Resolution* 61 (2): 430–56.
- Balke, Nathan S., and Mark A. Wynne. 2000. “An Equilibrium Analysis of Relative Price Changes and Aggregate Inflation.” *Journal of Monetary Economics* 45 (2): 269–92.
- Barrett, Philip, Maximiliano Appendino, Kate Nguyen, and Jorge de Leon Miranda. 2022. “Measuring Social Unrest Using Media Reports.” *Journal of Development Economics* 158: 102924.
- Baumeister, Christiane, and James D. Hamilton. 2019. “Structural Interpretation of Vector Autoregressions with Incomplete Identification: Revisiting the Role of Oil Supply and Demand Shocks.” *American Economic Review* 109 (5): 1873–910.
- Baumeister, Christiane, Franziska Ohnsorge, and Guillermo Verduzco-Bustos. 2024. “Evaluating the Role of Demand and Supply Shocks in Copper and Aluminum Price Fluctuations.” Unpublished, World Bank, Washington, DC.
- Boer, Lukas, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. 2024. “Energy Transition Metals: Bottleneck for Net-Zero Emissions?.” *Journal of the European Economic Association* 22 (1): 200–29.
- Budina, Nina, Christian H. Ebeke, Florence Jaumotte, Andrea Medici, Augustus J. Panton, Marina M. Tavares, and Bella Yao. 2023. “Structural Reforms to Accelerate Growth, Ease Policy Trade-Offs, and Support the Green Transition in Emerging Market and Developing Economies.” IMF Staff Discussion Note 23/07, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Buono, Ines, and Sara Formai. 2018. “New Evidence on the Evolution of the Anchoring of Inflation Expectations.” *Journal of Macroeconomics* 57 (September): 39–54. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0164070417300034#sec0008>.
- Caldara, Dario, Matteo Iacoviello, Patrick Molligo, Andrea Prestipino, and Andrea Raffo. 2020. “The Economic Effects of Trade Policy Uncertainty.” *Journal of Monetary Economics* 109 (January): 38–59.
- Carton, Benjamin, Emilio Fernandez-Corugedo, and Benjamin Hunt. 2019. “Corporate Tax Reform: From Income to Cash Flow Taxes.” IMF Working Paper 13/55, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cerdeiro, Diego, Gee Hee Hong, and Alfred Kammer. 2024. “How to Awaken Europe’s Private Sector and Boost Economic Growth.” *IMF Blog*, September 11.
- Gokmen, Gunes. 2017. “Clash of Civilizations and the Impact of Cultural Differences on Trade.” *Journal of Development Economics* 127: 449–58.
- Gopinath, Gita, and Pierre-Olivier Gourinchas. 2022. “How Countries Should Respond to the Strong Dollar.” *IMF Blog*, October 14.
- Gopinath, Gita, Pierre-Olivier Gourinchas, Andrea F. Presbitero, and Petia Topalova. 2024. “Changing Global Linkages: A New Cold War?.” IMF Working Paper 24/76, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Hadzi-Vaskov, Metodij, Samuel Pienknagura, and Luca Antonio Ricci. 2023. “The Macroeconomic Impact of Social Unrest.” *BE Journal of Macroeconomics* 23 (2): 917–58.
- Hamilton, James D. 1983. “Oil and the Macroeconomy since World War II.” *Journal of Political Economy* 91 (2): 228–48.
- International Energy Agency (IEA). 2022. *World Energy Outlook*. Paris: IEA.
- International Energy Agency (IEA). 2024a. *Global EV Outlook 2024*. Paris: IEA.
- International Energy Agency (IEA). 2024b. “Greenhouse Gas Emissions from Energy.” Updated August 2024. Paris: IEA. <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-product/greenhouse-gas-emissions-from-energy>.
- International Monetary Fund (IMF). 2024. “G20 Background Note on the Impact of Growth on Inequality and Social Outcomes.” IMF, Washington, DC.
- Kass-Hanna, Tannous, Kangni Kpodar, and Dawit Tessema. 2020. “Public Investment over the Fiscal Cycle.” In *Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment*, edited by Gerd Schwarz, Manal

- Fouad, Torben S. Hansen, and Genevieve Verdier. 85–105. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Kilian, Lutz. 2008. “The Economic Effects of Energy Price Shocks.” *Journal of Economic Literature* 46 (4): 871–909.
- Kilian, Lutz. 2009. “Not All Oil Price Shocks Are Alike: Disentangling Demand and Supply Shocks in the Crude Oil Market.” *American Economic Review* 99 (3): 1053–69.
- Miranda-Pinto, Jorge, Andrea Pescatori, Martin Stuermer, and Xueliang Wang. 2024. “Beyond Energy: The Inflationary Effects of Metal Price Shocks in Production Networks.” IMF Working Paper 24/215, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Schwerhoff, Gregor, and Martin Stuermer. 2019. “Non-renewable Resources, Extraction Technology, and Endogenous Growth.” Working Paper 1506, Research Department, Federal Reserve Bank of Dallas.
- Silva, Alvaro. 2023. “Inflation in disaggregated small open economies.” Unpublished, University of Maryland, College Park, MD.
- Wingender, Philippe, Jiaxiong Yao, Robert Zymek, Benjamin Carton, Diego Cerdeiro, and Anke Weber. 2024. “Europe’s Shift to Electric Vehicles amid Intensifying Global Competition.” IMF Working Paper 2024/218, International Monetary Fund, Washington, DC.



*Le récent épisode d'inflation mondial tient à un ensemble complexe d'événements. Durant les confinements imposés lors de la pandémie de COVID-19, la demande s'est d'abord réorientée vers les biens, avant de se tourner vers les services parallèlement à la réouverture des économies. Ces déplacements de la demande se sont produits dans un contexte marqué par des perturbations des approvisionnements et par une relance budgétaire et monétaire sans précédent. Par la suite, la guerre en Ukraine a fait brutalement augmenter les prix des produits de base. D'après les éléments recueillis, la transmission des tensions sectorielles sur les prix à l'inflation hors alimentation et énergie et la pentification de la relation entre inflation et ressources économiques inemployées, représentée par la courbe de Phillips, sont des facteurs essentiels pour comprendre la poussée d'inflation mondiale. Cette thèse est cohérente avec le fait que certains secteurs clés ont pâti de goulets d'étranglement au niveau de l'offre lorsque la demande s'est déplacée entre secteurs et s'est progressivement accrue sous l'effet de la mobilisation de l'épargne. Ce chapitre tire un nouvel enseignement pour la politique monétaire et confirme une leçon déjà connue. Dans des cas extrêmes, lorsque l'économie est aux prises à la fois avec des goulets d'étranglement de l'offre dans de très nombreux secteurs et avec une forte demande, l'inflation peut s'envoler, mais un tour de vis monétaire peut rapidement la faire baisser, avec des répercussions limitées sur la production. En dehors de ces cas, lorsque les goulets d'étranglement de l'offre se cantonnent à certains secteurs, les règles de politique monétaire classique, comme celles axées sur des indicateurs d'inflation hors alimentation et énergie, sont efficaces.*

## Introduction

Les trois dernières années ont été marquées par la conjugaison exceptionnelle de plusieurs événements inflationnistes. Dans un premier temps, la pandémie de COVID-19 a entraîné la suspension de très nombreuses activités économiques, forçant beaucoup d'entreprises à réduire leur production. Lorsque la reprise s'est amorcée,

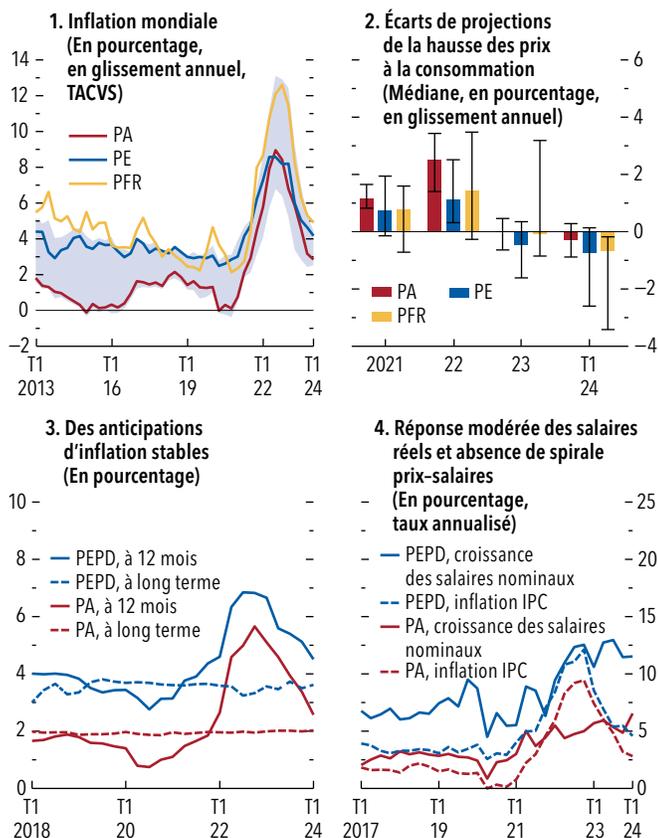
Le présent chapitre a été rédigé par Jorge Alvarez (coauteur principal), Emine Boz (coautrice principale), Thomas Kroen, Alberto Musso, Galip Kemal Ozhan, Nicholas Sander, Sebastian Wende et Sihwan Yang sous la direction de Jean-Marc Natal. Canran Zheng et Weili Lin ont fourni une aide à la recherche. Les auteurs tiennent à remercier Benjamin Carton, Rafael Portillo et Silvana Tenreiro pour leurs précieux commentaires.

certaines restrictions imputables à la pandémie demeuraient en place, et la demande de biens de consommation s'est envolée. Cependant, à cause des perturbations des chaînes d'approvisionnement, les producteurs ont eu du mal à augmenter leur offre assez rapidement pour répondre à la demande, d'où l'apparition de tensions sur les prix dans le secteur des biens. Lorsque les économies ont rouvert, les tensions sur les prix se sont déplacées vers les services parallèlement au rattrapage de la demande non satisfaite. Si elle a contribué de façon déterminante à limiter les répercussions de la pandémie sur l'économie, la relance budgétaire et monétaire<sup>1</sup> sans précédent déployée par les pays avancés et certains pays émergents a tout d'abord fait augmenter l'épargne. Au fil du temps, toutefois, l'utilisation de cette épargne a stimulé la demande, creusant les déséquilibres entre offre et demande, et attisant l'inflation du fait de la persistance des contraintes de capacité. La guerre menée par la Russie en Ukraine est ensuite venue aggraver la situation, ce qui a provoqué une crise alimentaire et énergétique mondiale. Au milieu de 2022, l'inflation mondiale était trois fois plus élevée qu'avant la pandémie (graphique 2.1, page 1).

Ces tensions inflationnistes ont mis à l'épreuve les cadres de politique monétaire et ouvert un cycle de resserrement monétaire d'envergure mondiale, appelé le « Grand Resserrement ». Le caractère sectoriel des chocs, les variations des prix relatifs qui en ont résulté et l'incertitude quant à leurs conséquences à terme sur l'inflation, ainsi que la volonté d'éviter que la pandémie ne laisse de traces durables, sont autant de facteurs qui ont rendu difficile de choisir à quel moment et à quel rythme prendre des mesures monétaires. Les banques centrales devaient utiliser des outils et des cadres qui ne correspondaient pas exactement aux caractéristiques du nouveau paysage économique. Il fallait notamment évaluer les effets conjoints en temps réel de la mobilisation simultanée de multiples leviers d'action, dont les politiques de bilan, le blocage des prix et les mesures budgétaires, par un grand nombre de pays. Bien que ce cycle de resserrement soit de nature

<sup>1</sup>En moyenne, les mesures budgétaires de stimulation de l'économie ont représenté autour de 12 % du PIB dans les pays avancés et 4 % du PIB dans les pays émergents (Deb *et al.*, 2024) tandis que les politiques d'assouplissement quantitatif ont avoisiné 20 % du PIB dans plusieurs pays avancés (Erceg *et al.*, 2024a).

### Graphique 2.1. Dynamique de l'inflation dans plusieurs catégories de pays



Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Organisation internationale du Travail ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la page 1, les courbes correspondent à la médiane de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) dans chaque catégorie de pays et la zone grisée symbolise l'intervalle compris entre les 25<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> centiles des données dans l'ensemble des pays étudiés. Dans la page 2, les écarts de projections sont calculés en comparant les projections d'inflation à un an et les taux d'inflation indiqués dans l'édition d'avril des *Perspectives de l'économie mondiale*. Les barres matérialisent les taux d'inflation médians et les moustaches, les 25<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> centiles des données dans l'ensemble des pays étudiés. Les variations en pourcentage en glissement annuel pour le premier trimestre de 2024 ont été annualisées. La page 3 fait apparaître les anticipations d'inflation à 12 mois et à 5 ans établies sur une base trimestrielle. La page 4 représente les salaires réels calculés comme des salaires nominaux (définis par travailleur) divisés par l'IPC, puis indexés sur 100 dans chaque pays au premier trimestre 2017. Chaque ligne indique la médiane de la catégorie de pays. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PFR = pays à faible revenu ; TACVS = taux annuel corrigé des variations saisonnières.

mondiale, les banques centrales n'ont pas commencé à relever leur taux de façon concomitante. Les banques brésilienne et chilienne ont ainsi été parmi les premières à donner un tour de vis, chaque banque agissant en fonction des spécificités de son économie, du moment où les chocs ont frappé et des effets asymétriques de ces derniers.

Dans ce chapitre, nous nous proposons de faire le bilan de l'épisode d'inflation qui a débuté à la fin de 2020 et de mettre en évidence la contribution des

divers chocs et des différentes ripostes des pouvoirs publics dans la poussée d'inflation et dans la désinflation qui l'a suivie afin d'en tirer des enseignements pour les autorités monétaires. Les conclusions de ce chapitre peuvent s'avérer particulièrement utiles sachant que de nouveaux chocs sectoriels, provoqués par la montée des tensions géopolitiques et des phénomènes météorologiques extrêmes, sont à attendre et que les banques centrales ont entrepris de réviser leurs stratégies et leurs cadres de politique monétaire. Dans ce chapitre, nous nous intéressons aux questions suivantes :

- Qu'est-ce qui explique la dynamique récente de l'inflation dans les pays avancés et dans les pays émergents et les pays en développement ? Quel rôle ont joué les chocs sectoriels et les contraintes de capacité dans cette dynamique, et quelles incidences ont-ils eues sur les politiques monétaire et budgétaire ?
- La réponse monétaire et sa transmission ont-elles été inhabituelles par rapport à des épisodes antérieurs ?
- Quels enseignements peut-on tirer pour éclairer la politique monétaire ? Est-ce que le caractère mondial du cycle de resserrement a eu une influence ?

Nous répondons à ces questions en trois temps. Premièrement, nous exposons les faits stylisés, en utilisant à la fois des données brutes et des courbes de Phillips reposant sur des observations. Ensuite, nous retraçons la réponse des autorités monétaires et sa transmission dans les différents pays et au fil du temps. Enfin, à la lumière des constatations de la section empirique, nous définissons un nouveau modèle de réseau multisectoriel, que nous utilisons pour construire des scénarios contrefactuels afin d'étudier le rôle des contraintes de capacité sectorielles, du caractère mondial du resserrement monétaire et d'autres facteurs fondamentaux tant dans la récente poussée d'inflation que dans le mouvement de désinflation qui l'a suivie. Dans cette partie, nous comparons également les effets de règles monétaires contrefactuelles simples dans différents scénarios.

Les principales conclusions des analyses menées dans ce chapitre sont les suivantes :

- *L'envolée des prix dans des secteurs particuliers et sa propagation progressive à d'autres pans de l'économie sont une spécificité du récent épisode d'inflation.* Les tensions sur les prix sont apparues plus tôt et ont été plus marquées dans le secteur des biens et dans les secteurs présentant une forte dépendance vis-à-vis de l'énergie et des prix flexibles que dans les autres. Les répercussions de la flambée des prix dans plusieurs secteurs, dont celui de l'énergie, sur l'inflation hors alimentation et énergie ont joué un rôle important dans l'inflation. Cela

étant, dans la plupart des pays — à l'exception peut-être des États-Unis — peu d'éléments vont dans le sens d'une inflation tirée par la pénurie de main-d'œuvre, du moins durant le pic d'inflation.

- *Les courbes de Phillips des prix se sont accentuées, mais pas les courbes de Phillips des salaires.* La relation entre le volant de ressources inutilisées et l'inflation, tracée par les données, c'est-à-dire les courbes de Phillips des prix, s'est déplacée vers le haut et s'est incurvée. Autrement dit, l'inflation a accéléré plus vite qu'attendu lorsque le chômage a reflué et, de manière symétrique, la désinflation s'est accompagnée de pertes d'emplois moins nombreuses qu'anticipé. Les courbes de Phillips des salaires n'ont pas suivi la même évolution, dans la mesure où les salaires n'ont pas augmenté aussi fortement que les prix.
- *Les interactions entre les goulets d'étranglement au niveau de l'offre et les pressions exercées par la demande peuvent expliquer la pentification des courbes de Phillips des prix.* La baisse des capacités dans des secteurs qui faisaient l'objet d'une forte demande — par exemple, les biens durables au début de la pandémie et les transports au moment de la réouverture des économies — a largement contribué aux tensions inflationnistes.
- *Un resserrement monétaire peut s'avérer plus efficace lorsqu'il est d'envergure mondiale que quand il est opéré de façon isolée par différents pays, sachant qu'il peut faire reculer les prix des biens échangeables, en particulier des produits de base.*
- *L'existence de goulets d'étranglement au niveau de l'offre et leurs interactions avec la demande sont des éléments essentiels à prendre en compte pour définir une riposte adéquate.* Bien que l'exercice soit difficile à réaliser en temps réel, il demeure crucial de déterminer les moteurs de l'inflation.
  - Lorsque la courbe de Phillips à l'échelle de l'économie est pentue, les avantages d'un resserrement monétaire sont amplifiés. En d'autres termes, lutter contre les effets inflationnistes de la demande alors que les goulets d'étranglement de l'offre sont nombreux — comme cela a récemment été le cas — présente un ratio de sacrifice favorable.
  - Toutefois, lorsque les goulets d'étranglement de l'offre se cantonnent au secteur des produits de base, les principes traditionnels de la politique monétaire, comme ceux axés sur des indicateurs d'inflation hors alimentation et énergie, demeurent pertinents. L'adoption de mesures musclées face à la hausse des prix des produits de base, qui sont flexibles, alors que les contraintes d'approvisionnement ne touchent que ce secteur, permet de réduire rapidement l'inflation,

mais expose l'économie à un risque de récession plus tard. À l'inverse, cibler les prix rigides aboutit à une désinflation plus progressive parallèlement à une trajectoire de production plus lisse.

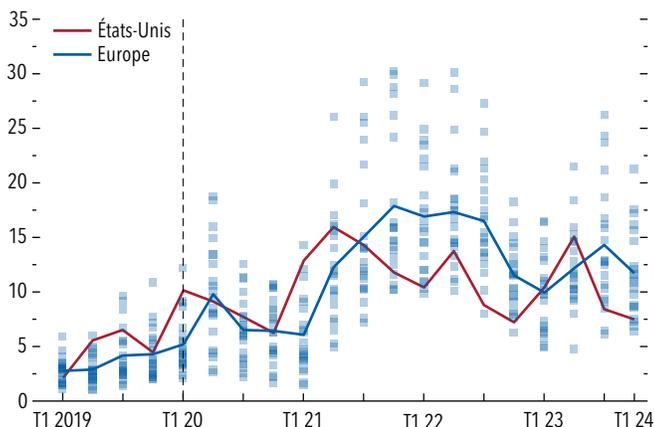
Le présent chapitre porte principalement sur les effets des taux d'intérêt directs via les canaux conventionnels de la demande. Il vient donc compléter d'autres travaux axés sur le rôle de mesures telles que les communications de la banque centrale dans l'évolution des anticipations d'inflation (chapitre 2 de l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*), les risques liés aux marchés financiers, les politiques de bilan (encadré 2.1), les mesures de blocage des prix (encadré 2.2), les dispositifs d'apport de liquidités et d'autres instruments qui ne mettent pas en jeu les taux directs. L'épisode récent permet aussi de tirer des enseignements dans ces domaines, mais la stabilité des anticipations d'inflation à long terme et le cantonnement des difficultés financières à certains pans de l'économie nous amènent à mettre l'accent sur les relations entre taux directs, volant de ressources inutilisées et activité sectorielle.

## Que s'est-il passé ? Décomposition de la dynamique de l'inflation

À partir de la fin de 2020, l'inflation a accéléré de façon concomitante et inattendue dans le monde entier pour atteindre des niveaux jamais enregistrés depuis les années 70 (graphique 2.1, page 1). L'inflation annuelle a culminé en 2022 à environ 8 % dans le pays avancé et le pays émergent médians, et s'est élevée plus haut encore dans le pays à faible revenu médian, avant de refluer au cours de l'année 2023. Cette poussée d'inflation a en grande partie déjoué les prévisions. En effet, dès 2021, les projections établies dans les *Perspectives de l'économie mondiale* — à l'instar de beaucoup d'autres — ont *sous-estimé* l'inflation dans de nombreux pays, comme le montrent les écarts positifs entre les prévisions et les chiffres effectifs dans la plage 2 du graphique 2.1<sup>2</sup>. Ces écarts étaient encore plus importants en 2022, en particulier dans les pays avancés, où l'écart médian représentait 2,5 points de pourcentage (contre 1,1 point de pourcentage dans les pays émergents et 1,5 point de pourcentage dans les pays à faible revenu). Le mouvement de désinflation, observé en 2023–24, a également été plus rapide que prévu, donnant lieu à des écarts négatifs, en particulier dans le cas des projections d'inflation pour 2024 calculées en 2023.

<sup>2</sup>Koch et Noureldin (2024) offrent une analyse détaillée des erreurs de projections en matière d'inflation.

**Graphique 2.2. Évolution de la dispersion sectorielle des prix**  
(En pourcentage)



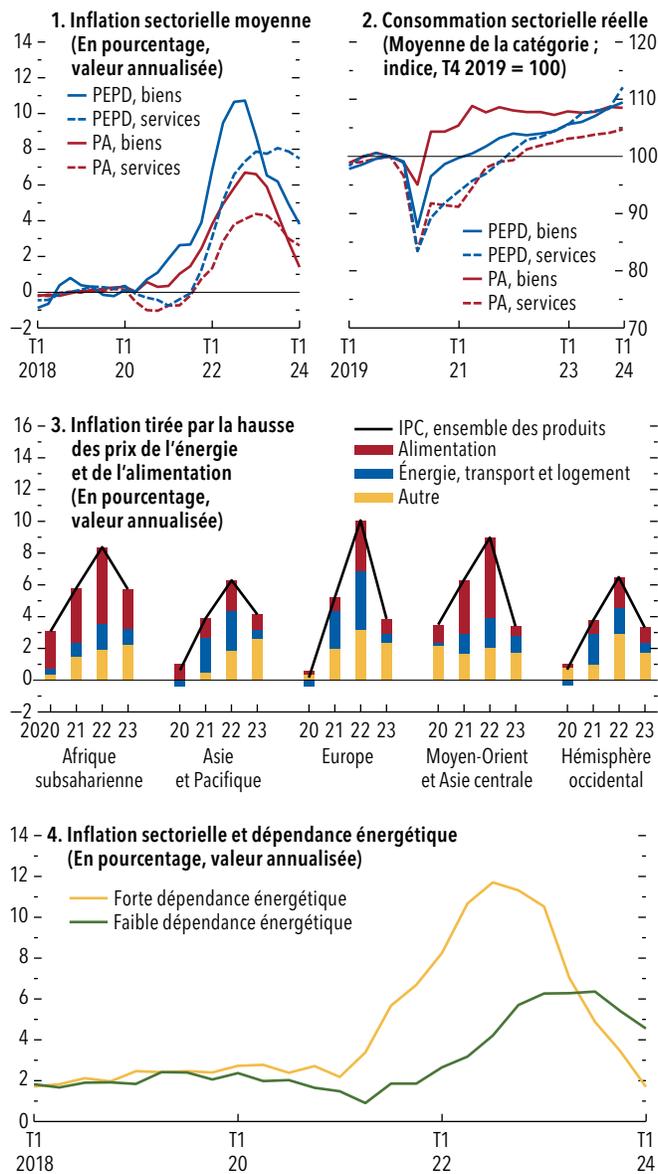
Sources : Bureau of Labor Statistics des États-Unis ; Eurostat ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre la dispersion sectorielle moyenne des prix mesurée par l'écart-type intersectoriel de l'indice des prix à la production (IPP) en Europe (Norvège, Royaume-Uni et pays de l'Union européenne) et aux États-Unis. La courbe rouge représente l'écart-type trimestriel entre les secteurs de l'IPP américain. Chaque carré bleu montre l'écart-type intersectoriel d'un pays européen, et la courbe bleue matérialise la médiane des pays européens pour chaque trimestre.

Bien que l'inflation mondiale ait atteint des niveaux sans précédent dans l'histoire récente, le désancrage des anticipations d'inflation tant redouté, puisqu'il s'était produit dans les années 70 (Carvalho *et al.*, 2023), n'a pas eu lieu, alors même que les anticipations à court terme et les salaires nominaux sont partis en hausse (graphique 2.1, pages 3 et 4). Plus important, la croissance des salaires réels est restée modérée dans la plupart des pays, et l'épisode d'inflation n'a pas enclenché de spirale prix-salaires (c'est-à-dire d'accélération simultanée des salaires nominaux et des prix) à l'image des observations passées (Alvarez *et al.*, 2024).

Cet épisode inflationniste s'est notamment caractérisé par d'importants déplacements sectoriels tant de l'offre que de la demande. En conséquence, les prix relatifs ont changé et les écarts d'inflation entre secteurs ont augmenté (graphique 2.2). Deux grandes forces étaient alors à l'œuvre. Premièrement, la demande s'est d'abord réorientée vers les biens dans un contexte marqué par les confinements et les perturbations des chaînes d'approvisionnement (graphique 2.3, page 1 et 2). Les prix des biens se sont donc envolés jusqu'au rééquilibrage de la demande parallèlement à l'assouplissement des restrictions. De ce fait, l'inflation a culminé plus tôt et plus haut dans le secteur des biens que dans celui des services. Deuxièmement, la guerre en Ukraine est venue exercer des pressions considérables sur les composantes volatiles de l'inflation globale. Celles-ci expliquent l'essentiel de la montée, puis du reflux de l'inflation non corrigée (graphique 2.3, page 3), le

**Graphique 2.3. Caractéristiques sectorielles et dynamique de l'inflation**



Sources : Bureau d'analyse économique des États-Unis ; FMI, base de données sur l'indice des prix à la consommation (IPC) ; Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : La page 1 fait apparaître les taux d'inflation moyens pour les biens (hors alimentation et énergie) et les services dans un échantillon de 30 pays avancés (PA) et de 13 pays émergents et pays en développement (PEPD) durant la période considérée. Les données correspondent à des écarts par rapport à la moyenne de 2018-19. La page 2 représente la consommation sectorielle réelle moyenne pondérée par le PIB en parités de pouvoir d'achat dans les PA et les PEPD, normalisée à sa valeur au quatrième trimestre de 2019. La page 3 montre les contributions médianes et le taux global d'inflation pour chaque région. Dans la page 4, la dépendance énergétique est calculée comme la part totale du pétrole, du gaz et des services d'utilité publique dans les intrants du secteur. Un secteur présente une forte dépendance énergétique si sa dépendance énergétique est supérieure à la médiane, sinon il a une faible dépendance énergétique. Les taux d'inflation sectoriels (mesurés comme des déflateurs de la valeur ajoutée sectorielle) sont transformés pour obtenir la médiane de chaque groupe.

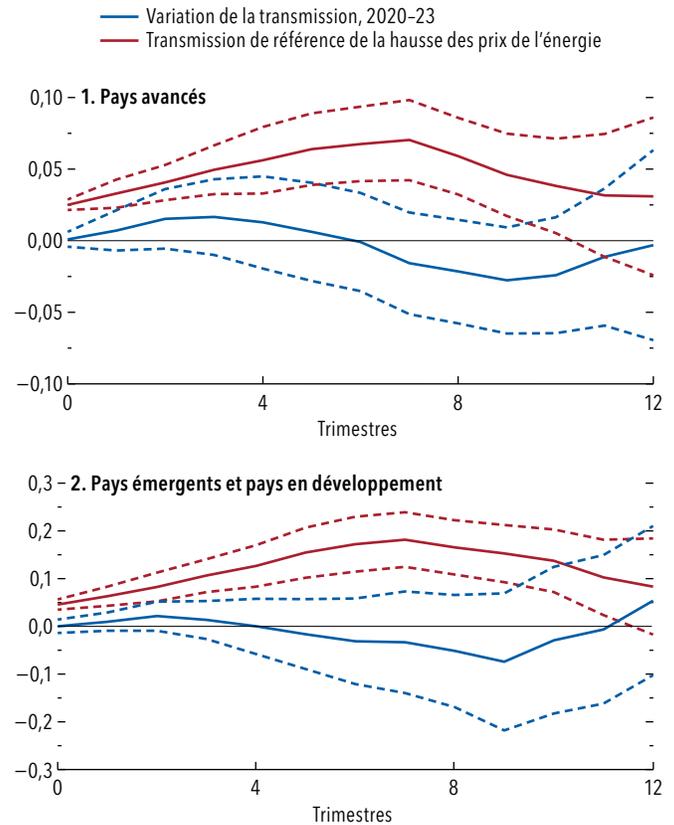
renchérissement des produits alimentaires jouant un rôle majeur tout particulièrement en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Asie centrale, tandis que les prix de l'énergie constituaient le principal moteur de la dynamique de l'inflation en Europe.

La flambée des prix des produits de base a eu des effets substantiels en aval, car ces produits servent d'intrants dans de nombreux secteurs. Nous utilisons ici les tableaux entrées–sorties internationaux pour calculer la dépendance directe et indirecte des secteurs vis-à-vis de l'énergie tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Dans un premier temps, les prix ont grimpé dans les secteurs très dépendants à l'égard de l'énergie en 2021, avant même le début de la guerre en Ukraine. En 2022, l'inflation a atteint un sommet dans ces secteurs et elle s'est généralisée, accélérant la hausse des prix dans des secteurs présentant une faible dépendance à l'égard de l'énergie. Si l'inflation a nettement ralenti dans les secteurs dépendants de l'énergie, elle s'est seulement stabilisée dans les autres secteurs à la fin de 2023 (graphique 2.3, page 4), et ces derniers sont devenus les vecteurs de l'inflation les plus importants.

Cet enchaînement est globalement cohérent avec les schémas tendanciels passés de transmission des chocs sur les prix de l'énergie dans les différents réseaux sectoriels : les chocs sur les prix de l'énergie se propagent en fonction de la flexibilité des prix et de la dépendance à l'égard de l'énergie propres au secteur considéré (graphique 2.2.6 de l'annexe en ligne), cette répercussion étant plus forte dans les secteurs plus dépendants de l'énergie et dans les secteurs où les prix sont plus flexibles (Minton et Wheaton, 2022 ; Afrouzi, Bhattarai, et Wu, 2024). Alors que l'ampleur des chocs sur les prix de l'énergie a été exceptionnellement forte (graphique 2.2.2 de l'annexe en ligne), celle de leur répercussion n'a pas nécessairement été inhabituelle. Par le passé, la répercussion maximale d'une augmentation de 1 point de pourcentage des prix de l'énergie sur l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) au niveau national avoisinait 0,06 point de pourcentage dans les pays avancés et 0,17 point de pourcentage dans les pays émergents et les pays en développement<sup>3</sup>. Il en a été globalement de

<sup>3</sup>Ces estimations sont du même ordre de grandeur que celles établies par le Groupe de travail du Comité de la politique monétaire du Système européen de banques centrales (2010) ; Choi *et al.* (2018) ; Minton et Wheaton (2022) ; Afrouzi, Bhattarai et Wu (2024). La répercussion maximale est plus élevée dans les pays émergents et les pays en développement en partie parce que les secteurs à forte intensité énergétique (tels que les industries extractives et les activités manufacturières) occupent une place plus importante dans l'économie (voir également l'édition d'octobre 2023 des Perspectives économiques régionales — Asie et Pacifique). Le graphique 2.2.4 de l'annexe en ligne fait apparaître les résultats de

**Graphique 2.4. Transmission des prix de l'énergie à l'inflation IPC**  
(En points de pourcentage)



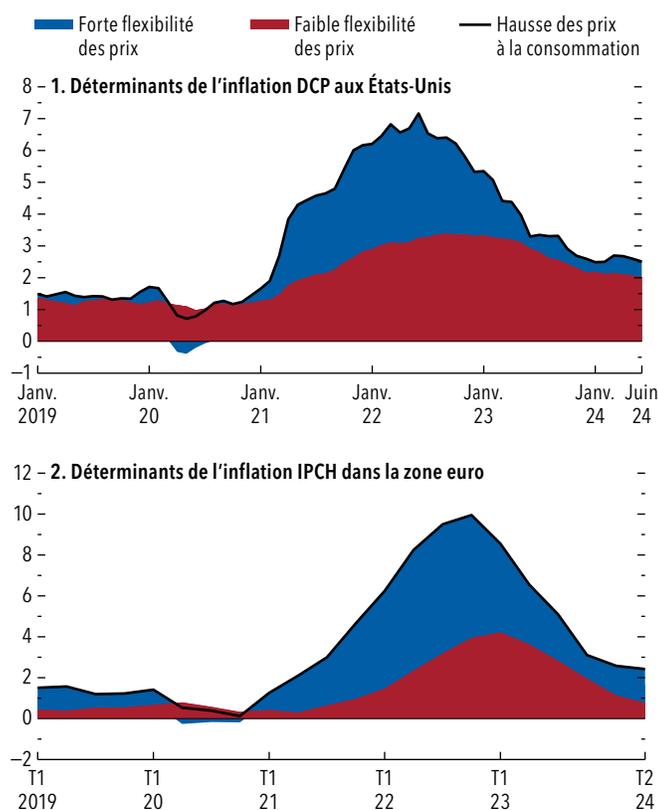
Sources : FMI, base de données sur l'indice des prix à la consommation (IPC) ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les résultats de projections locales de la transmission de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) à l'échelle nationale sur les prix de l'énergie pour un choc sur les prix de l'énergie de 100 points de base. L'échantillon porte sur la période 2010-24, et couvre 26 pays avancés (PA) et 9 pays émergents et pays en développement (PEPD). La période de COVID commence au troisième trimestre de 2020 et s'étend jusqu'à la fin de la période considérée. Les deux premiers trimestres de 2020 ne sont pas pris en compte. Les variables de contrôle comprennent deux retards de l'écart de production, l'inflation IPC, le taux directeur et la variation du taux de change effectif nominal. Les régressions incluent également des effets fixes par pays. Les erreurs-types sont regroupées à deux niveaux, par pays et par période. Les lignes représentent les coefficients de projections locales sur un horizon allant jusqu'à 12 trimestres ainsi que les intervalles de confiance à 95 % (en pointillé).

même durant l'épisode récent, car la répercussion des prix de l'énergie sur l'inflation IPC ne s'est pas accrue de façon substantielle dans un large éventail de pays (graphique 2.4 ; graphiques 2.2.4 et 2.2.5 de l'annexe en

tests visant à déterminer si cette répercussion présente des phénomènes de non-linéarité, lesquels sont une caractéristique de certains modèles structurels, comme celui de Cavallo, Lippi et Miyahara (2023). Bien que certains éléments corroborent l'existence de phénomènes de non-linéarité dans la répercussion des prix de l'énergie, les données ne permettent pas d'affirmer que ces phénomènes se soient renforcés de façon généralisée après la pandémie. Toutes les annexes en ligne sont disponibles en anglais à l'adresse [www.IMF.org/fr/Publications/WEO](http://www.IMF.org/fr/Publications/WEO).

**Graphique 2.5. Inflation sectorielle et flexibilité des prix**  
(En pourcentage, taux annualisé)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la zone euro, l'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) dans l'ensemble des secteurs. Le degré de flexibilité des prix au niveau sectoriel est calculé à partir de données issues de Rubbo (2023). Les données sectorielles couvrent 12 secteurs de l'IPCH. Les secteurs sont divisés en deux catégories de part et d'autre de la médiane de la flexibilité des prix, et l'inflation est ensuite agrégée à l'échelle de l'ensemble des pays à l'aide de coefficients de pondération reposant sur les PPA nationales et sur l'IPCH au sein des pays. DCP = dépenses de consommation des particuliers ; PPA = parités de pouvoir d'achat.

ligne)<sup>4</sup>. En outre, les pays où la hausse des prix de l'énergie a été plus modérée, notamment les pays émergents et les pays en développement d'Asie (graphique 2.2.2 de l'annexe en ligne, page 4), affichaient une inflation IPC globale plus faible, ce qui montre que les prix de l'énergie ont pu jouer un rôle prépondérant dans la dynamique de l'inflation — une question que nous réexaminons dans ce chapitre à partir des décompositions statistiques de l'inflation et dans l'encadré 2.2 consacré aux effets des mesures de blocage des prix dans la maîtrise de l'inflation (des prix de l'énergie).

<sup>4</sup>Le niveau des droits d'accise sur les produits énergétiques pourrait avoir une incidence sur le degré de répercussion des prix du pétrole dans les différents pays (Ahn, 2024), la répercussion étant plus forte dans les pays où ces droits sont plus faibles.

En partie sous l'effet des chocs sur les prix de l'énergie et des produits de base, l'inflation globale a d'abord été tirée par les secteurs des biens où les prix étaient plus flexibles, comme l'énergie, les véhicules et les équipements ménagers, puis par les secteurs des services où les prix étaient flexibles tels que la restauration, l'hôtellerie et les loisirs. Ces secteurs expliquent l'essentiel de l'accélération et du ralentissement de l'inflation observés aux États-Unis et dans la zone euro. Les secteurs caractérisés par une moindre flexibilité des prix n'ont pas enregistré de hausse substantielle des prix avant la fin de 2022 et le début de 2023. À la fin de 2023, cependant, l'inflation avait pour principaux moteurs les secteurs où les prix sont rigides, tels que l'habillement, les communications et la santé (graphique 2.5, pages 1 et 2). Le modèle structurel utilisé dans ce chapitre rend bien compte des différents degrés de rigidité des prix selon les secteurs et de la répercussion de l'inflation des prix flexibles aux prix rigides au fil du temps.

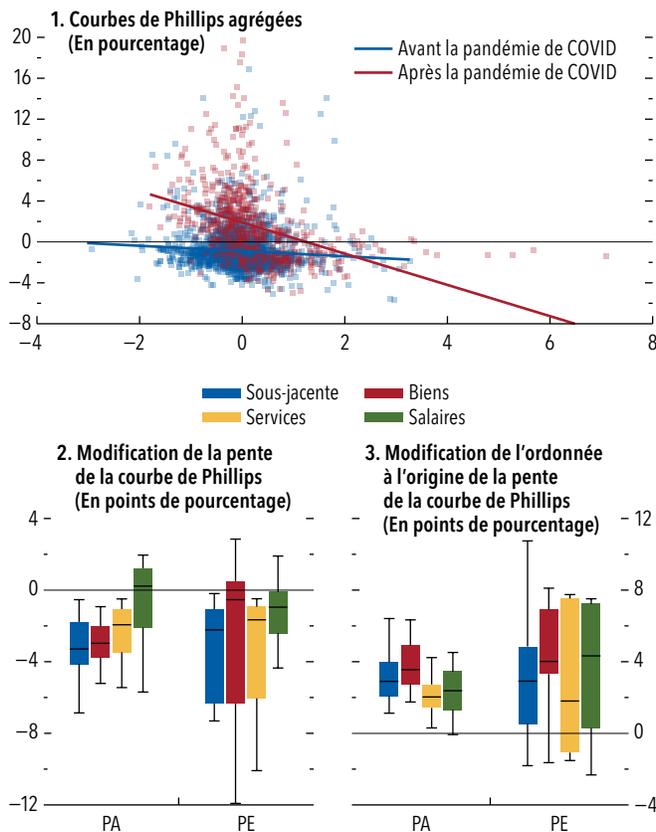
Avant de nous intéresser aux conséquences de ces phénomènes pour la politique monétaire, nous décomposons un peu plus finement la dynamique de l'inflation à partir des courbes de Phillips globales et sectorielles dans la section suivante.

### Déplacement et pentification de la courbe de Phillips

Les autorités monétaires accordent une attention particulière à la relation entre volant de ressources inutilisées et inflation, c'est-à-dire à la courbe de Phillips, car celle-ci permet de mesurer le coût en matière de pertes d'emplois et de production généré par la réduction de l'inflation. Avant la pandémie, cette relation était relativement plate, ce qui laisse penser que les décideurs n'avaient pratiquement pas à arbitrer entre production et inflation (Blanchard, 2016 ; Del Negro *et al.*, 2020 ; Hazell *et al.*, 2022 ; Rubbo, 2023)<sup>5</sup>. Autrement dit, avant 2020, même lorsque l'économie était proche du plein emploi, les tensions inflationnistes étaient modérées. En revanche, durant la pandémie, la courbe de Phillips tracée par les données s'est fortement accentuée et déplacée vers le haut (graphique 2.6 ; Ari *et al.* 2023 ; Benigno et Eggertsson, 2023 ; Gudmundsson, Jackson et Portillo, 2024 ; Inoue, Rossi et Wang, 2024). L'ampleur de ces évolutions a été particulièrement importante dans

<sup>5</sup>Comme expliqué dans McLeay et Tenreyro (2020), la relative horizontalité de la courbe de Phillips avant la pandémie pourrait aussi tenir à la mise en œuvre de mesures de politique monétaire permettant d'absorber les chocs de hausse des coûts et, partant, de stabiliser les économies à la suite des chocs de demande.

**Graphique 2.6. Évolution des courbes de Phillips**



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les deux premiers trimestres de 2020 ne sont pas pris en compte dans le graphique. Dans la page 1, l'écart de chômage se lit sur l'axe des abscisses et l'écart d'inflation hors alimentation et énergie, sur l'axe des ordonnées. Les mesures de l'inflation sont résidualisées à partir d'un effet fixe par pays au sein de chaque pays. Les courbes bleues et les courbes rouges correspondent à des ajustements linéaires reposant sur un échantillon de 29 pays avancés et de 15 pays émergents durant la période allant du premier trimestre 2010 au premier trimestre 2024. La période « Après la pandémie de COVID » commence au troisième trimestre de 2020 et s'étend jusqu'à la fin de la période considérée. L'écart de chômage est estimé à l'aide d'un filtre de Hodrick-Prescott univarié. Les valeurs aberrantes où l'inflation s'écarte de plus de 20 points de pourcentage de la moyenne nationale sont exclues. Les pages 2 et 3 présentent la distribution des modifications de la pente de la courbe de Phillips et de son ordonnée à l'origine dans l'ensemble des pays étudiés à partir d'estimations au niveau national des courbes de Phillips brutes avant 2020 et après 2020. Les valeurs extrêmes (situées à plus de 1,5 intervalle interquartile en dessous du premier quartile ou au-dessus du troisième quartile) sont exclues. PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

les pays avancés et un peu plus grande dans le cas des biens que dans celui des services (graphique 2.6, pages 2 et 3 ; graphique 2.2.7 de l'annexe en ligne). Si la pente de la courbe de Phillips s'accroît alors une *diminution* donnée du volant de ressources inutilisées s'accompagne d'une augmentation plus forte de l'inflation et inversement, un *accroissement* donné du volant de ressources inutilisées va de pair avec une baisse plus prononcée de l'inflation. Ce phénomène corrobore le résultat de la

section précédente : les projections, vraisemblablement déterminées sur la base des courbes de Phillips plus plates observées avant la pandémie, ont sous-estimé l'inflation lorsqu'elle accélérât et l'ont surestimée lorsqu'elle ralentissait.

Pour vérifier ces relations au niveau national, nous estimons les relations des courbes de Phillips empiriques pays par pays et nous comparons les coefficients avant et après la pandémie. Les résultats confirment que la courbe de Phillips s'est déplacée et accentuée dans presque tous les pays avancés et dans la plupart des pays émergents (graphique 2.6, pages 2 et 3). La conclusion est la même si l'on utilise une version étoffée du modèle tenant compte d'autres facteurs, comme l'inflation retardée (laquelle permet de neutraliser les éventuels effets de retour vers la moyenne), les anticipations d'inflation ainsi que les prix de l'énergie et à l'importation (graphique 2.2.7 de l'annexe, pages 1 et 2)<sup>6</sup>.

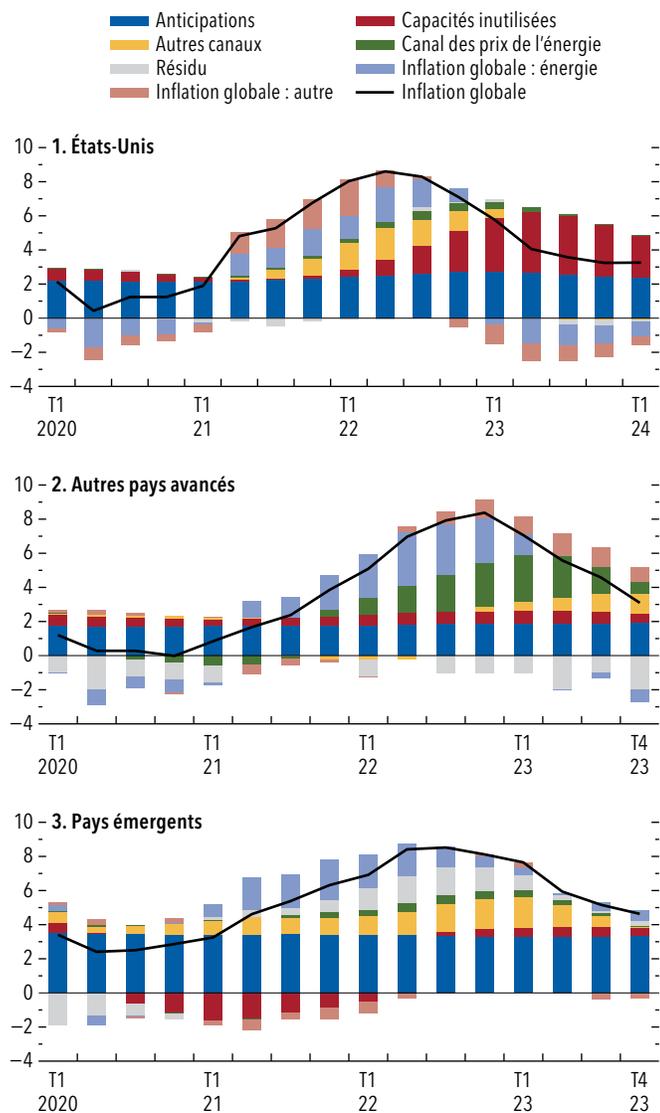
En revanche, dans le cas des courbes de Phillips des salaires établies à partir de données empiriques, ces évolutions ont été moins marquées : les courbes ne se sont pas beaucoup accentuées, que ce soit dans les pays avancés ou dans les pays émergents, mais elles se sont déplacées vers le haut parallèlement à l'augmentation des anticipations d'inflation à court terme (boîtes à moustache vertes dans le graphique 2.6, page 3). Étant donné que les salaires ont été moins sensibles à l'inflation, la dynamique récente de l'inflation ne tient pas, du moins pas uniquement, aux pénuries de main-d'œuvre. Le modèle structurel utilisé dans ce chapitre montre que l'accentuation de la courbe de Phillips s'explique par des chocs et des contraintes qui trouvent leur origine en dehors du marché du travail.

### Transmission des chocs sur les prix des produits de base

À partir d'un modèle étoffé de la courbe de Phillips (graphique 2.2.7 de l'annexe en ligne), il est possible de décomposer l'inflation dans différents pays à l'aide d'une méthode similaire à celle de Ball, Leigh et Mishra (2022) et Dao *et al.* (2024). Si ce type de décomposition statistique ne permet pas de ventiler la contribution des chocs

<sup>6</sup>Selon Hooper, Mishkin et Sufi (2020) ; McLeay et Tenreiro (2020) ; et Hazell *et al.* (2022), il serait préférable de calculer les courbes de Phillips à partir de données régionales, et non agrégées, afin d'atténuer le risque que des chocs de hausse des coûts ne faussent les estimations. L'estimation de la courbe de Phillips dans la zone euro à partir de données régionales tenant compte des effets fixes temporels (graphique 2.2.7 de l'annexe en ligne, pages 5 et 6) corrobore les résultats présentés plus haut dans ce chapitre.

**Graphique 2.7. Déterminants de l'inflation aux États-Unis, dans les autres pays avancés et dans les pays émergents**  
(En pourcentage, en glissement annuel)



Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les déterminants de l'inflation aux États-Unis sont estimés sur la base de données mensuelles (conformément à Dao *et al.*, 2024), puis convertis en données trimestrielles ; pour les autres pays, l'estimation est effectuée à partir de données trimestrielles. Les « capacités inutilisées » sont mesurées par le ratio emplois non pourvus/nombre de chômeurs pour les pays avancés et par l'écart de chômage (estimé à l'aide d'un filtre Hodrick-Prescott univarié) pour les pays émergents. Les contributions au niveau national pour les pays avancés et les pays émergents sont agrégées au sein des catégories de pays à l'aide de pondérations du PIB en parités de pouvoir d'achat. Les valeurs ajustées pour l'écart d'inflation sont converties en taux sur 12 mois.

structurels à l'inflation, elle met en évidence les corrélations entre les principaux facteurs de la dynamique de l'inflation<sup>7</sup>.

De manière générale, à l'exception peut-être des États-Unis dans la période récente, la pénurie de main-d'œuvre (qui sert d'indicateur de substitution de l'ampleur des ressources inutilisées dans l'économie) joue un rôle modéré dans la dynamique de l'inflation depuis la mi-2022 (graphique 2.7). Ce résultat est conforme à la faible sensibilité des salaires réels à l'inflation et à la déformation limitée de la courbe de Phillips des salaires, observées plus haut dans ce chapitre. En revanche, les chocs sur les prix, notamment de l'énergie, se sont avérés de puissants facteurs de l'inflation globale. Ces chocs se sont ensuite répercutés sur l'inflation dans l'ensemble de l'économie, les prix à l'importation représentant une part considérable de cette transmission dans les pays émergents. Enfin, les anticipations d'inflation à long terme sont restées ancrées dans tous les pays et n'ont pas eu d'effet direct sur la dynamique de l'inflation.

Dans le cas des États-Unis (graphique 2.7, page 1), l'inflation a dans un premier temps été tirée par les chocs sur les prix de l'énergie et d'autres chocs propres à des secteurs particuliers, dans la mesure où des pénuries et la pandémie entraînaient des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement. Ces chocs de l'inflation globale se sont ensuite répercutés sur la hausse généralisée des prix en 2021 et au début de 2022. Les déterminants de la dynamique de l'inflation ont changé au milieu de l'année 2022, la pénurie de main-d'œuvre étant désormais le principal moteur de l'inflation aux États-Unis<sup>8</sup>. Au premier trimestre de 2024, la pénurie de main-d'œuvre contribuait encore à l'inflation IPC à hauteur de 2,5 points de pourcentage, un chiffre en partie compensé par une légère déflation des coûts de l'énergie.

<sup>7</sup>L'incidence de la sous-utilisation des capacités de production traduit également les effets de la relance budgétaire ou de la politique monétaire sur la demande globale. L'influence exercée par le canal des anticipations d'inflation à court terme est prise en compte dans la transmission et celle des prix des denrées alimentaires, dans les autres chocs sur l'inflation globale. Grâce à la spécification retenue dans ce chapitre, la pénurie de main-d'œuvre a un effet direct sur l'inflation hors alimentation et énergie, et pas seulement indirect, par le jeu de la hausse des salaires, conformément aux observations figurant dans Dao *et al.* (2024).

<sup>8</sup>Comme défendu par Ball, Leigh et Mishra (2022) ; Barnichon et Shapiro (2024) ; et Bernanke et Blanchard (2024), nous mesurons la pénurie de main-d'œuvre au moyen du ratio emplois non pourvus/ nombre de chômeurs. Dans d'autres pays, la pénurie de main-d'œuvre a une incidence plus faible sur l'inflation, indépendamment de l'indicateur utilisé (ratio emplois non pourvus/nombre de chômeurs ou écart de chômage). Encore une fois, à l'exception des États-Unis, les résultats s'avèrent similaires que l'on retienne l'écart de chômage (graphique 2.2.7 de l'annexe, pages 3 et 4) ou les estimations pays par pays pour les pays sur lesquels on dispose de données mensuelles pour mesurer le volant de ressources inutilisées.

À l'inverse, la pénurie de main-d'œuvre a eu un effet limité sur l'inflation dans les autres pays avancés et dans les pays émergents. Dans les autres pays avancés, en particulier les pays européens (graphique 2.7, page 2), l'inflation a dans un premier temps été alimentée par les grands chocs sur les prix de l'énergie, qui se sont répercutés sur l'inflation générale, ces chocs représentant à eux seuls plus de 2,5 points de pourcentage de l'inflation mesurée par l'IPC lorsqu'elle a atteint son niveau maximal. Dans les pays émergents (graphique 2.7, page 3), la transmission des prix à l'importation a été un facteur important de la répercussion de l'inflation, qui engloberait les effets de change, dans la mesure où les prix à l'importation sont ici exprimés en monnaie nationale<sup>9</sup>.

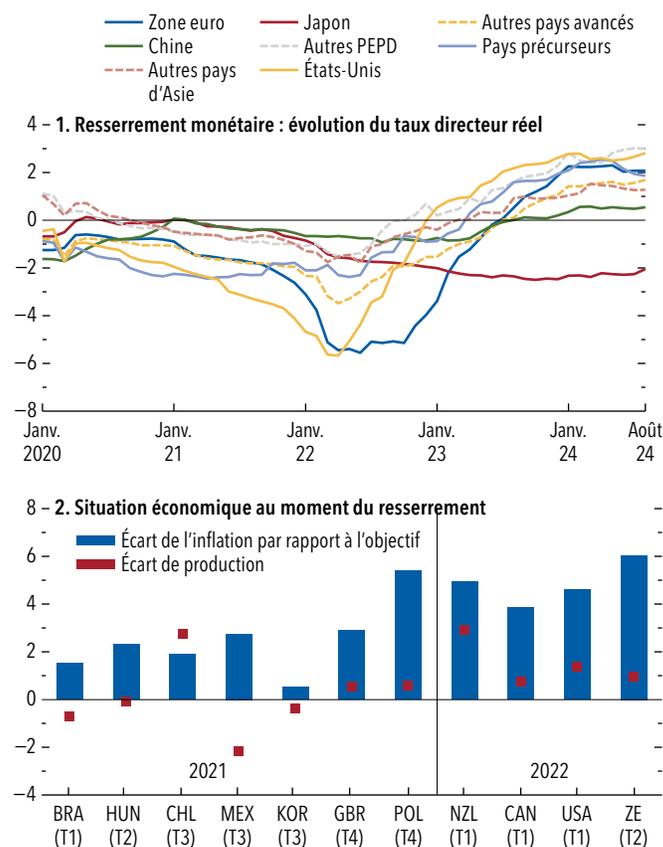
Pour comprendre la dynamique récente de l'inflation, il faut comprendre comment les chocs sectoriels, y compris dans les secteurs de l'énergie et des produits de base, ont entraîné des tensions inflationnistes généralisées. Pour cela, nous utilisons un modèle structurel multisectoriel, et non un modèle classique à un seul secteur, de façon à pouvoir étudier la propagation des chocs sectoriels dans le réseau de production.

### La riposte monétaire

Face à la pandémie, les banques centrales du monde entier ont, dans un premier temps, adopté des mesures expansionnistes en vue de stimuler l'économie et de préserver la stabilité financière (graphique 2.8, page 1). Lorsque des tensions inflationnistes généralisées sont apparues, les banques centrales ont infléchi leur politique. Ce mouvement de resserrement s'est avéré globalement synchrone, mais son amorce et son rythme n'ont pas été les mêmes dans tous les pays, en fonction des effets des chocs au niveau local, des calendriers de confinement et de réouverture ainsi que de la situation initiale de l'économie et des caractéristiques institutionnelles. Par exemple, le renchérissement des produits de base après le début de la guerre en Ukraine a amélioré les termes de l'échange pour les pays exportateurs, mais les a dégradés pour les pays importateurs. Les banques centrales qui avaient su maintenir l'inflation à un niveau faible et stable disposaient d'un capital de crédibilité et pouvaient se permettre de « faire abstraction » plus longtemps que les autres des chocs sur l'offre apparemment

<sup>9</sup>Le graphique 2.2.8 de l'annexe en ligne présente une ventilation plus détaillée, mettant notamment en évidence l'importance des chocs sur les prix de l'énergie et sur l'inflation globale dans les pays émergents et les pays en développement d'Europe orientale. Les résidus observés dans l'ensemble des marchés émergents pourraient s'expliquer en partie par la transmission transfrontalière de la liquidité mondiale (Choi *et al.*, 2017).

**Graphique 2.8. Resserrement de la politique monétaire**  
(En pourcentage)

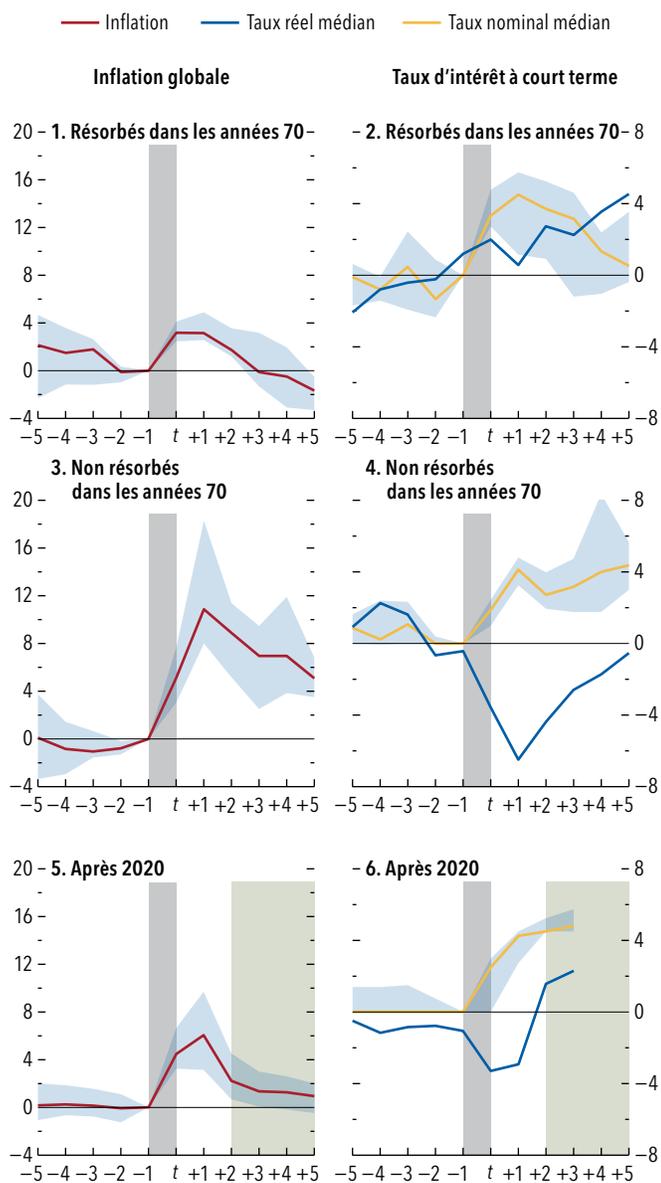


Sources : Banque des règlements internationaux ; Consensus Economics ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : L'échantillon repose sur 16 pays avancés (PA) et 65 pays émergents et pays en développement (PEPD). Les courbes des agrégats « Autres » représentent des médianes. Les « Pays précurseurs » sont le Brésil, le Chili, la Corée, la Hongrie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pérou et la Pologne qui ont commencé à relever leurs taux bien avant les grandes banques centrales. Dans la page 1, les taux réels sont calculés en soustrayant les anticipations d'inflation à un an aux taux nominaux. La page 2 représente la situation économique au moment du premier relèvement de taux d'intérêt durant le cycle de resserrement monétaire, dans les pays précurseurs autres que le Pérou, le Canada, les pays de la zone euro, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les pays sont classés en fonction de la date du premier relèvement de taux. L'inflation correspond à l'écart entre l'objectif d'inflation de la banque centrale et le taux visé lors du trimestre marquant le premier relèvement du taux. Les données sur l'écart de production sont annuelles. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ZE = zone euro.

transitoires. À l'inverse, l'existence de dispositifs d'indexation des salaires et des prix a réduit la marge de manœuvre dans de nombreux pays. Enfin, les disparités concernant d'autres paramètres, comme l'ampleur de la relance budgétaire ou les mesures de blocage des prix, se sont traduites par les réponses monétaires différentes. C'est pourquoi certains pays émergents et pays en développement, tels que le Brésil, le Chili et le Mexique, ont commencé à relever leur taux d'intérêt plus tôt que les

**Graphique 2.9. Comparaison de différents épisodes d'inflation**  
(En pourcentage)



Sources : Ari *et al.*, 2023 ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les taux « médians » correspondent à la médiane lors des épisodes d'inflation. L'inflation et les taux d'intérêt nominaux à court terme sont normalisés de façon que leur valeur l'année précédente ( $t-1$ ) soit égale à zéro et les écarts sont indiqués par la suite. Les taux d'intérêt réels sont exprimés sous la forme de niveaux, et non d'écarts normalisés. Les zones ombrées en bleu matérialisent les 25<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> centiles des données dans l'ensemble des épisodes d'inflation. Les zones ombrées en gris et en vert représentent respectivement les épisodes d'inflation retenus et les projections.

autres. À l'opposé, l'Asie a fait montre d'une riposte plus modérée et les États-Unis ont réorienté leur politique relativement tard (graphique 2.8, page 2).

### Comparaison avec les années 70

Les chocs sur les prix de l'énergie survenus dans les années 70, qui ont aussi eu des répercussions d'envergure mondiale, constituent des points de comparaison naturels, quoiqu'imparfaits, pour analyser les mesures mises en place durant la récente poussée de l'inflation. La comparaison ne peut pas être parfaite parce que les cadres et la crédibilité de la politique monétaire ont profondément changé depuis les années 70 et que le dernier épisode inflationniste s'est produit dans un contexte de pandémie.

Pour mener notre exercice de comparaison, nous répertorions les épisodes inflationnistes au niveau mondial. À l'instar d'Ari *et al.* (2023), nous définissons ici un épisode d'inflation comme une période durant laquelle l'inflation augmente de plus de 2 points de pourcentage en un an. Nous distinguons également les épisodes d'inflation « résorbés », où l'inflation reflue à environ 1 point de pourcentage de son niveau antérieur à l'épisode au bout de cinq ans au plus, et les autres, qualifiés de « non résorbés ». La comparaison entre les épisodes d'inflation survenus après 2020 et ceux des années 70 fait apparaître ce qui suit (graphique 2.9) :

- Les épisodes d'inflation observés après 2020 ont été plus marqués et plus tenaces que les épisodes *résorbés* des années 70 ; les tensions inflationnistes se sont fortement accentuées pendant ces épisodes (zones ombrées en gris du graphique) et ont continué de croître l'année suivante.
- L'ampleur des relèvements des taux d'intérêt nominaux durant les épisodes *résorbés* des années 70 a été plus importante, dans la mesure où les taux réels sont rapidement passés en territoire restrictif (graphique 2.9, page 2). À l'inverse, les épisodes survenus après 2020 se sont caractérisés par un ajustement plus faible du taux nominal et par le maintien d'une politique expansionniste durant une période plus longue, d'où des taux d'intérêt réels négatifs prolongés.
- Durant les épisodes *non résorbés*, l'orientation médiane de la politique monétaire est demeurée constamment expansionniste, et les taux d'intérêt réels sont restés négatifs plus longtemps et plus bas qu'après 2020.

De façon générale, le récent épisode d'inflation se situe entre les épisodes résorbés et non résorbés des années 70 en ce qui concerne la dynamique de l'inflation et la

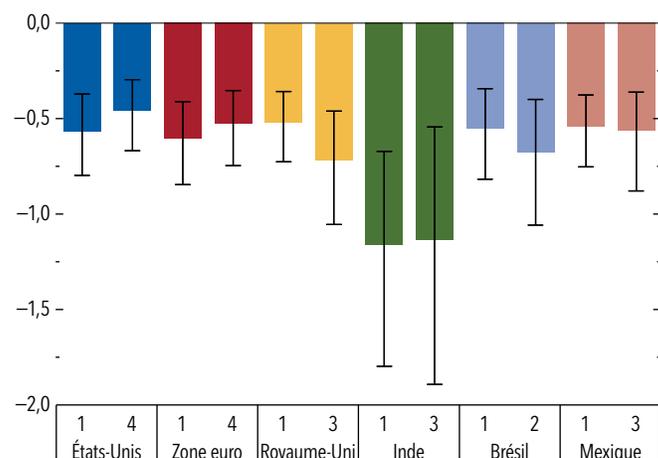
vitesse de la riposte des pouvoirs publics. Ce dernier résultat est corroboré par la comparaison des écarts entre les taux directeurs effectifs et ceux qu'impliquerait une règle de politique simple ciblant l'inflation et l'écart de production (graphique 2.2.9 de l'annexe en ligne). S'agissant de l'ancrage des anticipations, la comparaison n'est pas aisée du fait du manque de données sur les anticipations d'inflation dans les années 70, mais si l'on utilise la volatilité passée de l'inflation comme indicateur indirect du degré d'ancrage des anticipations, alors il apparaît que les anticipations d'inflation étaient plus fortement ancrées lors de l'épisode récent de poussée d'inflation (graphique 2.2.10 de l'annexe en ligne).

### Continuités et ruptures dans la transmission du resserrement monétaire

Comme nous l'avons montré dans ce chapitre, le resserrement de la politique monétaire a été amorcé après que les effets exceptionnels de la pandémie se sont atténués, l'essentiel de ce mouvement s'étant produit dans un second temps.

Cependant, ces chocs extraordinaires se sont-ils traduits par une transmission de la politique monétaire très différente de celle d'épisodes précédents ? Il n'est pas aisé de répondre à cette question parce que certains facteurs vont dans le sens d'une transmission plus faible, d'autres dans celui d'une transmission plus forte. Par exemple, il est possible que la transmission de la politique monétaire par le vecteur du marché du logement se soit émoussée dans certains pays, dans la mesure où la popularité grandissante des prêts hypothécaires à taux fixe pourrait avoir réduit la sensibilité des mensualités à la hausse des taux d'intérêt (chapitre 2 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*). De même, l'excès d'épargne chez les ménages a protégé leur situation financière, ce qui pourrait expliquer la résilience de la consommation alors même que la politique monétaire se durcissait. Le fait que le mouvement de resserrement se soit produit globalement au même moment dans le monde entier pourrait avoir affaibli le canal du taux de change, mais aussi renforcé d'autres vecteurs de transmission, tels que les prix mondiaux des produits de base (Bernanke, Gertler et Watson, 1997 ; Blanchard et Galí, 2007b ; Auclert *et al.*, 2023). En outre, comme expliqué dans la section précédente, il est possible que le resserrement monétaire puisse nettement ralentir l'inflation à un faible coût sur la production lorsque la courbe de Phillips se pentifie. Dans ce contexte, nous cherchons ici à déterminer l'effet final des différents facteurs sur la force de la transmission globale.

**Graphique 2.10. Transmission de la politique monétaire à l'IPC durant les épisodes de resserrement**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent la réponse maximale médiane du pays ou du groupe de pays, et les moustaches représentent les bornes supérieure et inférieure de l'intervalle de 68 % des réponses présentant la densité a posteriori la plus élevée. 1 = années 90-2019, 2 = 2021-22, 3 = 2021-23, 4 = 2022-23. IPC = indice des prix à la consommation.

Les données préliminaires montrent une certaine évolution de la transmission au cours du temps, mais pas de changements de large portée ou de grande ampleur. Nous comparons ici la transmission d'un choc de resserrement de la politique monétaire standardisé, estimée à l'aide d'un modèle d'autorégression vectorielle comportant des coefficients variables au fil du temps, dans plusieurs pays, lors de cycles de resserrement observés depuis les années 90<sup>10</sup>. Il ressort de l'application du modèle que les effets maximaux sur les prix à la consommation dépendent dans une certaine mesure du choc de resserrement (graphique 2.10 ; graphique 2.3.2 de l'annexe en ligne). Cependant, l'analyse ne fait pas apparaître de différence systématique et statistiquement significative dans la magnitude de la réaction de l'économie lorsque l'on compare l'évolution des prix après 2022 et la transmission moyenne du durcissement monétaire entre les années 90 et 2019. Ce résultat reste valable si l'on compare la trajectoire complète des réponses impulsionnelles dans le temps, et pas seulement les effets maximaux (graphique 2.3.1 de l'annexe en ligne).

Plusieurs réserves s'imposent cependant. La méthode utilisée dans cette section a pour objectif de mettre en

<sup>10</sup> Nous ne prenons ici en compte que la période après 1990, où les pays appliquent une stratégie fondée sur une cible d'inflation. L'annexe 2.3 en ligne donne des précisions sur la méthode employée et présente d'autres résultats.

évidence, à partir des données disponibles, les changements importants observés jusqu'à présent dans la transmission globale d'un resserrement monétaire dans les cycles de resserrement monétaire des pays. Elle ne permet donc pas d'exclure l'existence de changements de plus faible ampleur, étant donné les incertitudes qui entourent ces estimations, ni d'écarter la possibilité que de nouvelles données viennent modifier les résultats obtenus.

## Enseignements pour la politique monétaire : résultats de l'analyse par modélisation

Faisant fond sur les résultats établis jusqu'ici dans ce chapitre, nous élaborons dans cette section un nouveau modèle mondial intégrant les liens entrées–sorties, à savoir le Modèle de réseau dynamique multinational (Global Dynamic Network Model), afin de mettre en évidence de nouveaux enseignements. Ce modèle repose sur les caractéristiques suivantes :

- *Relations fines entrées–sorties entre les secteurs et entre les pays.* Pour reproduire la transmission à l'inflation hors alimentation et énergie des tensions sur les prix dans différents secteurs, comme dans la section empirique, le modèle comprend plusieurs secteurs qui sont reliés entre eux par des relations entrées–sorties. La demande relative pour chaque secteur peut changer à la fois en réponse à une hausse des prix plus importante dans certains secteurs et à une évolution des goûts des ménages, ce qui s'est produit, par exemple, pendant les confinements, lorsque les ménages ont réorienté leur consommation, faisant augmenter la demande de biens plus vite que la demande de services. Parce qu'il comporte deux pays ayant des liens commerciaux, le modèle peut évaluer l'effet d'un resserrement mondial synchrone.
- *Des contraintes d'offre parfois limitantes.* Le modèle prévoit des contraintes sectorielles, c'est-à-dire un plafonnement du niveau d'emploi des entreprises, qui sont atteintes par moment. Ces contraintes servent à reproduire les goulets d'étranglement de l'offre et, comme nous le montrerons, elles constituent un facteur essentiel pour expliquer la récente pentification de la courbe de Phillips globale mise en évidence, données à l'appui, dans la section empirique et observée dans de nombreux pays (Gudmundsson, Jackson et Portillo, 2024 ; Comin, Johnson et Jones, 2023). En temps normal, l'emploi est rarement proche de ces plafonds. En revanche, dans des situations extrêmes, comme les confinements, où le niveau maximal

d'emploi dans un secteur peut chuter, ou la demande dans un autre, s'envoler (pensons aux biens durables), ces plafonds peuvent brider la production. Ce phénomène fait augmenter les prix dans les secteurs soumis à des contraintes d'approvisionnement et se propage aussi dans les autres pans de l'économie, en particulier si les secteurs pâtissant de contraintes fournissent une grande partie des intrants d'autres secteurs et que ces intrants ne sont pas facilement substituables.

- *Chocs agrégés et sectoriels.* Compte tenu des effets possibles des mesures de relance monétaire et budgétaire au cours d'un épisode, le modèle prévoit des chocs de politique monétaire ainsi que des chocs sur la demande globale, en plus d'un large éventail de déplacements sectoriels de la demande et de l'offre.

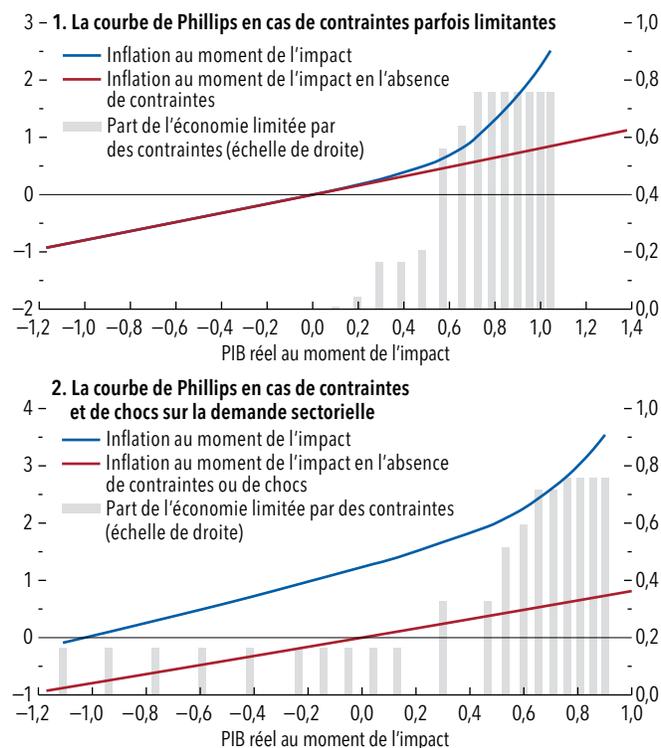
## Goulets d'étranglement généralisés et origine de la pentification des courbes de Phillips

Pour illustrer les enseignements tirés du modèle sur la pentification des courbes de Phillips, nous représentons dans les deux pages du graphique 2.11 la relation entre les effets maximaux enregistrés par l'inflation et par la production dans un scénario où la politique monétaire est initialement restrictive (à gauche) et devient progressivement expansionniste (à droite). Dans les deux cas, les contraintes d'approvisionnement limitent l'offre dans un nombre croissant de secteurs à mesure que la demande augmente.

- *Pentification de la courbe.* Lorsque la politique monétaire est restrictive et que la demande est faible, les secteurs tournent à un régime inférieur à leurs contraintes de main-d'œuvre et la hausse de la demande se traduit par un accroissement de l'emploi et une accélération de l'inflation. Toutefois, lorsque la politique monétaire se détend, de plus en plus de secteurs atteignent leurs contraintes d'approvisionnement, comme le montrent les barres grises dans la page 1 du graphique 2.11 (graphique 2.4.1 de l'annexe en ligne). Ces secteurs ne pouvant pas augmenter leur niveau d'emploi ni de production, les prix doivent monter pour que l'offre et la demande s'équilibrent. Lorsque de nombreux pans de l'économie sont limités par ces contraintes, il apparaît que la relation entre l'inflation et la production au niveau de l'ensemble des secteurs n'est pas linéaire, autrement dit, la courbe de Phillips globale n'est pas une droite, mais bien une courbe (ligne bleue). En l'absence de goulets d'étranglement au niveau de l'offre, la courbe de Phillips agrégée est linéaire (ligne rouge), ce qui montre que les goulets d'étranglement sont un mécanisme clé dans

### Graphique 2.11. La courbe de Phillips sous différentes contraintes

(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : La ligne bleue représente la combinaison de l'effet de chocs de politique monétaire de différents ampleurs sur le PIB réel (axe des abscisses) et l'inflation (échelle de gauche) au moment de l'impact, la page 2 incluant également un choc de demande relative. Les barres grises (échelle de droite) indiquent la part de l'économie entravée par des contraintes limitantes. La ligne rouge représente la même combinaison, mais sans aucun goulet d'étranglement de l'offre. La forme de la courbe de Phillips dépend des contraintes retenues.

ce modèle pour expliquer les résultats de la section empirique<sup>11</sup>.

- **Déplacement de la courbe.** La page 2 du graphique 2.11 illustre le déplacement de la courbe de Phillips lorsque l'on ajoute des chocs sur la demande relative dans le modèle. Dans ce cas, les secteurs pour lesquels la demande est forte atteignent leurs contraintes d'approvisionnement et enregistrent des pressions à la hausse sur les prix. En parallèle, d'autres secteurs produisent moins à cause de l'atonie de la demande. La montée des prix (dans les secteurs entravés par leurs

<sup>11</sup>D'autres mécanismes peuvent aussi accentuer la courbe de Phillips, comme des asymétries dans la fixation des salaires, une courbe de demande de biens quasi coudee ou des frictions informationnelles, ou encore une fixation des prix en fonction des circonstances (Ilut, Valchev et Vincent, 2020 ; Harding, Lindé et Trabandt, 2022, 2023 ; Benigno et Eggertsson, 2023 ; Dupraz, 2024 ; Karadi *et al.*, 2024).

contraintes) conjuguée à une faible production (dans les autres secteurs) conduit à un déplacement vers le haut de la courbe de Phillips globale.

Le modèle rend possibles à la fois la pentification et le déplacement de la courbe de Phillips, donc l'importance relative des deux phénomènes est déterminée par les données.

### Rôle des contraintes et des chocs spécifiques au secteur des produits de base

Dans cette section, nous appliquons le modèle aux données et examinons plusieurs scénarios contrefactuels afin de décomposer le rôle des contraintes d'approvisionnement et des chocs spécifiques au secteur des produits de base à l'aide du modèle.

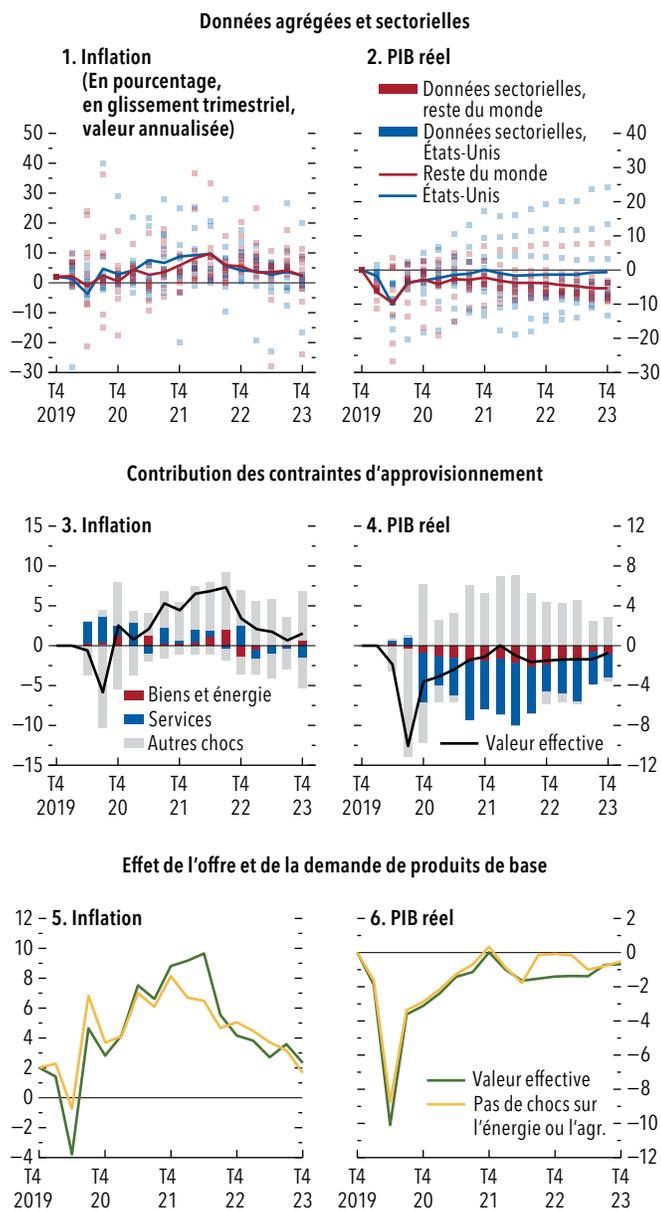
Nous retenons les États-Unis et le reste du monde comme les deux pays ou régions du modèle et nous calibrons les chocs sectoriels et agrégés de façon qu'ils correspondent aux données. Étant donné que les données appariées portent notamment sur l'inflation et sur la production, nous utilisons comme dispersion sectorielle celle présentée dans les pages 1 et 2 du graphique 2.12 (semblable à celle de la section empirique). La page 4 de ce graphique montre que les contraintes d'approvisionnement ont constitué un frein durable à la croissance du PIB réel durant la période étudiée. En outre, elles ont généré d'importantes tensions sur les prix au début de la pandémie : elles expliquent 2 à 3 points de pourcentage de l'inflation aux États-Unis en 2020–22 et ont favorisé la désinflation qui a suivi au moyen d'une contribution nette négative après 2023 (graphique 2.12, page 3)<sup>12</sup>. Les effets sur l'inflation semblent moins importants que ceux sur le PIB, en grande partie parce que les goulets d'étranglement au niveau de l'offre — même s'ils peuvent durer longtemps — font durablement monter les prix, ce qui se traduit par des augmentations ponctuelles, plutôt que chroniques, de l'inflation<sup>13</sup>.

<sup>12</sup>Dans les pages 3 et 4, les barres bleues et rouges englobent les contraintes d'approvisionnement et leurs interactions avec d'autres chocs. Les « autres chocs », représentés par les barres grises, recouvrent tout le reste. Compte tenu de la complexité des effets réciproques de l'ensemble des chocs avec les contraintes d'approvisionnement, il serait trompeur de produire des tableaux plus détaillés laissant supposer des contributions mutuellement exclusives des chocs.

<sup>13</sup>L'aggravation des contraintes d'approvisionnement pour un niveau donné de la demande et les interactions entre ces contraintes et la demande peuvent faire apparaître des goulets d'étranglement au niveau de l'offre. Les contributions représentées mesurent l'incidence *totale* des contraintes d'approvisionnement ; elles rendent compte des effets de ces contraintes prises isolément ou conjuguées avec la demande.

### Graphique 2.12. Effets des contraintes d'approvisionnement et des chocs sur les secteurs des produits de base

(Écart en pourcentage, sauf indication contraire)



Sources : Données économiques de la Réserve fédérale ; Eurostat ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Dans les pages 3 et 4, la courbe représente respectivement l'inflation et le PIB réel, et les barres matérialisent les contributions de différents types de chocs. Pour chaque période, la somme des barres est égale à la valeur indiquée par la courbe. Dans les pages 5 et 6, le scénario « Pas de chocs sur l'énergie ou l'agr. » repose sur l'hypothèse que les chocs monétaires sont les mêmes que dans les données observées, mais que la politique monétaire réagit aux variations de l'inflation, et que les contraintes d'approvisionnement répertoriées dans les secteurs hors produits de base demeurent. agr. = agriculture.

D'après les décompositions empiriques, les « chocs sur l'inflation globale », en particulier les chocs sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, sont des facteurs importants de la dynamique de l'inflation, c'est pourquoi nous nous intéressons à un tel scénario. Plus précisément, nous faisons disparaître les chocs spécifiques à l'agriculture et à l'énergie brute dans les pages 5 et 6 du graphique 2.12. Cet exercice révèle que l'inflation aurait été plus faible dans ce cas, en particulier au début de la guerre en Ukraine, lorsque les contraintes d'approvisionnement dans ces secteurs étaient les plus fortes. La suppression de ces chocs a un effet moindre sur le PIB.

Bien que l'impact important des secteurs de l'agriculture et de l'énergie brute sur la dynamique de l'inflation corresponde globalement aux conclusions de l'analyse empirique (si l'on utilise les résultats relatifs aux États-Unis, compte tenu du calibrage du modèle), les deux exercices ne sont pas identiques. L'une des différences majeures tient au fait que les chocs spécifiques à ces deux secteurs, qui sont éliminés ici, ne sont pas les seuls déterminants des prix dans ces secteurs. C'est pourquoi la suppression des chocs dans ces secteurs ne signifie pas que les prix dans ces secteurs restent constants tout au long de la période étudiée. De fait, il semblerait que les chocs sur la demande globale (en particulier parce que les prix des produits agricoles et de l'énergie sont relativement flexibles) et les contraintes dans d'autres secteurs (lesquelles font augmenter les prix des intrants) entrent également en jeu. En revanche, les décompositions empiriques supposent que les prix sectoriels sont exogènes et font apparaître la contribution de ces derniers à l'inflation hors alimentation et énergie par rapport à un cas où ils resteraient inchangés, sans apporter d'éclaircissements sur leurs déterminants.

### Étude de scénarios

Nous menons dans cette section deux séries d'analyses afin d'en tirer des enseignements pour éclairer la politique monétaire. Premièrement, nous étudions des scénarios contrefactuels reposant sur des politiques différentes de celles mises en œuvre par les banques centrales. Étant donné que les données sont d'abord alignées sur la période récente, marquée par les conséquences de la pandémie et de la guerre en Ukraine, les enseignements stratégiques mis en évidence par cette première analyse sont surtout pertinents dans ce type de situations extrêmes. Deuxièmement, nous examinons un scénario hypothétique s'inspirant d'une situation ordinaire. Les contraintes d'approvisionnement ne sont atteintes que

dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie, et le choc de demande globale est positif. Ce scénario permet par exemple de représenter un cas où une période de sécheresse ou un choc géopolitique limite l'offre dans les secteurs de l'agriculture et l'énergie, et où les pouvoirs publics fournissent un soutien budgétaire pour en contenir les répercussions. La part des secteurs pâtissant de goulets d'étranglement au niveau de l'offre est beaucoup plus faible dans ce scénario que lors de la pandémie.

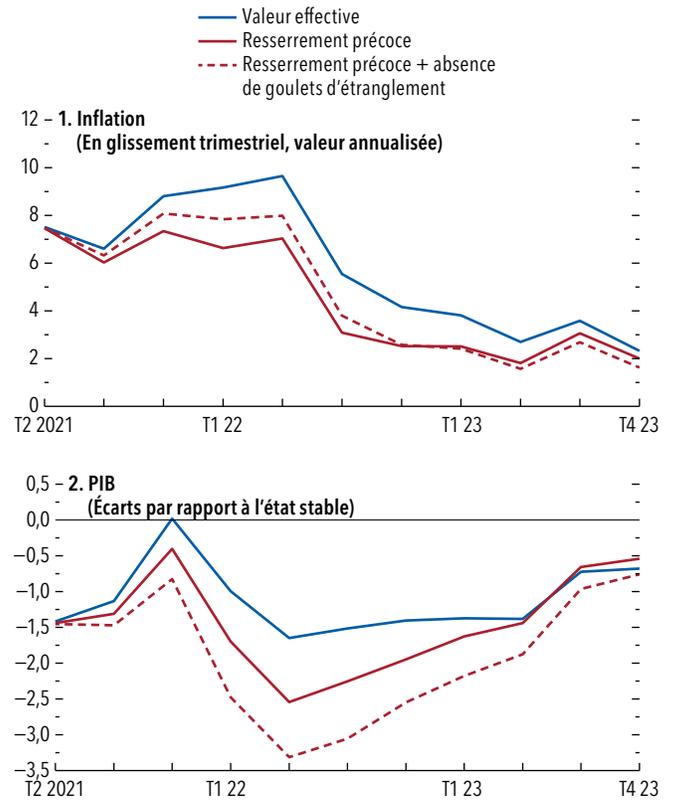
**Scénarios contrefactuels**

Les scénarios contrefactuels visent en premier lieu à répondre aux questions suivantes : les choses auraient-elles été différentes si les banques centrales avaient pris d'autres décisions lors de la poussée de l'inflation ? Et quelles incidences auraient eu ces décisions sur les goulets d'étranglement ? Pour le savoir, nous représentons dans le graphique 2.13 des scénarios où la politique monétaire est resserrée trois trimestres avant que le resserrement ne soit observé, assortis de diverses hypothèses concernant la présence de goulets d'étranglements.

- Lorsque le tour de vis a été donné plus tôt, ce qui correspond aux courbes pleines rouges, l'inflation culmine à environ 2 points de pourcentage de moins que son sommet effectif (graphique 2.13, page 1), mais le PIB réel diminue de 0,8 point de pourcentage (graphique 2.13, page 2) en 2022.
- La comparaison des deux scénarios de « resserrement précoce » met un peu plus en lumière le rôle des goulets d'étranglement au niveau de l'offre. Lorsque les contraintes de capacités sont fixées aux niveaux estimés pour calibrer le modèle sur les données (courbes pleines rouges), le durcissement de la politique monétaire est plus efficace pour ralentir l'inflation et a un coût plus faible en matière de production par rapport au cas où ces contraintes sont supposées inexistantes (courbes rouges en pointillés). Cette différence tient à la pentification de la courbe de Phillips sous l'effet de ces contraintes, comme montré plus haut dans ce chapitre ; les politiques expansionnistes sont alors plus inflationnistes, mais la réduction de l'inflation provoquée par un tour de vis monétaire a un impact négatif moindre sur la production. Cette comparaison illustre la mesure dans laquelle les goulets d'étranglement au niveau de l'offre accentuent la courbe de Phillips et modifient le coût de la désinflation.

Les choses auraient-elles été différentes si d'autres banques centrales avaient pris d'autres décisions lors de l'épisode de poussée de l'inflation ? Dans un autre scénario contrefactuel, le reste du monde durcit sa politique

**Graphique 2.13. Mesures monétaires contrefactuelles**  
(En pourcentage)



Sources : Données économiques de la Réserve fédérale ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Dans le scénario « Resserrement précoce », les taux sont relevés trois trimestres plus tôt qu'ils ne l'ont été. Les contraintes de main-d'œuvre mises en évidence sont inchangées. Dans le scénario « absence de goulet d'étranglement », l'écart entre le produit marginal du travail et des salaires (prix de référence de la contrainte) est cohérent avec les données, mais la contrainte n'est pas limitante.

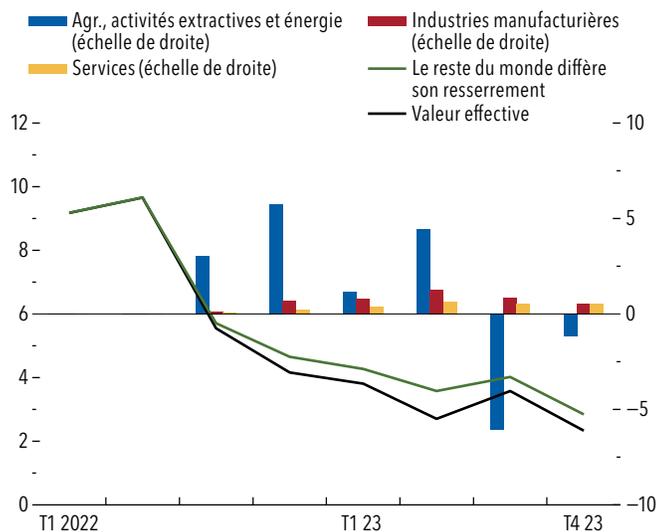
monétaire après les États-Unis (graphique 2.14)<sup>14</sup>. Ce retard dans la synchronisation du resserrement monétaire ralentit le processus de désinflation au niveau national. La différence entre l'inflation effective et le scénario contrefactuel est représentée, dans le graphique 2.14, par une barre pour chacun des grands secteurs étudiés<sup>15</sup>. Celui regroupant l'agriculture, les industries extractives et l'énergie — où les prix sont très flexibles — enregistre une inflation plus forte que les autres et, bien que l'inflation reflue au fil du temps dans ce grand secteur, l'envolée des prix qu'il connaît entraîne de nouvelles vagues

<sup>14</sup>L'exercice porte sur les États-Unis, mais l'on retrouverait un mécanisme similaire dans d'autres pays.

<sup>15</sup>Le graphique fait apparaître les effets directs et indirects, dans la mesure où il tient compte, par exemple, de l'effet probable des prix de l'alimentation et de l'énergie sur les prix des autres biens et services.

### Graphique 2.14. Rôle de la coordination de la politique monétaire

(En pourcentage, en glissement trimestriel, valeur annualisée)



Sources : Données économiques de la Réserve fédérale ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Dans le scénario « Le reste du monde diffère son resserrement », le reste du monde commence à relever ses taux trois trimestres plus tard qu'il ne l'a fait et les taux américains sont ceux observés durant l'épisode. Les contraintes de main-d'œuvre sont supposées inchangées. L'échelle de droite permet de mesurer la différence en points de pourcentage entre l'inflation sectorielle effective et celle du scénario « Le reste du monde diffère son resserrement ». Agr. = agriculture.

de hausses des prix dans l'industrie manufacturière et les services par le jeu des relations entrées–sorties.

#### Scénario hypothétique

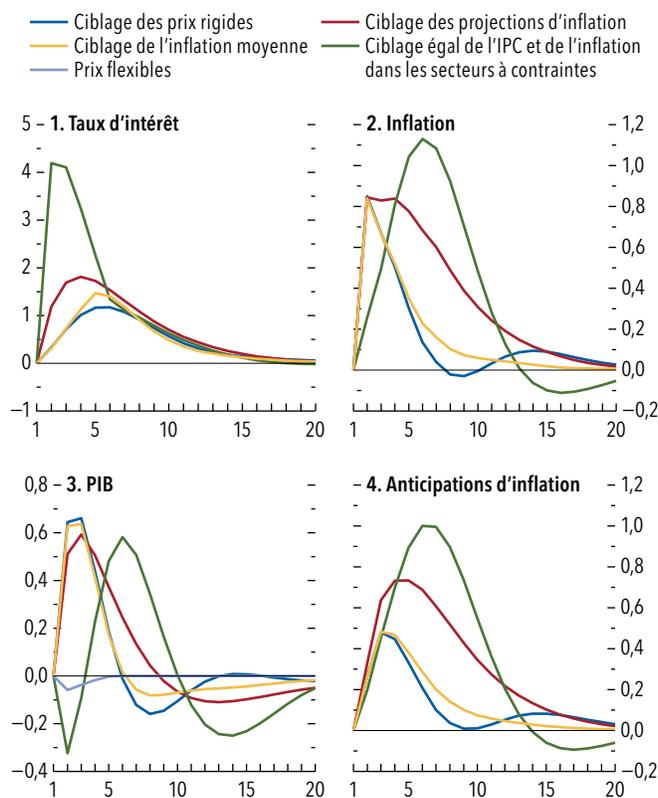
Nous analysons maintenant un scénario hypothétique reposant sur des chocs positifs de demande globale, combinés à des chocs négatifs de contraintes de capacités dans les secteurs de l'agriculture, des industries extractives et de l'énergie pour les deux pays ou régions du modèle. Comme expliqué dans ce chapitre, ce scénario correspond à des chocs plus modérés que ceux étudiés jusqu'à présent.

Le graphique 2.15 compare les effets de quatre règles simples de politique monétaire dans ce scénario : 1) le ciblage de l'inflation dans les secteurs où les prix sont les plus rigides<sup>16</sup> ; 2) le « ciblage des projections d'inflation », qui vise à stabiliser la moyenne mobile sur quatre trimestres de l'inflation IPC future ; 3) le « ciblage de l'inflation moyenne », où la banque centrale cible

<sup>16</sup>À savoir les technologies de l'information et les télécommunications ; les services financiers et d'assurance ; les services professionnels, scientifiques et techniques ; l'éducation, la santé et les services publics ; et les arts, spectacles et loisirs.

### Graphique 2.15. Règles de politique monétaire contrefactuelles

(Écart en pourcentage par rapport à l'état stable, en glissement trimestriel annualisé, en ordonnée ; trimestres en abscisse)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les règles de Taylor sont les mêmes sauf pour ce qui est de l'indicateur d'inflation ciblé. Le « ciblage des prix rigides » porte sur l'inflation dans les cinq secteurs présentant la courbe de Phillips la plus pentue. Le « ciblage des projections d'inflation » porte sur la moyenne mobile sur quatre trimestres de l'inflation IPC future. Le « ciblage de l'inflation moyenne » porte sur la valeur moyenne de l'inflation au cours des quatre trimestres précédents. Le « ciblage égal de l'IPC et de l'inflation dans les secteurs à contraintes » porte à parts égales sur l'inflation IPC et sur l'inflation sectorielle dans l'agriculture, les industries extractives et l'énergie. La courbe « Prix flexibles » représente les prix relatifs dans un scénario sans rigidités nominales dans un quelconque secteur. Dans chaque cas, le paramètre de Taylor est fixé à 3 et le paramètre de persistance, à 0,5, et les banques centrales n'ont pas défini d'objectif de PIB ni d'écart de production. IPC = indice des prix à la consommation.

la valeur moyenne de l'inflation au cours des quatre trimestres précédents ; et 4) une règle de Taylor sectorielle qui cible à parts égales l'inflation IPC et l'inflation sectorielle dans l'agriculture, les industries extractives et l'énergie, qui sont les secteurs soumis à des contraintes d'approvisionnement, mais aussi ceux où les prix sont les plus flexibles. Les trois premières règles sont largement appliquées ou étudiées. Quant à la dernière, elle permet de déterminer s'il est approprié de concentrer en début de période l'inflexion de la politique en réponse aux augmentations de prix dans les secteurs soumis à des

contraintes. Étant donné que la politique monétaire ne peut qu'atténuer les effets des frictions nominales dans la réaction d'une économie aux chocs, la page 3 indique également, pour servir de point de comparaison, la production d'une économie « efficiente » où les prix et les salaires sont supposés être parfaitement flexibles.

La comparaison des différentes règles fait apparaître les résultats suivants (graphique 2.15) :

- Le ciblage de l'inflation dans les secteurs où les prix sont rigides aboutit à une désinflation relativement rapide. En revanche, le ciblage des projections d'inflation finit par « mettre l'économie en surchauffe », car cette règle prend en compte l'inflation à moyen terme, qui est inférieure à l'inflation au moment de l'impact, et fait grimper l'inflation et les anticipations d'inflation. Bien que les taux nominaux soient plus élevés, cette règle permet d'obtenir des taux réels plus faibles que les autres règles de politique monétaire. Ceci se traduit par une production plus élevée dans un premier temps, mais aussi par une nécessaire réduction prolongée du PIB réel à moyen terme pour ramener l'inflation à son niveau cible<sup>17</sup>.
- La règle de politique qui pèse le plus sur l'alimentation et l'énergie a un effet de resserrement plus fort au moment de l'impact, parce que les prix de l'alimentation et de l'énergie sont plus flexibles et plus sensibles au choc de demande, et que ces secteurs sont eux-mêmes soumis à des contraintes d'approvisionnement. La prise en compte de contraintes d'approvisionnement, même si celles-ci s'avèrent durablement limitantes, a des effets transitoires sur l'inflation (graphique 2.4.5 de l'annexe en ligne)<sup>18</sup>. Lorsque la politique monétaire se concentre sur ces secteurs, elle réagit de manière excessive à l'inflation transitoire, ce qui provoque une forte récession. Quand les chocs se dissipent, les prix de l'alimentation et de l'énergie reculent plus vite que l'IPC global, car ils sont plus flexibles, ce qui se traduit par une diminution rapide

<sup>17</sup>Les inconvénients des règles fondées sur les projections d'inflation par rapport au ciblage de l'inflation effective mis en évidence ici sont similaires aux résultats de Erceg, Lindé et Trabandt (2024). Malgré les grandes similitudes de leurs conclusions, cette étude et le présent chapitre reposent sur des cadres différents : les scénarios spécifiques comme les mécanismes sous-jacents ne sont pas les mêmes. Par exemple, Erceg, Lindé et Trabandt (2024) laissent les déterminants des prix et des salaires s'aligner plus étroitement sur l'inflation après des périodes prolongées de forte inflation, ce qui amplifie les coûts d'un resserrement tardif.

<sup>18</sup>En raison des contraintes d'approvisionnement, les *prix* du secteur concerné doivent augmenter pour que la demande et la production disponible, limitée par lesdites contraintes, s'équilibrent. Une fois que les *prix* se sont ajustés, ils n'ont plus besoin de monter de nouveau pour que la demande sectorielle reste faible. L'effet des contraintes d'approvisionnement sur l'inflation est donc transitoire.

des taux directeurs et, partant, par une montée en flèche de l'inflation et du PIB. Bien que cette règle de politique monétaire aboutisse à court terme à des prix relatifs plus proches de ceux de l'économie de référence, caractérisée par des prix flexibles, les fluctuations de prix relatifs durent plus longtemps, ce qui fausse l'allocation des ressources pendant une période plus longue (graphique 2.4.6 de l'annexe en ligne).

- Dans le scénario « Ciblage de l'inflation moyenne », les courbes de l'inflation et du PIB ressemblent le plus à celles du scénario de ciblage de l'inflation dans les secteurs où les prix sont les plus rigides (« Ciblage des prix rigides »). La principale différence est que la réaction tardive du ciblage de l'inflation moyenne à l'inflation entraîne un reflux plus progressif de l'inflation vers son objectif, ce qui conduit le PIB réel à rester en dessous de l'état stable à moyen terme pendant plus longtemps.

## Résumé et conséquences sur le plan stratégique

L'une des spécificités du récent épisode d'inflation est l'importance des déplacements sectoriels dans un contexte marqué par des politiques de relance et par des contraintes de capacité résultant en partie de perturbations des chaînes d'approvisionnement. D'après les décompositions statistiques, les tensions sur les prix dans certains secteurs et leurs répercussions sur l'inflation hors alimentation et énergie ont joué un rôle majeur. Les données laissent également penser que la relation entre inflation et capacités de production inutilisées s'est déplacée et accentuée. Rejoignant les résultats empiriques, un nouveau modèle structurel permet de rendre compte de la transmission de tensions sur les prix dans certains secteurs au reste de l'économie ainsi que du déplacement et de la pentification des courbes de Phillips par le jeu de contraintes d'approvisionnement limitantes conjuguées à des chocs sur la demande.

Bien que l'épisode d'inflation récent soit unique en son genre, les banques centrales peuvent en tirer des leçons, surtout à un moment où elles réexaminent leur cadre de politique monétaire. Le présent chapitre offre, à cet égard, un certain nombre d'enseignements.

Les contraintes d'approvisionnement sectorielles ont généralement des effets de grande ampleur, mais éphémères, sur l'inflation lorsqu'elles deviennent limitantes. La pentification des courbes de Phillips tient aux *interactions* entre ces contraintes et les chocs sur la demande. Les décideurs devraient donc chercher à différencier les

effets immédiats et transitoires des contraintes sectorielles de leur incidence plus durable lorsque ces dernières se conjuguent à des pressions exercées par la demande.

Dans ce chapitre, nous établissons une distinction importante entre la pentification des courbes de Phillips *globales* et celle des courbes de Phillips *sectorielles*, ce qui nous permet de mettre en évidence un nouvel enseignement pour la politique monétaire et d'en confirmer un déjà connu.

- **Nouvel enseignement.** Lorsque les goulets d'étranglement sont fréquents au niveau de l'offre et que la demande est forte, la courbe de Phillips globale s'accroît, comme cela s'est produit au cours de l'épisode récent d'inflation. Le resserrement monétaire est alors efficace, car il permet d'atténuer les pressions exercées par la demande et de ralentir rapidement l'inflation pour un coût modeste en matière de production. Autrement dit, le ratio de sacrifice est faible. Dans ces cas de figure, il est indispensable de déterminer si les secteurs clés se heurtent à des goulets d'étranglement de l'offre sur fond de surchauffe économique.
- **Enseignement déjà établi.** Lorsque seuls certains secteurs, tels que les produits de base, pâtissent de goulets d'étranglement au niveau de l'offre, les règles classiques de politique monétaire, comme celles qui mettent l'accent sur l'inflation dans les secteurs où les prix sont les plus rigides, demeurent appropriées (Blanchard et Galí, 2007a ; Natal, 2012). Les courbes de Phillips s'accroissent dans les secteurs soumis à des contraintes, mais les effets de cette pentification ne sont pas forcément assez étendus pour creuser la courbe de Phillips globale. Le resserrement monétaire permet alors de faire nettement baisser les prix, flexibles, des produits de base, mais aux dépens de la production, et l'inflation reflue progressivement en deçà de l'objectif fixé, à mesure que les prix des produits de base diminuent et que les autres prix s'ajustent sous l'effet du resserrement monétaire.
- **Enseignement général.** Les banques centrales devraient envisager d'incorporer des clauses dérogatoires bien définies dans leur cadre de politique monétaire pour répondre aux pressions inflationnistes lorsque les courbes de Phillips agrégées s'accroissent. Les orientations prospectives devraient intégrer ces clauses dérogatoires et favoriser un resserrement monétaire concentré en début de période dans de telles situations.

La distinction qui est établie ici va dans le sens de travaux antérieurs menés par le FMI, dont les conclusions étayaient une modulation de la prescription traditionnelle consistant à « ignorer » les chocs temporaires

sur l'offre. Ainsi, Gopinath (2022, 2024) montre que les effets de second tour peuvent être considérables si les chocs sur l'offre sont de grande ampleur et de large envergure, en particulier lorsque l'économie est déjà en surchauffe et que l'inflation est forte. La différenciation que nous faisons dans ce chapitre entre les goulets d'étranglement généralisés et les goulets d'étranglement propres à certains secteurs s'inscrit dans ce souci de prendre en compte la magnitude et la portée des chocs. De même, la place accordée aux interactions entre ces goulets d'étranglement et les pressions exercées par la demande cadre avec les observations sur l'importance d'identifier une économie déjà en surchauffe.

Il est vrai qu'une « surchauffe » peut présenter des avantages, tels que faciliter l'ajustement des prix relatifs lorsque l'économie doit s'adapter à des chocs pérennes (Guerrieri *et al.*, 2021 ; Guerrieri *et al.*, 2023), mais ces avantages doivent être mis en regard des risques de désancrage des anticipations d'inflation et de survenue de spirales prix-salaires. Lorsqu'elles évaluent ces risques, les banques centrales ne devraient pas seulement tenir compte des effets les plus probables, mais aussi de la répartition des risques, et elles devraient s'efforcer d'empêcher l'inflation de trop s'éloigner de son objectif pendant une longue période, en particulier lorsque leur crédibilité est fragile et que les anticipations d'inflation sont faiblement ancrées (Gopinath, 2024).

Une meilleure connaissance des dynamiques sectorielles peut aider les banques centrales à calibrer plus efficacement leur réponse. Il leur serait donc utile d'investir progressivement dans l'amélioration des modèles et de la collecte des données.

- L'élaboration de modèles qui tiennent compte des liens sectoriels et de l'hétérogénéité des secteurs — comme celui utilisé dans ce chapitre — est une option qu'il serait judicieux d'envisager étant donné que les banques centrales prévoient de revoir en profondeur leurs approches de modélisation lors de la révision de leurs cadres (voir notamment Banque d'Angleterre, 2024).
- La collecte de données sectorielles plus détaillées permettrait de cartographier les réseaux sectoriels et d'affiner les modèles. Ces nouvelles données permettraient de déterminer dans quelle mesure et à quelle vitesse les tensions sur les prix au niveau sectoriel se propagent dans une économie, par exemple, en fonction de l'importance des secteurs concernés ou du degré de rigidité des prix.
- Les indicateurs sectoriels à haute fréquence concernant les contraintes d'approvisionnement et les pressions

exercées par la demande peuvent éclairer l'élaboration de l'action publique en temps réel. En effet, des perturbations des chaînes d'approvisionnement peuvent survenir à la fois en amont (pénurie de composants, par exemple) et en aval (congestion des ports notamment) et être repérées rapidement grâce à des enquêtes auprès des producteurs. Des contraintes peuvent aussi apparaître sur le marché du travail : si de nombreuses banques centrales suivent déjà l'évolution des indicateurs du marché du travail, elles pourraient comprendre plus en détail les pénuries en analysant ces indicateurs au niveau sectoriel. En outre, des indicateurs de l'inadéquation entre l'offre et la demande globales (comme les commandes en souffrance) pourraient mettre en évidence les effets conjugués des chocs sur l'offre et sur la demande.

Par le jeu de la baisse des prix des biens exportables, les économies ouvertes peuvent profiter de retombées positives du resserrement opéré par d'autres banques centrales. Ces retombées peuvent être particulièrement importantes pour les pays qui sont très exposés à ces prix (notamment aux prix de l'alimentation et de l'énergie) et qui disposent de moyens d'action limités pour ajuster leur économie à cette nouvelle donne (comme les pays dotés d'un régime de parité fixe). Une dépréciation du taux de change et sa répercussion sur l'inflation peuvent générer des tensions sur les prix dans les pays ayant un régime de change flexible s'ils ne relèvent pas leurs taux d'intérêt en même temps<sup>19</sup>. Toutefois, l'effet du canal du taux de change serait relativement modéré par rapport à celui de la baisse des prix des biens exportables dans la mesure où le resserrement monétaire est synchronisé.

La crédibilité des cadres de politique monétaire reste un atout précieux pour les banques centrales. L'épisode récent est un cas d'espèce : les anticipations d'inflation sont restées ancrées et il n'y a pas eu de spirales prix-salaires, alors même que dans les pays dotés de cadres crédibles, les décideurs étaient confrontés à des arbitrages difficiles dans une situation de très grande incertitude. Une meilleure compréhension de la formation des anticipations d'inflation à différents horizons et chez différentes catégories d'agents économiques contribuerait à éclairer l'élaboration de l'action publique (Adrian, 2023 ; Alvarez et Dizioli, 2023 ; Brandão-Marques *et al.*, 2023 ; édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

Rappelons enfin qu'il est en soi très difficile de chiffrer précisément le rôle des différents moteurs de l'inflation dans un contexte marqué par des chocs simultanés et une pandémie centennale. Les analyses empiriques de forme réduite fournissent des corrélations indicatives. Quant à l'utilisation de données agrégées ou de modèles unisectoriels, elle complique l'identification des chocs sur la demande et l'offre du fait des relations entrées-sorties : les contraintes d'approvisionnement dans un secteur peuvent réduire la demande dans des secteurs complémentaires qui produisent leurs intrants intermédiaires. Ainsi, le modèle multisectoriel utilisé dans ce chapitre permet de saisir ces liens d'interdépendance et met l'accent sur les contraintes d'approvisionnement, mais il montre également que les interactions avec les chocs sur la demande ont dû jouer un rôle important dans l'ampleur et la persistance de l'inflation observées dans les données.

<sup>19</sup>Bien que de telles variations de change puissent faciliter la substitution des dépenses, des frictions financières ou le faible ancrage des anticipations d'inflation peuvent compromettre la stabilité macroéconomique.

## Encadré 2.1. Le rôle des politiques de bilan des banques centrales

Depuis la crise financière mondiale, les banques centrales ont étoffé leur panoplie d'outils en appliquant des politiques de bilan pour atteindre leurs objectifs lorsque leurs taux sont au niveau du plancher effectif. Cet encadré montre que le retrait progressif de ces politiques, en particulier du resserrement quantitatif, a eu des effets minimes jusqu'à présent, en partie grâce à une mise en œuvre lente et prévisible, appuyée par une campagne de communication exhaustive et opportune.

### Les banques centrales se sont engagées dans un assouplissement quantitatif durant la pandémie.

Cette politique d'expansion monétaire visait initialement à atténuer les difficultés financières associées à la pandémie au printemps 2020 et a été menée dans de nombreux pays émergents ainsi que dans des pays avancés. Cependant, dans ces derniers, les banques centrales ont continué à élargir leur bilan même après que les difficultés se sont estompées afin de stimuler l'économie, alors que leurs taux directeurs étaient limités par le plancher effectif. Dans l'ensemble, en 2020–22, le bilan de la banque centrale a augmenté de plus de 20 % du PIB au Japon, au Royaume-Uni et dans la zone euro et d'environ 18 % du PIB aux États-Unis (graphique 2.1.1). D'après les estimations, l'assouplissement quantitatif réalisé à cette période s'est avéré très efficace pour contenir les difficultés financières et soutenir l'activité.

**Lorsque l'inflation s'est envolée, les banques centrales ont commencé à relever leurs taux directeurs et à cesser leurs politiques de bilan, mais le resserrement quantitatif n'est pas l'exact inverse de l'assouplissement quantitatif<sup>1</sup>.** Premièrement, les banques centrales recourent généralement à l'assouplissement quantitatif lorsque le plancher effectif entrave leur action sur les taux à court terme. Ce n'est pas le cas du resserrement quantitatif, qui a été utilisé parallèlement à une baisse des taux. Deuxièmement, le resserrement quantitatif et les hausses de taux sont au moins partiellement substituables, en revanche, un resserrement quantitatif de grande ampleur peut être en partie compensé par un relèvement très progressif des taux directeurs — ses effets sont alors modérés<sup>2</sup>. Troisièmement, le resserrement

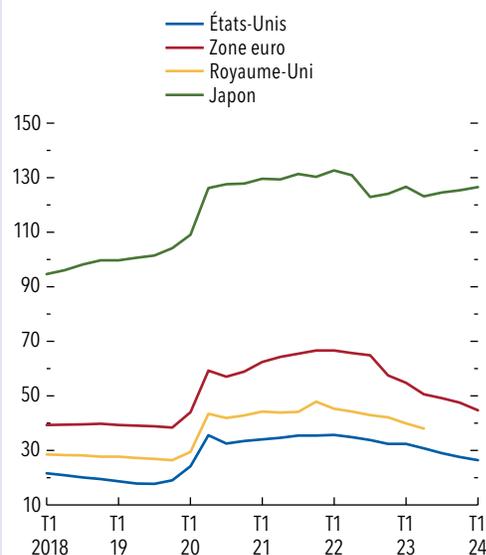
Thomas Kroen est l'auteur de cet encadré.

<sup>1</sup>Une banque centrale peut mettre en œuvre un resserrement quantitatif passif lorsqu'elle ne réinvestit pas les actifs qui arrivent à maturité ou qu'elle s'emploie activement à vendre des actifs (Du, Forbes et Luzzetti, 2024).

<sup>2</sup>Un resserrement quantitatif d'un écart type et un choc sur les taux directeurs d'une magnitude similaire ont le même impact maximal sur l'inflation d'après Erceg *et al.* (2024a).

**Graphique 2.1.1. Évolution du bilan de différentes banques centrales**

(En pourcentage du PIB)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente l'encours d'actifs de plusieurs banques centrales en pourcentage du PIB à partir de données mensuelles. La courbe pour le Royaume-Uni s'arrête au deuxième trimestre de 2023, car le délai de déclaration pour ce pays est de cinq trimestres.

quantitatif peut être déployé lorsque la courbe de Phillips est pentue (Erceg *et al.*, 2024a).

**Les travaux de recherche semblent indiquer que le resserrement quantitatif a eu des effets modestes jusqu'à présent.** Analysant les chocs d'achats massifs d'actifs depuis la fin des années 90, Erceg *et al.* (2024a) ont mis en évidence qu'un choc de resserrement quantitatif d'un écart-type avait eu un impact faible, voire légèrement négatif, sur les taux à court terme et avait fait augmenter les primes de terme d'environ 12 points de base (graphique 2.1.2). Quant à Du, Forbes et Luzzetti (2024), ils ont découvert qu'un resserrement quantitatif actif avait généralement eu un effet plus important que son pendant passif durant l'épisode récent de resserrement. Ils ont également constaté que l'impact cumulé des annonces de resserrement quantitatif depuis 2021 était équivalent, au maximum, à deux ou trois relèvements des taux directeurs dans certains pays,

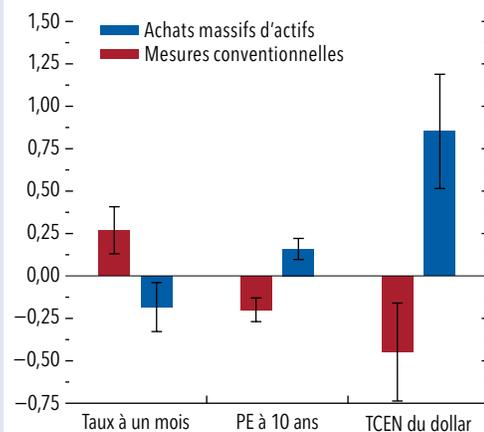
### Encadré 2.1 (fin)

ces annonces contribuant quelque peu à durcir la politique monétaire<sup>3</sup>.

**Le resserrement quantitatif peut, cependant, avoir des effets plus importants, surtout s'il est mené plus rapidement ou à plus grande échelle.** Lorsqu'elle réduit la taille de son bilan, la banque centrale retire des réserves du système bancaire. La liquidité a été excédentaire pendant la pandémie, mais le resserrement quantitatif peut avoir un effet plus marqué lorsque les réserves se raréfient, comme cela a été le cas aux États-Unis en 2019 (Du, Forbes et Luzzetti, 2024). Il peut aussi s'accompagner de risques d'instabilité financière : les banques commerciales américaines sont devenues plus dépendantes à l'égard de la liquidité parce qu'elles avaient ouvert plus de lignes de crédit et avaient davantage utilisé des dépôts non assurés pour se financer, ce qui a augmenté les risques associés à des retraits soudains, ce qui s'est, de fait, produit en mars 2023 (Acharya *et al.*, 2023). Enfin, dans les pays avancés, le resserrement quantitatif entraîne un renforcement de la monnaie (en faisant augmenter les primes d'échéance) plus important que le resserrement conventionnel (lequel passe par les taux directeurs à court terme). C'est pourquoi les pressions sur la monnaie sont plus prononcées dans les pays émergents et les pays en développement (graphique 2.1.2), ce qui complique l'arbitrage entre production et inflation dans ces pays, surtout

<sup>3</sup>En règle générale, le resserrement quantitatif n'a pas été utilisé explicitement comme un outil de durcissement de la politique monétaire, mais comme un instrument visant à produire une grande partie de ses effets en toile de fond. En outre, comme cette politique n'a été mise en œuvre qu'à partir de 2021, la validité externe de ces estimations dans un environnement macroéconomique très différent de celui qui prévalait lors de la reprise après la pandémie n'est pas établie d'un point de vue empirique (Du, Forbes et Luzzetti, 2024).

**Graphique 2.1.2. Effet estimé du resserrement par des mesures conventionnelles et par la réduction des achats massifs d'actifs**  
(En pourcentage)



Sources : Erceg *et al.*, 2024a ; calculs des services du FMI.

Note : Chocs de politique monétaire issus de Lewis (2023). Le graphique fait apparaître les réponses impulsionnelles trimestrielles médianes estimées à l'aide de la méthode utilisée dans Erceg *et al.* (2024a) et assorties de marges d'erreur à 68 % dans le cas des États-Unis. Les chocs sont fixés à un écart-type. PE = prime d'échéance ; TCEN = taux de change effectif nominal.

dans ceux qui disposent d'un régime de taux de change fixe, et qui doivent donc considérablement relever leurs taux pour maintenir l'ancrage de leur monnaie (Erceg *et al.*, 2024a). En ce sens, le resserrement conventionnel permet d'obtenir des résultats macroéconomiques similaires, mais il s'accompagne de retombées négatives moindres au niveau international (Erceg *et al.*, 2024a).

## Encadré 2.2. Le rôle des politiques de blocage des prix

Les pays mobilisent souvent des outils autres que ceux offerts par la politique monétaire pour lutter contre l'inflation. Le récent épisode d'inflation ne fait pas exception à cet égard. Cet encadré dresse le bilan des mesures de stabilisation des prix appliquées par le passé et durant la phase de reprise qui a suivi la pandémie, et en expose les justifications et les limites.

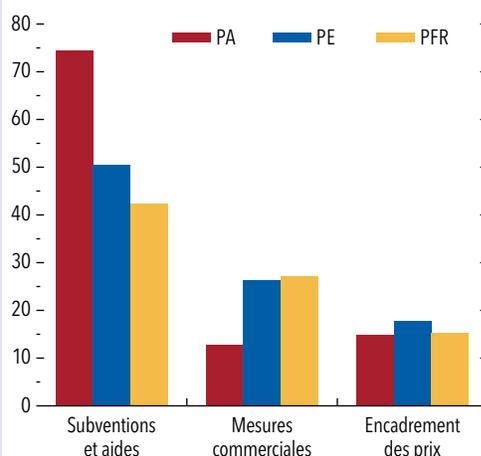
**Subventions à l'énergie et aides à la consommation.** Ce type de mesures a traditionnellement été utilisé pour maintenir les prix à un niveau faible, en particulier dans le cas de l'énergie (Black *et al.*, 2023). Durant la pandémie, la plupart des pays ont subventionné les carburants et l'électricité, et réduit la taxe sur la valeur ajoutée, la fiscalité sur les ventes et les droits d'accise sur les biens essentiels (graphique 2.2.1). Ces mesures absorbent les hausses des coûts et, ainsi, limitent leurs répercussions sur les prix. Elles permettent de juguler l'inflation lorsque celle-ci est tirée par des chocs temporaires faisant augmenter les coûts. D'après Dao *et al.* (2023), les subventions à l'énergie ont joué un rôle important dans la stabilisation de l'inflation dans la zone euro (graphique 2.2.2) au cours du récent épisode de poussée d'inflation. Cependant, les subventions et les aides ont un coût budgétaire considérable, vont à l'encontre des objectifs de lutte contre le changement climatique et ne parviennent généralement pas à cibler les groupes vulnérables. De plus, elles faussent les prix relatifs, ce qui conduit à une surconsommation des biens subventionnés et, partant, accentue la hausse des prix (Erceg *et al.*, 2024b).

**Baisses des taxes à l'importation et restrictions sur les exportations.** À la suite de la pandémie, de nombreux pays, surtout des pays émergents et des pays à faible revenu, ont diminué les taxes à l'importation et imposé des restrictions sur les exportations afin de stabiliser les prix intérieurs (graphique 2.2.1). Les baisses des taxes à l'importation ont pour effet de réduire les prix des biens importés et d'accroître l'offre sur le marché national, tandis que les restrictions à l'exportation sont à même d'atténuer les tensions inflationnistes intérieures. Cela étant, les dégrèvements fiscaux ont un coût budgétaire, et les deux types de mesures étudiées ici ont des répercussions négatives à l'échelle internationale étant donné qu'elles font baisser l'offre mondiale et augmenter la demande mondiale, alimentant ainsi la hausse des prix (Giordani, Rocha et Ruta, 2016).

**Encadrement des prix et des salaires.** Par le passé, le gel des prix et des salaires a été utilisé pour freiner l'inflation, notamment aux États-Unis et en Europe dans

Cet encadré a été rédigé par Damien Capelle.

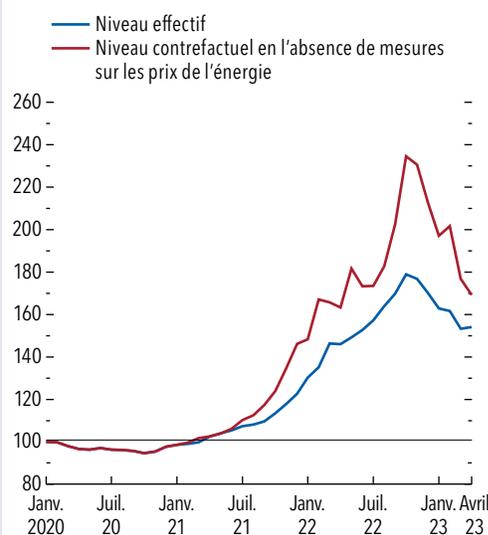
**Graphique 2.2.1. Mesures discrétionnaires de stabilisation des prix durant la pandémie**  
(En pourcentage des pays)



Sources : Amaglobeli *et al.*, 2023 ; FMI, base de données sur les mesures portant sur les prix de l'énergie et de l'alimentation (Database of Energy and Food Price Actions).

Note : Le graphique a été établi à partir des enquêtes menées sur 174 pays entre mars et juillet 2022. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

**Graphique 2.2.2. Niveaux effectif et contrefactuel des prix de l'énergie dans la zone euro**  
(Indice, janvier 2020 = 100)



Sources : Dao *et al.*, 2023 ; calculs des services du FMI.

Note : Le « niveau effectif » correspond aux séries de l'indice des prix à la consommation harmonisé sur l'électricité, le gaz et les autres combustibles.

**Encadré 2.2 (fin)**

les années 60 et 70. Ce type de riposte a de nouveau été appliqué dans une certaine mesure depuis la pandémie, en particulier dans les pays émergents et les pays à faible revenu, et principalement dans le cas des produits alimentaires de base (graphique 2.2.1). Dans des situations spécifiques, par exemple en cas de monopsonne (comme le salaire minimal) ou de monopole (comme la tarification de l'électricité), ces mesures peuvent se justifier. Cela étant, elles conduisent souvent à des effets pervers, tels que des pénuries ou l'apparition d'un marché noir, et empêchent l'ajustement des prix relatifs.

**Autres mesures.** Les négociations à l'initiative des pouvoirs publics ont généralement servi à coordonner la fixation des salaires et des prix dans de nombreux pays, que ce soit durant la pandémie ou à d'autres moments. Elles peuvent certes s'avérer déterminantes dans la gestion des spirales prix-salaires et l'ancrage des anticipations, mais elles peuvent aussi fausser les prix relatifs. Enfin, les mesures de taxation de l'inflation, qui supposent d'appliquer une taxe proportionnelle à la hausse des prix pratiquée par une entreprise, ont fait l'objet de nombreux débats et ont été mises en œuvre

dans plusieurs pays avancés et pays émergents dans les années 70 et 90. Capelle et Liu (2023) montrent qu'en incitant les entreprises à limiter le relèvement de leurs prix, les mesures de taxation de l'inflation peuvent générer de substantiels gains de stabilisation à certaines conditions. Bien qu'elles soient utiles pour lutter contre une inflation due à des chocs de hausse des coûts ou à une modification des anticipations d'inflation, leur mise en œuvre pratique doit être explicitée, et les outils monétaires sont plus appropriés pour réduire une inflation provoquée par une demande globale excessive.

En conclusion, les pays ont fait appel à des outils supplémentaires pour stabiliser l'inflation lorsque la marge d'action des autorités monétaires était limitée, notamment lors de chocs de hausse des coûts ou en cas de ciblage du taux de change. Toutefois, la politique monétaire reste le principal outil de gestion de l'inflation quand celle-ci est induite par la demande. Le recours à des instruments non conventionnels doit passer par une évaluation minutieuse de leur efficacité et des arbitrages nécessaires pour limiter au minimum tout effet collatéral négatif éventuel.

## Bibliographie

- Acharya, Viral, Rahul Chauhan, Rajan Raghuram, and Sascha Steffen. 2023. "Liquidity Dependence and the Waning and Waning of Central Bank Balance Sheets." NBER Working Paper 31050, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w31050>.
- Adrian, Tobias. 2023. "The Role of Inflation Expectations in Monetary Policy." Remarks delivered at the Institut für Bank and Finanzgeschichte/Deutsche Bundesbank Symposium, May 15. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2023/05/15/sp-role-inflation-expectations-monetary-policy-tobias-adrian>.
- Afrouzi, Hassan, Saroj Bhattarai, and Edson Wu. 2024. "Relative-Price Changes as Aggregate Supply Shocks Revisited: Theory and Evidence." *Journal of Monetary Economics*, ahead of print, August 8, 2024. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2024.103650>.
- Ahn, JaeBin. 2024. "Greenflation or Greensulation? The Case of Fuel Excise Taxes and Oil Price Passthrough." IMF Working Paper 24/153, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Alvarez, Jorge, John Bluedorn, Niels-Jakob Hansen, Youyou Huang, Evgenia Pugacheva, and Alexandre Sollaci. 2024. "Wage-Price Spirals: What Is the Historical Evidence?" *Economica* 91 (364).
- Alvarez, Jorge, and Allan Dizioli. 2023. "How Costly Will Reining in Inflation Be? It Depends on How Rational We Are." IMF Working Paper 23/021, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/03/24/Policy-Responses-to-High-Energy-and-Food-Prices-531343>.
- Amaglobeli, David, Mengfei Gu, Emine Hanedar, Gee Hee Hong, and Céline Thévenot. 2023. "Policy Responses to High Energy and Food Prices." IMF Working Paper 23/074, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/03/24/Policy-Responses-to-High-Energy-and-Food-Prices-531343>.
- Ari, Anil, Daniel Garcia-Macia, and Shruti Mishra. 2023. "Has the Phillips Curve Become Steeper?" IMF Working Paper 23/100, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/05/12/Has-the-Phillips-Curve-Become-Steeper-533315>.
- Ari, Anil, Carlos Mulas-Granados, Victor Mylonas, Lev Ratnovski, and Wei Zhao. 2023. "100 Inflation Shocks: Seven Stylized Facts." IMF Working Paper 23/190, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Auclert, Adrien, Hugo Monneray, Matthew Rognlie, and Ludwig Straub. 2023. "Managing an Energy Shock: Fiscal and Monetary Policy." Unpublished, Stanford University, Stanford, CA.
- Ball, Laurence M., Daniel Leigh, and Prachi Mishra. 2022. "Understanding US Inflation during the Covid Era." NBER Working Paper 30613, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Bank of England. 2024. "Response of the Bank of England to the Bernanke Review of Forecasting for Monetary Policy Making and Communication at the Bank of England." London. <https://www.bankofengland.co.uk/independent-evaluation-office/forecasting-for-monetary-policy-making-and-communication-at-the-bank-of-england-a-review/response-forecasting-for-monetary-policy-making-and-communication-at-the-bank-of-england-a-review>.
- Barnichon, Regis, and Adam Hale Shapiro. 2024. "Phillips Meets Beveridge." Working Paper 2024-22, Federal Reserve Bank of San Francisco. <https://doi.org/10.24148/wp2024-22>.
- Benigno, Pierpaolo, and Gauti B. Eggertsson. 2023. "It's Baaack: The Surge in Inflation in the 2020s and the Return of the Non-linear Phillips Curve." NBER Working Paper 31197, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w31197>.
- Bernanke, Ben S., and Olivier Blanchard. 2024. "An Analysis of Pandemic-Era Inflation in 11 Economies." Peterson Institute for International Economics Working Paper 24-11, Washington, DC. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=4834622#](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4834622#).
- Bernanke, Ben S., Mark Gertler, and Mark W. Watson. 1997. "Systematic Monetary Policy and the Effects of Oil Price Shocks." *Brookings Papers on Economic Activity* 1997 (1): 91–157.
- Black, Simon, Antung A. Liu, Ian Parry, and Nate Vernon. 2023. "IMF Fossil Fuel Subsidies Data: 2023 Update." IMF Working Paper 23/169, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/08/22/IMF-Fossil-Fuel-Subsidies-Data-2023-Update-537281>.
- Blanchard, Olivier. 2016. "The Phillips Curve: Back to the '60s?." *American Economic Review* 106 (5): 31–34.
- Blanchard, Olivier, and Jordi Galí. 2007a. "Real Wage Rigidities and the New Keynesian Model." *Journal of Money, Credit and Banking* 39 (S1): 35–65.
- Blanchard, Olivier, and Jordi Galí. 2007b. "The Macroeconomic Effects of Oil Price Shocks: Why Are the 2000s So Different from the 1970s?." In *International Dimensions of Monetary Policy*, edited by Jordi Galí and Mark Gertler, 373–421. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Brandão-Marques, Luis, Gaston Gelos, David J. Hofman, Julia Otten, Gurnain Kaur Pasricha, and Zoe Strauss. 2023. "Do Household Expectations Help Predict Inflation?." IMF Working Paper 23/224, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Capelle, Damien, and Yang Liu. 2023. "Optimal Taxation of Inflation." IMF Working Paper 23/254, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/12/08/Optimal-Taxation-of-Inflation-542215>.
- Carvalho, Carlos, Stefano Eusepi, Emanuel Moench, and Bruce Preston. 2023. "Anchored Inflation Expectations." *American Economic Journal: Macroeconomics* 15 (1): 1–47. <https://www.doi.org/10.1257/mac.20200080>.

- Cavallo, Alberto, Francesco Lippi, and Ken Miyahara. 2023. "Large Shocks Travel Fast." NBER Working Paper 31659, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w31659>.
- Choi, Sangyup, Davide Furceri, Prakash Loungani, Saurabh Mishra, and Marcos Poplawski-Ribeiro. 2018. "Oil Prices and Inflation Dynamics: Evidence from Advanced and Developing Economies." *Journal of International Money and Finance* 82 (April): 71–96. <https://doi.org/10.1016/j.jimonfin.2017.12.004>.
- Choi, Woon Gyu, Taesu Kang, Geun-Young Kim, and Byongju Lee. 2017. "Global Liquidity Transmission to Emerging Market Economies, and Their Policy Responses." *Journal of International Economics* 109 (November): 153–66. <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2017.08.001>.
- Comin, Diego A., Robert C. Johnson, and Callum J. Jones. 2023. "Supply Chain Constraints and Inflation." NBER Working Paper 31179, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w31179>.
- Dao, Mai Chi, Alan Dizioli, Chris Jackson, Pierre-Olivier Gourinchas, and Daniel Leigh. 2023. "Unconventional Fiscal Policy in Times of High Inflation." IMF Working Paper 23/178, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2023/08/31/Unconventional-Fiscal-Policy-in-Times-of-High-Inflation-537454>.
- Dao, Mai Chi, Pierre-Olivier Gourinchas, Daniel Leigh, and Prachi Mishra. 2024. "Understanding the International Rise and Fall of Inflation since 2020." *Journal of Monetary Economics*, ahead of print, August 13, 2024. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2024.103658>.
- Deb, Pragyan, Davide Furceri, Jonathan D. Ostry, Nour Tawk, and Naihan Yang. 2024. "The Effects of Fiscal Measures during COVID-19." *Journal of Money, Credit and Banking*, ahead of print, April 25, 2024. <https://doi.org/10.1111/jmcb.13154>.
- Del Negro, Marco, Michele Lenza, Giorgia E. Primiceri, and Andrea Tambalotti. 2020. "What's Up with the Phillips Curve?" NBER Working Paper 27003, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w27003>.
- Du, Wenxin, Kristin Forbes, and Matthew Luzzetti. 2024. "Quantitative Tightening around the Globe: What Have We Learned?" NBER Working Paper 32321, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. <https://www.nber.org/papers/w32321>.
- Dupraz, Stephane. 2024. "A Kinked-Demand Theory of Price Rigidity." *Journal of Money, Credit and Banking* 56 (2–3): 325–63.
- Erceg, Chris, Marcin Kolasa, Jesper Lindé, Haroon Mumtaz, and Pawel Zabczyk. 2024a. "Central Bank Exit Strategies: Domestic Transmission and International Spillovers." IMF Working Paper 24/73, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2024/03/29/Central-Bank-Exit-Strategies-Domestic-Transmission-and-International-Spillovers-546938>.
- Erceg, Chris, Marcin Kolasa, Jesper Lindé, and Andrea Pescatori. 2024b. "Can Energy Subsidies Help Slay Inflation?." IMF Working Paper 24/81, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2024/04/05/Can-Energy-Subsidies-Help-Slay-Inflation-547366>.
- Erceg, Chris, Jesper Lindé, and Mathias Trabandt. 2024. "Monetary Policy and Inflation Scars." Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Giordani, Paolo, Nadia Rocha, and Michele Ruta. 2016. "Food Prices and the Multiplier Effect of Trade Policy." *Journal of International Economics* 101: 102–22.
- Gopinath, Gita. 2022. "How Will the Pandemic and War Shape Future Monetary Policy?." Presentation, Jackson Hole Economic Policy Symposium, Jackson Hole, WY, August 25.
- Gopinath, Gita. 2024. "Navigating Fragmentation, Conflict, and Large Shocks." Remarks, Eighth Joint NBU [National Bank of Ukraine]–NBP [Narodowy Bank Polski] Annual Research Conference, Kyiv, June 20–21.
- Gudmundsson, Tryggvi, Chris Jackson, and Rafael Portillo. 2024. "The Shifting and Steepening of Phillips Curves during the Pandemic Recovery: International Evidence and Some Theory." IMF Working Paper 24/007, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Guerrieri, Veronica, Guido Lorenzoni, Ludwig Straub, and Iván Werning. 2021. "Monetary Policy in Times of Structural Reallocation." Working Paper 2021-111, Becker Friedman Institute for Economics, University of Chicago, Chicago, IL.
- Guerrieri, Veronica, Michala Marcussen, Lucrezia Reichlin, and Silvana Tenreyro. 2023. *The Art and Science of Patience. Relative Prices and Inflation*. Geneva Report on the World Economy 26. Paris: CEPR Press.
- Harding, Martín, Jesper Lindé, and Mathias Trabandt. 2022. "Resolving the Missing Deflation Puzzle." *Journal of Monetary Economics* 126: 15–34. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2021.09.003>.
- Harding, Martín, Jesper Lindé, and Mathias Trabandt. 2023. "Understanding Post-Covid Inflation Dynamics." *Journal of Monetary Economics* 140: 101–18. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2023.05.012>.
- Hazell, Jonathon, Juan Herreño, Emi Nakamura, and Jón Steinsson. 2022. "The Slope of the Phillips Curve: Evidence from US States." *Quarterly Journal of Economics* 137 (3): 1299–344. <https://doi.org/10.1093/qje/qjac010>.
- Hooper, Peter, Frederic S. Mishkin, and Amir Sufi. 2020. "Prospects for Inflation in a High Pressure Economy: Is the Phillips Curve Dead or Is It Just Hibernating?." *Research in Economics* 74 (1): 26–62. <https://doi.org/10.1016/j.rie.2019.11.00>.

- Ilut, Cosmin, Rosen Valchev, and Nicolas Vincent. 2020. "Paralyzed by Fear: Rigid and Discrete Pricing under Demand Uncertainty." *Econometrica* 88 (5): 1899–938. <https://www.jstor.org/stable/48597206>.
- Inoue, Atsushi, Barbara Rossi, and Yiru Wang. 2024. "Has the Phillips Curve Flattened?." Discussion Paper 18846, Centre for Economic Policy Research, London. <https://cepr.org/publications/dp18846>.
- Karadi, Peter, Anton Nakov, Galo Nuño, Ernesto Pasten, and Dominik Thaler. 2024. "Strike while the Iron Is Hot: Optimal Monetary Policy with a Nonlinear Phillips Curve." Discussion Paper 19339, Centre for Economic Policy Research, London. <https://cepr.org/publications/dp19339>.
- Koch, Christoffer, and Diaa Noureldin. 2024. "How We Missed the Inflation Surge: An Anatomy of Post-2020 Inflation Forecast Errors." *Journal of Forecasting* 43 (4): 852–70.
- Lewis, Daniel J. 2023. "Announcement-Specific Decompositions of Unconventional Monetary Policy Shocks and Their Effects." *Review of Economics and Statistics* 1–46. [https://doi.org/10.1162/rest\\_a\\_01315](https://doi.org/10.1162/rest_a_01315).
- McLeay, Michael, and Silvana Tenreyro. 2020. "Optimal Inflation and the Identification of the Phillips Curve." *NBER Macroeconomics Annual* 34 (1): 199–255. <https://doi.org/10.1086/707181>.
- Minton, Robert, and Brian Wheaton. 2022. "Hidden Inflation in Supply Chains: Theory and Evidence." Unpublished, Harvard University, Cambridge, MA, and University of California at Los Angeles.
- Natal, Jean-Marc. 2012. "Monetary Policy Response to Oil Price Shocks." *Journal of Money, Credit and Banking* 44 (1): 53–101. <https://doi.org/10.1111/j.1538-4616.2011.00469>.
- Rubbo, Elisa. 2023. "Networks, Phillips Curves, and Monetary Policy." *Econometrica* 91 (4): 1417–55.
- Task Force of the Monetary Policy Committee of the ESCB. 2010. "Energy Markets and the Euro Area Macroeconomy." Occasional Paper 113, European Central Bank, Frankfurt am Main.

*Dans un monde confronté à la persistance d'économies atones, à des transformations démographiques, et aux impératifs dictés par la transition écologique et les bouleversements technologiques, l'urgence d'entreprendre des réformes structurelles est indéniable. Les dirigeants sont appelés à mettre en œuvre des mesures qui favorisent la concurrence, facilitent l'affectation des ressources vers les secteurs émergents et renforcent l'offre de main-d'œuvre dans un contexte de vieillissement des populations. Toutefois, malgré cette nécessité évidente d'agir, ils se heurtent souvent à un obstacle de taille, celui de parvenir à une forte acceptabilité sociale, et leurs tentatives de réforme s'essouffent depuis la crise financière mondiale, face à une résistance croissante de l'opinion publique. Le présent chapitre examine les facteurs qui déterminent les comportements de la population à l'égard des réformes structurelles et évalue l'efficacité de différentes stratégies destinées à améliorer l'acceptabilité sociale des changements de politiques publiques. Ses auteurs constatent que la résistance aux réformes dépasse souvent l'intérêt économique personnel et est en revanche profondément ancrée dans des facteurs comportementaux, notamment des perceptions, de fausses informations et un manque de confiance. Des stratégies d'information qui sensibilisent la population au besoin de réformer et corrigent la mésinformation sur les mesures concernées et les idées fausses sur leur fonctionnement peuvent considérablement améliorer l'adhésion aux réformes. Toutefois, pour qu'elles soient efficaces, ces stratégies ne doivent pas se limiter à mieux communiquer. Elles doivent également reposer sur de solides cadres institutionnels qui nourrissent la confiance et sur un dialogue bilatéral dès les premières étapes de la conception des mesures. Des consultations approfondies avec toutes les parties prenantes et l'opinion publique sont indispensables pour déterminer les mesures d'atténuation propres à répondre aux craintes personnelles et sociétales qui nuisent à l'adhésion aux réformes. Le présent chapitre démontre que des stratégies bien informées, inclusives et fondées sur la confiance peuvent non*

*Le présent chapitre a été rédigé par Silvia Albrizio (coresponsable), Hippolyte Balima, Pragyan Deb, Bertrand Gruss (coresponsable), Eric Huang, Colombe Ladreit et Yu Shi, avec le soutien de Yaniv Cohen, Shrihari Ramachandra et Isaac Warren. Tobid Atashbar, Max Yarmolinsky et Arash Sheikholeslam ont apporté leur assistance informatique et technique. Christopher Roth est intervenu en tant que consultant externe. Ce chapitre a en outre bénéficié des commentaires de Santiago Levy et des participants au séminaire interne, ainsi que des relecteurs.*

*seulement améliorer la qualité des mesures, mais aussi considérablement augmenter les chances de mettre en œuvre et de pérenniser les réformes structurelles indispensables à la hausse de la productivité, de l'emploi et de la croissance.*

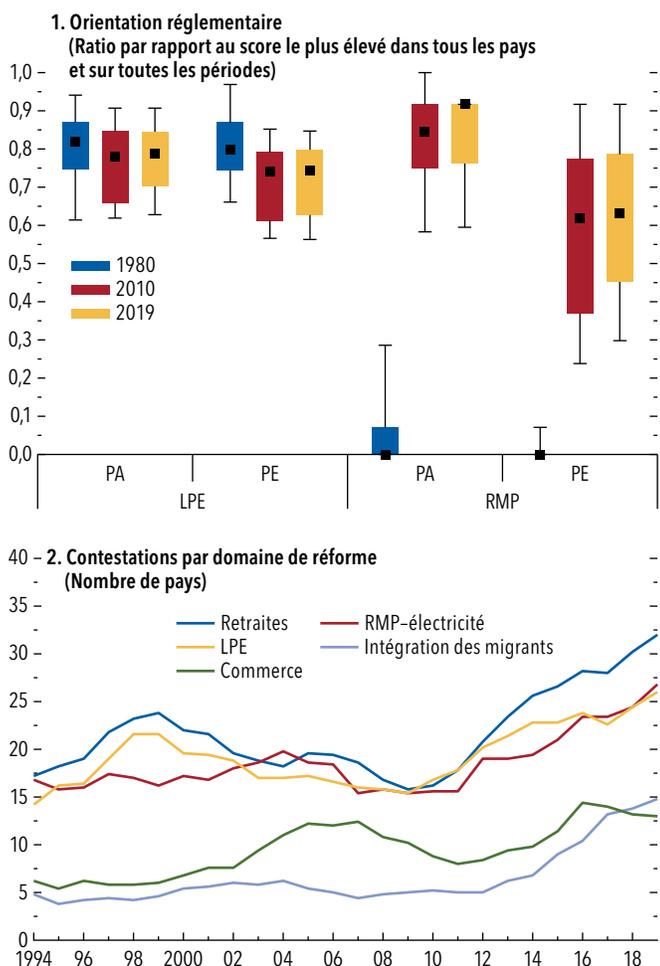
## Introduction

L'économie mondiale traverse une longue période de faiblesse structurelle, et les perspectives à moyen terme dans le cadre des politiques actuelles restent sombres. Le ralentissement de la croissance mondiale s'explique essentiellement par le vieillissement des populations, la faiblesse des investissements et les tensions structurelles qui empêchent de réaffecter le capital et le travail vers les entreprises productives (chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM)). Cette situation est d'autant plus préoccupante que les pressions démographiques devraient s'accroître et que les transformations structurelles liées aux transitions écologique et numérique nécessiteront des investissements considérables et une réaffectation des ressources.

Dans ce contexte, les dirigeants sont appelés à poursuivre les réformes structurelles, autrement dit à actualiser les règles et les politiques qui définissent le fonctionnement d'une économie, afin de stimuler la productivité, l'emploi et la croissance. Les grandes priorités consistent notamment à assouplir les barrières à l'entrée et à encourager la concurrence sur les marchés de produits pour faciliter la réaffectation des ressources entre les secteurs, et aider ainsi les pays à tirer parti des avantages potentiels des nouvelles technologies. De même, les réformes visant à encourager les travailleurs à rester actifs plus longtemps et à faciliter l'intégration et une meilleure adéquation des compétences des travailleurs nés à l'étranger peuvent contribuer à compenser les problèmes d'offre de main-d'œuvre qui découlent du vieillissement des populations.

Toutefois, les réformes structurelles en faveur de la croissance ont toujours avancé avec lenteur et disparités entre les pays et entre les secteurs (graphique 3.1, page 1). Bien que certains compromis sur des objectifs non économiques puissent en être une cause (lorsque priorité est donnée, par exemple, au contrôle de l'État dans certains secteurs pour des raisons de sécurité nationale), il est souvent très

**Graphique 3.1. Réformes structurelles : convergence inégale dans un contexte de résistance de l'opinion publique**



Sources : FMI, base de données relative aux réformes structurelles ; Projet sur la mobilisation de masse ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 illustre la répartition entre pays des indices de réforme des marchés de produits et du travail – où des valeurs plus élevées indiquent une orientation réglementaire plus souple – exprimée sous forme de ratio par rapport au score le plus élevé dans tous les pays et sur toutes les périodes de l'échantillon. Le repère à l'intérieur de chaque case représente la médiane ; les bords supérieur et inférieur de chaque case indiquent les quartiles supérieur et inférieur ; les repères noirs indiquent les déciles supérieur et inférieur. La plage 2 montre les moyennes mobiles sur cinq ans du nombre de pays confrontés à des contestations et les années en abscisse indiquent la dernière année de la fenêtre mobile. LPE = législation sur la protection de l'emploi ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; RMP = réglementation des marchés de produits.

difficile d'obtenir l'acceptabilité sociale des changements de politiques publiques (graphique 3.1, page 2). Selon nombre d'ouvrages consacrés à l'économie politique des réformes, ce faible niveau d'acceptabilité et de progression des réformes s'explique par la répartition inégale des coûts et avantages qu'elles représentent dans l'ensemble de l'économie et au fil du temps (notamment Boeri et Navaretti, 2006). Il est de plus en plus évident, toutefois, que la résistance aux changements trouve souvent son origine dans

des facteurs comportementaux qui peuvent éclipser les intérêts économiques particuliers et les aspects d'équité traditionnellement sous-jacents à l'analyse de l'économie politique. Parmi les divers facteurs comportementaux qui influencent l'acceptabilité des réformes, la mésinformation sur les problèmes abordés par les réformes et les idées fausses sur leur fonctionnement peuvent être particulièrement dissuasives (Douenne et Fabre, 2022 ; Duval *et al*, 2024, par exemple).

Compte tenu de l'urgence de faire avancer les programmes de réforme en faveur d'une croissance inclusive, le présent chapitre poursuit deux objectifs étroitement liés : 1) élucider les facteurs qui influencent l'acceptabilité sociale des réformes structurelles et 2) déterminer les stratégies, les outils et les institutions susceptibles d'améliorer l'acceptabilité des politiques publiques, avec pour but ultime d'adopter des réformes en étroite adéquation avec les programmes souhaités, qui puissent ensuite être mises en œuvre, rester pérennes et servir de tremplin à des causes plus vastes. Pour atteindre ces objectifs, ce chapitre aborde les aspects suivants :

- *Aperçu historique d'épisodes de réforme.* À quel point a-t-il été difficile de mettre en œuvre des réformes structurelles ? Dans quelle mesure a-t-il été courant de recourir à des stratégies volontaristes de communication et de concertation, ainsi qu'à des mesures d'atténuation complémentaires et compensatoires pour dégager un consensus, et quelle est l'efficacité de ces stratégies dans la pratique ?
- *Moteurs de l'acceptabilité sociale.* Quels sont les facteurs déterminants des attitudes de chacun face aux réformes ? Dans quelle mesure les caractéristiques individuelles et l'intérêt économique personnel influencent-ils l'adhésion ? En quoi les perceptions, l'information et autres convictions contribuent-elles à déterminer les préférences pour telle ou telle mesure ?
- *Panoplie d'outils en faveur d'un consensus et de la pérennité des réformes.* Les stratégies d'information peuvent-elles rectifier les perceptions erronées sur les réformes, notamment sur la nécessité et les effets des changements de politiques, et influencer les attitudes face aux réformes ? Quels autres outils, stratégies et institutions peuvent aider les dirigeants à créer un consensus, à améliorer le processus d'élaboration des politiques et à garantir que les réformes soient non seulement mises en œuvre, mais aussi pérennes ?

Afin de répondre à ces questions, le présent chapitre examine un ensemble de réformes des marchés des produits et du travail. Il s'appuie d'abord sur une nouvelle base de données narratives pour décrire les

principaux faits sur les tentatives de réforme effectuées depuis le milieu des années 90 pour assouplir la réglementation des marchés de produits (RMP) et intensifier la concurrence dans le secteur de l'électricité, créer des incitations à l'offre de main-d'œuvre de travailleurs âgés et intégrer les travailleurs nés à l'étranger sur le marché du travail. Le chapitre recueille ensuite de nouvelles données à partir d'enquêtes auprès des particuliers afin d'étudier 1) dans quelle mesure les convictions et, en particulier, la mésinformation et les idées fausses sur les politiques publiques influencent l'adhésion aux réformes et 2) si la présentation d'informations peut renforcer l'appui aux réformes (en expliquant, par exemple, le fonctionnement des politiques publiques ou en complétant les réformes par des mesures qui répondent à des inquiétudes particulières). Enfin, le chapitre mène un examen approfondi de 11 épisodes de réforme du marché du travail pour replacer dans leur contexte les enseignements tirés de l'analyse des enquêtes et identifier une panoplie plus vaste de stratégies et d'outils ayant aidé les dirigeants à créer un consensus et à pérenniser les réformes. Les principaux constats de ce chapitre sont les suivants :

- *L'adoption de réformes structurelles a toujours été problématique, mais le recours à des stratégies visant à dégager un consensus est associé à de meilleures chances de mise en œuvre des réformes.* Un tour d'horizon historique d'épisodes de réforme montre que le rythme des tentatives de réforme a diminué de plus de moitié depuis la crise financière mondiale de 2008–09. En outre, nombre des réformes tentées ne sont jamais mises en œuvre — près de 20 % des mesures destinées à accroître la concurrence dans le secteur de l'électricité et près de 50 % de celles incitant les travailleurs à rester actifs plus longtemps — ou ne sont adoptées qu'après avoir été édulcorées face à la contestation. Le contexte macroéconomique ou politique dans lequel sont tentées les réformes peut parfois avoir son importance, mais il ne semble pas déterminant. En revanche, le recours à des stratégies de communication et de concertation ainsi qu'à des mesures d'atténuation permet de préjuger plus favorablement de la mise en œuvre des réformes.
- *Les convictions et les perceptions sont des facteurs déterminants de l'attitude à l'égard des réformes structurelles.* Les caractéristiques socioéconomiques qui déterminent les intérêts économiques individuels influencent certes l'avis de chacun sur les politiques publiques, mais, dans les enquêtes menées pour les besoins du présent chapitre, par exemple, elles n'expliquent que pour 6 % le soutien aux réformes destinées à accroître la

concurrence dans les secteurs des réseaux de distribution et pour 11 % l'appui aux politiques d'intégration des travailleurs nés à l'étranger. En revanche, les convictions et les perceptions personnelles expliquent environ 80 % de l'adhésion aux réformes, et parmi elles, la mésinformation sur les politiques publiques et les idées fausses sur leur fonctionnement en représentent environ la moitié.

- *Les stratégies de communication et d'information, ainsi que des mesures complémentaires et compensatoires, peuvent faire changer d'avis, surtout lorsqu'elles s'inscrivent dans un contexte de confiance.* Selon des enquêtes aléatoires menées dans différents domaines d'intervention et dans des pays à différents stades de développement, la présentation d'informations aux populations peut corriger les idées fausses sur les actions des pouvoirs publics et améliorer l'adhésion aux réformes. La sensibilisation au besoin de réforme peut souvent être utile, et l'explication des effets et du fonctionnement des mesures semble essentielle pour élargir l'acceptabilité sociale des réformes. Dans les enquêtes menées pour les besoins du présent chapitre, par exemple, le soutien supplémentaire aux politiques d'intégration des migrants dans le groupe ayant reçu des informations sur le fonctionnement de ces mesures a été l'équivalent de plus de 40 % de la proportion de ceux du groupe témoin opposés à ces mesures. Les analyses des enquêtes montrent également que des mesures d'atténuation adaptées (politiques complémentaires et mesures compensatoires) qui tiennent compte non seulement de l'intérêt personnel, mais aussi des aspects distributifs et autres préoccupations sociales, peuvent améliorer l'acceptabilité. Toutefois, un manque de confiance dans les parties prenantes à la réforme et dans la capacité des autorités à mettre en œuvre de manière satisfaisante les politiques et les mesures d'atténuation peut encore contrecarrer l'acceptabilité sociale.
- *Une panoplie d'outils plus vaste et un cadre institutionnel solide favorisant un dialogue bilatéral entre les parties prenantes et l'ensemble de la population peuvent aider les dirigeants à obtenir l'appui de l'opinion publique à la mise en œuvre et à la poursuite des réformes.* Pour être efficaces, ces stratégies ne doivent pas se contenter d'améliorer la communication. Les études de cas de pays présentées dans ce chapitre confirment l'importance de la confiance à la fois dans le message et dans le messager. Il s'est souvent avéré essentiel de faire réaliser et diffuser des études par des institutions indépendantes et non partisans pour sensibiliser l'opinion

publique au besoin de réforme et créer un consensus. Un cadre institutionnel solide facilitant les consultations avec les parties prenantes, notamment au stade de la conception des mesures, a contribué à renforcer la confiance dans l'élaboration des politiques et à faire avancer et aussi perpétuer les réformes. En revanche, les tentatives d'adoption de réformes non adaptées aux conditions nationales ou imposées parallèlement à de nombreuses autres grandes réformes se sont souvent heurtées à de considérables difficultés de mise en œuvre ou ont fini par être annulées.

Les conclusions de ce chapitre et leurs incidences sur l'amélioration des chances de mise en œuvre des réformes s'accompagnent d'un certain nombre de mises en garde. *Premièrement*, l'acceptabilité sociale n'est pas le seul facteur qui compte dans une mise en œuvre réussie des réformes. Des intérêts particuliers, par exemple, peuvent influencer les organes de décision et entraver les tentatives de réforme, que la population soit ou non largement d'accord avec la réforme proposée. *Deuxièmement*, les stratégies présentées dans ce chapitre pour renforcer l'acceptabilité sociale ne remplacent pas une conception soignée des politiques publiques. Les résultats montrent bien qu'une mauvaise compréhension des mécanismes de ces interventions décourage le soutien du public, mais une meilleure compréhension ne peut pas (et ne doit pas) pousser les dirigeants à adopter pour autant des politiques mal conçues. *Troisièmement*, la résistance de l'opinion publique peut traduire des craintes justifiées de réformes mal conçues. Dans le même esprit, l'acceptabilité sociale ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Un certain nombre de tentatives de réforme incohérentes, contre-productives ou préjudiciables au bien-être social peuvent rencontrer peu de résistance de la part de la société, alors qu'elles préconisent des mesures à éviter. D'où l'importance de la conclusion du présent chapitre sur le rôle de la connaissance et de la compréhension des actions des pouvoirs publics. Un effort permanent de large diffusion d'analyses indépendantes et fiables peut contribuer à protéger les sociétés contre des propositions populistes et opportunistes qui dissimulent les coûts et les résultats indésirables. *Enfin*, il est essentiel de comprendre les conditions propres à chaque pays et à chaque domaine d'intervention. Toutefois, sous réserve de mises en garde appropriées, les grands principes exposés dans ce chapitre, tirés de différents domaines d'intervention et de pays à divers stades de développement, peuvent aider les dirigeants à relever les défis de la mise en œuvre et de la pérennisation des réformes.

## L'acceptabilité sociale des réformes : aperçu général

Les réformes structurelles sont, par définition, des changements de politique publique qui modifient les droits acquis et les situations de rente économique dans le but d'améliorer l'affectation des ressources dans l'économie. En tant que telles, elles créent inévitablement des gagnants (ceux qui bénéficient des gains d'efficacité) et des perdants (ceux dont les droits acquis ou les rentes sont affectés par ces réformes)<sup>1</sup>. Les réformes visant à renforcer la concurrence, par exemple, peuvent stimuler la production et faire baisser les prix, à l'avantage des travailleurs et des consommateurs dans l'ensemble de l'économie, mais leurs cibles immédiates sont les rentes des quelques entreprises qui détiennent un pouvoir de marché en vertu des règles en vigueur, et les travailleurs de ces entreprises.

Les incidences sur l'acceptabilité des réformes ne se limitent toutefois pas à identifier les gagnants et les perdants, puis à compenser les pertes. Les avantages et les inconvénients des réformes sont inégalement répartis non seulement dans la société, mais aussi dans le temps (Blanchard et Giavazzi, 2003). Les inconvénients sont souvent plus évidents à court terme et concentrés sur un petit nombre de groupes bien organisés qui se mobilisent facilement, tandis que les avantages sont diffus et s'accumulent en général lentement au fil du temps. Cette dynamique pousse à préférer le statu quo, dont les inconvénients ne sont pas immédiatement apparents, alors que la concrétisation des avantages des réformes est incertaine (Fernandez et Rodrik, 1991 ; Tompson, 2009).

L'acceptabilité sociale des réformes peut être difficile à obtenir, même lorsque ces changements sont conçus pour assurer un équilibre entre l'amélioration du bien-être général et un dédommagement équitable des personnes lésées. Selon un nombre croissant d'études, la résistance de l'opinion publique ne repose pas uniquement sur un intérêt personnel économique et objectif fondé sur les caractéristiques socioéconomiques de chacun, notamment le statut d'emploi, l'âge et le niveau d'éducation. L'opinion des individus sur les actions des pouvoirs publics — et, en conséquence, l'acceptabilité sociale des réformes — est aussi considérablement influencée par leurs convictions et leurs perceptions, notamment celles concernant les effets des mesures, et la volonté ou la capacité des dirigeants de les mettre en œuvre comme ils l'ont promis.

<sup>1</sup>Voir, par exemple, Boeri et Navaretti (2006), Tompson (2009) et Alesina *et al.* (2023) pour des analyses de l'économie politique des réformes structurelles.

Un manque de confiance, par exemple, dans les projets d'indemnisation des personnes lésées par les nouvelles mesures a fait dérailler les réformes des impôts et des subventions ou alors obligé à recourir à des systèmes d'affectation de crédits et autres solutions d'engagement de fonds au détriment des considérations d'efficacité (Guillaume, Zytek et Farzin, 2011 ; Douenne et Fabre, 2022 ; Kanbur et Levy, 2022). De même, si les potentiels gagnants ne comprennent pas en quoi un changement de politique leur sera bénéfique, ils risquent de ne pas avoir confiance en la réforme ou de ne pas la soutenir (Stantcheva, 2021 ; Dechezleprêtre *et al.*, 2022 ; Alfaro, Chen et Chor, 2023 ; Dabla-Norris *et al.*, 2023 ; Duval *et al.*, 2024).

Avec ces considérations à l'esprit, le reste du chapitre examine les moyens dont disposent les dirigeants pour améliorer l'acceptabilité sociale de leurs actions, dans le but ultime de mettre en œuvre et de pérenniser les réformes structurelles. Il se concentre surtout sur les mesures précédemment identifiées comme essentielles pour faciliter la réaffectation des ressources entre les secteurs et stimuler l'offre de main-d'œuvre dans un contexte de vieillissement des populations (notamment Ostry, Prati et Spilimbergo, 2009 ; chapitre 3 de l'édition d'avril 2016 des PEM ; chapitre 3 de l'édition d'octobre 2019 des PEM ; chapitre 4 de l'édition d'avril 2020 des PEM ; Budina *et al.*, 2023 ; chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des PEM), mais il n'analyse pas leurs effets macroéconomiques ni ce qui constitue une conception soignée des politiques publiques, dans la mesure où cela a déjà été largement étudié.

## Le défi de la mise en œuvre des réformes structurelles : principaux faits

Malgré les difficultés bien connues inhérentes à l'adoption des réformes structurelles, il existe une pénurie surprenante de données transnationales, tant sur les tentatives de réformes réussies que manquées. Pour combler ce vide, le présent chapitre établit une nouvelle base de données qui retrace les épisodes de réforme des marchés des produits et du travail au cours de la période 1996–2023 (annexe 3.2 en ligne)<sup>2</sup>. Les réformes documentées visent à 1) assouplir la réglementation des marchés de produits pour intensifier la concurrence dans le secteur de l'électricité (*RMP–électricité*, ci-après), 2) offrir des incitations aux travailleurs âgés pour qu'ils

continuent de participer à la population active (*PPA–aînés*) et 3) renforcer l'intégration des travailleurs nés à l'étranger sur les marchés du travail (*intégration des migrants*). Cette base de données est construite à partir d'une analyse textuelle des rapports trimestriels nationaux de l'*Economist Intelligence Unit* (cellule de renseignements financiers du magazine *The Economist*) portant sur 26 pays avancés, 36 pays émergents et 14 pays à faible revenu. Pour chaque domaine d'intervention concerné, elle permet de classer chaque observation par année et par pays dans l'une des trois catégories suivantes : 1) aucune réforme pertinente à l'étude, 2) réforme en cours d'étude, mais non encore mise en œuvre ou 3) réforme mise en œuvre<sup>3</sup>. Les tests de validation confirment que l'ensemble des données reflète avec exactitude toutes les informations sur les réformes contenues dans les rapports de l'*Economist Intelligence Unit*.

Une première observation de taille est que le nombre d'épisodes de réforme, notamment ceux au cours desquels des changements de politiques publiques ont été à l'étude, mais non mis en œuvre, a diminué avec le temps dans presque tous les domaines d'action des pouvoirs publics et tous les groupes de pays (graphique 3.2). Une division de l'échantillon en deux, environ au moment de la crise financière mondiale, montre une baisse particulièrement prononcée des épisodes de réforme de *RMP–électricité*, même si les orientations réglementaires demeurent très hétérogènes d'un pays à l'autre. Le rythme des réformes de la *PPA–aînés* dans les pays avancés et les pays émergents s'est également ralenti ces dernières années, malgré l'allongement de l'espérance de vie<sup>4</sup>. Cette baisse d'intensité des réformes pourrait traduire une diminution des possibilités de réforme dans un certain nombre de domaines d'intervention et de pays, notamment la réforme de *RMP* dans les secteurs des réseaux de distribution dans les pays avancés. Elle a toutefois coïncidé avec une hausse avérée du mécontentement social, notamment depuis la crise financière mondiale, comme le démontrent les épisodes d'agitation sociale, ainsi que la défiance à l'égard des institutions publiques, les désillusions de

<sup>3</sup>La première catégorie peut inclure à la fois les cas où une réforme n'était pas nécessaire et ceux où elle était nécessaire, mais n'était pas envisagée. Les bases de données antérieures sur les réformes structurelles (Alesina *et al.*, 2023, par exemple) n'identifient que les réformes mises en œuvre, les observations sur l'absence de réforme incluant les deux premières catégories (1 et 2).

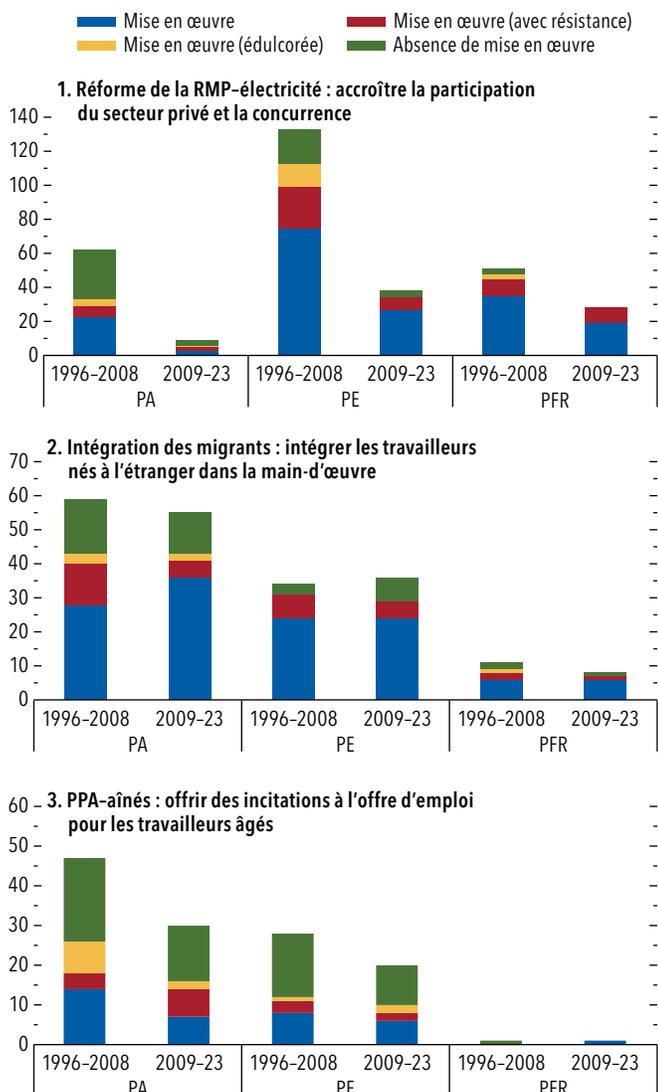
<sup>4</sup>Il n'y a eu pratiquement aucune tentative de réforme de la *PPA–aînés* dans les pays à faible revenu, ce qui n'est pas surprenant, car la plupart d'entre eux bénéficient encore d'une population en âge de travailler jeune et en pleine croissance ou ont des systèmes de retraite embryonnaires.

<sup>2</sup>Toutes les annexes en ligne sont disponibles en anglais à l'adresse suivante : [www.IMF.org/fit/Publications/WEO](http://www.IMF.org/fit/Publications/WEO).

### Graphique 3.2. Épisodes de réforme en fonction de leur mise en œuvre

(Nombre total d'épisodes de réforme)

Les efforts de réforme ont diminué d'intensité au fil du temps et les tentatives de réforme sont pour la plupart soit abandonnées, soit mises en œuvre dans un contexte de résistance et édulcorées.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre les proportions des épisodes de réforme dans tous les domaines de réforme en fonction de leur mise en œuvre : mise en œuvre (sans résistance) ; mise en œuvre, mais avec résistance ; mise en œuvre, mais avec résistance et édulcorée ; et absence de mise en œuvre. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu ; PPA = participation à la population active ; RMP = réglementation des marchés de produits.

la démocratie et la baisse de la participation électorale (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2021). Il semble ainsi que la baisse d'appétit de l'opinion publique pour les changements stratégiques ait dissuadé les dirigeants de tenter les moindres réformes nécessaires.

Les données révèlent également les difficultés rencontrées par le passé pour adopter les réformes. Environ 50 % seulement de toutes les réformes de la RMP-électricité et de la PPA-ânés qui ont été à l'étude dans les pays avancés au cours des 30 dernières années ont fini par être mises en œuvre. Le taux de mise en œuvre des réformes de la PPA-ânés dans les pays émergents est comparable, tandis que pour les réformes de la RMP-électricité, le taux de mise en œuvre est de 90 % dans les pays émergents et les pays à faible revenu. Le taux de mise en œuvre des réformes relatives à l'intégration des migrants est comparable d'un groupe de pays à l'autre, avec un taux d'environ 80 %.

En outre, dans une proportion non négligeable des épisodes ayant abouti à la mise en œuvre d'une réforme, celle-ci a néanmoins été contestée par l'opinion publique, comme en témoignent les grèves, les manifestations ou les émeutes : environ 22 % dans le cas des épisodes de réforme de l'intégration des migrants, 30 % dans le cas des épisodes de réforme de la RMP-électricité et jusqu'à 40 % pour les épisodes de réforme de la PPA-ânés. Dans un grand nombre de ces épisodes, les dirigeants ont dû réduire la portée de la réforme pour garantir sa mise en œuvre (ce qui a été le cas, par exemple, dans près de 40 % des épisodes contestés de la réforme de la PPA-ânés et jusque dans 45 % des épisodes de la seconde moitié de l'échantillon). Par ailleurs, si la résistance de l'opinion publique n'empêche pas toujours la mise en œuvre, elle risque de nuire à la pérennité d'une réforme. En effet, une analyse complémentaire révèle que parmi les réformes qui ont été adoptées puis annulées, un plus grand nombre d'entre elles s'étaient heurtées à une résistance au moment de leur mise en œuvre (graphique 3.2.1 de l'annexe en ligne).

### Les stratégies en faveur d'un consensus sur les réformes structurelles

Selon des études antérieures, les efforts de communication et de concertation déployés pour informer les électeurs et les parties prenantes à la fois de la nécessité et des objectifs des réformes ont souvent joué un rôle essentiel pour garantir leur mise en œuvre et limiter les risques de rétro-pédalage (notamment Tompson, 2009 ; OCDE, 2010). Outre la participation initiale de toutes les parties prenantes, ces études montrent aussi le rôle joué par les mesures d'atténuation pour susciter un consensus. Toutefois, les données sur le recours à ces stratégies proviennent essentiellement d'études de cas portant sur un petit nombre de pays pour la plupart avancés. Pour expliquer l'ampleur de l'utilisation de ces stratégies et le

rôle qu'elles ont pu jouer pour garantir la mise en œuvre des réformes, la section ci-dessous présente des données fondées sur deux nouveaux indicateurs (voir détails dans l'annexe 3.2 en ligne) :

- *Recours aux stratégies de concertation et de communication.* Une variable indicatrice précise si les dirigeants ont eu recours à un ou plusieurs outils — notamment consultations, auditions, référendums ou agences de communication indépendantes — pour communiquer avec les différentes parties prenantes, les faire participer et négocier avec elles à tout moment au cours d'un épisode de réforme.
- *Mesures complémentaires et compensatoires.* De même, une variable indicatrice permet de savoir si les autorités ont envisagé l'une ou l'autre des mesures d'atténuation — telles que programmes de formation professionnelle, protections temporaires des emplois, subventions de prix ou clauses de maintien des droits acquis — visant à dédommager ceux qui souffrent de ces réformes ou à compenser les coûts de la transition.

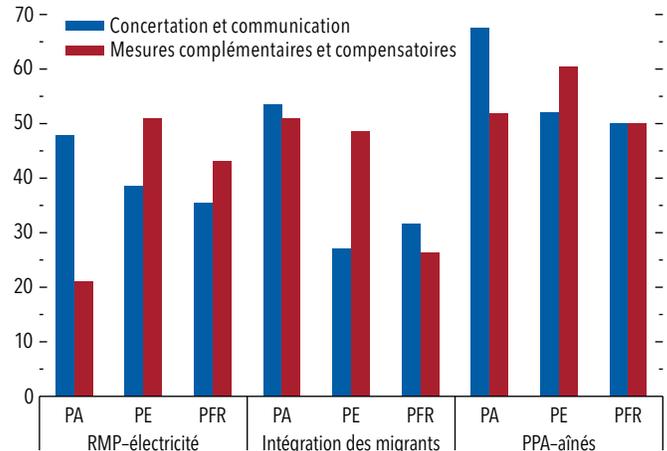
Bien que les pays de toutes catégories de revenu aient eu recours à ces deux types de stratégies dans l'ensemble des domaines de réforme, leur utilisation n'a pas été suffisamment prononcée lors d'un nombre important d'épisodes de réforme (près de la moitié, en moyenne) pour être prise en compte dans les données (graphique 3.3). Les pays avancés semblent avoir eu plus souvent recours à des stratégies de consultation et de communication qu'à des mesures complémentaires et compensatoires, bien que la proportion d'épisodes de réforme au cours desquels ils ont eu recours à ces mesures d'atténuation ait considérablement augmenté depuis la crise financière mondiale. En revanche, les pays émergents et les pays à faible revenu semblent avoir eu davantage recours aux mesures complémentaires et compensatoires, en particulier lors d'épisodes de réforme de la *RMP-électricité*, dans lesquels les subventions ou le contrôle des prix ont souvent fait partie des programmes d'intervention.

Compte tenu de l'hétérogénéité à la fois dans l'utilisation des stratégies favorisant le consensus et les niveaux de mise en œuvre lors des différents épisodes de réforme, une question se pose naturellement : le recours à ces stratégies a-t-il permis de surmonter les difficultés liées à l'adoption des réformes ? Bien qu'il soit impossible de vérifier de manière probante les liens de cause à effet à partir de ces données agrégées, il semble, d'après une analyse des corrélations historiques fondée sur des régressions logistiques multinomiales, que ces stratégies soient associées à une augmentation de plus de

### Graphique 3.3. Stratégies en faveur d'un consensus sur les réformes

(Proportion d'épisodes de réforme utilisant chaque stratégie, en pourcentage)

Le recours aux stratégies favorisant le consensus a été très variable selon les épisodes, les domaines de réforme et les groupes de pays classés par niveaux de revenus.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre les proportions des épisodes de réforme utilisant chaque stratégie par réforme et par tranche de revenu des pays. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu ; PPA = participation à la population active ; RMP = réglementation des marchés de produits.

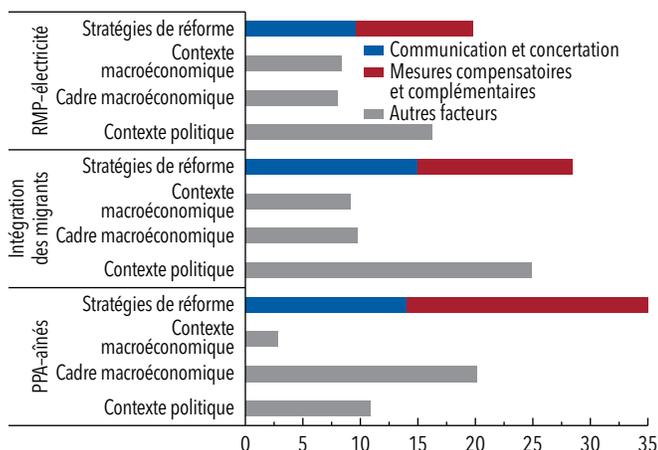
6 points de pourcentage, en moyenne, de la probabilité de mise en œuvre des réformes proposées dans l'ensemble des domaines d'action, avec des effets plus prononcés dans les cas de tentatives se heurtant à une résistance (graphique 3.2.2 de l'annexe en ligne). En effet, dans les épisodes de réforme remis en cause par l'opinion publique, la mise en œuvre est plus probable lorsque sont déployés des efforts explicites de concertation ou de communication avec les acteurs sociaux que lorsqu'ils ne le sont pas. De même, l'utilisation de mesures compensatoires et complémentaires est généralement associée à une plus grande probabilité de mise en œuvre des propositions de réforme dans les cas d'épisodes de réforme à la fois contestés et légèrement contestés, avec un certain nombre de différences entre les domaines de réforme.

Cela ne signifie pas que le recours à ces stratégies soit le seul facteur déterminant des résultats des réformes. L'analyse montre également que les contextes macroéconomique et politique dans lesquels sont tentées les réformes (si une réforme est proposée, par exemple, en période faste ou après une crise grave, ou au moment de la prise de fonction d'un nouveau gouvernement ou, au contraire, plus près des prochaines élections) peuvent influencer dans une certaine mesure la probabilité de

### Graphique 3.4. Importance relative des stratégies de réforme dans la probabilité de mise en œuvre des réformes

(Part de la probabilité de mise en œuvre des réformes, expliquée par différents facteurs, en pourcentage)

Les stratégies favorisant le consensus améliorent sensiblement les chances de mise en œuvre des réformes.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre la contribution relative de chaque groupe de facteurs à la probabilité de mise en œuvre des propositions de réforme dans différents domaines. Les estimations sont obtenues à partir d'une analyse de dominance fondée sur une régression logistique multinomiale (annexe en ligne 3.2). PPA = participation à la population active ; RMP = réglementation des marchés de produits.

mise en œuvre des propositions de réforme. Toutefois, les corrélations ne sont pas toujours cohérentes, car le rôle et l'importance de chaque variable diffèrent d'un domaine de réforme à l'autre (tableau 3.2.3 de l'annexe en ligne)<sup>5</sup>. En outre, lorsque l'importance des stratégies de réforme est comparée à celle d'autres facteurs pour prédire la mise en œuvre des réformes proposées, les stratégies de réforme expliquent conjointement environ 28 % de la probabilité de mise en œuvre, en moyenne, dans les différents domaines d'action publique (graphique 3.4). Ce pourcentage est relativement élevé : en comparaison, les variables qui reflètent le contexte macroéconomique ou le contexte politique expliquent respectivement 16 % et 22 % de la probabilité de mise en œuvre, en moyenne. Dans l'ensemble, il en découle que le recours déterminé aux stratégies de consultation, de communication et d'atténuation permet de prédire plus solidement la réussite de la mise en œuvre que le contexte dans lequel sont tentées les réformes.

<sup>5</sup>Des études antérieures ont aussi mis en évidence des relations ambigus entre la probabilité de mise en œuvre des réformes (par rapport à l'absence de réforme, sans faire de distinction entre l'analyse des réformes et les autres observations sur la non-réforme) et les facteurs potentiels liés aux conditions conjoncturelles, aux politiques macroéconomiques et aux facteurs politiques (voir analyse dans Duval, Furceri et Miethé, 2020).

### Attitudes envers les réformes : données tirées des enquêtes

Le rôle des stratégies de conception des réformes décrit dans la section précédente démontre qu'il est primordial de comprendre ce qui motive le scepticisme de l'opinion publique à l'égard des changements de politiques et la façon dont les stratégies des réformes peuvent en tenir compte lors de la conception de ces réformes. Pour élucider cette question, le chapitre se fonde sur des enquêtes menées auprès de 12 600 personnes de six pays dans deux domaines d'action différents (annexe 3.3 en ligne ; Albrizio *et al.*, 2024a, 2024b) :

- *Les réformes de la RMP* visant à renforcer la participation du secteur privé et à favoriser la concurrence dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications dans les pays émergents et les pays en développement (enquête réalisée en Afrique du Sud, au Maroc et au Mexique). Il est essentiel d'attirer l'investissement privé pour combler les déficits d'infrastructures qui peuvent nuire à la capacité de ces pays de tirer parti des avantages technologiques du passage au numérique et de l'intelligence artificielle (notamment Balza *et al.*, 2020 ; Devine *et al.*, 2021 ; Cazzaniga *et al.*, 2024). L'opinion publique a toutefois eu une attitude particulièrement négative envers ces réformes par le passé (notamment Fay et Morrison, 2007 ; Andrés, Schwartz et Guasch, 2013).
- *Les politiques d'intégration des migrants* visant à intégrer les travailleurs nés à l'étranger sur les marchés du travail des pays avancés (l'enquête porte sur le Canada, les États-Unis et l'Italie), notamment en améliorant la reconnaissance de leurs qualifications et de leurs expériences, en proposant des cours de langue et des formations professionnelles, ainsi que des services de placement mettant en relation les immigrés et les employeurs à la recherche de leurs compétences particulières. Ces politiques peuvent stimuler l'offre d'emploi et la productivité dans un contexte de vieillissement des populations (notamment Aiyar *et al.*, 2016 ; Mitaritonna, Orefice et Peri, 2017 ; chapitre 4 de l'édition d'avril 2020 des PEM), mais sont souvent mal accueillies en raison de diverses craintes (notamment Dennison et Drazanová, 2018 ; Grigorieff, Roth et Ubfal, 2020 ; Alesina et Tabellini, 2024).

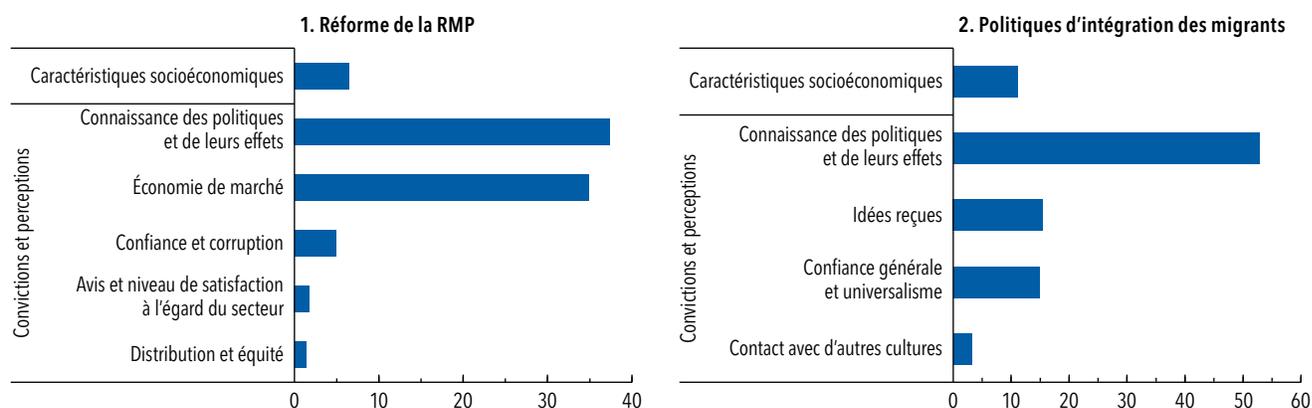
### Prédire l'adhésion aux politiques publiques : rôle des convictions

Quels sont les facteurs qui motivent l'attitude de l'opinion publique à l'égard des réformes ? Les préférences peuvent être déterminées, tout d'abord, par les

### Graphique 3.5. Facteurs à l'origine du soutien aux réformes

(Proportion de soutien aux réformes, expliquée, en pourcentage)

Le soutien des individus aux réformes est motivé essentiellement par des convictions et des perceptions, notamment en ce qui concerne les effets de ces politiques.



Source : calculs des services du FMI, à partir de l'enquête *YouGov* du FMI.

Note : Le graphique illustre les résultats d'une analyse de dominance qui quantifie la part de variance dans le soutien aux réformes ou aux politiques publiques, expliquée par les caractéristiques socioéconomiques des individus et les différents ensembles de convictions et de perceptions, à partir d'une régression par les moindres carrés ordinaires (annexe en ligne 3.3.1). La régression tient compte des effets fixes du pays et des indicateurs de stratégie, dont les contributions ne sont pas indiquées. RMP = réglementation des marchés de produits.

caractéristiques socioéconomiques des individus (notamment l'âge, le niveau d'éducation, l'emploi, le niveau de revenu et la situation géographique), qui justifient leur intérêt économique personnel. Elles peuvent également être influencées par toute une série de perceptions et de convictions, notamment celles relatives aux actions des pouvoirs publics (autrement dit, ce que les individus savent des politiques des pouvoirs publics et dans quelle mesure, à leur avis, ces politiques peuvent avoir un effet sur les résultats qui les concernent, tels que l'emploi, les prix et les taux de criminalité).

Selon les résultats des deux enquêtes, les caractéristiques individuelles jouent effectivement un rôle, mais elles expliquent seulement 6 % du soutien apporté par les individus aux *réformes de la RMP* et 11 % du soutien apporté aux *politiques d'intégration des migrants* (graphique 3.5 ; graphique 3.3.2 de l'annexe en ligne). En revanche, les opinions des individus sur les politiques publiques sont essentiellement motivées par des convictions et des idées (fausses), dont certaines peuvent être influencées par la façon dont sont conçues les réformes (annexe 3.3.1 en ligne).

- Sans surprise, les personnes qui considèrent que les activités productives doivent être essentiellement gérées par des entreprises privées et que les gouvernements ne doivent pas intervenir dans les décisions de fixation des prix sont en faveur des *réformes de la*

*RMP*, et dans l'ensemble, les convictions fondées sur l'économie de marché expliquent une part importante (35 %) des opinions sur les politiques publiques. Les personnes interrogées qui jugent injuste la distribution des revenus dans leur pays sont quant à elles moins favorables. Et les inquiétudes relatives à la distribution, ainsi que la confiance et les perceptions de corruption, pèsent autant que les caractéristiques individuelles dans l'explication du soutien aux réformes.

- Les stéréotypes sur les immigrants jouent un rôle essentiel pour expliquer l'appui des individus aux *politiques d'intégration des migrants*. Les personnes interrogées qui ont une vision positive des immigrants (notamment qu'ils travaillent dur), ou qui associent les immigrants aux réfugiés ou qui pensent que l'immigration peut apporter des bienfaits économiques et culturels sont plus susceptibles de soutenir ces politiques, tandis que l'inverse est vrai pour ceux qui associent les immigrants aux travailleurs clandestins ou à des résultats négatifs sur le plan économique ou culturel.
- Il est important de noter que les façons dont sont connus et perçus les effets des politiques publiques expliquent plus de 50 % du soutien aux *politiques d'intégration des migrants*. Les répondants qui reconnaissent correctement les politiques visant à mieux intégrer les travailleurs nés à l'étranger ou qui pensent que l'intégration des immigrants peut être bénéfique pour

**Tableau 3.1. Hypothèses visant à améliorer l'adhésion aux politiques publiques**

Enquête	Niveau d'information	Hypothèse
Réforme de la réglementation des marchés de produits	<i>Statu quo</i> : données factuelles sur le coût, la qualité, et l'accès aux services d'électricité et de télécommunications  <i>Statu quo + effets des politiques publiques</i> : données supplémentaires tirées des études concernant les effets des politiques visant à intensifier la concurrence dans les secteurs des réseaux de distribution sur les coûts, la qualité et l'accès aux services d'électricité et de télécommunications	Status quo
Politiques d'intégration des migrants	<i>Effets des politiques publiques</i> : données tirées des études concernant les effets des politiques visant à intégrer les travailleurs étrangers sur les résultats au niveau du marché du travail pour les travailleurs nationaux, les finances publiques, et les taux de criminalité chez les immigrants  <i>Effets des politiques publiques + mécanismes</i> : informations détaillées supplémentaires expliquant les mécanismes par lesquels les politiques d'immigration parviennent à ces résultats  <i>Récits d'immigrants</i> : trois récits tirés d'articles de journaux sur les difficultés rencontrées par les immigrants sur le marché du travail, leur persévérance et leur réussite	Effets des politiques publiques    Empathie

Source : synthèse des services du FMI.

l'économie sont plus susceptibles de soutenir ces politiques. Les façons dont sont connues et perçues les politiques elles-mêmes expliquent également la majeure partie (37 %) du soutien aux *réformes de la RMP*. Les personnes sont plus susceptibles de soutenir la réforme si elles pensent que les entreprises privées en concurrence dans le secteur vont entraîner une baisse des prix, une amélioration de la qualité ou un accès élargi aux services d'électricité ou de télécommunications.

L'importance des convictions dans la constitution de l'appui aux politiques publiques va au-delà des domaines couverts par la présente étude. Duval *et al.* (2024), par exemple, constatent que les croyances jouent un rôle plus prononcé dans l'explication des attitudes à l'égard de la législation sur la protection de l'emploi que les caractéristiques socioéconomiques des individus (notamment le statut d'emploi ou le niveau d'éducation). Dechezleprêtre *et al.* (2022) et Dabla-Norris *et al.* (2023) obtiennent des résultats similaires pour les politiques climatiques.

### Stratégies d'information pour améliorer l'acceptabilité des réformes

Dans la mesure où les connaissances et les perceptions individuelles des politiques publiques ont une forte influence sur l'attitude envers les réformes structurelles, la section ci-dessous utilise une structure expérimentale pour analyser la façon dont la présentation d'informations sur les politiques publiques influence l'adhésion aux réformes. Les répondants à l'enquête sont répartis aléatoirement en différents groupes au niveau national avant d'être interrogés sur leurs perceptions et leurs opinions relatives aux politiques publiques en vue de vérifier trois hypothèses présentées au tableau 3.1, sur le rôle des stratégies d'information pour améliorer l'appui des réformes : 1) présentation d'informations sur les inconvénients de

l'absence de réforme (*hypothèse du statu quo*), 2) explication des effets des politiques (*hypothèse des effets des politiques publiques*) et 3) présentation d'un récit des expériences d'immigrants dans la vie réelle (*hypothèse de l'empathie*). Une comparaison aléatoire des réponses sur le soutien qu'apportent aux réformes les personnes ayant bénéficié d'un certain niveau d'information avec les réponses de ceux n'en ayant pas reçu permet de vérifier le lien de cause à effet de ces hypothèses<sup>6</sup>.

La vérification de l'*hypothèse du statu quo* est particulièrement significative dans le cas des *réformes de la RMP*, car celles-ci entraînent souvent des coûts d'opportunité (occasion manquée d'améliorer la compétitivité, par exemple), plus difficiles à visualiser que les coûts réels de l'absence de réforme, comme dans le cas de régimes de retraite non viables (Tompson, 2009). Les résultats montrent que la sensibilisation au besoin de réforme a des effets positifs sur le soutien aux *réformes de la RMP* dans le secteur de l'électricité (graphique 3.6). Par rapport au groupe témoin, le soutien augmente de 4,5 points de pourcentage chez les répondants recevant le niveau d'information *statu quo*<sup>7</sup>. L'effet est également

<sup>6</sup>L'analyse tient compte d'un grand nombre de caractéristiques, de convictions et de perceptions individuelles, ainsi que d'effets fixes par pays (annexe 3.3.2 en ligne). En outre, bien que les questions de l'enquête permettent d'obtenir directement l'adhésion des personnes aux politiques publiques, l'une des craintes est que les préférences autodéclarées puissent ne pas correspondre au comportement réel. Plusieurs études ont toutefois démontré que lorsque les réponses à l'enquête et les comportements réels peuvent être mesurés, ils ont tendance à être corrélés (notamment Fehr, Epper et Senn, 2021). Bien que le cadre de ce chapitre ne permette pas de mesurer les comportements dans le monde réel, l'enquête comprend des questions à enjeux réels (disposition à signer une pétition, par exemple) qui peuvent servir d'indicateur. Les résultats sont présentés dans l'annexe 3.3.2 en ligne.

<sup>7</sup>Dans tous les niveaux d'information, les sources des données relatives aux effets des politiques publiques et les liens vers les publications correspondantes sont communiqués aux répondants. Des exemples de ces niveaux d'information sont présentés dans l'annexe 3.3.2 en ligne.

positif, mais n'est pas statistiquement significatif, pour le secteur des télécommunications, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'en moyenne, les répondants perçoivent la participation du secteur privé comme plus marquée dans le secteur des télécommunications, si bien que le simple fait de les informer qu'il y a place pour des améliorations ne modifie pas nécessairement leur opinion sur le fait d'autoriser les entreprises privées à opérer dans ce secteur.

Toutefois, lorsque les informations sur le besoin de réforme sont complétées par des données issues d'études sur les effets qu'ont eus les réformes de la RMP sur les prix, la qualité et l'accès aux services d'électricité et de télécommunications dans d'autres pays, elles ont un effet plus prononcé et statistiquement significatif dans les deux secteurs (niveau d'information *statu quo* + effets des politiques publiques au graphique 3.6), ce qui confirme l'hypothèse des effets des politiques publiques. La proportion de répondants qui soutiendraient les réformes de la RMP augmente de près de 16 points de pourcentage, en moyenne, dans tous les secteurs, passant de 41,4 % dans le groupe témoin à 57,1 % parmi ceux ayant reçu des informations<sup>8</sup>. Ce soutien supplémentaire équivaut à 46,7 % de la proportion de répondants opposés aux réformes de la RMP dans le groupe témoin.

De même, la proportion de répondants qui soutiendraient les politiques d'intégration des migrants augmente d'environ 9 points de pourcentage entre le groupe témoin et ceux qui bénéficient du niveau d'information effets des politiques publiques (et les effets sont statistiquement significatifs)<sup>9</sup>. L'effet de ces informations équivaut également à 30 % de la proportion de répondants opposés aux politiques d'intégration des migrants dans le groupe témoin. En outre, l'incidence sur le soutien à la réforme est encore plus prononcée (10,5 points de pourcentage) lorsque les répondants reçoivent une explication des mécanismes inhérents aux effets de la politique dans le cadre du niveau d'information effets des politiques publiques + explication des mécanismes (équivalent à environ 42 % de la proportion de répondants opposés aux politiques dans le groupe témoin). Il est important de noter que selon une analyse hétérogène, l'explication du fonctionnement des politiques est particu-

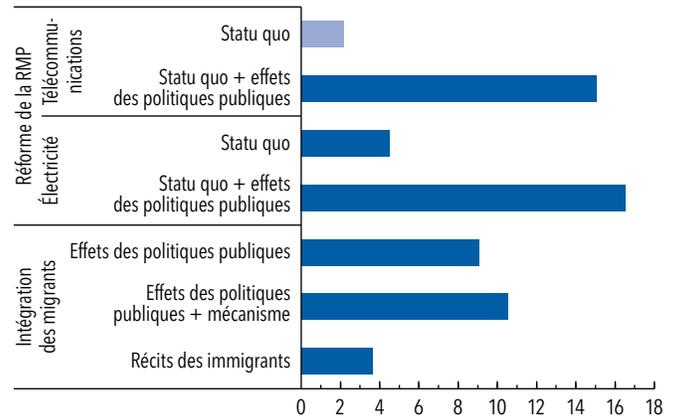
<sup>8</sup>La présentation d'informations sur les avantages d'un assouplissement de la réglementation s'est également avérée améliorer le soutien aux réformes du marché du travail (Duval *et al.*, 2024).

<sup>9</sup>Le niveau d'information effets des politiques publiques vise à répondre à quatre éventuelles idées fausses concernant les grands facteurs qui déterminent les attitudes à l'égard de l'immigration, présentés dans les études : craintes à l'égard du marché du travail, du bien-être social et de la sécurité, et craintes culturelles (Alesina et Tabellini, 2024 ; Dustmann et Preston, 2007 ; Dennison et Dražanová, 2018 ; Dražanová, 2020 ; Haaland et Roth, 2020).

### Graphique 3.6. Effets des stratégies d'information sur le soutien aux réformes

(Soutien supplémentaire par rapport au groupe témoin, en points de pourcentage)

Les stratégies d'information qui sensibilisent au besoin de réforme et corrigent les idées fausses sur le fonctionnement des politiques publiques peuvent considérablement améliorer l'adhésion aux réformes.



Source : calculs des services du FMI, à partir de l'enquête YouGov du FMI.

Note : Le graphique illustre la différence dans les proportions de soutien entre chaque groupe de niveau d'informations présentées et le groupe témoin. Les barres bleu foncé indiquent que la différence est statistiquement significative avec un niveau de confiance à 90 % selon les analyses de régression figurant dans les annexes en ligne 3.3.1 et 3.3.2. RMP = réglementation des marchés de produits.

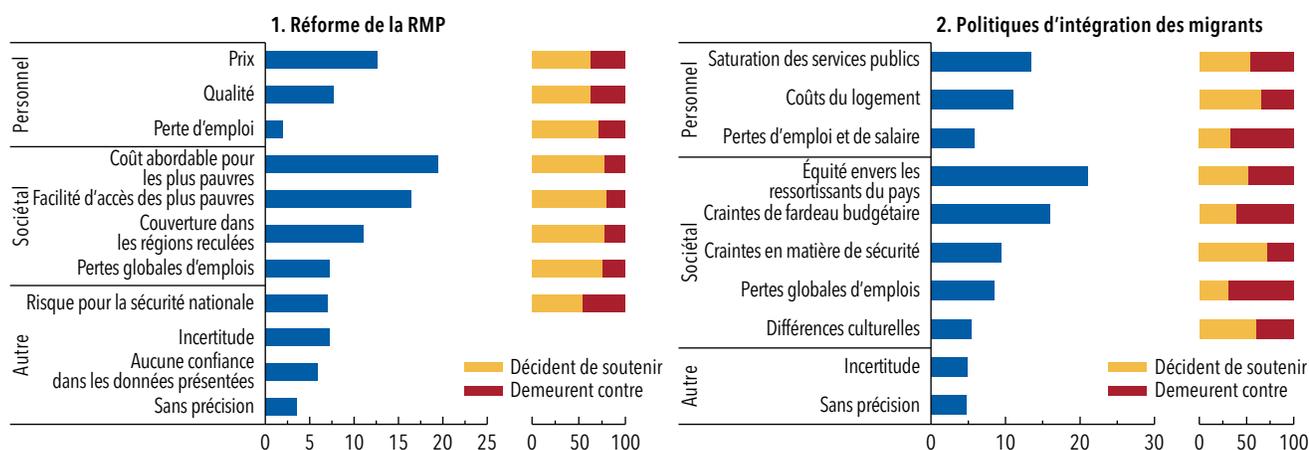
lièrement efficace pour faire changer d'avis les répondants ayant des idées reçues négatives à l'égard des immigrants et les répondants de tendance politique de droite (tableau 3.3.2 de l'annexe en ligne).

D'autres résultats confirment que la présentation d'informations dans les deux enquêtes influence le soutien aux réformes en s'attaquant aux idées fausses des individus sur les effets des politiques publiques. Cette stratégie d'information a un effet statistiquement significatif et prononcé sur la proportion de répondants à l'enquête sur la RMP qui considèrent que la concurrence dans la prestation de services d'électricité et de télécommunications est bénéfique pour les consommateurs (tableau 3.3.1 de l'annexe en ligne). De même, les répondants qui bénéficient de l'un des deux niveaux d'information sur les effets des politiques sont nettement plus susceptibles de croire que les politiques d'intégration des travailleurs immigrés peuvent avoir un effet positif sur l'emploi des travailleurs nationaux, les finances publiques et les taux de criminalité (tableau 3.3.2 de l'annexe en ligne). L'effet est plus prononcé, en particulier pour les taux de criminalité, ce qui donne à penser que les idées fausses sur les travailleurs nés à l'étranger et la criminalité constituent un axe essentiel du soutien aux politiques relatives aux migrants.

### Graphique 3.7. Raisons de l'absence de soutien et rôle des mesures complémentaires et compensatoires

(Proportion de réponses, en pourcentage)

Les craintes des effets des réformes sur autrui, en particulier les personnes plus vulnérables, sont les principaux obstacles à la réforme, mais des mesures d'atténuation appropriées peuvent renforcer le soutien.



Source : calculs des services du FMI, à partir de l'enquête YouGov du FMI.

Note : Les barres bleu foncé montrent la répartition des raisons pour lesquelles les répondants ne soutiennent pas la réforme (groupe témoin uniquement). Les barres jaunes (rouges) indiquent la proportion de ces répondants qui décideraient de soutenir (de demeurer contre) les politiques publiques si des mesures d'atténuation leur étaient proposées (annexe en ligne 3.3.3). RMP = réglementation des marchés de produits.

L'hypothèse de l'empathie est particulièrement pertinente dans le contexte de l'immigration, où les attitudes négatives sont souvent motivées par des craintes de différences culturelles et d'éthique du travail (Dennison et Drazanová, 2018 ; Alesina, Miano et Stantcheva, 2023). Il s'agit ici d'évaluer si l'appel à l'empathie, en mettant en évidence des exemples d'obstacles rencontrés par les immigrants dans la vie réelle pour entrer sur le marché du travail en raison de la politique publique, a des effets différents de la présentation d'informations sur les avantages des politiques d'intégration. Ce niveau d'information est en effet efficace pour renforcer le soutien aux politiques d'intégration des migrants, mais pas autant que le niveau d'information effets des politiques publiques.

Dans l'ensemble, les expériences des enquêtes montrent que les convictions ne jouent pas seulement un rôle clé dans le soutien aux réformes, mais qu'elles peuvent aussi être influencées par les interventions des pouvoirs publics. La présentation d'informations claires sur les effets des politiques est particulièrement efficace pour renforcer le soutien aux réformes<sup>10</sup>.

<sup>10</sup>Bien que les campagnes de désinformation puissent induire des perceptions erronées et diminuer le soutien aux politiques publiques (Di Tella, Galiani et Schargrodsky, 2012 ; Alesina et Tabellini, 2024), cela n'enlève rien à la nécessité de renforcer les efforts d'information des décideurs politiques qui cherchent à réformer.

### Comprendre les craintes des individus pour améliorer la conception des politiques publiques

Pour garantir une totale adhésion aux réformes, il ne suffit pas d'expliquer qu'elles sont nécessaires et dans quelle mesure elles peuvent améliorer les résultats. D'autres stratégies doivent s'y ajouter pour apaiser les craintes relatives aux effets distributifs, aux effets secondaires imprévus et aux coûts à court terme, comme le montrent les données sur les mesures compensatoires ou complémentaires qui ont souvent fait pencher la balance en faveur de la mise en œuvre des réformes. Pour expliquer ces stratégies, les enquêtes ciblent particulièrement les personnes qui déclarent ne pas être en faveur d'un changement de politique, ce qui permet de déterminer 1) les principales raisons de leur opposition et 2) si le fait de compléter ces réformes par des mesures d'atténuation les ferait changer d'avis.

Lorsque les réponses sont regroupées en fonction des craintes des individus de voir les changements de politique leur nuire directement (craintes personnelles) ou nuire à la collectivité dont ils font partie (craintes sociétales), les résultats des deux enquêtes montrent que les craintes sociétales jouent un rôle beaucoup plus prononcé (graphique 3.7).

- Les deux craintes le plus souvent citées à l'égard des réformes de la RMP sont les conséquences pour les ménages les plus vulnérables en ce qui concerne le

caractère abordable et l'accessibilité de ces services si des entreprises privées sont autorisées à gérer le secteur. Dans l'ensemble, toutes les craintes de nature sociétale représentent plus de la moitié du total des réponses. Les craintes ou l'intérêt personnels face au prix ou à la qualité des services, ou à la possibilité de perdre son emploi représentent quant à eux 22 % des réponses.

- Les principales raisons invoquées contre les *politiques d'intégration des migrants* sont des craintes en matière d'équité (plus précisément la conviction qu'il n'est pas juste d'aider les immigrants, alors que beaucoup de ressortissants nationaux ont du mal à trouver un emploi), suivie par des craintes de saturation des services publics, notamment des hôpitaux, des écoles et des transports publics. Les craintes d'ordre personnel représentent 30 % des réponses, l'accès aux services publics ou au logement revêtant une plus grande importance que l'emploi.

Il est important de noter que, d'après les résultats, quelles que soient les craintes soulevées par les répondants, la proposition de mesures complémentaires et compensatoires adaptées peut considérablement favoriser l'appui aux réformes (annexe 3.3.3 en ligne). Bien que les résultats doivent être considérés comme indicatifs, et non pas comme un lien de cause à effet, 50 à 80 % des répondants dans le groupe témoin initialement opposés aux *réformes de la RMP* se déclarent prêts à changer d'avis si des mesures d'atténuation sont prises pour tenir compte de leurs craintes — ceux qui, par exemple, s'inquiètent du coût et de la qualité des services publics à la suite de *réformes de la RMP* sont invités à dire s'ils seraient prêts à changer d'avis, dans le cas où les autorités s'engageraient à créer un organisme de réglementation indépendant (graphique 3.7, page 1). Selon une analyse plus approfondie, de telles mesures d'atténuation jouent un grand rôle dans l'amélioration du soutien de la part des personnes qui peuvent craindre de perdre leur emploi à la suite de *réformes de la RMP*, notamment les travailleurs des entreprises de services publics ou ceux qui y sont étroitement liés.

La proportion de répondants prêts à changer d'avis varie davantage en fonction de craintes particulières et est en général légèrement plus faible chez ceux qui étaient initialement contre les *politiques d'intégration des migrants*, mais elle reste importante, à environ 50 % en moyenne (graphique 3.7, page 2). L'une des mesures complémentaires qui permettraient d'améliorer considérablement l'adhésion consisterait à assurer la coordination et la coopération internationales. La directive européenne

sur la protection temporaire, adoptée en réponse à l'afflux massif d'immigrants au cours de la guerre en Ukraine, est un bon exemple d'accord transnational qui, associé aux politiques des États membres visant à supprimer les obstacles à l'accès aux marchés du travail, a permis d'atteindre des taux d'emploi élevés pour les travailleurs nés à l'étranger en un temps record (encadré 3.1).

Les personnes qui déclarent vouloir continuer de s'opposer aux réformes invoquent pour raisons essentielles la confiance dans les parties prenantes concernées et les doutes quant à la capacité des institutions à mettre en œuvre avec efficacité des réformes ou des mesures d'atténuation (tableau 3.3.3 de l'annexe en ligne). Ces résultats sont conformes à ceux de l'OCDE (2024), selon lesquels en moyenne, seuls 39 % des habitants d'un pays estiment probable que le gouvernement leur explique clairement quels seront sur eux les effets d'une réforme, et cette proportion est plus faible dans les pays où la confiance dans les autorités est plus limitée. Ces résultats soulignent l'importance de concevoir des mécanismes pour renforcer la confiance dans le processus de réforme, tels que le recours au financement par la collectivité ou à la budgétisation participative pour permettre une compréhension, une conception et un contrôle collectifs de la réforme et des mesures compensatoires (OCDE, 2022), ou encore l'utilisation de cas pilotes, comme décrits dans la section suivante. Les résultats soulignent également que le renforcement de la confiance dans les institutions publiques au moyen de réformes visant à remédier aux facteurs de vulnérabilité en matière de gouvernance et de corruption, comme le préconise l'action du FMI auprès de ses pays membres (voir FMI, 1997, 2018), peut aussi poser les jalons d'une mise en œuvre réussie des réformes des marchés du travail et des produits.

### Outils et stratégies pour faire avancer durablement les programmes de réforme : enseignements tirés de 11 études de pays

Selon un aperçu historique des tentatives de réforme des marchés des produits et du travail, il semble que les stratégies visant à favoriser un consensus sont associées à de meilleures chances de mise en œuvre. L'analyse des enquêtes présentée plus haut dans ce chapitre confirme qu'une bonne communication sur la nécessité de réformer et sur le fonctionnement des politiques peut faire changer l'attitude des individus à l'égard des réformes. L'analyse montre également qu'il importe d'ajouter aux réformes des mesures complémentaires

**Tableau 3.2. Épisodes antérieurs de réforme de la législation sur la protection de l'emploi**

Pays	Catégorie du pays au moment de la réforme	État d'avancement de la réforme
Bolivie (1985)	PFR	Abrogée en 2006
Brésil (2017)	PE	Mise en œuvre, mais contestée
Danemark (années 90)	PA	Mise en œuvre et maintenue
France (2015–17)	PA	Mise en œuvre, mais contestée
Géorgie (2006)	PFR	Abrogée en 2013
Allemagne (2003–05)	PA	Mise en œuvre, mais contestée
Inde (2014–20)	PE	Légiférée en 2020, mais non encore totalement mise en œuvre
Corée (2016)	PA	En grande partie retirée en raison de contestations
Mexique (2012)	PE	Mise en œuvre et maintenue
Pérou (2008)	PE	Mise en œuvre avec des ajustements
Viet Nam (2012)	PFR	Nouveau code du travail promulgué en 2012 et maintenu

Source : synthèse des services du FMI.

Note : PA = pays avancé ; PE = pays émergent ; PFR = pays à faible revenu.

pour apaiser les craintes. Mais comment ces stratégies ont-elles été déployées dans la réalité ? Et quels autres outils et institutions ont aidé les responsables de l'élaboration des politiques à maintenir les réformes dans la durée ? Pour élucider ces questions, la section ci-dessous analyse 11 épisodes de réforme dans des pays de différentes catégories de revenus (tableau 3.2 ; annexe 3.4 en ligne). Pour faciliter les comparaisons, l'analyse cible un domaine de politique publique, la législation relative à la protection de l'emploi (LPE), dans lequel il s'est avéré particulièrement difficile de promulguer des réformes au cours des 40 dernières années. Il s'agit aussi d'un domaine de politique publique dans lequel les arbitrages intertemporels peuvent aboutir à une forte résistance et à une impasse politique : les avantages de la déréglementation ne s'accumulent que progressivement au fil du temps, tandis qu'à court terme, la déréglementation peut entraîner une hausse du chômage et une baisse des salaires (Blanchard et Giavazzi, 2003). Comprendre ce qui a permis de dégager un consensus et de surmonter les résistances politiques dans ce contexte peut s'avérer particulièrement utile pour d'autres domaines de réforme qui impliquent des arbitrages du même ordre.

### Promouvoir un consensus en faveur de la réforme

Malgré la variété des résultats de mise en œuvre, un point commun se dégage de la majorité des réformes légiférées avec succès : l'obtention d'un certain niveau

de consensus avant l'adoption de la législation. Dans un certain nombre de cas, la nécessité de réformer a été mise en évidence par une crise économique, comme la crise d'hyperinflation en *Bolivie* dans les années 80 ou des taux de chômage élevés dans des pays tels que le *Danemark* (début des années 90), l'*Allemagne* (début des années 2000) et la *France* (après la crise de la zone euro). Ces situations ont clairement démontré que le statu quo n'était pas tenable et que des changements étaient indispensables pour relancer le marché du travail et l'économie. Toutefois, le contexte macroéconomique à lui seul n'a pas été une condition nécessaire et suffisante pour entreprendre des réformes. Les autorités ont dû avoir recours à de multiples stratégies pour aboutir à un consensus :

- *Un mandat électoral explicite en faveur d'une réforme.* Un mandat électoral fort en faveur de changements stratégiques, appuyé par une communication efficace et des efforts de grande envergure pour convaincre les électeurs et les parties prenantes de la nécessité de réformer durant une campagne électorale, s'est avéré utile dans plusieurs cas pour assurer la réussite de la réforme de la LPE (Tompson, 2009). À titre d'exemple, en *France*, le programme de politique économique du président Emmanuel Macron proposé lors des élections présidentielles de 2017 comportait une réforme du travail visant à mettre en place la flexibilité des heures travaillées et les négociations collectives, dans le but de faire baisser le chômage à 7 % d'ici 2022. Lors des élections de 2014 en *Inde*, le parti Bharatiya Janata a fait campagne en invoquant le modèle de croissance et de développement « Gujarat », caractérisé par des politiques en faveur des entreprises, ainsi que des dispositifs réglementaires simplifiés et des lois du travail relativement souples, pour attirer les industries. Le succès remporté aux élections révèle sans doute un certain niveau d'adhésion de l'opinion publique au programme de politique économique du nouveau gouvernement. D'énergiques campagnes électorales ont également contribué aux réformes en *Géorgie*, au *Mexique* et au *Pérou*.
- *Une communication approfondie avec les principales parties prenantes.* Dialoguer très tôt avec les principales parties prenantes, notamment les syndicats et les associations professionnelles, a aussi été une stratégie efficace pour assurer la communication sur la nécessité de réformer la LPE. Au *Danemark*, un dialogue social continu et des négociations tripartites entre les travailleurs, les employeurs et les autorités, sont une pratique de longue date en ce qui concerne les questions liées au marché

du travail (Petersen, 1998). En *France*, la loi Larcher de 2007 a rendu obligatoires les négociations au niveau national entre le gouvernement et les partenaires sociaux en matière de droit du travail, mais la loi El Khomri a été adoptée en 2016 sans négociation préalable et a été suivie de manifestations (Gazier, 2019).

- *Cas pilotes*. Utiliser des cas pilotes, en déployant généralement les principales mesures d'abord dans un petit nombre de régions seulement, peut contribuer à démontrer les bienfaits des réformes et à susciter la confiance de l'opinion publique, en particulier en matière de réformes de la LPE, qui impliquent souvent de considérables coûts immédiats, mais avec des résultats positifs indirects et différés. Le *Danemark* a, par exemple, couramment eu recours à des projets pilotes et à des évaluations lors de la mise en place de nouvelles mesures sur le marché du travail, notamment des dispositions relatives aux congés payés (Madsen, 1999) et aux services publics de l'emploi (Hendeliowitz et Woollhead, 2007). De même, en *Inde*, les grands principes déployés dans les états du Gujarat et du Rajasthan, qui ont été les premiers à assouplir les législations du travail, et à lancer des initiatives de développement des compétences et des stratégies de création d'emplois, ont par la suite été adoptés dans le cadre des réformes du droit du travail au niveau national.
- *Recherche sur les politiques publiques et comparaisons internationales*. En *Bolivie* et au *Brsil*, par exemple, les études réalisées par des chercheurs indépendants sur les politiques publiques ont permis de sensibiliser l'opinion publique à la rigidité des marchés du travail de ces pays par rapport à ceux de pays comparables et à la façon dont la déréglementation pourrait améliorer la croissance de la productivité et la compétitivité. Les institutions financières internationales ont également joué un rôle fondamental dans un certain nombre de cas en sensibilisant les autorités locales et en leur fournissant des analyses dont elles pouvaient tirer parti. Le FMI, par exemple, a souligné l'importance d'assouplir la législation du travail en *Inde* au cours de consultations bilatérales (voir FMI, 2012, 2013, 2014). De même, le FMI a désigné les rigidités du marché du travail comme étant le problème structurel le plus complexe en *Allemagne* (FMI, 2001) au début des années 2000, et l'OCDE s'est fixé pour priorités de proposer une réforme complète du travail en *Allemagne* (OCDE, 2001) et en *France* (OCDE, 2015).

Aucune de ces stratégies n'a été suffisante à elle seule pour convaincre de la nécessité des réformes. Dans

presque tous les épisodes, les autorités ont dû adopter de multiples stratégies pour parvenir à un consensus, en particulier dans les cas de forte opposition. Cela est particulièrement évident lorsque les syndicats sont influents sur le plan politique, mais fragmentés, chacun d'entre eux représentant une petite proportion de la main-d'œuvre et hésitant donc à soutenir les réformes qui ne bénéficient pas directement à leurs adhérents, même si elles sont bénéfiques à l'ensemble de la main-d'œuvre, comme en *Bolivie* et en *Inde*, ou lorsque pour dégager un consensus, il faut des accords à plusieurs niveaux. En *Inde*, par exemple, la pleine mise en œuvre des nouveaux codes du travail a requis des accords à la fois au niveau fédéral et au niveau étatique. Et parfois, l'adoption d'une réforme est passée par de nombreuses tentatives préalables au fil de plusieurs gouvernements successifs, comme au *Brsil*, où les tentatives d'améliorer la flexibilité du marché du travail remontent aux années 90 (de Oliveira, 2018).

### Une politique publique soigneusement conçue

Les études de cas examinées démontrent que, outre l'adoption d'un fort consensus, il est crucial d'avoir une politique publique soigneusement structurée, qui assure un équilibre entre les besoins des différents groupes d'intérêt de la société, pour mettre en œuvre des réformes pérennes. L'une des stratégies particulièrement efficaces consiste à faire participer les partenaires sociaux aux négociations dès le stade de la conception de la politique publique. Au *Danemark*, par exemple, les grands changements stratégiques ont souvent été le résultat de négociations tripartites entre les associations professionnelles, les syndicats et les autorités. De même au *Mexique*, les grands principes de la réforme du travail de 2012 ont été fondés sur des négociations parlementaires approfondies entre les partis politiques représentant divers groupes d'intérêt de la société.

Pour atténuer les effets négatifs sur les travailleurs d'une protection de l'emploi moins stricte, plusieurs pays ont complété les réformes d'amélioration de la flexibilité par des mesures compensatoires, notamment un renforcement des prestations de sécurité sociale et des allocations de chômage (tableau 3.4.1 de l'annexe en ligne). D'autres exemples existent notamment en *Allemagne*, au *Brsil*, en *Corée*, au *Danemark* et en *France*. Des mesures complémentaires pour faciliter la réaffectation des travailleurs, notamment des politiques volontaristes renforcées sur le marché du travail et des programmes de

formation, ont été ajoutées dans des épisodes de réforme en *Allemagne*, au *Danemark*, en *France* et au *Viet Nam*. Ces mesures ont souvent contribué à favoriser l'adhésion aux réformes de la LPE.

Les instituts de recherche indépendants et les centres de réflexion peuvent aussi jouer un rôle crucial en facilitant une meilleure conception des politiques et en expliquant les avantages des réformes du travail à l'opinion publique. Durant les réformes Hartz en *Allemagne*, par exemple, les instituts de recherche économique RWI et ZEW ont été chargés d'élaborer un cadre conceptuel pour évaluer les projets de politiques publiques (Hopp, 2019). En *France*, des institutions indépendantes, notamment France Stratégie et le CESE procèdent non seulement à des analyses du marché du travail et des évaluations des politiques publiques, mais conseillent également le gouvernement et facilitent le dialogue avec divers secteurs de la société.

### Mise en œuvre progressive

Un déploiement progressif des mesures de réforme, en commençant par des axes ciblés qui ne remettent pas en cause dans l'immédiat les avantages fondamentaux de plusieurs groupes de la société, est souvent associé à une plus grande pérennité des réformes. À titre d'exemple, au *Brsil*, un axe important de la réforme a consisté à réduire les coûts excessifs des litiges professionnels, en *Inde*, les mesures pour réformer le travail ont commencé par l'harmonisation et la normalisation des réglementations sur le salaire minimal dans l'ensemble des secteurs, et en *France*, la réforme a commencé par simplifier les négociations collectives. Au *Danemark*, bien que la première vague de réformes du droit du travail ait eu lieu entre le début et le milieu des années 90, les réformes ultérieures, notamment les mesures ciblant le chômage des jeunes et le chômage de longue durée, se sont poursuivies jusque dans les années 2010. Inversement, lorsque les gouvernements ont mené simultanément plusieurs réformes d'importance orientées sur le marché (tableau 3.4.1 de l'annexe en ligne), la mise en œuvre des réformes a généralement été moins réussie : en *Bolivie* et en *Géorgie*, par exemple, un certain nombre des réformes promulguées ont fini par être abrogées, ce qui peut s'expliquer par le fait que des négociations approfondies dans plusieurs domaines de réforme en même temps finissent par épuiser le capital politique des autorités ou qu'une mise en œuvre accélérée de plusieurs réformes d'importance ne donne pas aux autorités la possibilité de trouver un juste équilibre entre les divers intérêts de la société.

### Conclusions et implications pour l'action publique

Les décideurs du monde entier sont confrontés à la nécessité de relancer les mesures d'amélioration des niveaux de vie de leurs populations et d'assurer la prospérité de leurs économies dans un contexte de changements structurels permanents, qui présentent à la fois des opportunités et des difficultés. Compte tenu de cette situation, il est crucial de mettre en œuvre des politiques publiques et des réformes visant à stimuler la participation de la main-d'œuvre et à faciliter la réaffectation du travail et du capital vers des entreprises à forte productivité et des secteurs en croissance. Il a toujours été extrêmement difficile d'obtenir le soutien politique et social nécessaire, et de maintenir ces politiques publiques et ces réformes dans la durée. Le présent chapitre énonce plusieurs stratégies auxquelles peuvent recourir les décideurs pour relever ce défi, améliorer l'acceptabilité sociale de leurs programmes de réforme, et ainsi augmenter leurs chances de les mettre en œuvre avec succès.

Bien que le contexte dans lequel sont tentées les réformes puisse parfois influencer les résultats, il n'est en aucun cas décisif. Les données historiques montrent que le recours délibéré à des stratégies multidimensionnelles pour dégager un consensus constitue un indicateur plus fiable de la future réussite de la mise en œuvre. Il s'agit notamment de stratégies de concertation et de communication, ainsi que de mesures d'atténuation pour dédommager les laissés-pour-compte des réformes. Toutefois, l'image de gagnants ou de perdants que se font les individus face à de futures réformes n'est pas uniquement déterminée par des caractéristiques socioéconomiques objectives telles que le statut d'emploi, le niveau d'éducation ou le revenu. Les opinions que se font les individus de l'action publique — et donc de l'acceptabilité sociale des réformes — sont motivées en grande partie par des convictions, notamment la confiance dans le gouvernement et les institutions, les questions de distribution et les perceptions à l'égard des effets des politiques publiques sur eux-mêmes et sur la collectivité à laquelle ils appartiennent (la disponibilité générale d'emplois, l'accès aux services publics pour les plus nécessiteux et la sécurité nationale, par exemple).

L'analyse réalisée dans ce chapitre à partir d'expériences d'enquêtes aléatoires prouve surtout que certaines interventions en matière de communication peuvent faire changer les perceptions et les opinions des individus sur les politiques publiques. Premièrement, présenter des informations sur les coûts que représente le fait

de ne pas entreprendre les réformes structurelles nécessaires permet de sensibiliser les personnes à la nécessité de réformer et de rallier davantage de soutien aux changements. Deuxièmement, une communication fiable sur les effets économiques des réformes est un moyen efficace de corriger les idées fausses. Par exemple, démontrer à partir de données issues des recherches les effets de la délivrance de permis de travail aux personnes nées à l'étranger sur les taux de criminalité renforce considérablement l'adhésion aux politiques visant à faciliter l'intégration de ces travailleurs sur les marchés du travail. Bien que les enquêtes expérimentales menées dans le cadre de ce chapitre portent sur des politiques publiques particulières, la cohérence des résultats obtenus dans des domaines d'action publique distincts et dans des pays à des stades de développement différents confirme que les conséquences de ces interventions peuvent s'appliquer de façon générale.

Les enseignements tirés de l'analyse des enquêtes menée dans ce chapitre et de l'examen d'épisodes de réforme propres à certains pays ne se limitent pas à améliorer la communication ou la promotion des réformes. Une stratégie de communication efficace doit s'appuyer sur un solide cadre institutionnel qui favorise la confiance entre toutes les parties prenantes et l'ensemble de la population. L'examen de cas antérieurs effectué dans ce chapitre, par exemple, souligne l'importance de travaux de recherche indépendants pour sensibiliser à la nécessité des réformes et dégager un consensus : il peut s'avérer particulièrement utile de mettre en place des organismes publics crédibles et indépendants, comme le bureau d'analyse de la politique économique (CPB) aux Pays-Bas, la commission sur la productivité en Australie ou le conseil d'orientation des retraites en France, qui mènent et valident des analyses des politiques publiques (Tompson, 2009).

Parallèlement, un dialogue doit s'instaurer dans les deux sens : les études de cas examinées dans ce chapitre, par exemple, montrent que non seulement consulter les parties prenantes, mais aussi les inviter à participer dès le stade de la conception des réformes, joue un rôle fondamental dans la pérennité des réformes. Les stratégies des politiques publiques du monde entier élargissent à juste titre leurs panoplies d'outils pour intégrer les avis des citoyens dans le processus de conception de l'action publique : les outils déployés pour favoriser un dialogue bilatéral efficace sont notamment les enquêtes à grande échelle (Blanchard et Tirole, 2021), la planification par scénarios (Volkery et Ribeiro, 2009), la budgétisation participative (OCDE, 2022 ; Nicol et

Burn-Murdoch, 2024), les laboratoires d'évaluation des politiques publiques au moyen de groupes thématiques et de programmes pilotes (tels que le Avalua-lab à Valence, en Espagne), et les forums publics (tels que le grand débat national organisé en réponse au mouvement des gilets jaunes en France). Les nouvelles technologies civiques, notamment les plateformes numériques de participation citoyenne, ouvrent aussi de nouvelles possibilités pour améliorer les processus de représentation et de participation des citoyens (voir analyse approfondie et exemples chez Stankova, 2019 et OCDE, 2022). Ces outils peuvent contribuer à identifier les craintes des individus et à trouver des mesures d'atténuation pour améliorer l'acceptabilité des réformes. Comme le montrent les résultats des enquêtes évoquées dans ce chapitre, ces mesures ne prévoient pas toujours le dédommagement des perdants, qui doit être concilié avec les contraintes budgétaires. Elles supposent dans certains cas de mettre en place le cadre institutionnel et les mécanismes participatifs nécessaires pour instaurer la confiance dans une réforme, ce qui peut se faire même dans un contexte budgétaire limité.

Enfin, les conclusions du chapitre soulignent dans quelle mesure le manque de confiance peut entraîner une résistance aux changements de politiques publiques, même si les avantages des réformes sont expliqués et que des mesures d'atténuation sont envisagées. Dans le cadre des enquêtes expérimentales analysées dans ce chapitre, par exemple, la principale raison invoquée par les répondants pour finir par ne pas appuyer tel ou tel changement de politique est le manque de confiance dans les parties prenantes à la réforme et, en particulier, le scepticisme à l'égard de la capacité des gouvernants à mettre en œuvre une réforme appropriée ou à prendre des mesures d'atténuation. Un certain nombre de mécanismes se sont avérés utiles pour réduire cette méfiance dans le cadre de réformes particulières. La République islamique d'Iran, par exemple, a distribué des transferts en espèces avant de supprimer progressivement les subventions dans le cadre d'une réforme, en 2010 (Guillaume, Zytek et Farzin, 2011). Bien que les personnes concernées ont dû attendre que la réforme soit mise en œuvre pour toucher l'argent des transferts, le fait de voir le dépôt sur leurs comptes a renforcé leur confiance dans le plan d'indemnisation. Toutefois, il n'est pas facile de changer les valeurs profondément ancrées, comme la confiance, et cela demande du temps (Tabellini, 2008). Les pays qui parviennent à tirer parti d'une participation initiale et d'une communication efficace pour obtenir l'adhésion aux réformes bénéficient en général d'un niveau élevé de

confiance réciproque ancré sur de nombreuses décennies de dialogue entre les partenaires sociaux.

Dans des études antérieures, le FMI a souligné l'importance des réformes de gouvernance « de première génération », notamment le renforcement de l'état de droit, la lutte contre la corruption et la mise en place d'une administration publique impartiale pour la croissance économique (chapitre 3 de l'édition d'octobre 2019 des PEM ; Budina *et al.*, 2023). Les conclusions du présent chapitre démontrent que le renforcement de la gouvernance peut également être fondamental pour assurer le passage aux réformes de deuxième génération des marchés des produits et du travail. L'importance de concevoir avec minutie les changements de politiques

publiques et de faire avancer les réformes de la gouvernance pour combler les déficits de confiance doit aussi être prise en compte dans la conception des programmes du FMI.

En résumé, une conception efficace des réformes doit s'appuyer sur une consultation et une communication approfondies. L'élargissement de la panoplie d'outils d'élaboration des politiques publiques pour entraîner un processus de réforme plus participatif permet non seulement de mieux faire comprendre les propositions de réforme à l'opinion publique, mais aussi de renforcer sa confiance dans les institutions de l'État, aboutissant ainsi à une meilleure acceptation sociale et à une mise en œuvre réussie des politiques publiques.

### Encadré 3.1. Politiques visant à faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail européen : premiers enseignements

**L'intégration des immigrants sur le marché du travail de l'Union européenne (UE) au cours des années 2022–23 a été nettement plus rapide que par le passé.** Après un effondrement des migrations mondiales dû à la fermeture des frontières provoquée par la pandémie, l'immigration dans l'UE a atteint un record historique en 2022, avec plus de 4 millions de réfugiés en provenance d'Ukraine, et est restée supérieure aux niveaux pré-pandémiques en 2023. Près de deux tiers des emplois créés entre fin 2019 et fin 2023 ont été pourvus par des ressortissants de pays non membres de l'UE, alors même que le taux de chômage des citoyens de l'UE est resté à des niveaux historiquement bas<sup>1</sup>. Selon les données disponibles, les réfugiés ukrainiens semblent s'être intégrés sur les marchés du travail de l'UE nettement plus vite que les précédentes vagues de réfugiés. Plusieurs pays ont déjà évalué que les taux d'emploi des réfugiés ukrainiens sont d'environ 50 % ou plus, ce qui est en général le cas cinq ans ou plus après l'arrivée dans un pays (OCDE, 2023). Les migrants ont contribué à répondre à une demande de main-d'œuvre sans précédent au cours de cette période.

**Entre autres facteurs, la directive de l'Union européenne sur la protection temporaire, ainsi que les mesures prises par les États membres, a joué un rôle crucial dans l'intégration rapide des travailleurs nés à l'étranger lors du récent épisode.** Cette directive accorde une protection et des droits immédiats dans tous les pays, notamment le droit de résidence, l'accès au logement et à l'aide sociale, à l'assistance médicale ou autre, et des moyens de subsistance. Parallèlement, nombre d'États membres de l'Union européenne ont supprimé les obstacles à l'accès au marché du travail<sup>2</sup>.

Les auteurs de cet encadré sont Francesca Caselli et Frederik Toscani.

<sup>1</sup>Il est encore trop tôt pour évaluer les effets de la récente vague d'immigration sur les salaires des travailleurs nationaux.

<sup>2</sup>Pour des exemples de pays précis, voir EMN (2024) et Caselli *et al.* (2024).

Ils ont, par exemple, simplifié les critères d'accès à un certain nombre de professions réglementées et institué une série de mesures pour faciliter l'accès au marché du travail, notamment des cours de langue, la validation des compétences et la reconnaissance des diplômes, une cartographie des compétences, des incitations financières pour que les employeurs recrutent des bénéficiaires de la directive et des formations sur le tas (EMN, 2024). D'autres facteurs ont également facilité l'intégration rapide sur le marché du travail au cours du récent épisode. Tout d'abord, les données des enquêtes montrent que les personnes déplacées en provenance d'Ukraine ont un niveau d'instruction élevé, la plupart ayant suivi des études supérieures (Caselli *et al.*, 2024). Deuxièmement, la pénurie de main-d'œuvre dans nombre de pays de l'UE a aussi favorisé une intégration rapide. Toutefois, comme c'est souvent le cas pour les immigrants, il existe de toute évidence une surqualification généralisée des travailleurs et une inadéquation des compétences (EMN, 2024), ce qui laisse entendre que ces politiques d'intégration des immigrants peuvent encore être améliorées.

**L'expérience récente permet de tirer des enseignements intéressants en matière de politiques publiques.** Le fait d'accorder très tôt aux demandeurs d'asile l'accès aux marchés du travail des secteurs public et privé et à l'autoentrepreneuriat, comme le prévoit la directive actuelle pour les réfugiés ukrainiens, constitue une condition préalable fondamentale à leur intégration dans la main-d'œuvre (Aiyar *et al.*, 2016). La disponibilité de cours de langues est également essentielle pour permettre aux immigrants de surmonter l'un des plus grands obstacles à l'obtention d'un emploi. Enfin, la simplification des conditions d'accès à certaines professions réglementées, la validation des compétences et la reconnaissance des qualifications sont aussi des éléments cruciaux d'une intégration réussie des réfugiés.

## Bibliographie

- Aiyar, Shekhar, Bergljot Barkbu, Nicoletta Batini, Helge Berger, Enrica Detragiache, Allan Dizioli, Christian Ebeke, and others. 2016. "The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges." IMF Staff Discussion Note 16/02, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Albrizio, Silvia, Hippolyte Balima, Bertrand Gruss, Eric Huang, and Colombe Ladreit. 2024a. "Private Participation and its Discontents: Insights from Large-Scale Surveys." IMF Working Paper 24/216, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Albrizio, Silvia, Hippolyte Balima, Bertrand Gruss, Eric Huang, and Colombe Ladreit. 2024b. "Shifting Perceptions: Unpacking Public Support for Immigrant Workers Integration in the Labor Market." IMF Working Paper 24/217, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Alesina, Alberto, Davide Furceri, Jonathan D. Ostry, Chris Papageorgiou, and Dennis P. Quinn. 2023. "Structural Reforms and Elections: Evidence from a World-Wide New Dataset." *Journal of the European Economic Association* 22 (4): 1936–80. <https://doi.org/10.1093/jeaa/jvad075>.
- Alesina, Alberto, Armando Miano, and Stefanie Stantcheva. 2023. "Immigration and Redistribution." *Review of Economic Studies* 90 (1): 1–39.
- Alesina, Alberto, and Marco Tabellini. 2024. "The Political Effects of Immigration: Culture or Economics?." *Journal of Economic Literature* 62 (1): 5–46.
- Alfaro, Laura, Maggie Chen, and Davin Chor. 2023. "Can Evidence-Based Information Shift Preferences towards Trade Policy?." NBER Working Paper 31240, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Andrés, Luis A., Jordan Schwartz, and J. Luis Guasch. 2013. *Uncovering the Drivers of Utility Performance: Lessons from Latin America and the Caribbean on the Role of the Private Sector, Regulation, and Governance in the Power, Water, and Telecommunication Sectors*. Directions in Development. Washington, DC: World Bank. <https://hdl.handle.net/10986/1577>.
- Balza, Lenin H., Raul Jimenez Mori, Demian Macedo, and Jorge Mercado. 2020. "Revisiting Private Participation, Governance and Electricity Sector Performance in Latin America." *Electricity Journal* 33: 106798.
- Blanchard, Olivier, and Francesco Giavazzi. 2003. "Macroeconomic Effects of Regulation and Deregulation in Goods and Labor Markets." *Quarterly Journal of Economics* 118 (3): 879–907.
- Blanchard, Olivier, and Jean Tirole. 2021. "The Major Future Economic Challenges." Article, France Stratégie, June 23. <https://www.strategie.gouv.fr/english-articles/major-future-economic-challenges-olivier-blanchard-and-jean-tirole>.
- Boeri, Tito, and Giorgio Barba Navaretti, eds. 2006. *Structural Reforms without Prejudices*. Oxford: Oxford University Press.
- Budina, Nina, Christian H. Ebeke, Florence Jaumotte, Andrea Medici, Augustus J. Panton, Marina M. Tavares, and Bella Yao. 2023. "Structural Reforms to Accelerate Growth, Ease Policy Trade-Offs, and Support the Green Transition in Emerging Market and Developing Economies." IMF Staff Discussion Note 23/07, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Caselli, Francesca, Huidan Lin, Frederik Toscani, and Jiaxiong Yao. 2024. "Migration into the EU: Stocktaking of Recent Developments and Macroeconomic Implications." IMF Working Paper 24/211, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cazzaniga, Mauro, Florence Jaumotte, Longji Li, Giovanni Melina, Augustus J. Panton, Carlo Pizzinelli, Emma J. Rockall, and others. 2024. "Gen-AI: Artificial Intelligence and the Future of Work." IMF Staff Discussion Note 24/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dabla-Norris, Era, Thomas Helbling, Salma Khalid, Hibah Khan, Giacomo Magistretti, Alexandre Sollaci, and Krishna Srinivasan. 2023. "Public Perceptions of Climate Mitigation Policies: Evidence from Cross-Country Surveys." IMF Staff Discussion Note 23/02, International Monetary Fund, Washington, DC.
- de Oliveira, Roberto Vêras. 2018. "Brazilian Labour Reform in Historical Perspective." *Global Labour Journal* 9 (3): 319–38.
- Dechezleprêtre, Antoine, Adrien Fabre, Tobias Kruse, Bluebery Planterose, Ana Sanchez Chico, and Stefanie Stantcheva. 2022. "Fighting Climate Change: International Attitudes toward Climate Policies." NBER Working Paper 30265, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Dennison, James, and Lenka Dražanová. 2018. *Public Attitudes on Migration: Rethinking How People Perceive Migration; An Analysis of Existing Opinion Polls in the Euro-Mediterranean Region*. Fiesole, Italy: European University Institute.
- Devine, Hilary, Adrian Peralta Alva, Hoda Selim, Preya Sharma, Ludger Wooken, and Luc Eyraud. 2021. "Private Finance for Development: Wishful Thinking or Thinking Out of the Box?." IMF Departmental Paper 21/11, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Di Tella, Rafael, Sebastian Galiani, and Ernesto Schargrofsky. 2012. "Reality versus Propaganda in the Formation of Beliefs about Privatization." *Journal of Public Economics* 96 (5–6): 553–67.
- Douenne, Thomas, and Adrien Fabre. 2022. "Yellow Vests, Pessimistic Beliefs, and Carbon Tax Aversion." *American Economic Journal: Economic Policy* 14 (1): 81–110.
- Dražanová, Lenka. 2020. "What Factors Determine Attitudes to Immigration? A Meta-analysis of Political Science Research on Immigration Attitudes (2009–2019)." Research Paper RSCAS 86, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, Fiesole, Italy.
- Dustmann, Christian, and Ian P. Preston. 2007. "Racial and Economic Factors in Attitudes to Immigration." *BE Journal of Economic Analysis and Policy* 7 (1). <https://doi.org/10.2202/1935-1682.1655>.
- Duval, Romain, Davide Furceri, and Jakob Mielke. 2020. "Robust Political Economy Correlates of Major Product and

- Labor Market Reforms in Advanced Economies: Evidence from BAMLE for Logit Models.” *Journal of Applied Econometrics* 36 (1): 98–124.
- Duval, Romain, Yi Ji, Chris Papageorgiou, Ipppei Shibata, and Antonio Spilimbergo. 2024. “Preferences for Labor Regulation: Endowments vs. Beliefs.” *Economic Policy* 39 (119): 549–606.
- European Migration Network (EMN). 2024. “Labour Market Integration of Beneficiaries of Temporary Protection from Ukraine.” European Migration Network–OECD Joint Inform, Brussels. [https://home-affairs.ec.europa.eu/document/download/dabaf5d4-e785-4218-8ef9-f49c6294dd4b\\_en?filename=EMN\\_OECD\\_INFORM\\_Labour%20market%20integration\\_2024\\_0.pdf](https://home-affairs.ec.europa.eu/document/download/dabaf5d4-e785-4218-8ef9-f49c6294dd4b_en?filename=EMN_OECD_INFORM_Labour%20market%20integration_2024_0.pdf).
- Fay, Marianne, and Mary Morrison. 2007. *Infrastructure in Latin America and the Caribbean: Recent Developments and Key Challenges*. Washington, DC: World Bank.
- Fehr, Ernst, Thomas Epper, and Julien Senn. 2021. “Other-Regarding Preferences and Redistributive Politics.” Working Paper 339, Department of Economics, University of Zurich.
- Fernandez, Raquel, and Dani Rodrik. 1991. “Resistance to Reform: Status Quo Bias in the Presence of Individual-Specific Uncertainty.” *American Economic Review* 81 (5): 1146–55.
- Gazier, Bernard. 2019. “Opportunities or Tensions: Assessing French Labour Market Reforms from 2012 to 2018.” *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations* 35 (3): 331–54.
- Grigorieff, Alexis, Christopher Roth, and Diego Ubfal. 2020. “Does Information Change Attitudes toward Immigrants?” *Demography* 57: 1117–43. <https://doi.org/10.1007/s13524-020-00882-8>.
- Guillaume, Dominique M., Roman Zyteck, and Mohammad Reza Farzin. 2011. “Iran: The Chronicles of the Subsidy Reform.” IMF Working Paper 11/167, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Haaland, Ingar, and Christopher Roth. 2020. “Labor Market Concerns and Support for Immigration.” *Journal of Public Economics* 191: 104256.
- Hendeliowitz, Jan, and Carina Bastlund Woollhead. 2007. “Employment Policy in Denmark—High Levels of Employment, Flexibility and Welfare Security.” In *Local Governance for Promoting Employment: Comparing the Performance of Japan and Seven Countries*, edited by Sylvain Giguère and Yoshio Higuchi, 121–38. Tokyo: Japan Institute for Labour Policy and Training.
- Hopp, Johanna. 2019. “The Hartz Employment Reforms in Germany.” Case Study, Center for Public Impact, London. <https://www.centreforpublicimpact.org/case-study/hartz-employment-reforms-germany>.
- International Monetary Fund (IMF). 1997. “The Role of the Fund in Governance Issues.” Guidance Note 97/197, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2001. “Germany: Staff Report for the 2001 Article IV Consultation.” Country Report 01/202, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2012. “India: Staff Report for the 2012 Article IV Consultation.” Country Report 12/96, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2013. “India: Staff Report for the 2013 Article IV Consultation.” Country Report 13/37, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2014. “India: Staff Report for the 2014 Article IV Consultation.” Country Report 14/57, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2018. “Review of 1997 Guidance Note on Governance—A Proposed Framework for Enhancing Fund Engagement.” IMF Policy Paper 18/142, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Kanbur, Ravi, and Santiago Levy. 2022. “Social Acceptability of Tax and Transfer Schemes.” *Policy Review* 2 (4): 3.
- Madsen, Per Kongshøj. 1999. “Denmark: Flexibility, Security and Labour Market Success.” Employment and Training Paper 53, International Labour Organization, Geneva.
- Mitaritonna, Cristina, Gianluca Orefice, and Giovanni Peri. 2017. “Immigrants and Firms’ Outcomes: Evidence from France.” *European Economic Review* 96: 62–82.
- Nicol, Scherie, and Ailsa Burn-Murdoch. 2024. “Empowering Public Understanding: Citizen Dialogue in Budgeting.” GOV/SBO(2024)17, Public Governance Directorate, Committee of Senior Budget Officials, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2001. “OECD Economic Surveys: Germany 2001.” OECD Publishing, Paris. [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-deu-2001-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-deu-2001-en).
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2010. “Making Reform Happen: Lessons from OECD Countries.” OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264086296-en>.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2015. “OECD Economic Surveys: France 2015.” OECD Publishing, Paris. [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-fra-2015-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-fra-2015-en).
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2021. “Perspectives on Global Development 2021: From Protest to Progress?.” OECD Publishing, Paris.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2022. “OECD Guidelines for Citizen Participation Processes.” OECD Public Governance Review, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/f765caf6-en>.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2023. “What Are the Integration Challenges of Ukrainian Refugee Women?.” OECD Publishing, Paris.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2024. “Survey on Drivers of Trust in Public Institutions—2024 Results: Building Trust in a Complex Political Environment.” OECD Publishing, Paris.

- Ostry, Jonathan David, Alessandro Prati, and Antonio Spilimbergo. 2009. "Structural Reforms and Economic Performance in Advanced and Developing Countries." IMF Occasional Paper 09/03, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Petersen, Kåre F. V. 1998. "Tripartite Agreement Reached on Content of New Labour Market Reform." Article, Eurofound, October 27. <https://www.eurofound.europa.eu/en/resources/article/1998/tripartite-agreement-reached-content-new-labour-market-reform>.
- Stankova, Olga Ilinichna. 2019. "Frontiers of Economic Policy Communications." IMF Departmental Paper 19/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Stantcheva, Stefanie. 2021. "Understanding Tax Policy: How Do People Reason?" *Quarterly Journal of Economics* 136 (4): 2309–69.
- Tabellini, Guido. 2008. "Institutions and Culture: Presidential Address." *Journal of the European Economic Association* 6 (2–3): 255–94.
- Tompson, William. 2009. *The Political Economy of Reform: Lessons from Pensions, Product Markets and Labour Markets in Ten OECD Countries*. Paris: OECD Publishing.
- Volkery, Axel, and Teresa Ribeiro. 2009. "Scenario Planning in Public Policy: Understanding Use, Impacts and the Role of Institutional Context Factors." *Technological Forecasting and Social Change* 76 (9): 1198–207.

# APPENDICE STATISTIQUE

L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend les sections suivantes : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; classification des pays ; caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; principaux documents relatifs aux données ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2024–25. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'avril 2024 des PEM. La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième présente certaines informations importantes pour chaque pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes types, et la sixième explique cette classification de façon plus approfondie. La septième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques. L'appendice statistique A est inclus dans la version papier ; l'appendice statistique B est disponible en ligne à l'adresse [www.imf.org/fr/Publications/WEO](http://www.imf.org/fr/Publications/WEO).

Les données de ces tableaux sont établies sur la base des informations disponibles au 7 octobre 2024, mais peuvent ne pas systématiquement refléter les dernières données publiées. Pour connaître la date de la dernière mise à jour des données pour chaque pays, veuillez vous reporter aux notes fournies en ligne dans la base de données des PEM. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2024–25 sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

## Hypothèses

Les *taux de change effectifs* réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré

durant la période allant du 30 juillet au 27 août 2024. Pour 2024 et 2025, ces hypothèses se traduisent par les taux moyens de conversion suivants : 1,331 et 1,341 pour le taux dollar/DTS, 1,090 et 1,097 pour le taux dollar/euro<sup>1</sup>, et 150,0 et 143,6 pour le taux yen/dollar.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 81,29 dollars en 2024 et de 72,84 dollars en 2025.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 5,4 % en 2024 et à 3,9 % en 2025 pour les États-Unis, à 3,5 % en 2024 et à 2,8 % en 2025 pour la zone euro, et à 0,1 % en 2024 et à 0,5 % en 2025 pour le Japon. En outre, le *rendement des obligations d'État à 10 ans* s'établira en moyenne à 4,1 % en 2024 et à 3,5 % en 2025 pour les États-Unis, à 2,4 % en 2024 et à 2,5 % en 2025 pour la zone euro, et à 1,0 % en 2024 et à 1,3 % en 2025 pour le Japon.

## Modifications récentes

- À la suite de la récente publication de l'enquête 2021 du Programme de comparaison internationale du Groupe de la Banque mondiale sur les nouveaux repères en matière de parité de pouvoir d'achat, les estimations des PEM concernant les pondérations de la parité de pouvoir d'achat et du PIB évalué en parités de pouvoir d'achat ont été mises à jour. Pour plus de détails, consulter l'encadré A2.
- Concernant le *Bangladesh*, les estimations du PIB réel et du PIB en parités de pouvoir d'achat pour l'exercice budgétaire sont désormais utilisées dans les agrégats des groupes de pays.

<sup>1</sup>Les taux de conversion irrévocablement fixés entre l'euro et les monnaies des pays membres de l'union monétaire, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 en vertu d'une décision du Conseil de l'Union européenne du 31 décembre 1998, figurent à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Cet encadré donne également des précisions sur la méthode d'établissement des taux de conversion. Pour consulter le tableau le plus récent qui présente ces taux de conversion, veuillez vous reporter à l'appendice statistique de l'édition d'avril 2023 des PEM.

- Les autorités du *Zimbabwe* ont récemment modifié la monnaie de libellé des statistiques de leurs comptes nationaux, à la suite de l'introduction, le 5 avril 2024, d'une nouvelle monnaie nationale, « l'or du Zimbabwe », qui remplace le dollar du Zimbabwe. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler le 30 avril 2024.

## Données et conventions

La base de données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 196 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont, dans l'ensemble, conformes à la version 2008 du *Système de comptabilité nationale* (SCN 2008). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* et le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* (MSFP 2014) ont toutes été alignées sur le SCN 2008. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures et aux évolutions monétaires des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des versions révisées des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme aux versions les plus récentes des manuels que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées. En conséquence, les estimations des PEM ne sont adaptées qu'en partie aux versions les plus récentes des manuels. Dans de nombreux pays, toutefois, la conversion aux normes

actualisées n'aura qu'une faible incidence sur les principaux soldes et agrégats. Beaucoup d'autres pays ont partiellement adopté les normes les plus récentes et poursuivront leur mise en application au fil des années<sup>2</sup>.

Les données relatives à la dette budgétaire brute et nette présentées dans les PEM sont tirées de sources de données officielles et d'estimations des services du FMI. Il a été essayé d'établir les données de la dette brute et de la dette nette à partir des définitions du MSFP 2014, mais, en raison d'une insuffisance de données ou de la situation particulière de certains pays, ces données peuvent parfois ne pas correspondre aux définitions officielles. Malgré tous les efforts déployés pour garantir la pertinence et la comparabilité internationale des données des PEM, les données ne sont pas universellement comparables du fait des différences concernant la portée des secteurs et des instruments. Au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, les modifications apportées aux sources de données ou au champ d'application des instruments peuvent donner lieu à des révisions de données, parfois sensibles. Pour plus de précisions sur les différences concernant la portée des secteurs ou des instruments, veuillez consulter en ligne les métadonnées de la base de données des PEM.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés<sup>3</sup>. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et la croissance monétaire, pour lesquelles il s'agit d'une moyenne géométrique. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

<sup>2</sup>Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le Système européen des comptes nationaux et régionaux 2010. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

<sup>3</sup>Les moyennes du PIB réel, de l'inflation, du PIB par habitant et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré<sup>4</sup>. Concernant les données agrégées d'inflation parmi les pays avancés (et leurs sous-catégories), les taux annuels sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes ; pour ce qui concerne les données agrégées d'inflation au niveau mondial et d'inflation dans les pays émergents et les pays en développement (et de leurs sous-catégories), les taux annuels reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs de la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier. Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

Les taux composites du chômage et de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance

des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée dans des monnaies autres que le dollar.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2023 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays les dernières données effectives pour les comptes nationaux, les prix, les finances publiques et la balance des paiements.

## Notes sur les pays

*Afghanistan* : Les données pour 2021–23 sont fournies pour certains indicateurs, et les données budgétaires relèvent d'estimations. Les estimations et projections pour 2024–29 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé, étant donné que le FMI a suspendu ses activités auprès du pays en raison d'un manque de clarté au sein de la communauté internationale s'agissant de la reconnaissance du gouvernement afghan. Les données figurant dans les PEM présentent une rupture structurelle pour l'année 2021, en raison du passage de l'année calendaire à l'année solaire pour la déclaration ; le taux de croissance réel effectif du PIB pour l'année solaire 2021 est de –20,7 %.

*Algérie* : Le total des dépenses publiques et la capacité nette/le besoin net de financement englobent les prêts nets consentis par l'État, ce qui s'explique principalement par l'appui apporté au régime de retraite et à d'autres entités du secteur public.

*Argentine* : L'indice des prix à la consommation (IPC) officiel est établi à partir de décembre 2016. Pour les périodes précédentes, les données relatives à l'IPC pour l'Argentine correspondent à celles de l'IPC pour le Grand Buenos Aires (avant décembre 2013), à l'IPC

<sup>4</sup>Voir l'encadré A2 de l'appendice statistique de l'édition d'octobre 2024 des PEM pour une récapitulation des coefficients de pondération en parités de pouvoir d'achat révisés, ainsi que l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM, la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la *Mise à jour des PEM* de juillet 2014, l'appendice 1.1 de l'édition d'avril 2008 des PEM, l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM, l'encadré A1 de l'édition de mai 2000 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook* », dans *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

national (IPCNu, de décembre 2013 à octobre 2015), à l'IPC de la ville de Buenos Aires (de novembre 2015 à avril 2016) et à l'IPC du Grand Buenos Aires (de mai à décembre 2016). Comme ces séries n'ont pas la même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie, l'inflation moyenne pour 2014–16 et l'inflation en fin de période pour 2015–16 n'apparaissent pas dans les PEM. En outre, l'Argentine a mis fin à la publication des données sur le marché du travail à partir du quatrième trimestre de 2015, et de nouvelles séries ont été publiées à compter du deuxième trimestre de 2016.

*Cisjordanie et Gaza* : Les projections pour 2024–29 ne seront pas publiées, en raison d'un degré d'incertitude extrêmement élevé. Les données annuelles sur le taux de chômage sont disponibles jusqu'en 2022.

*Costa Rica* : La définition de l'administration centrale a été élargie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour englober 51 entités publiques conformément à la loi n° 9524. Les données jusqu'en 2019 sont ajustées pour des raisons de comparabilité.

*Érythrée* : Les données et projections pour 2020–29 ne figurent pas dans la base de données en raison de contraintes sur la communication des données.

*Inde* : Les taux de croissance du PIB réel sont tirés des comptes nationaux, avec 2011/12 comme année de référence.

*Iran* : Le calcul des valeurs passées du PIB nominal en dollars se fonde sur le taux de change officiel jusqu'à 2017. À partir de 2018, c'est le taux de change NIMA (nom du système national intégré de gestion des changes), plutôt que le taux de change officiel, qui sert à convertir en dollars les chiffres du PIB nominal en rials. Les services du FMI sont arrivés à la conclusion que le taux NIMA traduisait plus fidèlement le taux de change pondéré de la valeur des transactions au cours de cette période.

*Israël* : Les projections sont très incertaines en raison du conflit dans la région, et sont donc susceptibles d'être révisées.

*Liban* : Les données des comptes budgétaire et national pour 2022–23 ainsi que les données sur la dette pour 2023 sont des estimations des services du FMI et ne proviennent pas des autorités libanaises. Les estimations et projections pour 2024–29 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

*République dominicaine* : Le périmètre des séries de finances publiques est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent

au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

*Sierra Leone* : Bien que le pays ait changé son unité monétaire le 1<sup>er</sup> juillet 2022, les données en monnaie nationale sont exprimées en ancien leone dans l'édition d'octobre 2024 des PEM.

*Sri Lanka* : Les données et projections correspondant à la période 2023–29 ne sont pas publiées en raison d'entretiens en cours au sujet de la restructuration de la dette souveraine.

*Soudan* : Les projections traduisent les analyses des services du FMI, fondées sur l'hypothèse selon laquelle la résolution du conflit interviendra d'ici la fin de 2024 et que la reprise de la collaboration et la reconstruction débiteront peu de temps après. Les données pour 2011 ne couvrent plus le Soudan du Sud après le 9 juillet ; les données pour 2012 et les années suivantes se rapportent à l'actuel Soudan.

*Syrie* : Les données sont exclues depuis 2011 en raison de la situation politique incertaine.

*Timor-Leste* : Les données publiées relatives au PIB réel se réfèrent au PIB réel non pétrolier, tandis que les données publiées relatives au PIB nominal se réfèrent au PIB nominal total.

*Turkménistan* : Les données sur le PIB réel correspondent à des estimations des services du FMI établies conformément aux méthodes internationales (SCN), à partir d'estimations et de sources officielles ainsi que des bases de données de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale. Les estimations et les projections du solde budgétaire ont été établies sans tenir compte des recettes provenant d'émissions d'obligations intérieures et d'opérations de privatisation, conformément au MSFP 2014. Dans les estimations officielles des comptes budgétaires, établies par les autorités à partir de méthodes statistiques nationales, les émissions d'obligations et les recettes des privatisations sont comprises dans les recettes publiques.

*Ukraine* : Les données révisées des comptes nationaux sont disponibles pour 2000 et après, mais n'incluent plus la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

*Uruguay* : En décembre 2020, les autorités ont commencé à communiquer les données de leurs comptes nationaux selon le SCN 2008, avec 2016 comme année de base. Les nouvelles séries commencent en 2016. Les données antérieures à 2016 témoignent du souci des services du FMI de préserver les données précédemment communiquées et d'éviter toute rupture structurelle.

À partir du mois d'octobre 2018, le système public de retraite de l'Uruguay a reçu des transferts en vertu de la loi n° 19.590 de 2017, qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les données pour 2018–22. Ils représentaient 1,2 % du PIB en 2018, 1,0 % du PIB en 2019, 0,6 % du PIB en 2020, 0,3 % du PIB en 2021, 0,1 % du PIB en 2022 et 0 % du PIB par la suite. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du FMI n° 19/64<sup>5</sup>. Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/ au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'Uruguay est passé du secteur public consolidé au secteur public non financier à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le secteur public non financier comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les actifs et passifs détenus par le secteur public non financier avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas retranchés des chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du secteur public non financier.

*Venezuela* : L'établissement des perspectives économiques, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est rendu difficile par i) l'absence d'entretiens avec les autorités (la plus récente des consultations au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), ii) les métadonnées incomplètes des statistiques limitées communiquées et iii) les difficultés à mettre en rapport les indicateurs communiqués avec l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme national de garantie des dépôts (FOGADE) et un ensemble réduit d'entreprises publiques, dont Petróleos de Venezuela, S.A. À la suite d'améliorations méthodologiques destinées à obtenir un PIB nominal plus fiable, les données rétrospectives et les indicateurs exprimés en pourcentage du PIB ont été révisés à partir de 2012. Pour la plupart des indicateurs,

<sup>5</sup>Uruguay : rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV, rapport n° 19/64 (Washington, Fonds monétaire international, février 2019).

les données pour 2018–22 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation et du manque de données communiquées, les indicateurs macroéconomiques projetés par les services du FMI doivent être interprétés avec prudence. Ces projections sont entourées d'une grande incertitude. Les prix à la consommation du Venezuela sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

*Zimbabwe* : Les autorités ont récemment modifié la monnaie de libellé des statistiques de leurs comptes nationaux, à la suite de l'introduction, le 5 avril 2024, d'une nouvelle monnaie nationale, « l'or du Zimbabwe », qui remplace le dollar du Zimbabwe. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler le 30 avril 2024.

## Classification des pays

### Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en développement<sup>6</sup>. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne une vue d'ensemble de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

## Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des Perspectives de l'économie mondiale

### Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (41 pays). Les sept pays de ce groupe dont

<sup>6</sup>Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada) forment le sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

### Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (155 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes ; Moyen-Orient et Asie centrale (qui comprend les sous-groupes régionaux « Caucase et Asie centrale » et « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ») ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique, par *source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le commerce international [CTCI], section 3) et les *autres produits*, dont les *produits de base autres que les combustibles* (CTCI, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un ou l'autre de ces groupes lorsque leur

principale source de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2019 et 2023.

La classification en fonction de critères financiers et de critères de revenu distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE), les *pays en développement à faible revenu* (PDFR) et les *pays émergents et pays à revenu intermédiaire* (PE&PRI). Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles) et 2023 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*<sup>7</sup>.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref<sup>8</sup>. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (déterminé sur une base de 2 700 dollars en 2017 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale, et mis à jour sur la base de nouvelles informations au début de 2024), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

Le groupe des PE&PRI comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les PDFR.

<sup>7</sup>Pendant la période 2019–23, 41 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023*.

<sup>8</sup>Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

**Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services, et la population mondiale en 2023<sup>1</sup>***(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total)*

	Nombre de pays	PIB <sup>1</sup>		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
<b>Pays avancés</b>	<b>41</b>	<b>100,0</b>	<b>40,7</b>	<b>100,0</b>	<b>61,8</b>	<b>100,0</b>	<b>13,8</b>
États-Unis		37,0	15,0	16,1	9,9	30,7	4,2
Zone euro	20	29,3	11,9	42,6	26,3	31,8	4,4
Allemagne		7,8	3,2	11,2	6,9	7,7	1,1
France		5,6	2,3	5,5	3,4	6,0	0,8
Italie		4,7	1,9	4,1	2,5	5,4	0,7
Espagne		3,4	1,4	3,2	2,0	4,4	0,6
Japon		8,5	3,5	4,8	3,0	11,4	1,6
Royaume-Uni		5,5	2,2	5,6	3,5	6,2	0,9
Canada		3,3	1,4	3,7	2,3	3,7	0,5
Autres pays avancés	17	16,4	6,7	27,2	16,8	16,2	2,2
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	72,4	29,5	50,9	31,5	71,2	9,9
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>155</b>	<b>100,0</b>	<b>59,3</b>	<b>100,0</b>	<b>38,2</b>	<b>100,0</b>	<b>86,2</b>
<b>Groupes régionaux</b>							
Pays émergents et pays en développement d'Asie	30	56,7	33,6	49,4	18,9	55,3	47,6
Chine		31,6	18,7	29,7	11,3	20,7	17,9
Inde		13,4	7,9	6,6	2,5	21,0	18,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	15	13,2	7,8	15,6	6,0	5,4	4,6
Russie		6,0	3,5	3,9	1,5	2,2	1,9
Amérique latine et Caraïbes	33	12,3	7,3	14,1	5,4	9,5	8,2
Brésil		4,1	2,4	3,3	1,3	3,1	2,7
Mexique		2,9	1,7	5,5	2,1	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	32	12,3	7,3	16,8	6,4	13,1	11,3
Arabie saoudite		1,9	1,1	3,1	1,2	0,5	0,4
Afrique subsaharienne	45	5,4	3,2	4,1	1,6	16,8	14,4
Nigéria		1,3	0,8	0,5	0,2	3,3	2,8
Afrique du Sud		0,9	0,5	1,1	0,4	0,9	0,8
<b>Classification analytique<sup>2</sup></b>							
<b>Source des recettes d'exportation</b>							
Combustibles	26	9,8	5,8	16,0	6,1	9,7	8,4
Autres produits	127	90,2	53,5	84,0	32,1	90,2	77,7
Dont : produits primaires	35	4,9	2,9	5,0	1,9	9,3	8,0
<b>Source de financement extérieur</b>							
Pays débiteurs (net)	118	48,8	28,9	42,5	16,2	67,1	57,8
Dont pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	41	5,7	3,4	3,9	1,5	12,6	10,9
<b>Autres groupes<sup>2</sup></b>							
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	96	92,9	55,1	96,0	36,7	77,2	66,5
Pays en développement à faible revenu	58	7,1	4,2	4,0	1,5	22,8	19,7
Pays pauvres très endettés	39	2,9	1,7	2,1	0,8	12,8	11,1

<sup>1</sup>Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays en parités de pouvoir d'achat. Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

<sup>2</sup>La Syrie et la Cisjordanie et Gaza sont exclues du groupe classé par source des recettes d'exportation et la Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette en raison de l'insuffisance des données. La Syrie n'est pas incluse dans le groupe des pays émergents et des pays à revenu intermédiaire ni dans celui des pays en développement à faible revenu.

**Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe**

<b>Principales zones monétaires</b>		
États-Unis		
Japon		
Zone euro		
<b>Zone euro</b>		
Allemagne	Finlande	Luxembourg
Autriche	France	Malte
Belgique	Grèce	Pays-Bas
Chypre	Irlande	Portugal
Croatie	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
<b>Principaux pays avancés</b>		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
<b>Autres pays avancés</b>		
Andorre	Israël	Saint-Marin
Australie	Macao (RAS) <sup>2</sup>	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) <sup>1</sup>	Porto Rico	Taiwan, province chinoise de
Islande	République tchèque	

<sup>1</sup>Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

<sup>2</sup>Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

**Tableau C. Union européenne**

Allemagne	Finlande	Malte
Autriche	France	Pays-Bas
Belgique	Grèce	Pologne
Bulgarie	Hongrie	Portugal
Chypre	Irlande	République slovaque
Croatie	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Roumanie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède

**Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation<sup>1</sup>**

	Combustibles	Produits primaires hors combustibles
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>		
	Brunéi Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Mongolie
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Tuvalu
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>		
	Équateur	Argentine
	Guyana	Bolivie
	Venezuela	Chili
		Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Somalie
	Bahreïn	Soudan
	Émirats arabes unis	Tadjikistan
	Iran	
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
<b>Afrique subsaharienne</b>		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Bénin
	Gabon	Botswana
	Guinée équatoriale	Burkina Faso
	Nigéria	Burundi
	Soudan du Sud	Congo, Rép. dém. du
	Tchad	Érythrée
		Ghana
		Guinée
		Guinée-Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

<sup>1</sup>Les pays émergents et pays en développement d'Europe ne figurent pas dans ce tableau, car aucun de ces pays ne compte de combustibles ou de produits primaires hors combustibles parmi leur principale source de recettes d'exportation.

**Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>				Pologne	*		•
Bangladesh	*		*	Roumanie	*		•
Bhoutan	*		*	Russie	•		•
Brunéi Darussalam	•		•	Serbie	*		•
Cambodge	*		*	Türkiye	*		•
Chine	•		•	Ukraine	*		•
Fidji	*		•	<b>Amérique latine et Caraïbes</b>			
Îles Marshall	•		•	Antigua-et-Barbuda	*		•
Îles Salomon	*		*	Argentine	•		•
Inde	*		•	Aruba	*		•
Indonésie	*		•	Bahamas	*		•
Kiribati	•		*	Barbade	*		•
Malaisie	•		•	Belize	*		•
Maldives	*		•	Bolivie	*	•	•
Micronésie	•		•	Brésil	*		•
Mongolie	*		•	Chili	*		•
Myanmar	*		*	Colombie	*		•
Nauru	•		•	Costa Rica	*		•
Népal	*		*	Dominique	*		•
Palaos	*		•	El Salvador	*		•
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	Équateur	*		•
Philippines	*		•	Grenade	*		•
République dém. pop. lao	*		*	Guatemala	*		•
Samoa	*		•	Guyana	•	•	•
Sri Lanka	*		•	Haïti	*	•	*
Thaïlande	•		•	Honduras	*	•	*
Timor-Leste	•		*	Jamaïque	*		•
Tonga	*		•	Mexique	*		•
Tuvalu	•		•	Nicaragua	*	•	*
Vanuatu	*		•	Panama	*		•
Viet Nam	•		•	Paraguay	*		•
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>				Pérou	*		•
Albanie	*		•	République dominicaine	*		•
Bélarus	*		•	Saint-Kitts-et-Nevis	*		•
Bosnie-Herzégovine	*		•	Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		•
Bulgarie	*		•	Sainte-Lucie	*		•
Hongrie	*		•	Suriname	*		•
Kosovo	*		•	Trinité-et-Tobago	•		•
Macédoine du Nord	*		•	Uruguay	*		•
Moldova, Rép. de	*		*	Venezuela	•		•
Monténégro	*		•				

**Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant (fin)**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>				Cabo Verde	*	•	•
Afghanistan	•	•	*	Cameroun	*	•	*
Algérie	•		•	Comores	*	•	*
Arabie saoudite	•		•	Congo, Rép. du	*	•	*
Arménie	*		•	Congo, Rép. dém. du	*	•	*
Azerbaïdjan	•		•	Côte d'Ivoire	*	•	*
Bahreïn	•		•	Érythrée	•	*	*
Cisjordanie et Gaza	*		•	Eswatini	•		•
Djibouti	*		*	Éthiopie	*	•	*
Égypte	*		•	Gabon	•		•
Émirats arabes unis	•		•	Gambie	*	•	*
Géorgie	*		•	Ghana	*	•	*
Iran	•		•	Guinée	*	•	*
Iraq	•		•	Guinée-Bissau	*	•	*
Jordanie	*		•	Guinée équatoriale	•		•
Kazakhstan	*		•	Kenya	*		*
Koweït	•		•	Lesotho	*		*
Liban	*		•	Libéria	*	•	*
Libye	•		•	Madagascar	*	•	*
Maroc	*		•	Malawi	*	•	*
Mauritanie	*	•	*	Mali	*	•	*
Oman	*		•	Maurice	•		•
Ouzbékistan	•		*	Mozambique	*	•	*
Pakistan	*		•	Namibie	*		•
Qatar	•		•	Niger	*	•	*
République kirghize	*		*	Nigéria	*		*
Somalie	*	•	*	Ouganda	*	•	*
Soudan	*	*	*	République centrafricaine	*	•	*
Syrie <sup>4</sup>	...		...	Rwanda	*	•	*
Tadjikistan	*		*	Sao Tomé-et-Principe	*	•	*
Tunisie	*		•	Sénégal	*	•	*
Turkménistan	•		•	Seychelles	*		•
Yémen	*		*	Sierra Leone	*	•	*
<b>Afrique subsaharienne</b>				Soudan du Sud	*		*
Afrique du Sud	•		•	Tanzanie	*	•	*
Angola	*		•	Tchad	*	•	*
Bénin	*	•	*	Togo	*	•	*
Botswana	•		•	Zambie	*	•	*
Burkina Faso	*	•	*	Zimbabwe	*		*
Burundi	*	•	*				

<sup>1</sup>La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un créancier (débiteur) net.<sup>2</sup>La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allègement de dette total qui a été permis au point de décision.<sup>3</sup>La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est classé dans le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire (pays en développement à faible revenu).<sup>4</sup>La Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette et par revenu par habitant en raison de sa base de données encore en cours de composition.

**Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente<sup>1</sup>**

	Comptes nationaux	Finances publiques
Afghanistan	Avril/mars	Avril/mars
Bahamas		Juil./juin
Bangladesh	Juil./juin	Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Fidji		Août/juil.
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Oct./sept.	Oct./sept.
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palaos	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Tonga	Juil./juin	Juil./juin
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

<sup>1</sup>Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2023/24	2016	SCN 2008		BSN	2023/24
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2022	1996	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2022
Algérie	Dinar algérien	BSN	2023	2001	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2023
Andorre	Euro	BSN	2023	2010	...		BSN	2023
Allemagne	Euro	BSN	2023	2020	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2023
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2022	2015	SECN 1995		BSN	2023
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2022	2018	SCN 1993		BSN	2023
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2023	2018	SCN 2008	Depuis 2018	BSN	2023
Argentine	Peso argentin	BSN	2023	2004	SCN 2008		BSN	2023
Arménie	Dram arménien	BSN	2022	2005	SCN 2008		BSN	2022
Aruba	Florin d'Aruba	BSN	2023	2013	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2023
Australie	Dollar australien	BSN	2023	2023	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2023
Autriche	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2022	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2022
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2023	2018	SCN 1993		BSN	2023
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN et services du FMI	2023	2010	SCN 2008		BSN	2023
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2022/23	2015/16	SCN 2008		BSN	2022/23
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2016	2010	SCN 2008		BSN	2023
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2022	2018	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2023
Belgique	Euro	BC	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2023
Belize	Dollar du Belize	BSN	2022	2014	SCN 2008		BSN	2023
Bénin	Franc CFA	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2021/22	2016/17	SCN 2008		BSN	2022/23
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2023	1990	SCN 2008		BSN	2023
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2022	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2023
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2023
Brésil	Real brésilien	BSN	2023	1995	SCN 2008		BSN	2023
Brunéi Darussalam	Dollar de Brunéi	MdF	2023	2010	SCN 2008		MdF	2023
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2023
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2022	2015	SCN 2008		BSN	2023
Burundi	Franc burundais	BSN et services du FMI	2022	2005	SCN 1993		BSN	2022
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2022	2015	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2022
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2022	2014	SCN 1993		BSN	2023
Cameroun	Franc CFA	BSN	2022	2016	SCN 2008	Depuis 2016	BSN	2022
Canada	Dollar canadien	BSN	2023	2017	SCN 2008	Depuis 1980	MdF et BSN	2023
Chili	Peso chilien	BC	2023	2018	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2023
Chine	Yuan chinois	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Chypre	Euro	BSN	2023	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Cisjordanie et Gaza	Nouveau shekel israélien	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Colombie	Peso colombien	BSN	2023	2015	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2023
Comores	Franc comorien	BSN	2022	2007	SCN 1993		BSN	2023
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2021	2005	SCN 1993		BSN	2023

**Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)**

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF, BSN et services du FMI	2023/24	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2022	2001	AC, AEF, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2022	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2022	MBP 6
Algérie	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Allemagne	BSN	2023	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Andorre	BSN et MdF	2023	...	AC, AL, CSS	C	BSN	2022	MBP 6
Angola	MdF	2022	2001	AC, AL	Mixte	BC	2022	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2023	2001	AC	Mixte	BC	2023	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2023	2014	AC	C	BC	2023	MBP 6
Argentine	MEP	2023	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2023	MBP 6
Arménie	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Aruba	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Australie	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2023	MBP 6
Autriche	BSN	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Bahamas	MdF	2022/23	2014	AC	C	BC	2023	MBP 6
Bahreïn	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Bangladesh	MdF	2022/23	2001	AC	C	BC	2022/23	MBP 6
Barbade	MdF	2023/24	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Bélarus	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Belgique	BC	2023	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Belize	MdF	2022	1986	AC, SPM	Mixte	BC	2023	MBP 6
Bénin	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bhoutan	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022/23	MBP 6
Bolivie	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2022	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2022	MBP 6
Botswana	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Brésil	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Brunéi Darussalam	MdF	2023	1986	AC, ACB	C	BSN et MEP	2023	MBP 6
Bulgarie	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2023	2001	AC	CE	BC	2022	MBP 6
Burundi	MdF	2022	2001	AC	Mixte	BC	2022	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2022	2001	AC	E	BSN	2022	MBP 6
Cambodge	MdF	2023	2001	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Cameroun	MdF	2022	2001	AC	Mixte	MdF	2022	MBP 6
Canada	MdF et BSN	2023	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Chili	MdF	2023	2001	AC, AL	E	BC	2023	MBP 6
Chine	MdF, BNA et services du FMI	2023	...	AC, AL, CSS	C	DAP	2023	MBP 6
Chypre	BSN	2023	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Cisjordanie et Gaza	MdF	2023	2001	AC	Mixte	BSN	2023	MBP 6
Colombie	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2023	MBP 6
Comores	MdF	2022	1986	AC	Mixte	BC et services du FMI	2022	MBP 5
Congo, Rép. du	MdF	2023	2001	AC	E	BC	2021	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Source de données historiques <sup>1</sup>	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
			Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2020	2005	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2023	
Corée	Won coréen	BC	2023	2020	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2023	
Costa Rica	Colón costaricien	BC	2023	2017	SCN 2008	Depuis 2016	BC	2023	
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2022	2015	SCN 2008	Depuis 2015	BSN	2023	
Croatie	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010		BSN	2023	
Danemark	Couronne danoise	BSN	2022	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022	
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2021	2013	SCN 2008		BSN	2023	
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2023	2006	SCN 1993		BSN	2023	
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2022/23	2021/22	SCN 2008		BSN	2023/24	
El Salvador	Dollar EU	BC	2023	2014	SCN 2008		BSN	2023	
Émirats arabes unis	Dirham des E.A.U.	BSN	2023	2010	SCN 2008		BSN	2023	
Équateur	Dollar EU	BC	2023	2018	SCN 2008	Depuis 2018	BSN et BC	2023	
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2019	2011	SCN 1993		Services du FMI	2019	
Espagne	Euro	BSN	2023	2020	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023	
Estonie	Euro	BSN	2023	2020	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2023	
Eswatini	Lilangeni	BSN	2022	2011	SCN 2008		BSN	2023	
États-Unis	Dollar EU	BSN	2023	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2023	
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2022/23	2015/16	SCN 2008		BSN	2023	
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2022	2014	SCN 2008		BSN	2023	
Finlande	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023	
France	Euro	BSN	2023	2020	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023	
Gabon	Franc CFA	MEP	2021	2001	SCN 1993		BSN	2023	
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2023	2013	SCN 2008		BSN	2022	
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2023	2019	SCN 2008	Depuis 1996	BSN	2023	
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2023	2013	SCN 2008		BSN	2023	
Grèce	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023	
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2006	SCN 1993		BSN	2023	
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2023	2013	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2023	
Guinée	Franc guinéen	BSN	2021	2010	SCN 1993		BSN	2023	
Guinée-Bissau	Franc CFA	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022	
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2023	2006	SCN 1993		MEP	2023	
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2023	2012 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2023	
Haiti	Gourde haïtienne	BSN	2022/23	2011/12	SCN 2008		BSN	2022/23	
Honduras	Lempira hondurien	BC	2023	2000	SCN 1993		BC	2023	
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2023	2021	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2023	
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023	
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2021/22	2014/15	SCN 2008		BSN	2021/22	
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BSN et BC	2022	2012	SCN 1993		BC	2023	
Inde	Roupie indienne	BSN	2023/24	2011/12	SCN 2008		BSN	2023/24	
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2023	2010	SCN 2008		BSN	2023	

**Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)**

Pays	Source de données historiques <sup>1</sup>	Finances publiques				Balance des paiements		
		Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Congo, Rép. dém. du	MdF	2022	2001	AC, AL	E	BC	2022	MBP 6
Corée	MdF	2023	2001	AC, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2023	1986	AC, SPNF	C	BC	2023	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2023	1986	AC	E	BC	2022	MBP 6
Croatie	MdF	2023	2014	AC, AL	E	BC	2023	MBP 6
Danemark	BSN	2022	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2022	MBP 6
Djibouti	MdF	2023	2001	AC	E	BC	2023	MBP 5
Dominique	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Égypte	MdF	2021/22	...	AC, AL, CSS, SPNF	C	BC	2022/23	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2023	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2023	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 5
Équateur	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 6
Érythrée	Services du FMI	2019	2001	AC	C	Services du FMI	2019	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2023	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Estonie	MdF	2023	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Eswatini	MdF	2022/23	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
États-Unis	MEP	2023	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2023	MBP 6
Éthiopie	MdF	2022/23	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2022/23	MBP 5
Fidji	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Finlande	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
France	BSN	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2021	2001	AC	E	Services du FMI	2021	MBP 6
Gambie	MdF	2023	1986	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 6
Géorgie	MdF	2023	2001	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Ghana	MdF	2023	2001	AC	CE	BC	2023	MBP 5
Grèce	BSN	2023	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Grenade	MdF	2022	...	AC	CE	BSN et BC	2022	MBP 6
Guatemala	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Guinée	MdF	2023	1986	AC	C	BC et MEP	2022	MBP 6
Guinée-Bissau	MdF	2022	2001	AC	E	BC	2022	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2023	1986	AC	C	BC	2022	MBP 5
Guyana	MdF	2023	1986	AC, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Haïti	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022/23	MBP 5
Honduras	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 5
Hong Kong (RAS)	MdF	2023/24	2001	AC	C	BSN	2023	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2023	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2021/22	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021/22	MBP 6
Îles Salomon	BC	2022	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2022/23	1986	AC, AEF	C	BC	2023/24	MBP 6
Indonésie	MdF	2023	2014	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Source de données historiques <sup>1</sup>	Comptes nationaux			Prix (IPC)		
			Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2023/24	2016/17	SCN 2008		BC	2023/24
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2023	2007	SCN 1968/93		BSN	2023
Irlande	Euro	BSN	2023	2022	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Islande	Couronne islandaise	BSN	2023	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2023
Israël	Nouveau shekel israélien	BSN	2023	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2023
Italie	Euro	BSN	2023	2020	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2023	2007	SCN 1993		BSN	2023
Japon	Yen japonais	DAP	2023	2015	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2023
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2023
Kazakhstan	Tenge kazakh	BSN	2023	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2023
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2023
Kiribati	Dollar australien	BSN	2022	2019	SCN 2008		Services du FMI	2023
Kosovo	Euro	BSN	2023	2016	SECN 2010		BSN	2023
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2023	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2023
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2022/23	2012/13	SCN 2008		BSN	2023
Lettonie	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Liban	Livre libanaise	BSN	2021	2019	SCN 2008	Depuis 2019	BSN	2023
Libéria	Dollar EU	Services du FMI	2023	2000	SCN 1993		BC	2023
Libye	Dinar libyen	MEP	2021	2013	SCN 1993		BSN	2023
Lituanie	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2023
Luxembourg	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2023	2022	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2023
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2023	2005	SECN 2010		BSN	2023
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2022	2007	SCN 1993		BSN	2023
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2022	2017	SCN 2008		BSN	2023
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2022	2019	SCN 2008		BC	2022
Mali	Franc CFA	BSN	2022	1999	SCN 1993		BSN	2023
Malte	Euro	BSN	2023	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2023
Maroc	Dirham marocain	BSN	2023	2014	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2023
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2023	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2023
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2023	1998	SCN 2008	Depuis 2014	BSN	2023
Mexique	Peso mexicain	BSN	2023	2018	SCN 2008		BSN	2023
Micronésie	Dollar EU	BSN	2021/22	2003/04	SCN 2008		BSN	2022/23
Moldova, Rép. de	Leu moldave	BSN	2023	1995	SCN 2008		BSN	2023
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Monténégro	Euro	BSN	2023	2006	SECN 2010		BSN	2023
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2022	2019	SCN 2008		BSN	2023
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP et services du FMI	2020/21	2015/16	...		BSN et services du FMI	2020/21
Namibie	Dollar namibien	BSN	2023	2015	SCN 1993		BSN	2023
Nauru	Dollar australien	Services du FMI	2020/21	2006/07	SCN 2008		BSN et services du FMI	2022/23
Népal	Roupie népalaise	BSN	2022/23	2010/11	SCN 2008		BC	2022/23

**Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)**

Pays	Source de données historiques <sup>1</sup>	Finances publiques				Balance des paiements		
		Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2021/22	2001	AC	C	BC et services du FMI	2022/23	MBP 5
Iraq	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Islande	BSN	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2023	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2023	MBP 6
Italie	BSN	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Jamaïque	MdF	2023/24	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Japon	DAP	2022	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2023	MBP 6
Jordanie	MdF	2023	2001	AC, SPNF	C	BC	2023	MBP 6
Kazakhstan	MdF	2023	2001	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Kenya	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Kiribati	MdF	2022	1986	AC	C	BSN et services du FMI	2022	MBP 6
Kosovo	MdF	2023	1986	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Koweït	MdF	2023	2014	AC, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 6
Lesotho	MdF	2022/23	2014	AC, AL	C	BC	2022/23	MBP 6
Lettonie	MdF	2023	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Liban	MdF	2021	2001	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 6
Libéria	MdF	2023	2001	AC	E	BC	2023	MBP 5
Libye	BC	2023	1986	AC, AEF, AL	C	BC et services du FMI	2022	MBP 5
Lituanie	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Luxembourg	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2022	2014	AC, CSS	C	BSN	2023	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2023	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Madagascar	MdF	2022	1986	AC	CE	BC	2022	MBP 6
Malaisie	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2023	MBP 6
Malawi	MdF	2023	2014	AC	C	BSN et DAP	2022	MBP 6
Maldives	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Mali	MdF	2022	2001	AC	Mixte	BC	2022	MBP 6
Malte	BSN	2023	2001	AC, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Maroc	MEP	2023	2001	AC	E	DAP	2023	MBP 6
Maurice	MdF	2022/23	2001	AC, AL	C	BC	2022	MBP 6
Mauritanie	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Mexique	MdF	2022	2014	AC, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Micronésie	MdF	2020/21	2001	AC, AEF	E	BSN	2017/18	MBP 6
Moldova, Rép. de	MdF	2023	1986	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Mongolie	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Monténégro	MdF	2023	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Mozambique	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL	Mixte	BC	2022	MBP 6
Myanmar	Services du FMI	2019/20	2014	AC	C	Services du FMI	2021/22	MBP 6
Namibie	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Nauru	MdF	2021/22	2001	AC	C	Services du FMI	2022/23	MBP 6
Népal	MdF	2022/23	2001	AC	C	BC	2022/23	MBP 5

**Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)**

Pays	Devise	Source de données historiques <sup>1</sup>	Comptes nationaux				Prix (IPC)	
			Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2022	2006	SCN 2008	Depuis 1994	BC	2023
Niger	Franc CFA	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2023	2010	SCN 2008		BSN	2023
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2023	2021	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023
Nouvelle-Zélande	Dollar néo-zélandais	BSN	2023	2009 <sup>6</sup>	SCN 2008	Depuis 1987	BSN et services du FMI	2023
Oman	Rial omani	BSN	2023	2018	SCN 2008		BSN	2023
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2023	2016	SCN 2008		BC	2023
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2023	2020	SCN 1993		BSN et services du FMI	2023
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2023/24	2015/16	SCN 2008		BSN	2023/24
Palaos	Dollar EU	MdF	2022/23	2018/19	SCN 1993		MdF	2022/23
Panama	Dollar EU	BSN	2022	2018	SCN 1993	Depuis 2018	BSN	2023
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouan-néo-guinéen	BSN et MdF	2022	2013	SCN 2008		BSN	2022
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2022	2014	SCN 2008		BC	2023
Pays-Bas	Euro	BSN	2023	2021	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023
Pérou	Sol péruvien	BC	2023	2007	SCN 2008		BC	2023
Philippines	Peso philippin	BSN	2023	2018	SCN 2008		BSN	2023
Pologne	Zloty polonais	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 2015	BSN	2023
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2022/23	2017	...		BSN	2023
Portugal	Euro	BSN	2023	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2023	2018	SCN 1993		BSN et MEP	2023
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2021	2005	SCN 1993		BSN	2022
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2023	2012	SCN 2008		BSN	2023
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2023	2007	SCN 2008	Depuis 2007	BC	2023
République kirghize	Som kirghize	BSN	2023	2005	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2023
République slovaque	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2023
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2023	2020	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Roumanie	Leu roumain	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2023
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2023	2022	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023
Russie	Rouble russe	BSN	2023	2021	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2023
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2023	2017	SCN 2008		BSN	2023
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2006	SCN 1993		BSN	2022
Saint-Marin	Euro	BSN	2022	2007	SECN 2010		BSN	2023
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2018	SCN 1993		BSN	2023
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2018	SCN 2008		BSN	2022
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2022/23	2012/13	SCN 2008		BSN	2022/23

**Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)**

Pays	Source de données historiques <sup>1</sup>	Finances publiques				Balance des paiements		
		Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Nicaragua	MdF	2022	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Niger	MdF	2023	1986	AC	E	BC	2023	MBP 6
Nigéria	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2023	MBP 6
Norvège	BSN et MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Nouvelle-Zélande	BSN	2023	2014	AC, AL	E	BSN	2023	MBP 6
Oman	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Ouganda	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC et MEP	2023	MBP 6
Pakistan	MdF	2023/24	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2023/24	MBP 6
Palaos	MdF	2022/23	2001	AC	E	MdF	2022/23	MBP 6
Panama	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BSN	2022	MBP 6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	MdF	2022	2014	AC	C	BC	2022	MBP 6
Paraguay	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM, SPNF	C	BC	2022	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2023	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 5
Philippines	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2023	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Porto Rico	MEP	2022/23	2001	AC	E	...	...	...
Portugal	BSN	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Qatar	MdF	2023	1986	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 6
République centrafricaine	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2021	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
République dominicaine	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
République kirghize	MdF	2023	...	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
République slovaque	BSN	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
République tchèque	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Roumanie	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2023	2001	AC, AL	E	BSN	2023	MBP 6
Russie	MdF	2023	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 6
Rwanda	MdF	2023	2014	AC	Mixte	BC	2023	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2022	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2022	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2022	...	AC	E	Autre	2022	MBP 6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Samoa	MdF	2022/23	2001	AC	E	BC	2022/23	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Source de données historiques <sup>1</sup>	Comptes nationaux				Prix (IPC)	
			Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2023	2008	SCN 1993		BSN	2023
Sénégal	Franc CFA	BSN	2022	2014	SCN 2008		BSN	2022
Serbie	Dinar serbe	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2023
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2022	2014	SCN 1993		BSN	2023
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2023	2018	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2023
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2023	2015	SCN 2008	Depuis 2015	BSN	2023
Slovénie	Euro	BSN	2023	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2023
Somalie	Dollar EU	BSN	2022	2022	SCN 2008		BSN	2023
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2019	1982	...		BSN	2022
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN et services du FMI	2023	2010	SCN 1993		BSN	2022
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Suède	Couronne suédoise	BSN	2023	2023	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2023
Suisse	Franc suisse	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2023
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2023	1995	SCN 1993		BSN	2023
Taiwan, province chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2023
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Tchad	Franc CFA	BSN	2022	2017	SCN 2008		BSN	2022
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2023	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2023
Timor-Leste	Dollar EU	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2023
Togo	Franc CFA	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2023
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2022/23	2016/17	SCN 2008		BC	2023/24
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2022	2012	SCN 2008		BSN	2023
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2023	2015	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2023
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	Services du FMI	2022	2006	SCN 2008	Depuis 2007	BSN	2022
Türkiye	Livre turque	BSN	2023	2009	SECN 2010	Depuis 2009	BSN	2023
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2021	2016	SCN 1993		BSN	2023
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2023	2016	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2023
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2023	2016	SCN 2008		BSN	2023
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2022	2006	SCN 1993		BSN	2023
Venezuela	Bolivar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 1993		BC	2023
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2023	2010	SCN 1993		BSN	2023
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2022	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2022
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Zimbabwe	Or du Zimbabwe	BSN	2022	2019	SCN 2008		BSN	2023

**Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (fin)**

Pays	Source de données historiques <sup>1</sup>	Finances publiques				Balance des paiements		
		Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Sénégal	MdF	2022	2001	AC	C	BC et services du FMI	2022	MBP 6
Serbie	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2023	MBP 6
Seychelles	MdF	2023	2001	AC, CSS	C	BC	2022	MBP 6
Sierra Leone	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Singapour	MdF et BSN	2022/23	2014	AC	C	BSN	2023	MBP 6
Slovénie	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Somalie	MdF	2023	2001	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 5
Soudan	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2023	2014	AC	C	MdF, BSN, MEP et services du FMI	2023	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Suède	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Suisse	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Suriname	MdF	2022	1986	AC	Mixte	BC	2022	MBP 6
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2023	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Taiwan, province chinoise de	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Tanzanie	MdF	2023	1986	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Tchad	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 5
Thaïlande	MdF	2022/23	2014	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Togo	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Tonga	MdF	2022/23	2014	AC	C	BC et BSN	2022/23	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Tunisie	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Turkménistan	MdF	2022	1986	AC, AL	C	BSN	2022	MBP 6
Türkiye	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2023	MBP 6
Tuvalu	MdF	2023	...	AC	Mixte	Services du FMI	2021	MBP 6
Ukraine	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Uruguay	MdF	2023	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2023	MBP 6
Vanuatu	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Viet Nam	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2023	MBP 6
Yémen	MdF	2022	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2022	MBP 5
Zambie	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2023	1986	AC	C	BC et MdF	2022	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = Système des comptes nationaux ; SECN = Système européen des comptes nationaux.

<sup>1</sup>BC = banque centrale ; BNA = bureau national d'audit ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

<sup>2</sup>L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

<sup>3</sup>L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

<sup>4</sup>AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

<sup>5</sup>Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

<sup>6</sup>L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.

## Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays

### *Hypothèses de politique budgétaire*

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays avancés figurent ci-dessous (veuillez consulter aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B5 à B9 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels)<sup>1</sup>.

*Afrique du Sud* : Les hypothèses budgétaires tiennent compte du budget de 2024. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de

change (dépôts en monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel). L'allègement de la dette d'Eskom est traité comme un transfert en capital au-dessus de la ligne.

*Allemagne* : Les projections reposent sur le dernier budget approuvé au niveau fédéral, le projet de loi de finances fédérales (le cas échéant), le programme de stabilité de l'Union européenne et le plan budgétaire à moyen terme de l'État fédéral. Elles tiennent également compte des données mises à jour de l'organisme fédéral de la statistique (Destatis) et du ministère des Finances.

*Arabie saoudite* : Les services du FMI ont établi les projections budgétaires de référence principalement en fonction de la manière dont ils comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été mise en évidence dans le budget de 2024 et à l'occasion de récentes annonces officielles. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les hypothèses concernant les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et sur la manière dont les services du FMI comprennent les ajustements de la production de pétrole effectués dans le cadre de l'accord de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie et d'autres pays n'appartenant pas à l'OPEP), et ceux que l'Arabie saoudite a annoncés de manière unilatérale.

*Argentine* : Les projections budgétaires reposent sur les informations disponibles relatives aux résultats et aux plans budgétaires de l'administration fédérale, et aux objectifs de ses programmes appuyés par le FMI, sur les mesures budgétaires annoncées par les autorités et sur les projections macroéconomiques des services du FMI.

*Australie* : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, les budgets pour l'exercice 2024/25 publiés par les autorités du Commonwealth et les autorités de chaque État ou territoire, ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

*Autriche* : Les projections budgétaires des services du FMI reposent sur les derniers plans à moyen terme des autorités, ajustés pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI, en supposant une modération limitée des dépenses à moyen terme, conformément aux tendances historiques.

<sup>1</sup>L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir l'édition d'octobre 1993 des *Perspectives de l'économie mondiale*, annexe I). Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative. La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette.

## Encadré A1 (suite)

*Belgique* : Les projections reposent sur le projet de budget pour 2024 et d'autres informations disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

*Brésil* : Les projections budgétaires reposent sur le projet de budget et les mesures budgétaires annoncés par les autorités, ainsi que sur les estimations et hypothèses des services du FMI.

*Canada* : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence figurant dans le budget fédéral 2024, le règlement unique relatif à l'indemnisation et l'entente de principe pour la réforme à long terme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et du principe de Jordan, et dans les plus récents budgets provinciaux modifiés.

*Chili* : Les projections relatives aux finances publiques reposent sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections macroéconomiques des services du FMI.

*Chine* : Les projections des services du FMI sur les finances publiques tiennent compte du budget de 2024 et des estimations de financement hors budget.

*Danemark* : Les estimations pour l'année en cours sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Au-delà de l'année en cours, les projections ont été établies en tenant compte des principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le dernier budget présenté par les autorités. Les soldes structurels sont nets des fluctuations temporaires de certaines recettes (par exemple les recettes de la mer du Nord, les recettes de l'impôt sur le rendement des pensions) et des éléments ponctuels (les éléments ponctuels liés à la pandémie de COVID-19 sont toutefois pris en considération).

*Espagne* : Les chiffres budgétaires pour 2023 prennent en compte des mesures de soutien en matière d'énergie qui représentent 1 % du PIB, dont le retrait progressif intervient en 2024. Les prévisions tiennent compte des dons et des prêts décaissés entre 2023 et 2027 au titre de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne.

*États-Unis* : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence de juin 2024 du Congressional Budget Office et sur les états mensuels

des comptes de trésorerie, et sont corrigées de manière à tenir compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets de la loi dite de responsabilité budgétaire (Fiscal Responsibility Act).

*France* : Les projections pour 2024 et au-delà reposent sur les lois de finances de la période 2018–24, le programme de stabilité pour 2024–27, le projet de loi de programmation des finances publiques à moyen terme et les autres informations disponibles concernant les plans budgétaires des autorités, corrigées pour tenir compte des différences dans les projections des recettes et les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières.

*Grèce* : Les données recueillies depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

*Hong Kong (RAS)* : Les projections reposent sur les projections budgétaires à moyen terme des autorités concernant les dépenses.

*Hongrie* : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et les projets budgétaires annoncés dans les budgets 2024.

*Inde* : Les projections sont fondées sur les informations disponibles ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données infranationales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public. À partir des données de l'exercice 2020/21, les dépenses comprennent également la composante hors budget des subventions alimentaires, conformément au traitement révisé des subventions alimentaires dans la loi de finances. Les services du FMI ajustent les dépenses pour déduire les paiements au titre des subventions alimentaires des années précédentes, qui sont comptabilisés comme des dépenses dans les estimations budgétaires pour l'exercice 2020/21.

## Encadré A1 (suite)

*Indonésie* : Les projections des services du FMI reposent sur le dernier budget et sont extrapolées à l'aide du PIB nominal projeté (et de ses composantes si nécessaire) avec l'application d'un jugement pour refléter les politiques de dépenses et de recettes des autorités à moyen terme.

*Irlande* : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances de 2024.

*Israël* : Les projections pour Israël sont exposées à des risques importants étant donné qu'il est impossible de prévoir les retombées du conflit dans la région. Les projections budgétaires reposent sur l'hypothèse que la hausse des dépenses publiques servira à court terme à soutenir l'économie et à couvrir les dépenses militaires, mais qu'après 2024, les mesures budgétaires devraient contribuer à contenir le déficit budgétaire. Les projections du solde des administrations publiques sont établies à partir du budget de l'État 2024 et d'informations partielles sur d'autres composantes.

*Italie* : Les projections et les estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans le document économique et financier 2024 des autorités. Toutes les données et projections historiques des comptes nationaux correspondent aux séries officielles publiées, mises à jour au 4 octobre 2024.

*Japon* : Les projections s'appuient sur les mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

*Mexique* : L'estimation des besoins d'emprunt du secteur public en 2020 a été établie par les services du FMI en tenant compte de certaines divergences statistiques entre les chiffres au-dessus et au-dessous de la ligne. Les projections budgétaires pour 2024 reposent sur les estimations figurant dans les Pre-Criterios 2025 ; dans les projections pour 2024 et les années qui suivent, il est supposé que les règles prévues dans le budget fédéral et la loi de responsabilité budgétaire soient constamment observées.

*Nouvelle-Zélande* : Les projections budgétaires reposent sur la mise à jour économique et budgétaire de milieu d'année pour l'exercice 2023/24.

*Pays-Bas* : Les projections budgétaires pour 2024–29 reposent sur les prévisions des services du FMI ainsi que sur le budget 2024 des autorités, le mémorandum du printemps 2024, l'accord de coalition du nouveau

gouvernement et les projections du Bureau d'analyse de la politique économique.

*Porto Rico* : Les projections budgétaires reposent sur le plan budgétaire certifié pour Porto Rico, qui a été établi en octobre 2023 et certifié par le Conseil de surveillance financière et de gestion.

*Portugal* : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées. Les projections pour 2024 tiennent compte des informations disponibles dans le projet de loi de finances de 2024.

*République de Corée* : Les prévisions tiennent compte du dernier budget annuel en date, de toute loi de finances rectificative, de toute proposition de nouveau budget et de plan budgétaire à moyen terme, ainsi que des estimations des services du FMI.

*Royaume-Uni* : Les projections budgétaires reposent sur les projections de mars 2024 du Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsibility, OBR) et sur les informations relatives aux finances du secteur public diffusées en janvier 2024 par le Bureau des statistiques nationales (Office for National Statistics). Les projections établies par les services du FMI se réfèrent à celles de l'OBR, en y apportant des corrections (liées aux différences entre les hypothèses retenues) à la fois sur le plan des recettes et des dépenses. Les projections des services du FMI ne supposent pas nécessairement que les règles budgétaires annoncées le 17 novembre 2022 auront été respectées au terme de la période de prévision. Les données sont présentées sur la base d'une année civile.

*Russie* : Les autorités ont suspendu l'application de la règle budgétaire en mars 2022, en réaction aux sanctions prises à l'encontre du pays au lendemain de l'invasion de l'Ukraine. Cela leur a permis de tirer parti du niveau exceptionnellement élevé des recettes pétrolières et gazières, en employant le montant excédentaire, ainsi que l'épargne accumulée dans le fonds souverain, à financer le creusement du déficit en 2022. Le budget pour la période 2023–25 a été établi suivant une règle modifiée, prévoyant une période transitoire de deux ans et fixant le niveau de référence des recettes pétrolières et gazières à

## Encadré A1 (suite)

8 000 milliards de roubles, alors qu'en 2019 la règle budgétaire se fondait sur un niveau de référence pour le cours du pétrole de 40 dollars par baril. Cependant, à la fin du mois de septembre 2023, le ministère des Finances a proposé de revenir à l'ancienne règle budgétaire à partir de 2024, mais en fixant le niveau de référence pour le cours du pétrole à 60 dollars par baril. La nouvelle règle permettra de dépenser le surcroît de recettes pétrolières et gazières, tout en ciblant une réduction du déficit structurel primaire.

*Singapour* : Les projections de l'exercice 2023 sont basées sur des chiffres révisés qui reposent sur l'exécution du budget jusqu'à la fin de l'année 2023. Les projections pour l'exercice 2024 sont fondées sur la loi de finances initiale du 16 février 2024. Les projections des services du FMI prennent en compte :

1) l'augmentation de la taxe sur les biens et services de 8 % à 9 % le 1<sup>er</sup> janvier 2024, et 2) une augmentation de la taxe carbone de 5 dollars singapouriens par tonne à 25 dollars singapouriens en 2024 et 2025 et à 45 dollars singapouriens en 2026 et 2027.

*Suède* : Les estimations budgétaires sont basées sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections macroéconomiques des services du FMI. L'ajustement cyclique des comptes budgétaires est calculé en tenant compte de l'écart de production.

*Suisse* : Les projections supposent des ajustements de la politique budgétaire, lorsqu'ils sont nécessaires, pour s'assurer que les soldes budgétaires restent conformes aux exigences des règles budgétaires du pays.

*Türkiye* : La base des projections est le solde budgétaire défini par le FMI, qui exclut certains postes des recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

### Hypothèses de politique monétaire

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble

qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. S'agissant des *taux d'intérêt*, veuillez vous référer à la partie Hypothèses au début de l'appendice statistique.

*Afrique du Sud* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec le maintien de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 % à moyen terme.

*Arabie saoudite* : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

*Argentine* : Les projections monétaires sont conformes au cadre macroéconomique d'ensemble, aux plans budgétaires et de financement, et aux politiques monétaires et de change.

*Australie* : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

*Bésil* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec un retour de l'inflation vers l'intervalle de tolérance d'ici fin 2024.

*Canada* : Les projections tiennent compte de la fin progressive de l'orientation restrictive de la politique monétaire de la Banque du Canada, à l'heure où l'inflation retrouve son objectif de milieu d'intervalle (2 %), qu'elle devrait atteindre début 2025.

*Chili* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

*Chine* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une hausse progressive de l'inflation et une réduction de l'écart de production à moyen terme.

*Danemark* : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

*États-Unis* : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

*Hong Kong (RAS)* : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

*Hongrie* : Les estimations et projections des services du FMI se fondent sur l'appréciation d'experts et tiennent compte de l'évolution récente.

*Inde* : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve de l'Inde à moyen terme.

## Encadré A1 (fin)

*Indonésie* : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale à moyen terme.

*Israël* : Les hypothèses reposent sur une normalisation progressive de la politique monétaire.

*Japon* : Les hypothèses de politique monétaire pour le Japon reposent sur l'évaluation par les services du FMI de la trajectoire la plus probable des taux d'intérêt, compte tenu des perspectives macroéconomiques plus générales, des déclarations de la Banque du Japon et des attentes des marchés.

*Mexique* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec un retour de l'inflation vers l'objectif de la banque centrale au cours de la période de projection.

*Nouvelle-Zélande* : Les projections monétaires reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

*République de Corée* : Les projections supposent que le taux directeur évoluera conformément aux orientations prospectives de la Banque de Corée.

*Royaume-Uni* : Les hypothèses de politique monétaire se fondent sur l'évaluation que font les services du FMI de la trajectoire la plus plausible pour les taux d'intérêt, compte tenu des perspectives

macroéconomiques d'ensemble, des résultats des modèles, des prévisions d'inflation et des communications de la Banque d'Angleterre, et des anticipations des marchés.

*Russie* : Les projections de politique monétaire supposent que la banque centrale de la Fédération de Russie applique une politique monétaire restrictive.

*Singapour* : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

*Suède* : Les hypothèses de politique monétaire se fondent sur les estimations des services du FMI.

*Suisse* : La politique monétaire doit rester réactive aux nouvelles données disponibles, tout en tenant compte de l'évolution de la politique monétaire internationale.

*Turkiye* : Dans le scénario de référence, il est supposé que l'orientation de la politique monétaire restera conforme aux politiques annoncées et observées.

*Zone euro* : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres reposent sur une série de modèles (modèle semi-structurel, modèle dynamique d'équilibre général stochastique [DSGE], règle de Taylor), les anticipations des marchés et les communications du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

## Encadré A2. Révision des parités de pouvoir d'achat dans les *Perspectives de l'économie mondiale*

Il est essentiel de comparer la production, le revenu et les autres indicateurs économiques clés des différents pays pour analyser les résultats économiques mondiaux et orienter les décisions en matière de politique économique. Pour aider à cette comparaison, il existe une méthode qui consiste à convertir les valeurs nominales des monnaies locales en une monnaie commune, comme le dollar des États-Unis. Cependant, cette approche est loin de tenir compte des différences dans les niveaux de prix entre les pays : le même revenu, exprimé en dollars, permet d'acheter davantage de biens et de services dans un pays où les prix sont plus bas.

On utilise les taux de change en parité de pouvoir d'achat (PPA) pour compenser les différences de niveaux de prix entre les pays. Grâce aux parités de pouvoir d'achat, différentes devises sont converties en une monnaie commune et indiquent, par rapport à une économie de référence (celle des États-Unis), le prix relatif d'un panier donné de biens et de services d'un pays à l'autre. Dans les *Perspectives de l'économie mondiale*, les PPA sont utilisées pour convertir le PIB nominal, exprimé en monnaie locale, en PIB en parités de pouvoir d'achat, ce qui permet de comparer la production économique des différents pays<sup>1</sup>. Le PIB en PPA sert également de pondération pour calculer les taux de croissance du PIB réel régional et mondial, ainsi que d'autres agrégats du secteur réel. Les mêmes pondérations sont également utilisées pour calculer l'inflation régionale et l'inflation mondiale.

Les PPA proviennent du Programme de comparaison internationale (PCI), géré et publié par la Banque mondiale, en coordination avec d'autres institutions internationales, dont le Fonds monétaire international. En mai 2024, de nouvelles PPA ont été publiées pour l'année de référence 2021. Des résultats révisés pour l'année de référence précédente (2017) et des estimations des PPA annuelles pour 2018–20 ont également été publiés. Dans l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*, conformément à la méthodologie habituelle, les PPA sont calculées

en prenant les nouvelles données pour 2017–21 et en les extrapolant pour toutes les années précédentes et suivantes, en utilisant les taux de croissance des déflateurs relatifs au PIB (quotient du déflateur du PIB d'un pays par le déflateur du PIB des États-Unis).

Cette mise à jour des données sur les PPA donne lieu à des révisions des pondérations du PIB en PPA et à des révisions des agrégats régionaux et mondiaux, comme indiqué plus en détail ci-dessous. Dans l'ensemble, les révisions résultant de la nouvelle publication du PCI ont été moindres que celles résultant de la publication précédente du PCI (voir, par exemple, l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

### *Variations des parités de pouvoir d'achat dans les régions et les pays*

Sur la base des résultats de la nouvelle publication du PCI extrapolés jusqu'en 2024, les niveaux de prix estimés pour la plupart des pays sont inférieurs aux chiffres extrapolés sur la base de la publication précédente du PCI. En conséquence, l'estimation du PIB en PPA est plus élevée, tant pour les pays avancés que pour les pays émergents et les pays en développement.

Toutefois, en termes relatifs, l'augmentation du PIB en PPA dans les pays émergents et les pays en développement a été plus marquée que dans les pays avancés. Ainsi, la part des pays avancés dans le PIB mondial est passée de 40,9 % sur la base des précédentes mesures de PPA (tableau A2.1, colonne 3) à 40,2 % sur la base des nouvelles PPA (colonne 6) en 2024. Cela correspond à une baisse de 0,7 point de pourcentage pour les pays avancés (colonne 7). La part des pays émergents et des pays en développement est passée de 59,1 % à 59,8 %, soit une hausse parallèle de 0,7 point de pourcentage<sup>2</sup>.

Les révisions concernant les pays avancés s'expliquent principalement par la diminution de la part des États-Unis. Du côté des pays émergents et des pays en développement, ce sont en grande partie

Evgenia Weaver est l'auteure de cet encadré.

<sup>1</sup> PIBPPA = PIBN/TCPPA, où PIBN correspond au PIB nominal en monnaie locale et TCPPA correspond au taux de change en PPA. Pour plus d'informations sur le recours aux PPA, consulter la foire aux questions des *Perspectives de l'économie mondiale* : <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/frequently-asked-questions>.

<sup>2</sup> La part des pays émergents et des pays en développement dans le PIB mondial en PPA est en général plus élevée que la part calculée sur la base du taux de change du marché, soit 41,2 % (colonne 8), alors que, pour les pays avancés, elle est moins élevée (58,8 %), ce qui montre le rôle des PPA pour prendre en compte les différences dans les niveaux de prix entre les pays avancés, d'un côté, et les pays émergents et pays en développement, de l'autre.

## Encadré A2 (suite)

les résultats de la Russie et de l'Inde qui expliquent la révision à la hausse. Seulement, les révisions à la hausse ne concernent pas tous les pays émergents ou en développement. La part du Moyen-Orient et de l'Asie centrale dans le PIB mondial a diminué de 0,3 point de pourcentage en 2024.

### *Incidence de la révision des parités de pouvoir d'achat sur la croissance globale*

Compte tenu des variations relativement faibles des parts dans le PIB mondial, l'incidence des

nouvelles pondérations sur les agrégats mondiaux et régionaux est négligeable. Le tableau A2.2 présente les taux de croissance agrégés du PIB réel pour la période 2023–25, calculés à l'aide des anciennes et des nouvelles pondérations. Les différences sont faibles (colonnes 7 à 9), ne dépassant pas 0,1 point de pourcentage dans un sens ou dans l'autre, et s'expliquent par les changements de pondération de certains pays à la croissance la plus lente, ou à l'inverse la plus rapide, dans ces groupes.

**Tableau A2.1. Variations des parts du PIB mondial dues aux révisions des parités de pouvoir d'achat**  
(En pourcentage, sauf indication contraire)

	Anciennes pondérations			Nouvelles pondérations			Différence <sup>2</sup> 2024 (7)	Part du PIB en dollars
	2017 (1)	2021 <sup>1</sup> (2)	2024 <sup>1</sup> (3)	2017 (4)	2021 (5)	2024 <sup>1</sup> (6)		2024 (8)
<b>Pays avancés</b>	<b>44,0</b>	<b>42,3</b>	<b>40,9</b>	<b>43,6</b>	<b>41,6</b>	<b>40,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>58,8</b>
États-Unis	16,0	15,9	15,6	15,9	15,2	15,0	-0,6	26,5
Allemagne	3,7	3,4	3,1	3,6	3,4	3,1	0,0	4,3
France	2,4	2,3	2,2	2,4	2,4	2,2	0,0	2,9
Italie	2,1	1,9	1,8	2,0	1,9	1,8	0,0	2,2
Espagne	1,5	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	0,0	1,6
Japon	4,3	3,8	3,6	4,3	3,6	3,4	-0,2	3,7
Royaume-Uni	2,5	2,3	2,2	2,5	2,3	2,2	0,0	3,3
Canada	1,4	1,4	1,3	1,4	1,4	1,3	0,0	2,0
Autres pays avancés <sup>3</sup>	6,9	6,8	6,6	6,9	6,8	6,6	0,0	8,3
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>56,0</b>	<b>57,7</b>	<b>59,1</b>	<b>56,4</b>	<b>58,4</b>	<b>59,8</b>	<b>0,7</b>	<b>41,2</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	29,6	32,2	33,9	30,1	32,5	34,3	0,4	23,9
Chine	16,1	18,4	18,9	16,6	18,5	19,1	0,2	16,6
Inde	6,7	7,0	7,9	6,8	7,3	8,2	0,3	3,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	7,5	7,6	7,4	7,4	8,1	7,8	0,4	5,0
Russie	3,1	3,1	2,9	3,1	3,7	3,6	0,7	2,0
Amérique latine et Caraïbes	8,0	7,3	7,2	7,9	7,3	7,2	0,0	6,1
Brésil	2,5	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	0,1	2,0
Mexique	2,1	1,9	1,8	2,0	1,7	1,7	-0,1	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	7,8	7,5	7,5	7,8	7,3	7,2	-0,3	4,5
Arabie saoudite	1,3	1,3	1,2	1,3	1,1	1,1	-0,1	1,0
Afrique subsaharienne	3,1	3,1	3,1	3,2	3,2	3,2	0,1	1,7
Nigéria	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,0	0,2
Afrique du Sud	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	-0,1	0,4
<b>Pays émergents et pays à revenu intermédiaire</b>	<b>52,1</b>	<b>53,7</b>	<b>55,1</b>	<b>52,4</b>	<b>54,3</b>	<b>55,7</b>	<b>0,6</b>	<b>39,2</b>
<b>Pays en développement à faible revenu</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>3,9</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>0,1</b>	<b>2,0</b>

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les colonnes 1 à 6 présentent les parts du PIB mondial en parités de pouvoir d'achat (PPA). Les parts basées sur les anciennes pondérations reposent sur la publication 2017 du Programme de comparaison internationale (PCI) pour les années de référence 2011-17 ; celles basées sur les nouvelles pondérations reposent sur la publication 2021 du PCI pour les années de référence 2017-21. La colonne 8 présente les parts du PIB mondial en dollars.

<sup>1</sup>Extrapolations.

<sup>2</sup>Différence entre la colonne 6 (nouvelle) et la colonne 3 (précédente) ; en points de pourcentage.

<sup>3</sup>Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

**Encadré A2 (fin)**
**Tableau A2.2. Révisions de la croissance du PIB réel des agrégats des Perspectives de l'économie mondiale**  
 (En pourcentage, sauf indication contraire)

	Anciennes pondérations			Nouvelles pondérations			Différence <sup>1</sup>		
	2023 (1)	2024 (2)	2025 (3)	2023 (4)	2024 (5)	2025 (6)	2023 (7)	2024 (8)	2025 (9)
<b>Monde</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Autres pays avancés <sup>2</sup>	1,9	2,1	2,2	1,8	2,1	2,2	-0,1	0,0	0,0
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,7	5,3	5,0	5,7	5,3	5,0	0,0	0,0	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,4	3,1	2,3	3,3	3,2	2,2	-0,1	0,1	-0,1
Amérique latine et Caraïbes	2,3	2,1	2,5	2,2	2,1	2,5	-0,1	0,0	0,0
Moyen-Orient et Asie centrale	2,0	2,4	4,0	2,1	2,4	3,9	0,1	0,0	-0,1
Afrique subsaharienne	3,5	3,6	4,1	3,6	3,6	4,2	0,1	0,0	0,1
<b>Pays émergents et pays à revenu intermédiaire</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Pays en développement à faible revenu</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>	<b>4,0</b>	<b>4,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les colonnes 1 à 6 présentent les taux de croissance du PIB réel agrégés à partir des anciennes parts en parités de pouvoir d'achat (PPA) basées sur la publication de 2017 du Programme de comparaison internationale (PCI), et les nouvelles parts en PPA sont calculées sur la base de la publication de 2021.

<sup>1</sup>Différence entre les colonnes 4 à 6 (nouvelles) et les colonnes 1 à 3 (anciennes) ; en points de pourcentage.

<sup>2</sup>Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

## Liste des tableaux de l'appendice statistique<sup>1</sup>

### Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel

### Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation

### Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

### Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

### Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes

### Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

### Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

### Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

<sup>1</sup>Lorsque les pays ne sont pas présentés selon l'ordre alphabétique, ils le sont en fonction de la taille de leur économie.

**Tableau A1. Production mondiale : récapitulation<sup>1</sup>**
*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029
<b>Monde</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,8</b>	<b>3,6</b>	<b>2,9</b>	<b>-2,7</b>	<b>6,6</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>-4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>
États-Unis	1,6	1,8	2,5	3,0	2,6	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8	2,2	2,1
Zone euro	0,8	1,8	2,6	1,8	1,6	-6,1	6,2	3,3	0,4	0,8	1,2	1,2
Japon	0,5	0,8	1,7	0,6	-0,4	-4,2	2,7	1,2	1,7	0,3	1,1	0,5
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,4	2,3	3,0	2,5	1,9	-4,0	6,4	3,3	1,4	1,8	2,1	1,9
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>5,6</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>7,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>3,9</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,9	6,8	6,6	6,4	5,3	-0,5	7,7	4,4	5,7	5,3	5,0	4,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,1	1,7	4,2	3,6	2,5	-1,8	7,1	0,6	3,3	3,2	2,2	2,5
Amérique latine et Caraïbes	3,0	-0,8	1,4	1,1	0,2	-6,9	7,4	4,2	2,2	2,1	2,5	2,6
Moyen-Orient et Asie centrale	4,2	4,3	2,6	2,7	1,9	-2,2	4,4	5,5	2,1	2,4	3,9	3,8
Afrique subsaharienne	5,2	1,5	3,0	3,3	3,2	-1,6	4,8	4,1	3,6	3,6	4,2	4,4
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	4,3	2,2	0,8	0,8	0,2	-3,8	4,2	5,3	2,2	2,7	3,8	3,1
Autres produits	5,8	4,7	5,3	5,1	4,1	-1,5	7,3	3,8	4,7	4,4	4,2	4,0
Dont : produits primaires	3,9	1,3	2,8	1,6	0,8	-6,1	7,6	3,3	0,6	0,6	3,8	2,9
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	4,7	3,9	4,7	4,5	3,3	-3,5	7,0	4,9	4,6	4,3	4,4	4,8
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	4,1	2,8	4,0	3,6	3,3	-0,7	3,9	1,0	3,2	2,7	4,0	4,9
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	1,1	2,0	3,0	2,2	2,0	-5,6	6,4	3,7	0,6	1,1	1,6	1,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,9	4,8	2,2	2,1	1,3	-2,4	4,2	5,5	1,9	2,1	4,0	3,6
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,6	4,5	4,8	4,6	3,6	-1,9	7,2	4,0	4,4	4,2	4,2	3,8
Pays en développement à faible revenu	5,7	3,4	4,5	4,7	5,0	0,1	4,5	4,4	4,1	4,0	4,7	5,2
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux de croissance médian</b>												
Pays avancés	1,6	2,3	3,0	2,8	2,0	-3,9	6,6	3,0	1,2	1,3	2,1	2,0
Pays émergents et pays en développement	4,3	3,4	3,8	3,5	3,2	-3,6	5,0	4,2	3,4	3,4	3,7	3,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,7	3,0	2,8	2,9	2,5	-5,2	4,9	4,6	2,9	3,0	3,2	2,9
Pays en développement à faible revenu	5,1	4,5	4,3	4,4	4,6	-1,1	5,0	4,0	4,4	4,1	4,5	4,8
<b>Production par habitant<sup>3</sup></b>												
Pays avancés	0,9	1,3	2,1	1,8	1,4	-4,5	5,8	2,5	1,1	1,3	1,5	1,4
Pays émergents et pays en développement	4,0	2,8	3,3	3,4	2,4	-3,1	5,9	2,9	3,3	3,7	3,1	2,9
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,2	3,1	3,6	3,7	2,6	-2,9	6,5	3,3	3,7	3,5	3,4	3,2
Pays en développement à faible revenu	3,1	0,9	2,0	2,2	2,5	-2,3	1,9	2,0	1,7	3,1	2,4	2,9
<b>Croissance mondiale sur la base des cours de change</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>-3,0</b>	<b>6,4</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>2,5</b>
<b>Production mondiale (valeur en milliards de dollars)</b>												
Aux cours de change	68 493	76 598	81 479	86 497	87 772	85 519	97 403	101 409	105 685	110 065	115 494	139 652
Sur la base des parités de pouvoir d'achat	91 744	117 123	123 709	131 583	139 434	139 120	155 448	172 267	184 258	194 569	204 473	248 716

<sup>1</sup> PIB réel.

<sup>2</sup> Hors États-Unis, Japon et zone euro.

<sup>3</sup> La production par habitant est calculée en dollars internationaux sur la base des parités de pouvoir d'achat.

**Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			4 <sup>e</sup> trimestre <sup>2</sup>		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029	2023 : T4	2024 : T4	2025 : T4
										Projections			Projections		
<b>PIB réel</b>															
<b>Pays avancés</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>-4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>
États-Unis	1,6	1,8	2,5	3,0	2,6	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8	2,2	2,1	3,2	2,5	1,9
Zone euro	0,8	1,8	2,6	1,8	1,6	-6,1	6,2	3,3	0,4	0,8	1,2	1,2	0,2	1,2	1,3
Allemagne	1,4	2,3	2,7	1,1	1,0	-4,1	3,7	1,4	-0,3	0,0	0,8	0,7	-0,2	0,3	1,3
France	1,0	0,7	2,3	1,6	2,1	-7,6	6,8	2,6	1,1	1,1	1,1	1,3	1,3	0,7	1,5
Italie	-0,5	1,2	1,6	0,8	0,4	-8,9	8,9	4,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,3	1,0	0,6
Espagne	0,5	2,9	2,9	2,4	2,0	-10,9	6,7	6,2	2,7	2,9	2,1	1,6	2,3	2,9	2,0
Pays-Bas	1,1	2,4	2,8	2,3	2,3	-3,9	6,3	5,0	0,1	0,6	1,6	1,4	-0,6	1,4	1,6
Belgique	1,4	1,3	1,6	1,8	2,2	-5,3	6,9	3,0	1,4	1,1	1,2	1,3	1,3	1,0	1,3
Irlande	3,7	1,2	10,0	7,5	5,0	7,2	16,3	8,6	-5,5	-0,2	2,2	2,3	-9,9	7,0	-3,2
Autriche	1,2	2,0	2,3	2,4	1,5	-6,6	4,2	4,8	-0,8	-0,6	1,1	0,9	-1,3	-0,2	1,4
Portugal	-0,1	2,0	3,5	2,8	2,7	-8,3	5,7	6,8	2,3	1,9	2,3	1,9	2,1	2,4	2,3
Grèce	-2,2	-0,5	1,1	1,7	1,9	-9,3	8,4	5,6	2,0	2,3	2,0	1,3	1,3	2,4	2,1
Finlande	0,4	2,6	3,3	1,2	1,3	-2,5	2,7	1,5	-1,2	-0,2	2,0	1,5	-1,5	1,6	1,8
République slovaque	3,8	1,9	2,9	4,0	2,5	-3,3	4,8	1,9	1,6	2,2	1,9	2,3	2,1	2,1	1,7
Croatie	0,3	3,6	3,4	3,0	3,4	-8,5	13,0	7,0	3,1	3,4	2,9	2,6	4,4	1,6	5,1
Lituanie	2,5	2,6	4,3	4,0	4,6	0,1	6,2	2,4	-0,3	2,4	2,6	2,2	0,1	3,5	2,0
Slovénie	1,1	3,0	5,2	4,4	3,5	-4,1	8,4	2,7	2,1	1,5	2,6	2,5	2,8	1,7	2,4
Luxembourg	2,5	5,0	1,3	1,2	2,9	-0,9	7,2	1,4	-1,1	1,3	2,7	2,3	-0,6	2,6	2,7
Lettonie	1,5	2,4	3,3	4,0	0,6	-3,5	6,7	3,0	-0,3	1,2	2,3	2,5	-0,2	2,6	1,4
Estonie	1,6	3,1	5,6	3,7	3,7	-2,9	7,1	0,1	-3,0	-0,9	1,6	2,0	-2,4	0,0	2,3
Chypre	0,5	6,6	5,7	5,6	5,5	-3,4	9,9	5,1	2,5	3,3	3,1	3,0	2,2	3,1	3,1
Malte	4,5	4,1	13,0	7,2	4,1	-3,5	13,5	4,1	7,5	5,0	4,0	3,5	6,7	5,4	5,2
Japon	0,5	0,8	1,7	0,6	-0,4	-4,2	2,7	1,2	1,7	0,3	1,1	0,5	0,9	1,8	0,2
Royaume-Uni	1,2	1,9	2,7	1,4	1,6	-10,3	8,6	4,8	0,3	1,1	1,5	1,3	-0,3	2,1	1,1
Corée	3,7	3,2	3,4	3,2	2,3	-0,7	4,6	2,7	1,4	2,5	2,2	2,0	2,2	2,0	2,9
Canada	1,6	1,0	3,0	2,7	1,9	-5,0	5,3	3,8	1,2	1,3	2,4	1,6	1,0	2,3	2,1
Australie	2,8	2,7	2,4	2,8	1,8	-2,1	5,5	3,9	2,0	1,2	2,1	2,3	1,6	1,5	2,2
Taiwan, province chinoise de	3,6	2,2	3,3	2,8	3,1	3,4	6,6	2,6	1,3	3,7	2,7	2,1	5,1	1,1	2,6
Singapour	5,6	3,6	4,5	3,5	1,3	-3,9	9,7	3,8	1,1	2,6	2,5	2,5	2,1	2,0	2,4
Suisse	2,0	2,1	1,4	2,9	1,2	-2,3	5,6	3,1	0,7	1,3	1,3	1,2	0,6	1,4	1,9
Suède	1,9	2,3	1,8	1,9	2,5	-2,0	5,9	1,5	-0,2	0,9	2,4	2,1	0,1	1,6	3,0
République tchèque	2,0	2,6	5,2	2,8	3,6	-5,3	4,0	2,8	-0,1	1,1	2,3	2,0	0,0	1,7	2,5
Norvège	1,3	1,2	2,5	0,8	1,1	-1,3	3,9	3,0	0,5	1,5	1,8	1,4	1,0	1,3	2,0
Hong Kong (RAS)	3,4	2,2	3,8	2,8	-1,7	-6,5	6,5	-3,7	3,3	3,2	3,0	2,4	4,5	2,5	5,7
Israël <sup>3</sup>	4,0	4,4	4,3	4,1	3,8	-1,5	9,5	6,4	2,0	0,7	2,7	3,4	-4,0	6,3	3,0
Danemark	0,7	3,1	3,1	1,9	1,7	-1,8	7,4	1,5	2,5	1,9	1,6	1,4	4,9	0,9	1,3
Nouvelle-Zélande	2,0	3,9	3,3	3,5	3,1	-1,4	5,6	2,4	0,6	0,0	1,9	2,4	-0,2	0,1	2,8
Porto Rico	-1,0	-1,3	-2,9	-4,4	1,7	-4,2	0,4	3,6	0,6	1,0	-0,8	0,8	...	...	...
Macao (RAS)	6,8	-0,7	9,9	6,4	-2,6	-54,3	23,5	-21,4	80,5	10,6	7,3	3,0	...	...	...
Islande	1,9	6,3	4,2	4,9	1,9	-6,9	5,3	9,0	5,0	0,6	2,4	2,4	1,4	2,0	-0,4
Andorre	-1,2	3,7	0,3	1,6	2,0	-11,2	8,3	9,6	1,4	1,4	1,6	1,5	...	...	...
Saint-Marin	-2,1	2,3	0,3	1,5	2,0	-6,8	14,2	7,9	0,4	0,7	1,3	1,3	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,2	1,6	2,4	2,1	1,7	-4,2	5,8	2,6	1,9	1,7	1,7	1,6	1,9	1,9	1,5
<b>Demande intérieure réelle totale</b>															
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>-3,9</b>	<b>6,0</b>	<b>3,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>2,2</b>	<b>1,2</b>
États-Unis	1,4	1,9	2,6	3,1	2,6	-1,9	7,1	2,8	2,3	3,0	2,1	1,9	3,1	2,8	1,7
Zone euro	0,5	2,3	2,3	2,0	2,4	-5,7	5,0	3,5	0,2	0,2	1,2	1,2	0,2	0,9	0,3
Allemagne	1,2	3,0	2,6	2,0	1,6	-3,2	3,0	2,8	-0,4	-0,4	0,8	0,8	-1,0	0,4	1,3
France	1,2	1,3	2,3	1,4	2,0	-6,3	6,0	2,9	0,6	0,0	0,7	1,2	-0,1	0,2	1,1
Italie	-0,8	1,6	1,6	1,0	-0,2	-8,3	9,2	5,4	0,3	0,3	0,6	0,7	-0,5	3,1	-1,8
Espagne	-0,3	2,0	3,1	3,2	1,6	-9,0	7,0	3,9	1,7	2,1	2,1	1,6	2,8	1,5	2,6
Japon	0,4	0,3	1,1	0,6	0,0	-3,3	1,7	1,7	0,7	0,4	1,1	0,5	-0,6	2,2	0,1
Royaume-Uni	1,3	3,1	2,2	0,9	1,9	-11,5	9,1	5,1	-0,1	1,3	1,3	1,2	1,8	1,0	2,7
Canada	2,2	0,4	4,1	2,7	1,1	-6,1	6,5	5,1	-0,3	1,3	2,8	2,0	0,2	2,4	2,3
Autres pays avancés <sup>4</sup>	2,7	3,0	3,6	2,7	1,7	-2,5	6,1	3,6	0,7	1,3	2,0	2,0	-0,5	2,6	2,0
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,1	1,8	2,3	2,2	1,8	-3,9	6,2	3,1	1,3	1,7	1,6	1,5	1,5	2,1	1,3

<sup>1</sup>Dans les tableaux de l'appendice statistique, lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.<sup>2</sup>Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.<sup>3</sup>Voir la note relative à Israël dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections	
	2006-15	2016-25									2024	2025
<b>Dépenses de consommation privée</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>-5,4</b>	<b>6,1</b>	<b>4,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>
États-Unis	1,7	2,6	2,5	2,6	2,7	2,1	-2,5	8,8	3,0	2,5	2,6	1,8
Zone euro	0,5	1,1	1,9	1,8	1,5	1,4	-7,9	4,7	4,9	0,7	0,9	1,3
Allemagne	0,8	0,9	2,2	1,5	1,4	1,7	-6,8	2,3	5,6	-0,4	0,6	1,4
France	1,2	1,0	1,5	1,6	1,1	1,7	-6,5	5,3	3,2	0,9	0,7	1,0
Italie	-0,3	0,4	0,8	1,2	0,5	0,0	-10,6	5,8	5,0	1,0	0,5	1,0
Espagne	0,0	1,3	2,7	3,1	1,7	1,1	-12,1	7,1	4,8	1,8	2,2	2,0
Japon	0,5	0,0	-0,4	1,1	0,2	-0,6	-4,4	0,8	2,2	0,6	-0,1	0,8
Royaume-Uni	1,2	1,1	3,7	1,8	2,0	1,1	-13,1	7,2	7,4	0,7	0,4	1,3
Canada	2,7	2,2	2,1	3,7	2,6	1,6	-6,3	5,1	5,1	1,7	2,9	3,7
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,7	2,0	2,7	2,9	2,9	1,9	-5,3	4,7	4,3	2,4	1,8	2,0
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,3	1,7	1,9	2,1	1,9	1,5	-5,0	6,3	3,8	1,6	1,6	1,6
<b>Consommation publique</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>0,8</b>	<b>1,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>0,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,2</b>	<b>1,4</b>
États-Unis	0,4	1,6	1,8	-0,1	1,4	3,9	3,0	0,4	-1,1	2,9	2,1	1,6
Zone euro	1,2	1,7	2,0	1,2	1,1	1,8	1,2	4,3	1,1	1,2	1,7	0,9
Allemagne	2,0	2,1	4,0	1,6	1,0	2,9	4,9	3,4	0,1	-0,1	1,9	1,0
France	1,5	1,3	1,5	1,7	0,8	1,1	-4,3	6,6	2,6	0,8	1,4	0,7
Italie	-0,5	0,5	1,3	0,3	0,0	-0,4	0,3	2,3	0,6	1,9	-0,3	-1,3
Espagne	1,4	2,5	0,9	1,0	2,1	2,2	3,5	3,6	0,6	5,2	3,8	2,2
Japon	1,4	1,5	1,6	0,1	1,0	1,9	2,4	3,4	1,7	0,0	1,7	1,7
Royaume-Uni	1,2	1,8	0,7	0,6	0,6	4,0	-6,8	14,3	0,6	0,6	2,3	1,6
Canada	1,7	2,3	1,8	2,1	3,1	1,1	1,3	5,4	3,2	1,6	2,5	1,6
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,9	3,1	3,4	2,4	3,5	3,8	4,7	4,6	2,7	1,5	3,0	1,5
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	1,6	1,9	0,4	1,2	2,9	1,6	3,0	0,1	1,8	1,9	1,3
<b>Formation brute de capital fixe</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,0</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>-3,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>2,2</b>
États-Unis	1,2	3,3	2,9	4,3	5,0	2,9	-0,8	5,4	2,0	3,2	4,5	3,1
Zone euro	-0,1	1,7	3,7	3,9	3,2	7,1	-5,8	3,5	1,9	0,9	-1,6	1,3
Allemagne	1,9	0,6	3,8	2,6	3,6	2,0	-3,0	0,6	-0,2	-1,2	-2,7	0,4
France	0,4	1,7	2,6	4,1	3,4	4,2	-6,2	9,6	0,1	0,8	-1,3	0,2
Italie	-2,9	4,0	3,8	3,3	3,3	1,6	-7,1	21,5	7,5	8,5	-0,9	0,8
Espagne	-2,6	2,4	2,0	6,8	6,5	4,9	-8,9	2,6	3,3	2,1	2,1	3,1
Japon	-0,4	0,4	1,2	1,6	0,6	0,5	-3,7	0,4	-0,5	1,8	0,8	0,9
Royaume-Uni	1,4	1,3	5,1	3,5	-0,5	2,1	-9,7	7,6	5,1	-0,1	0,1	0,5
Canada	1,7	0,7	-4,7	3,3	2,4	0,8	-3,8	9,3	-2,4	-3,2	1,3	4,3
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,7	2,3	3,2	4,7	2,2	0,9	-1,1	9,2	2,5	0,3	-0,8	2,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	2,3	2,6	3,6	3,5	2,4	-3,0	6,0	1,7	2,2	2,0	2,1

**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections	
	2006-15	2016-25									2024	2025
<b>Demande intérieure finale</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>	<b>-3,5</b>	<b>5,6</b>	<b>2,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>
États-Unis	1,4	2,6	2,4	2,6	3,0	2,5	-1,4	6,9	2,3	2,7	2,9	2,1
Zone euro	0,5	1,3	2,3	2,1	1,8	2,7	-5,5	4,3	3,4	0,9	0,5	1,2
Allemagne	1,3	1,1	3,0	1,8	1,8	2,0	-3,4	2,2	3,0	-0,5	0,2	1,1
France	1,1	1,2	1,7	2,2	1,5	2,1	-5,9	6,6	2,3	0,9	0,4	0,7
Italie	-0,8	1,1	1,4	1,4	0,9	0,2	-7,8	8,0	4,6	2,8	0,0	0,5
Espagne	-0,3	1,8	2,2	3,4	2,7	2,1	-8,4	5,4	3,6	2,6	2,5	2,2
Japon	0,4	0,4	0,3	1,0	0,5	0,2	-2,9	1,3	1,4	0,8	0,7	1,2
Royaume-Uni	1,2	1,3	3,3	1,9	1,3	1,8	-11,3	8,7	5,5	0,5	0,8	1,2
Canada	2,2	1,7	0,5	3,3	2,7	1,3	-4,1	6,1	2,8	0,5	1,9	2,8
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,7	2,2	3,0	3,4	2,4	1,9	-2,3	5,8	3,4	1,6	1,4	1,9
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,1	1,8	2,1	2,2	2,2	1,9	-3,4	5,8	2,7	1,7	1,8	1,6
<b>Formation de stock<sup>2</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>
États-Unis	0,1	0,0	-0,5	0,0	0,1	0,1	-0,5	0,3	0,6	-0,3	0,1	0,0
Zone euro	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	-0,3	-0,3	0,6	0,2	-0,6	-0,3	-0,1
Allemagne	-0,1	0,1	0,0	0,7	0,1	-0,4	0,1	0,7	-0,1	0,1	-0,5	-0,2
France	0,1	-0,2	-0,5	0,2	-0,1	0,0	-0,4	-0,6	0,5	-0,3	-0,4	0,0
Italie	0,0	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,4	-0,5	1,1	0,8	-2,4	0,2	0,1
Espagne	0,0	0,0	-0,1	-0,2	0,4	-0,4	-0,6	1,7	0,4	-0,9	-0,5	-0,2
Japon	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,5	0,5	0,3	-0,1	-0,1	0,0
Royaume-Uni	0,1	-0,1	-0,3	0,4	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,8	-0,9	-0,2	0,1
Canada	-0,1	0,1	0,0	0,9	0,0	-0,2	-0,7	0,8	1,2	-0,7	-0,4	0,0
Autres pays avancés <sup>1</sup>	0,0	0,0	-0,2	0,2	0,3	-0,1	-0,1	0,3	0,4	-0,8	-0,2	0,0
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	-0,3	0,2	0,1	-0,1	-0,4	0,3	0,5	-0,4	-0,1	0,0
<b>Solde extérieur<sup>2</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>
États-Unis	0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2	-1,3	-0,5	0,6	-0,4	0,0
Zone euro	0,3	0,1	-0,3	0,4	-0,1	-0,7	-0,5	1,4	-0,1	0,2	0,7	0,1
Allemagne	0,4	-0,2	-0,4	0,3	-0,6	-0,4	-1,1	0,9	-1,2	0,1	0,3	0,0
France	-0,1	0,1	-0,5	0,0	0,2	0,0	-1,3	0,7	-0,3	0,5	1,1	0,3
Italie	0,3	0,0	-0,3	0,1	-0,1	0,7	-0,9	0,0	-0,6	0,4	0,4	0,2
Espagne	0,8	0,3	1,0	-0,1	-0,6	0,4	-2,2	-0,3	2,3	1,0	0,9	0,2
Japon	0,1	0,1	0,5	0,6	0,0	-0,5	-0,9	1,1	-0,5	0,9	0,0	0,1
Royaume-Uni	-0,2	0,1	-0,5	1,0	-0,1	-0,3	1,8	-0,9	-0,3	0,5	-0,4	0,1
Canada	-0,5	-0,2	0,4	-1,1	0,0	0,8	0,3	-1,8	-1,4	1,5	0,0	-0,4
Autres pays avancés <sup>1</sup>	0,5	0,4	0,0	-0,2	0,3	0,5	0,6	0,4	-0,7	1,2	0,8	0,5
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	-0,1	-0,4	-0,5	-0,6	0,6	-0,1	0,1

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.<sup>2</sup>Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel**
*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>7,9</b>	<b>6,8</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>5,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>7,7</b>	<b>4,4</b>	<b>5,7</b>	<b>5,3</b>	<b>5,0</b>	<b>4,5</b>
Bangladesh	6,2	7,1	6,6	7,3	7,9	3,4	6,9	7,1	5,8	5,4	4,5	6,5
Bhoutan	7,3	7,5	5,9	3,5	4,6	-2,5	-3,3	4,8	5,0	5,2	7,2	7,2
Brunéi Darussalam	0,3	-2,5	1,3	0,1	3,9	1,1	-1,6	-1,6	1,4	2,4	2,5	3,1
Cambodge	7,6	7,9	8,1	8,8	7,9	-3,6	3,1	5,1	5,0	5,5	5,8	6,0
Chine	9,6	6,8	6,9	6,7	6,0	2,2	8,4	3,0	5,2	4,8	4,5	3,3
Fidji	2,2	2,4	5,4	3,8	-0,6	-17,0	-4,9	19,8	7,5	3,0	3,4	3,1
Îles Marshall	0,7	2,5	3,6	5,5	10,5	-2,8	1,2	-1,1	-3,9	5,0	3,5	2,0
Îles Salomon	4,3	5,6	3,1	2,7	1,7	-3,4	2,6	2,4	3,1	2,3	2,5	3,0
Inde <sup>1</sup>	6,8	8,3	6,8	6,5	3,9	-5,8	9,7	7,0	8,2	7,0	6,5	6,5
Indonésie	5,8	5,0	5,1	5,2	5,0	-2,1	3,7	5,3	5,0	5,0	5,1	5,1
Kiribati	3,6	7,1	3,7	3,5	3,3	-0,6	8,5	3,9	4,1	5,8	4,1	2,1
Lao, République démocratique populaire	7,9	7,0	6,9	6,2	4,7	-0,4	2,1	2,3	3,7	4,1	3,5	2,5
Malaisie	4,9	4,4	5,8	4,8	4,4	-5,5	3,3	8,9	3,6	4,8	4,4	4,0
Maldives	6,6	6,6	7,1	8,7	7,3	-32,9	37,7	13,9	4,0	4,7	4,7	4,5
Micronésie	-0,1	0,9	2,3	0,1	3,8	-1,9	3,0	-0,9	0,8	1,1	1,7	0,7
Mongolie	8,0	1,5	5,6	7,7	5,6	-4,6	1,6	5,0	7,4	5,5	7,0	5,0
Myanmar	7,8	6,4	5,8	6,4	6,8	-1,2	-10,5	-4,0	2,5	1,0	1,1	1,8
Nauru	5,4	4,4	-6,0	-1,2	8,5	2,0	7,2	3,0	0,6	1,5	1,4	1,8
Népal	4,4	0,4	9,0	7,6	6,7	-2,4	4,8	5,6	2,0	3,1	4,9	5,0
Palaos	0,5	1,5	-3,5	0,3	1,5	-6,0	-11,6	-1,7	0,9	8,1	8,5	1,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,6	5,5	3,5	-0,3	4,5	-3,2	-0,8	5,2	2,9	4,6	3,7	3,1
Philippines	5,5	7,1	6,9	6,3	6,1	-9,5	5,7	7,6	5,5	5,8	6,1	6,3
Samoa	1,3	8,0	1,4	-0,6	4,5	-3,1	-7,1	-5,3	8,0	9,7	4,2	2,0
Sri Lanka <sup>1</sup>	6,4	5,1	6,5	2,3	-0,2	-4,6	4,2	-7,3	...	...	...	...
Thaïlande	3,3	3,4	4,2	4,2	2,1	-6,1	1,6	2,5	1,9	2,8	3,0	2,7
Timor-Leste <sup>1</sup>	5,7	3,4	-3,1	-0,7	2,1	-7,2	1,6	4,0	2,3	3,0	3,1	3,0
Tonga	0,8	6,8	3,4	0,9	-0,2	1,3	-1,3	0,0	2,0	1,8	2,4	1,2
Tuvalu	2,5	4,8	3,3	1,4	13,9	-3,3	0,2	0,4	3,9	3,5	3,0	2,0
Vanuatu	2,9	4,7	6,3	2,9	3,2	-5,0	-1,6	1,9	2,2	0,9	1,5	2,0
Viet Nam	6,2	6,7	6,9	7,5	7,4	2,9	2,6	8,1	5,0	6,1	6,1	5,6
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>3,1</b>	<b>1,7</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,8</b>	<b>7,1</b>	<b>0,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,5</b>
Albanie	3,5	3,3	3,8	4,0	2,1	-3,3	8,9	4,9	3,5	3,3	3,4	3,5
Bélarus	4,2	-2,5	2,5	3,1	1,4	-0,7	2,4	-4,7	3,9	3,6	2,3	0,9
Bosnie-Herzégovine	2,5	3,2	3,2	3,8	2,9	-3,0	7,4	4,2	1,7	2,5	3,0	3,0
Bulgarie	2,4	3,0	2,7	2,7	4,0	-4,0	7,7	3,9	1,8	2,3	2,5	2,6
Hongrie	1,0	2,2	4,3	5,4	4,9	-4,5	7,1	4,6	-0,9	1,5	2,9	3,2
Kosovo	4,6	5,6	4,8	3,4	4,8	-5,3	10,7	4,3	3,3	3,8	4,0	3,8
Macédoine du Nord	3,2	2,8	1,1	2,9	3,9	-4,7	4,5	2,2	1,0	2,2	3,6	3,5
Moldova, République de	3,5	4,4	4,2	4,1	3,6	-8,3	13,9	-5,0	0,7	2,6	3,7	5,0
Monténégro	2,8	2,9	4,7	5,1	4,1	-15,3	13,0	6,4	6,0	3,7	3,7	3,0
Pologne	3,9	3,0	5,1	5,9	4,4	-2,0	6,9	5,6	0,2	3,0	3,5	2,9
Roumanie	2,8	2,9	8,2	6,0	3,9	-3,7	5,7	4,1	2,1	1,9	3,3	3,5
Russie	2,6	0,2	1,8	2,8	2,2	-2,7	5,9	-1,2	3,6	3,6	1,3	1,2
Serbie	1,9	3,3	2,1	4,5	4,3	-0,9	7,7	2,5	2,5	3,9	4,1	4,0
Türkiye	5,1	3,3	7,5	3,0	0,8	1,9	11,4	5,5	5,1	3,0	2,7	3,9
Ukraine <sup>1</sup>	-0,6	2,4	2,4	3,5	3,2	-3,8	3,4	-28,8	5,3	3,0	2,5	4,2
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-6,9</b>	<b>7,4</b>	<b>4,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>
Antigua-et-Barbuda	0,4	4,1	2,5	7,0	3,1	-18,9	8,2	9,5	4,2	5,8	3,5	2,8
Argentine	3,2	-2,1	2,8	-2,6	-2,0	-9,9	10,4	5,3	-1,6	-3,5	5,0	2,4
Aruba	-0,3	1,7	7,0	2,4	-2,3	-24,0	27,6	10,5	5,3	5,5	2,0	1,4
Bahamas	0,2	-1,0	2,8	2,6	-1,4	-21,4	15,4	10,8	2,6	1,9	1,7	1,5
Barbade	-0,2	1,8	0,1	-1,2	0,7	-15,1	-0,3	17,8	4,1	3,9	3,0	2,0
Belize	2,2	0,0	-1,8	1,1	4,2	-13,7	17,9	9,8	1,1	5,4	2,5	2,0
Bolivie	5,0	4,3	4,2	4,2	2,2	-8,7	6,1	3,6	3,1	1,6	2,2	2,3
Brésil	2,8	-3,3	1,3	1,8	1,2	-3,3	4,8	3,0	2,9	3,0	2,2	2,5
Chili	3,9	1,8	1,4	4,0	0,6	-6,1	11,3	2,1	0,2	2,5	2,4	2,3
Colombie	4,6	2,1	1,4	2,6	3,2	-7,2	10,8	7,3	0,6	1,6	2,5	3,0

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (suite)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-6,9</b>	<b>7,4</b>	<b>4,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>
Costa Rica	4,3	4,2	4,2	2,6	2,4	-4,3	7,9	4,6	5,1	4,0	3,5	3,5
Dominique	1,7	2,8	-6,6	3,5	5,5	-16,6	6,9	5,6	4,7	4,6	4,2	2,4
El Salvador	2,1	2,5	2,2	2,4	2,4	-7,9	11,9	2,8	3,5	3,0	3,0	2,8
Équateur	4,3	-0,7	6,0	1,0	0,2	-9,2	9,8	6,2	2,4	0,3	1,2	2,5
Grenade	1,1	3,7	4,4	4,4	0,7	-13,8	4,7	7,3	4,7	3,0	3,9	2,7
Guatemala	3,8	2,7	3,1	3,4	4,0	-1,8	8,0	4,2	3,5	3,5	3,6	3,8
Guyana	3,8	3,8	3,7	4,4	5,4	43,5	20,1	62,3	33,0	43,8	14,4	11,9
Haïti	2,3	1,8	2,5	1,7	-1,7	-3,3	-1,8	-1,7	-1,9	-4,0	1,0	1,5
Honduras	3,6	3,9	4,8	3,8	2,6	-9,0	12,6	4,1	3,6	3,6	3,5	3,8
Jamaïque	0,1	1,5	0,7	1,8	1,0	-9,9	4,6	5,2	2,6	1,3	2,1	1,6
Mexique	1,9	1,8	1,9	2,0	-0,4	-8,4	6,0	3,7	3,2	1,5	1,3	2,1
Nicaragua	4,0	4,6	4,6	-3,4	-2,9	-1,8	10,3	3,8	4,6	4,0	3,8	3,5
Panama	7,6	5,0	5,6	3,7	3,3	-17,7	15,8	10,8	7,3	2,5	3,0	4,0
Paraguay	4,7	4,3	4,8	3,2	-0,4	-0,8	4,0	0,2	4,7	3,8	3,8	3,5
Pérou	5,8	4,0	2,5	4,0	2,2	-10,9	13,4	2,7	-0,6	3,0	2,6	2,3
République dominicaine	5,3	6,7	4,7	7,0	5,1	-6,7	12,3	4,9	2,4	5,1	5,0	5,0
Saint-Kitts-et-Nevis	2,6	3,9	0,0	2,1	4,1	-14,6	-1,7	10,5	2,3	4,4	4,3	2,9
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,1	4,1	1,5	3,2	0,7	-4,3	2,1	3,1	5,8	4,5	4,0	2,7
Sainte-Lucie	1,5	3,8	3,4	2,9	-0,7	-24,4	11,6	20,4	2,2	3,9	2,6	1,5
Suriname	3,1	-4,9	1,6	4,9	1,2	-16,0	-2,4	2,4	2,1	3,0	3,0	3,0
Trinité-et-Tobago	3,1	-7,5	-4,8	-0,6	0,4	-9,1	-1,0	1,5	1,1	1,6	2,4	2,8
Uruguay <sup>1</sup>	4,7	1,7	1,7	0,2	0,9	-7,4	5,6	4,7	0,4	3,2	3,0	2,2
Venezuela <sup>1</sup>	1,9	-17,0	-15,7	-19,7	-27,7	-30,0	1,0	8,0	4,0	3,0	3,0	...
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>-2,2</b>	<b>4,4</b>	<b>5,5</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>
Afghanistan <sup>1</sup>	8,0	2,2	2,6	1,2	3,9	-2,4	-14,5	-6,2	2,7	...	...	...
Algérie	3,0	3,9	1,5	1,4	0,9	-5,0	3,8	3,6	4,1	3,8	3,0	2,1
Arabie saoudite	4,3	1,9	0,9	3,2	1,1	-3,6	5,1	7,5	-0,8	1,5	4,6	3,5
Arménie	4,1	0,2	7,5	5,2	7,6	-7,1	5,8	12,6	8,3	6,0	4,9	4,5
Azerbaïdjan	9,2	-3,1	0,2	1,5	2,5	-4,2	5,6	4,7	1,1	3,2	2,5	2,4
Bahreïn	4,6	3,8	5,0	2,1	2,1	-5,9	4,4	6,0	3,0	3,0	3,2	2,9
Cisjordanie et Gaza <sup>1</sup>	4,8	8,9	1,4	1,2	1,4	-11,3	7,0	4,1	-5,4	...	...	...
Djibouti	5,3	7,1	5,5	4,8	5,5	1,3	4,5	3,9	7,0	6,5	6,0	5,5
Égypte	4,5	4,3	4,2	5,3	5,5	3,6	3,3	6,7	3,8	2,7	4,1	5,7
Émirats arabes unis	4,0	5,6	0,7	1,3	1,1	-5,0	4,4	7,5	3,6	4,0	5,1	4,3
Géorgie	5,4	3,4	5,2	6,1	5,4	-6,3	10,6	11,0	7,5	7,6	6,0	5,0
Iran	2,1	8,8	2,8	-1,8	-3,1	3,3	4,7	3,8	5,0	3,7	3,1	2,0
Iraq	5,7	16,2	-1,5	2,6	5,6	-12,4	1,4	7,7	-2,9	0,1	4,1	4,2
Jordanie	4,5	2,0	2,5	1,9	1,8	-1,1	3,7	2,4	2,6	2,4	2,9	3,0
Kazakhstan	5,5	0,9	3,9	4,1	4,5	-2,6	4,1	3,3	5,1	3,5	4,6	3,0
Koweït	2,4	2,9	-4,7	2,7	2,3	-4,8	2,3	5,9	-3,6	-2,7	3,3	2,6
Liban <sup>1</sup>	4,8	1,6	0,9	-1,9	-6,8	-24,6	2,0	1,0	-0,7	...	...	...
Libye	-4,7	-1,5	32,5	7,9	-11,2	-29,5	28,3	-8,3	10,2	2,4	13,7	2,3
Maroc	4,4	0,5	5,1	3,1	2,9	-7,2	8,2	1,5	3,4	2,8	3,6	3,4
Mauritanie	4,0	1,3	6,3	4,8	3,1	-0,4	0,7	6,8	6,5	4,4	4,2	4,5
Oman	5,0	5,0	0,3	1,3	-1,1	-3,4	2,6	9,6	1,3	1,0	3,1	3,6
Ouzbékistan	7,7	5,9	4,4	5,6	6,8	1,6	8,0	6,0	6,3	5,6	5,7	5,7
Pakistan	3,6	4,1	4,6	6,1	3,1	-0,9	5,8	6,2	-0,2	2,4	3,2	4,5
Qatar	12,4	3,1	-1,5	1,2	0,7	-3,6	1,6	4,2	1,2	1,5	1,9	1,6
République kirghize	4,6	4,3	4,7	3,5	4,6	-7,1	5,5	9,0	6,2	6,5	5,0	4,1
Somalie	...	-1,3	9,5	1,4	2,8	-2,8	3,5	2,7	4,2	4,0	4,0	4,5
Soudan <sup>1</sup>	0,6	4,7	0,8	-2,3	-2,5	-3,6	0,5	-2,5	-18,3	-20,3	8,3	4,5
Syrie <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	6,8	6,9	7,1	7,6	7,4	4,4	9,4	8,0	8,3	6,8	4,5	4,5
Tunisie	3,1	1,1	2,3	2,6	1,6	-9,0	4,7	2,7	0,0	1,6	1,6	1,2
Turkménistan <sup>1</sup>	8,1	-0,5	2,1	1,7	-3,7	-2,1	-0,3	5,3	2,0	2,3	2,3	2,3
Yémen	-1,8	-9,4	-5,1	0,8	2,1	-8,5	-1,0	1,5	-2,0	-1,0	1,5	5,5

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (fin)**
*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>5,2</b>	<b>1,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>4,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>
Angola	6,5	-1,7	-0,1	-0,6	-0,2	-4,0	2,1	4,2	1,0	2,4	2,8	3,4
Afrique du Sud	2,6	0,7	1,2	1,6	0,3	-6,2	5,0	1,9	0,7	1,1	1,5	1,5
Bénin	4,2	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	6,4	6,5	6,5	6,0
Botswana	2,7	7,2	4,1	4,2	3,0	-8,7	11,9	5,5	2,7	1,0	5,2	4,0
Burkina Faso	5,5	6,0	6,2	6,6	5,5	1,9	6,9	1,8	3,1	5,5	5,8	5,0
Burundi	3,6	-0,6	0,5	1,6	1,8	0,3	3,1	1,8	2,7	2,2	3,5	5,0
Cabo Verde	3,8	4,3	4,6	3,7	6,9	-20,8	7,0	17,4	5,1	4,7	4,7	4,5
Cameroun	4,0	4,5	3,5	4,0	3,4	0,5	3,0	3,7	3,2	3,9	4,2	4,8
Comores	2,5	3,3	3,8	3,6	1,8	-0,2	2,0	2,6	3,0	3,5	4,0	3,8
Congo, République du	4,2	-5,0	-5,6	-2,3	1,1	-6,3	1,1	1,8	2,0	2,8	3,7	3,8
Congo, République démocratique du	6,9	0,4	3,7	4,8	4,5	1,7	5,9	8,8	8,4	4,7	5,0	4,3
Côte d'Ivoire	4,3	7,2	7,4	4,8	6,7	0,7	7,1	6,2	6,2	6,5	6,4	6,2
Érythrée <sup>1</sup>	1,8	7,4	-10,0	13,0	3,8	...	...	...	...	...	...	...
Eswatini	3,1	1,1	2,0	2,4	2,7	-1,6	10,7	0,5	4,9	4,6	4,2	2,6
Éthiopie	10,6	8,0	10,2	7,7	9,0	6,1	6,3	6,4	7,2	6,1	6,5	7,8
Gabon	3,6	2,1	0,5	0,9	3,8	-1,8	1,5	3,0	2,4	3,1	2,6	2,6
Gambie	2,3	1,9	4,8	7,2	6,2	0,6	5,3	4,9	5,3	5,8	5,8	5,0
Ghana	6,6	3,4	8,1	6,2	6,5	0,5	5,1	3,8	2,9	3,1	4,4	5,0
Guinée	3,9	10,8	10,3	6,4	5,6	4,7	5,6	4,0	5,7	4,1	5,7	5,6
Guinée-Bissau	3,4	5,3	4,8	3,8	4,5	1,5	6,2	4,6	5,2	5,0	5,0	4,5
Guinée équatoriale	3,0	-8,8	-5,7	-6,2	-5,5	-4,8	0,9	3,7	-6,2	5,8	-4,8	2,9
Kenya	4,8	4,2	3,8	5,7	5,1	-0,3	7,6	4,9	5,6	5,0	5,0	5,0
Lesotho	3,5	1,9	-2,7	-1,5	-2,9	-5,3	1,7	1,6	2,2	2,8	2,3	2,1
Libéria	6,4	-1,6	2,5	1,2	-2,5	-3,0	5,0	4,8	4,6	5,1	5,8	6,0
Madagascar	2,7	4,0	3,9	3,2	4,4	-7,1	5,7	4,0	3,8	4,5	4,6	5,0
Malawi	5,7	2,3	4,0	4,4	5,4	1,0	4,6	0,9	1,5	1,8	4,0	4,6
Mali	4,1	5,9	5,3	4,7	4,8	-1,2	3,1	3,5	4,4	3,8	4,4	4,9
Maurice	4,2	3,9	3,9	4,0	2,9	-14,5	3,4	8,9	7,0	6,1	4,0	4,0
Mozambique	7,4	4,7	2,6	3,5	2,3	-1,2	2,4	4,4	5,4	4,3	4,3	10,0
Namibie	4,3	0,0	-1,0	1,1	-0,8	-8,1	3,6	5,3	4,2	3,1	4,2	2,6
Niger	5,6	5,7	5,0	7,0	6,1	3,5	1,4	11,9	2,4	9,9	7,3	6,0
Nigéria	6,4	-1,6	0,8	1,9	2,2	-1,8	3,6	3,3	2,9	2,9	3,2	3,3
Ouganda	6,9	0,2	6,8	5,6	7,6	-1,1	5,5	6,3	4,6	5,9	7,5	5,9
République centrafricaine	-1,3	4,7	4,5	3,8	3,0	1,0	1,0	0,5	0,7	1,4	2,9	3,5
Rwanda	7,8	6,0	3,9	8,5	9,4	-3,4	10,9	8,2	8,2	7,0	6,5	7,3
Sao Tomé-et-Principe	4,2	5,2	4,1	4,4	2,0	2,6	1,9	0,2	0,4	1,1	3,3	3,5
Sénégal	3,5	6,4	7,4	6,2	4,6	1,3	6,5	4,0	4,6	6,0	9,3	4,1
Seychelles	5,2	12,1	7,0	4,9	5,5	-11,7	0,6	15,0	3,2	3,1	3,9	3,5
Sierra Leone	4,2	4,7	3,9	3,4	5,5	-1,3	5,9	5,3	5,7	4,0	4,5	4,6
Soudan du Sud	...	-13,3	-5,8	-2,1	0,9	-6,5	5,3	-5,2	2,5	-26,4	27,2	4,9
Tanzanie	6,3	6,9	6,7	7,0	6,9	4,5	4,8	4,7	5,1	5,4	6,0	6,5
Tchad	4,4	-6,3	-2,0	5,9	6,6	-2,1	-0,9	3,6	4,9	3,2	3,8	3,1
Togo	4,8	5,7	4,0	4,8	4,9	2,0	6,0	5,8	5,6	5,3	5,3	5,5
Zambie	6,9	3,8	3,5	4,0	1,4	-2,8	6,2	5,2	5,4	2,3	6,6	4,9
Zimbabwe <sup>1</sup>	3,6	0,8	5,2	5,0	-6,3	-7,8	8,5	6,1	5,3	2,0	6,0	3,5

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à la Cisjordanie et Gaza, à l'Érythrée, à l'Inde, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Syrie, au Timor-Leste, au Turkménistan, à l'Ukraine, à l'Uruguay, au Venezuela et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A5. Inflation : récapitulation***(En pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029
<b>Déflateurs du PIB</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>3,3</b>	<b>5,7</b>	<b>4,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>
États-Unis	1,8	1,0	1,8	2,3	1,7	1,3	4,6	7,1	3,6	2,4	1,8	1,8
Zone euro	1,4	0,9	1,1	1,5	1,7	1,8	2,2	5,1	5,8	2,8	2,3	2,0
Japon	-0,4	0,4	-0,1	0,0	0,6	0,9	-0,2	0,4	3,8	2,6	2,1	1,9
Autres pays avancés <sup>1</sup>	1,8	1,2	1,9	1,7	1,3	2,0	3,9	6,1	3,0	2,4	1,9	1,9
<b>Prix à la consommation</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>7,3</b>	<b>4,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>
États-Unis	2,0	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7	8,0	4,1	3,0	1,9	2,1
Zone euro <sup>2</sup>	1,7	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,4	5,4	2,4	2,0	2,0
Japon	0,3	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,5	3,3	2,2	2,0	2,0
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,1	0,9	1,8	1,9	1,4	0,6	2,5	6,6	4,9	2,5	2,1	2,0
<b>Pays émergents et pays en développement<sup>3</sup></b>	<b>6,0</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>5,8</b>	<b>9,6</b>	<b>8,1</b>	<b>7,9</b>	<b>5,9</b>	<b>4,0</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,7	2,8	2,4	2,7	3,3	3,2	2,3	3,9	2,4	2,1	2,7	2,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,1	5,6	5,6	6,3	6,5	5,1	9,0	25,2	17,1	16,9	11,1	6,2
Amérique latine et Caraïbes <sup>3</sup>	4,8	5,4	6,3	6,7	7,6	6,5	9,9	14,2	14,8	16,8	8,5	3,6
Moyen-Orient et Asie centrale	8,4	5,3	7,0	9,6	7,4	10,3	11,9	13,4	15,6	14,6	10,7	6,3
Afrique subsaharienne	8,1	10,0	10,6	8,4	8,7	11,2	11,6	15,2	17,6	18,1	12,3	7,6
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	8,1	7,1	6,3	8,3	6,5	9,4	11,6	13,5	12,5	11,9	10,5	7,7
Autres produits	5,7	3,9	4,2	4,5	4,9	4,7	5,2	9,2	7,6	7,5	5,4	3,6
Dont : produits primaires <sup>4</sup>	6,7	6,4	11,6	14,2	17,9	20,5	22,7	29,1	38,1	48,8	19,8	5,6
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	6,9	5,5	5,9	5,9	5,7	6,3	7,6	12,9	11,8	10,6	7,6	4,8
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	10,5	10,2	15,1	14,3	11,9	14,1	15,8	20,8	23,4	24,3	15,7	6,2
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	1,8	0,1	1,6	1,9	1,4	0,7	2,9	9,3	6,3	2,6	2,3	2,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	8,2	5,0	7,0	10,6	7,7	10,9	12,9	13,6	15,0	14,8	11,6	6,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,8	3,9	4,0	4,6	4,8	4,6	5,2	9,1	7,4	7,2	5,3	3,7
Pays en développement à faible revenu	9,0	8,9	10,0	9,7	9,5	13,4	14,3	16,0	17,4	18,1	13,3	7,2
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux d'inflation médian</b>												
Pays avancés	1,9	0,4	1,6	1,7	1,4	0,3	2,5	8,1	5,3	2,5	2,1	2,0
Pays émergents et pays en développement <sup>3</sup>	4,9	2,7	3,3	3,1	2,6	2,7	3,9	7,9	5,9	4,1	3,8	3,0

<sup>1</sup>Hors États-Unis, Japon et zone euro.<sup>2</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.<sup>3</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir la note relative à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation<sup>1</sup>**
*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029	2023	Projections	
														2024	2025
<b>Pays avancés</b>	<b>1,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>7,3</b>	<b>4,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>3,1</b>	<b>2,2</b>	<b>2,0</b>
États-Unis	2,0	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7	8,0	4,1	3,0	1,9	2,1	3,2	2,3	1,9
Zone euro <sup>3</sup>	1,7	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,4	5,4	2,4	2,0	2,0	2,9	2,0	2,0
Allemagne	1,6	0,4	1,7	1,9	1,4	0,4	3,2	8,7	6,0	2,4	2,0	2,0	3,0	2,0	2,1
France	1,5	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5	2,1	5,9	5,7	2,3	1,6	1,8	4,1	1,5	1,8
Italie	1,8	-0,1	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,9	8,7	5,9	1,3	2,1	2,0	0,5	2,1	1,8
Espagne	1,8	-0,3	2,0	1,7	0,8	-0,3	3,0	8,3	3,4	2,8	1,9	2,0	3,3	1,9	1,8
Pays-Bas	1,6	0,1	1,3	1,6	2,7	1,1	2,8	11,6	4,1	3,2	2,3	2,0	1,0	3,3	1,8
Belgique	1,9	1,8	2,2	2,3	1,2	0,4	3,2	10,3	2,3	4,3	2,1	1,9	0,5	2,7	2,1
Irlande	0,9	-0,2	0,3	0,7	0,9	-0,4	2,4	8,0	5,2	1,7	1,8	2,0	3,2	1,5	1,4
Autriche	2,0	1,0	2,2	2,1	1,5	1,4	2,8	8,6	7,7	3,0	2,5	2,1	5,7	1,9	2,6
Portugal	1,6	0,6	1,6	1,2	0,3	-0,1	0,9	8,1	5,3	2,5	2,1	2,0	1,9	2,2	2,0
Grèce	1,7	0,0	1,1	0,8	0,5	-1,3	0,6	9,3	4,2	2,9	2,1	2,0	3,7	2,8	2,0
Finlande	2,0	0,4	0,8	1,2	1,1	0,4	2,1	7,2	4,3	1,2	1,9	2,0	1,3	2,1	1,7
République slovaque	2,0	-0,5	1,4	2,5	2,8	2,0	2,8	12,1	11,0	2,8	5,1	2,0	6,6	2,4	4,8
Croatie	2,3	-0,6	1,3	1,6	0,8	0,0	2,7	10,7	8,4	4,0	2,8	2,2	5,4	3,3	2,2
Lituanie	3,4	0,7	3,7	2,5	2,2	1,1	4,6	18,9	8,7	0,9	2,4	2,4	0,6	1,9	2,4
Slovénie	2,0	-0,1	1,4	1,7	1,6	-0,1	1,9	8,8	7,4	2,0	2,7	2,1	4,2	1,7	2,7
Luxembourg	2,1	0,0	2,1	2,0	1,7	0,0	3,5	8,2	2,9	2,5	2,6	2,1	3,2	1,9	2,7
Lettonie	4,0	0,1	2,9	2,6	2,7	0,1	3,2	17,2	9,1	1,4	2,2	2,2	0,9	2,9	1,6
Estonie	3,7	0,8	3,7	3,4	2,3	-0,6	4,5	19,4	9,1	3,4	2,0	2,2	4,3	2,5	2,0
Chypre	1,7	-1,2	0,7	0,8	0,5	-1,1	2,2	8,1	3,9	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Malte	2,0	0,9	1,3	1,7	1,5	0,8	0,7	6,1	5,6	2,7	2,5	2,0	3,7	2,6	2,2
Japon	0,3	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,5	3,3	2,2	2,0	2,0	2,9	1,8	1,8
Royaume-Uni	2,5	0,7	2,7	2,5	1,8	0,9	2,6	9,1	7,3	2,6	2,1	2,0	4,0	2,5	2,0
Corée	2,5	1,0	1,9	1,5	0,4	0,5	2,5	5,1	3,6	2,5	2,0	2,0	3,2	2,1	2,0
Canada	1,7	1,4	1,6	2,3	1,9	0,7	3,4	6,8	3,9	2,4	1,9	2,0	3,2	2,0	1,9
Australie	2,6	1,3	2,0	1,9	1,6	0,9	2,8	6,6	5,6	3,3	3,3	2,5	4,0	3,0	3,6
Taiwan, province chinoise de	1,1	1,4	0,6	1,4	0,6	-0,2	2,0	2,9	2,5	2,1	1,7	1,5	2,7	2,3	1,9
Singapour	2,6	-0,5	0,6	0,4	0,6	-0,2	2,3	6,1	4,8	2,6	2,2	2,0	3,7	2,2	2,1
Suisse	0,3	-0,4	0,5	0,9	0,4	-0,7	0,6	2,8	2,1	1,3	1,0	1,0	1,7	1,2	1,0
Suède	1,4	1,1	1,9	2,0	1,7	0,7	2,7	8,1	5,9	2,1	2,0	2,0	3,0	1,6	2,0
République tchèque	2,1	0,7	2,5	2,1	2,8	3,2	3,8	15,1	10,7	2,3	2,0	2,0	6,9	2,5	1,9
Norvège	2,0	3,6	1,9	2,8	2,2	1,3	3,5	5,8	5,5	3,3	2,4	2,0	4,8	2,7	2,2
Hong Kong (RAS)	3,2	2,4	1,5	2,4	2,9	0,3	1,6	1,9	2,1	1,7	2,3	2,5	2,3	2,3	2,4
Israël <sup>4</sup>	2,0	-0,5	0,2	0,8	0,8	-0,6	1,5	4,4	4,2	3,1	3,0	2,1	3,0	3,4	2,6
Danemark	1,6	0,0	1,1	0,7	0,7	0,3	1,9	8,5	3,4	1,8	2,2	2,0	0,5	2,3	2,0
Nouvelle-Zélande	2,2	0,6	1,9	1,6	1,6	1,7	3,9	7,2	5,7	2,7	2,2	2,0	4,7	1,9	2,2
Porto Rico	2,2	-0,3	1,8	1,3	0,1	-0,5	2,4	6,0	3,5	1,6	1,9	1,6	1,9	2,2	1,6
Macao (RAS)	5,1	2,4	1,2	3,0	2,8	0,8	0,0	1,0	0,9	1,1	2,0	2,2	1,4	1,5	2,0
Islande	5,8	1,7	1,8	2,7	3,0	2,8	4,5	8,3	8,7	6,0	3,3	2,5	7,8	5,2	2,6
Andorre	1,4	-0,4	2,6	1,0	0,5	0,1	1,7	6,2	5,6	3,6	2,5	1,7	4,6	3,2	2,0
Saint-Marin	2,1	0,6	1,0	1,2	0,5	-0,1	2,1	5,3	5,9	1,3	2,0	2,0	5,9	1,3	2,0
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,7	0,8	1,8	2,1	1,5	0,8	3,3	7,3	4,7	2,6	1,9	2,1	3,1	2,1	1,9

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

<sup>3</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

<sup>4</sup>Voir la note relative à Israël dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029	2023	2024	2025
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>4,7</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,3</b>	<b>3,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,9</b>
Bangladesh	7,6	5,9	5,4	5,8	5,5	5,6	5,6	6,1	9,0	9,7	10,7	5,5	9,7	9,7	9,7
Bhoutan	7,1	3,3	4,3	3,7	2,8	3,0	8,2	5,9	4,6	4,6	4,7	4,0	3,9	4,8	4,7
Brunéi Darussalam	0,5	-0,3	-1,3	1,0	-0,4	1,9	1,7	3,7	0,4	0,5	1,0	1,0	0,6	0,5	1,0
Cambodge	5,7	3,0	2,9	2,5	1,9	2,9	2,9	5,3	2,1	0,7	2,1	3,0	2,7	2,0	2,1
Chine	2,9	2,0	1,6	2,1	2,9	2,5	0,9	2,0	0,2	0,4	1,7	2,0	-0,3	1,0	2,0
Fidji	3,8	3,9	3,3	4,1	1,8	-2,6	0,2	4,3	2,3	5,2	3,2	2,8	5,1	4,0	3,1
Îles Marshall	3,4	-1,5	0,1	0,8	-0,1	-0,7	2,2	2,8	7,4	4,6	3,2	2,5	6,1	4,5	2,0
Îles Salomon	6,7	0,5	0,5	3,6	2,2	2,9	0,2	5,4	5,1	2,9	3,0	3,3	4,3	2,8	2,8
Inde	8,0	4,5	3,6	3,4	4,8	6,2	5,5	6,7	5,4	4,4	4,1	4,0	5,0	4,2	4,2
Indonésie	6,7	3,5	3,8	3,3	2,8	2,0	1,6	4,1	3,7	2,5	2,5	2,5	2,8	2,3	2,5
Kiribati	2,0	1,9	0,4	0,6	-1,8	2,6	2,1	5,3	9,3	4,1	3,0	1,8	-2,1	4,6	2,5
Lao, République démocratique populaire	4,8	1,6	0,8	2,0	3,3	5,1	3,8	23,0	31,2	22,0	23,7	31,4	24,4	16,2	37,7
Malaisie	2,6	2,1	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,5	3,4	2,5	2,8	2,5	2,0	2,5	2,8	2,5
Maldives	6,2	0,8	2,3	1,4	1,3	-1,6	0,2	2,6	2,6	1,5	4,5	2,0	1,9	2,5	2,4
Micronésie	3,9	-0,9	0,1	1,0	2,2	1,0	1,8	5,0	6,2	4,0	3,0	2,0	4,6	3,0	3,0
Mongolie	10,9	0,8	4,3	6,8	7,3	3,7	7,4	15,2	10,3	6,5	9,0	6,6	7,9	7,5	9,5
Myanmar	10,4	9,1	4,6	5,9	8,6	5,7	3,6	18,4	27,1	22,0	14,2	7,8	25,0	20,0	12,0
Nauru	4,9	8,1	4,5	1,1	4,1	0,9	2,0	1,1	4,8	4,0	4,4	2,4	3,0	5,2	4,0
Népal	8,7	9,9	4,5	4,1	4,6	6,1	3,6	6,3	7,8	5,6	5,2	5,4	7,4	5,0	5,4
Palaos	4,0	-1,3	1,1	2,4	0,4	0,7	-0,5	13,2	12,4	4,0	2,8	2,5	9,0	3,7	1,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,1	6,7	5,4	4,4	3,9	4,9	4,5	5,3	2,3	4,4	4,8	4,5	3,9	5,0	4,8
Philippines	3,9	1,2	2,9	5,3	2,4	2,4	3,9	5,8	6,0	3,3	3,0	3,0	3,9	3,2	2,8
Samoa	3,7	0,1	1,3	3,7	2,2	1,5	-3,0	8,7	12,0	3,7	3,3	3,0	10,7	2,0	2,2
Sri Lanka <sup>3</sup>	8,2	4,0	6,6	4,3	4,3	4,6	6,0	45,2	...	...	...	...	...	...	...
Thaïlande	2,5	0,2	0,7	1,1	0,7	-0,8	1,2	6,1	1,2	0,5	1,2	2,0	-0,8	1,1	1,7
Timor-Leste	6,0	-1,5	0,5	2,3	0,9	0,5	3,8	7,0	8,4	3,3	2,2	2,0	8,7	2,8	2,0
Tonga	4,1	-0,6	7,2	6,8	3,3	0,4	1,4	8,5	10,2	4,6	3,2	3,0	7,4	5,4	2,9
Tuvalu	2,3	3,5	4,1	2,2	3,5	1,9	6,2	11,5	7,5	3,9	3,3	3,0	13,6	3,9	3,3
Vanuatu	2,5	0,8	3,1	2,4	2,7	5,3	2,3	6,7	11,2	4,2	2,8	2,0	7,0	3,2	2,3
Viet Nam	9,3	2,7	3,5	3,5	2,8	3,2	1,8	3,2	3,3	4,1	3,5	3,4	3,6	3,8	3,5
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>8,1</b>	<b>5,6</b>	<b>5,6</b>	<b>6,3</b>	<b>6,5</b>	<b>5,1</b>	<b>9,0</b>	<b>25,2</b>	<b>17,1</b>	<b>16,9</b>	<b>11,1</b>	<b>6,2</b>	<b>17,8</b>	<b>13,8</b>	<b>8,6</b>
Albanie	2,5	1,3	2,0	2,0	1,4	1,6	2,0	6,7	4,8	2,2	2,4	3,0	3,9	2,1	2,6
Bélarus	20,2	11,8	6,0	4,9	5,6	5,5	9,5	15,2	5,0	6,0	6,4	5,3	5,8	6,4	6,3
Bosnie-Herzégovine	2,0	-1,6	0,8	1,4	0,6	-1,1	2,0	14,0	6,1	2,2	2,0	2,0	2,2	2,9	1,6
Bulgarie	3,5	-1,3	1,2	2,6	2,5	1,2	2,8	13,0	8,6	2,8	2,6	2,0	5,0	2,7	2,5
Hongrie	3,8	0,4	2,4	2,8	3,4	3,3	5,1	14,6	17,1	3,8	3,5	3,0	5,5	4,1	3,3
Kosovo	2,6	0,2	1,5	1,1	2,7	0,2	3,3	11,6	4,9	2,1	2,0	2,0	2,3	1,9	1,9
Macédoine du Nord	2,4	-0,2	1,4	1,5	0,8	1,2	3,2	14,2	9,4	3,3	2,3	2,0	3,6	3,0	2,0
Moldova, République de	7,6	6,4	6,5	3,6	4,8	3,8	5,1	28,6	13,4	5,0	5,0	5,0	4,2	5,0	5,0
Monténégro	2,9	-0,3	2,4	2,6	0,4	-0,2	2,4	13,0	8,6	4,2	3,7	1,9	4,3	4,1	4,1
Pologne	2,2	-0,7	2,0	1,8	2,2	3,4	5,1	14,4	11,4	3,9	4,5	2,5	6,2	5,1	3,5
Roumanie	4,4	-1,6	1,3	4,6	3,8	2,6	5,0	13,8	10,4	5,3	3,6	3,0	6,6	4,2	3,4
Russie	9,4	7,0	3,7	2,9	4,5	3,4	6,7	13,7	5,9	7,9	5,9	4,0	7,4	7,4	4,8
Serbie	7,2	1,1	3,1	2,0	1,8	1,6	4,1	12,0	12,4	4,5	3,6	3,0	7,6	3,9	3,4
Türkiye	8,3	7,8	11,1	16,3	15,2	12,3	19,6	72,3	53,9	60,9	33,0	15,0	64,8	43,0	24,0
Ukraine	13,4	13,9	14,4	10,9	7,9	2,7	9,4	20,2	12,9	5,8	9,0	5,0	5,1	9,0	7,5
<b>Amérique latine et Caraïbes<sup>4</sup></b>	<b>4,8</b>	<b>5,4</b>	<b>6,3</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>6,5</b>	<b>9,9</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>	<b>16,8</b>	<b>8,5</b>	<b>3,6</b>	<b>17,2</b>	<b>13,2</b>	<b>6,9</b>
Antigua-et-Barbuda	2,1	-0,5	2,4	1,2	1,4	1,1	1,6	7,5	5,1	6,0	2,8	2,0	3,3	5,4	2,0
Argentine <sup>3</sup>	...	...	25,7	34,3	53,5	42,0	48,4	72,4	133,5	229,8	62,7	8,9	211,4	139,7	45,0
Aruba	2,1	-0,9	-1,0	3,6	3,9	-1,3	0,7	5,5	3,4	2,3	2,3	2,0	2,3	2,7	2,1
Bahamas	2,1	-0,3	1,5	2,3	2,5	0,0	2,9	5,6	3,1	1,1	1,6	2,0	1,9	1,2	1,7
Barbade	4,5	1,5	4,4	3,0	1,7	0,6	1,4	4,5	3,2	2,6	2,4	2,4	3,2	3,0	2,4
Belize	1,6	0,7	1,1	0,3	0,2	0,1	3,2	6,3	4,4	3,3	1,8	1,3	3,7	2,6	1,3
Bolivie	6,2	3,6	2,8	2,3	1,8	0,9	0,7	1,7	2,6	4,3	4,2	3,8	2,1	6,0	4,0
Brésil	5,7	8,7	3,4	3,7	3,7	3,2	8,3	9,3	4,6	4,3	3,6	3,0	4,6	4,3	3,3
Chili	3,6	3,8	2,2	2,3	2,2	3,0	4,5	11,6	7,6	3,9	4,2	3,0	3,9	4,5	3,5
Colombie	4,0	7,5	4,3	3,2	3,5	2,5	3,5	10,2	11,7	6,7	4,5	3,0	9,3	5,7	3,5

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (suite)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029	2023	2024	2025
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)<sup>4</sup></b>	<b>4,8</b>	<b>5,4</b>	<b>6,3</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>6,5</b>	<b>9,9</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>	<b>16,8</b>	<b>8,5</b>	<b>3,6</b>	<b>17,2</b>	<b>13,2</b>	<b>6,9</b>
Costa Rica	6,7	0,0	1,6	2,2	2,1	0,7	1,7	8,3	0,5	-0,3	2,0	3,0	-1,8	0,9	2,6
Dominique	1,7	0,1	0,3	1,0	1,5	-0,7	1,6	7,7	3,5	2,8	2,1	2,0	2,3	2,2	2,0
El Salvador	2,5	0,6	1,0	1,1	0,1	-0,4	3,5	7,2	4,0	1,0	1,9	1,8	1,2	2,0	1,8
Équateur	4,2	1,7	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,1	3,5	2,2	1,9	2,2	1,5	1,3	2,8	1,7
Grenade	2,3	1,7	0,9	0,8	0,6	-0,7	1,2	2,6	2,7	2,1	2,1	2,0	2,2	2,8	1,8
Guatemala	5,0	4,4	4,4	3,7	3,7	3,2	4,3	6,9	6,2	3,6	4,2	4,0	4,2	4,0	4,0
Guyana	4,2	0,8	1,9	1,3	2,1	1,2	3,3	6,5	4,5	2,7	4,5	5,7	2,0	3,5	5,5
Haïti	6,5	11,4	10,6	11,4	17,3	22,9	15,9	27,6	44,1	26,0	20,7	7,4	31,8	29,0	18,7
Honduras	6,0	2,7	3,9	4,3	4,4	3,5	4,5	9,1	6,7	4,6	4,6	4,0	5,2	4,7	4,5
Jamaïque	9,7	2,3	4,4	3,7	3,9	5,2	5,9	10,3	6,5	5,8	5,0	5,0	6,9	5,3	5,0
Mexique	4,0	2,8	6,0	4,9	3,6	3,4	5,7	7,9	5,5	4,7	3,8	3,0	4,7	4,5	3,2
Nicaragua	8,1	3,5	3,9	4,9	5,4	3,7	4,9	10,5	8,4	5,0	4,0	4,0	5,6	4,8	4,0
Panama	3,9	0,7	0,9	0,8	-0,4	-1,6	1,6	2,9	1,5	1,3	2,0	2,0	1,9	1,3	2,0
Paraguay	5,8	4,1	3,6	4,0	2,8	1,8	4,8	9,8	4,6	3,8	4,0	4,0	3,7	4,0	4,0
Pérou	3,1	3,6	2,8	1,3	2,1	1,8	4,0	7,9	6,3	2,5	1,9	2,0	3,2	2,4	2,0
République dominicaine	5,3	1,6	3,3	3,6	1,8	3,8	8,2	8,8	4,8	3,4	4,5	4,0	3,6	3,7	4,0
Saint-Kitts-et-Nevis	2,6	-0,7	0,7	-1,0	-0,3	-1,2	1,2	2,7	3,6	2,5	2,2	2,0	1,6	2,3	2,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,6	-0,2	2,2	2,3	0,9	-0,6	1,6	5,7	4,6	3,8	2,1	2,0	4,0	3,0	2,0
Sainte-Lucie	2,6	-3,1	0,1	2,6	0,5	-1,8	2,4	6,4	4,1	1,3	1,3	2,0	2,1	0,6	1,4
Suriname	7,3	55,5	22,0	6,9	4,4	34,9	59,1	52,4	51,6	19,1	12,8	5,0	32,6	12,7	11,3
Trinité-et-Tobago	7,5	3,1	1,9	1,0	1,0	0,6	2,1	5,8	4,6	1,3	1,9	1,8	0,7	1,8	2,0
Uruguay	7,8	9,6	6,2	7,6	7,9	9,8	7,7	9,1	5,9	4,9	5,4	4,5	5,1	5,4	5,3
Venezuela <sup>3</sup>	36,3	254,9	438,1	65 374,1	19 906,0	2 355,1	1 588,5	186,5	337,5	59,6	71,7	...	190,0	60,0	60,1
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>8,4</b>	<b>5,3</b>	<b>7,0</b>	<b>9,6</b>	<b>7,4</b>	<b>10,3</b>	<b>11,9</b>	<b>13,4</b>	<b>15,6</b>	<b>14,6</b>	<b>10,7</b>	<b>6,3</b>	<b>15,4</b>	<b>12,7</b>	<b>9,3</b>
Afghanistan <sup>3</sup>	6,4	4,4	5,0	0,6	2,3	5,6	7,8	10,6	-7,7	...	...	...	-9,0	...	...
Algérie	4,5	6,4	5,6	4,3	2,0	2,4	7,2	9,3	9,3	5,3	5,2	4,4	7,8	5,9	4,1
Arabie saoudite	3,4	2,1	-0,8	2,5	-2,1	3,4	3,1	2,5	2,3	1,7	1,9	2,0	0,4	1,7	1,9
Arménie	5,0	-1,4	0,9	2,5	1,5	1,2	7,2	8,7	2,0	0,2	3,1	4,0	-0,6	1,0	3,9
Azerbaïdjan	6,8	12,4	12,9	2,3	2,6	2,8	6,7	13,9	8,8	2,1	4,8	4,0	2,1	4,6	5,0
Bahreïn	2,4	2,8	1,4	2,1	1,0	-2,3	-0,6	3,6	0,1	1,4	1,8	2,0	-0,3	1,4	1,8
Cisjordanie et Gaza <sup>3</sup>	3,2	-0,2	0,2	-0,2	1,6	-0,7	1,2	3,7	5,9	...	...	...	15,2	...	...
Djibouti	3,7	2,4	0,6	0,1	3,3	1,8	1,2	5,2	1,4	1,4	1,5	2,0	3,7	1,4	1,6
Égypte	10,2	10,2	23,5	20,9	13,9	5,7	4,5	8,5	24,4	33,3	21,2	5,3	35,7	27,5	16,0
Émirats arabes unis	3,7	1,6	2,0	3,1	-1,9	-2,1	-0,1	4,8	1,6	2,3	2,1	2,0	1,6	2,3	2,1
Géorgie	5,1	2,1	6,0	2,6	4,9	5,2	9,6	11,9	2,5	1,1	2,6	3,0	0,4	1,3	3,0
Iran	18,9	6,8	8,2	26,9	34,8	36,5	40,2	45,8	40,7	31,7	29,5	25,0	32,2	30,0	28,0
Iraq	9,3	0,5	0,2	0,4	-0,2	0,6	6,0	5,0	4,4	3,2	3,5	3,0	4,0	3,7	3,5
Jordanie	4,4	-0,8	3,3	4,5	0,8	0,3	1,3	4,2	2,1	2,1	2,4	2,5	1,6	2,3	2,4
Kazakhstan	8,3	14,6	7,4	6,0	5,2	6,8	8,0	15,0	14,6	8,6	7,2	5,0	9,8	8,0	6,6
Koweït	...	2,9	1,6	0,6	1,1	2,1	3,4	4,0	3,6	3,0	2,4	1,7	3,4	2,9	2,3
Liban <sup>3</sup>	3,8	-0,8	4,5	6,1	2,9	84,9	154,8	171,2	221,3	...	...	...	192,3	...	...
Libye	5,9	25,9	25,8	14,0	-2,9	1,5	2,9	4,5	2,4	2,0	2,3	2,3	1,8	2,3	2,3
Maroc	1,6	1,5	0,8	1,6	0,2	0,7	1,4	6,6	6,1	1,7	2,3	2,0	3,4	2,2	2,1
Mauritanie	4,8	1,5	2,3	3,1	2,3	2,4	3,6	9,6	4,9	2,7	4,0	4,0	1,6	4,0	4,0
Oman	3,8	0,9	1,5	0,7	0,5	-0,4	1,7	2,5	0,9	1,3	1,5	2,0	0,6	1,0	1,5
Ouzbékistan	11,5	8,8	13,9	17,5	14,5	12,9	10,8	11,4	10,0	10,0	9,4	5,0	8,8	10,4	7,9
Pakistan	10,2	2,9	4,8	4,7	6,8	10,7	8,9	12,2	29,2	23,4	9,5	6,5	29,4	12,6	10,6
Qatar	4,3	2,7	0,6	0,1	-0,9	-2,5	2,3	5,0	3,1	1,0	1,4	2,0	1,6	1,0	1,4
République kirghize	9,4	0,4	3,2	1,5	1,1	6,3	11,9	13,9	10,8	5,1	5,0	5,0	7,3	5,0	5,0
Somalie	...	0,0	4,0	4,3	4,7	4,1	4,6	6,8	6,2	5,0	4,2	3,0	6,6	4,5	3,9
Soudan <sup>3</sup>	20,0	17,8	32,4	63,3	51,0	163,3	359,1	138,8	77,2	200,1	118,9	8,4	113,3	242,2	50,9
Syrie <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	9,1	5,9	7,3	3,8	7,8	8,6	9,0	6,6	3,7	4,5	5,9	6,5	3,8	5,3	6,5
Tunisie	4,3	3,6	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	8,3	9,3	7,1	6,7	9,1	8,1	6,7	6,4
Turkménistan	6,1	3,6	8,0	13,3	5,1	6,1	19,5	11,2	-1,6	6,3	8,0	8,0	1,4	8,1	8,0
Yémen	12,2	21,3	30,4	33,6	15,7	21,7	31,5	29,5	0,9	16,3	20,7	10,0	-1,5	28,0	15,0

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (fin)**

(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029	2023	Projections	
														2024	2025
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>8,1</b>	<b>10,0</b>	<b>10,6</b>	<b>8,4</b>	<b>8,7</b>	<b>11,2</b>	<b>11,6</b>	<b>15,2</b>	<b>17,6</b>	<b>18,1</b>	<b>12,3</b>	<b>7,6</b>	<b>18,1</b>	<b>16,3</b>	<b>9,8</b>
Angola	11,5	30,7	29,8	19,6	17,1	22,3	25,8	21,4	13,6	28,4	21,3	10,0	20,0	28,0	18,9
Afrique du Sud	6,1	6,3	5,3	4,6	4,1	3,3	4,6	6,9	5,9	4,7	4,5	4,5	5,5	3,9	4,5
Bénin	2,6	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	1,7	1,4	2,8	2,0	2,0	2,0	0,4	2,0	2,0
Botswana	7,5	2,8	3,3	3,2	2,7	1,9	6,7	12,2	5,1	3,8	4,5	4,5	3,5	4,4	4,5
Burkina Faso	2,1	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,9	14,1	0,7	2,1	2,0	2,0	1,0	2,6	2,0
Burundi	9,7	5,5	16,6	-2,8	-0,7	7,3	8,3	18,9	27,0	20,0	25,0	8,0	20,1	20,4	28,7
Cabo Verde	2,7	-1,4	0,8	1,3	1,1	0,6	1,9	7,9	3,7	2,0	2,0	2,0	1,3	2,0	2,0
Cameroun	2,8	0,9	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3	6,3	7,4	4,4	3,5	2,5	5,9	3,7	3,4
Comores	3,1	0,8	0,1	1,7	3,7	0,8	0,0	12,4	8,5	4,0	1,5	1,9	-2,0	3,5	3,0
Congo, République du	3,3	3,2	0,4	1,2	0,4	1,4	2,0	3,0	4,3	4,0	3,6	3,0	5,6	4,0	3,6
Congo, République démocratique du	12,8	3,2	35,7	29,3	4,7	11,4	9,0	9,3	19,9	17,8	9,2	7,0	23,8	13,0	7,0
Côte d'Ivoire	1,9	0,6	0,6	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	3,8	3,0	2,0	4,0	3,0	2,5
Érythrée <sup>3</sup>	13,4	-5,6	-13,3	-14,4	1,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Eswatini	6,9	7,8	6,2	4,8	2,6	3,9	3,7	4,8	4,9	4,8	4,8	4,2	4,3	4,8	4,7
Éthiopie	16,8	6,6	10,7	13,8	15,8	20,4	26,8	33,9	30,2	23,9	23,3	13,3	28,7	25,3	15,0
Gabon	1,5	2,1	2,7	4,8	2,0	1,7	1,1	4,3	3,6	2,1	2,2	2,4	2,3	2,2	2,2
Gambie	4,9	7,2	8,0	6,5	7,1	5,9	7,4	11,5	17,0	14,4	9,8	5,0	17,3	11,5	8,1
Ghana	11,7	17,5	12,4	9,8	7,2	9,9	10,0	31,9	39,2	19,5	11,5	8,0	23,2	15,0	8,0
Guinée	16,0	8,2	8,9	9,8	9,5	10,6	12,6	10,5	7,8	11,0	10,2	8,1	9,3	11,5	10,8
Guinée-Bissau	2,4	2,7	-0,2	0,4	0,3	1,5	3,3	7,9	7,2	4,2	2,0	2,0	3,1	6,0	2,0
Guinée équatoriale	4,0	1,4	0,7	1,3	1,2	4,8	-0,1	4,9	2,5	4,0	2,8	2,1	3,9	3,6	2,2
Kenya	8,2	6,3	8,0	4,7	5,2	5,3	6,1	7,6	7,7	5,1	5,2	5,0	6,6	4,5	5,3
Lesotho	6,0	6,6	4,4	4,8	5,2	5,0	6,0	8,3	6,3	6,7	6,1	5,0	7,4	6,0	5,6
Libéria	9,3	8,8	12,4	23,5	27,0	17,0	7,8	7,6	10,1	7,7	6,0	4,8	10,0	6,6	5,7
Madagascar	8,3	6,1	8,6	8,6	5,6	4,2	5,8	8,2	9,9	7,4	7,1	6,0	7,5	8,3	7,4
Malawi	14,7	21,7	11,5	9,2	9,4	8,6	9,3	20,8	28,8	30,6	15,3	6,5	34,5	21,9	10,1
Mali	2,5	-1,8	2,4	1,9	-3,0	0,5	3,8	9,7	2,1	2,5	2,0	2,0	-0,5	2,5	2,0
Maurice	5,1	1,0	3,7	3,2	0,5	2,5	4,0	10,8	7,0	3,5	3,5	3,5	3,9	3,8	3,5
Mozambique	7,8	18,4	15,8	3,2	5,7	0,9	6,6	10,4	7,0	3,5	4,3	5,5	4,3	3,6	5,0
Namibie	6,1	6,7	6,1	4,3	3,7	2,2	3,6	6,1	5,9	4,6	4,5	4,5	5,3	3,9	4,5
Niger	1,8	0,2	0,2	2,8	-2,5	2,9	3,8	4,2	3,7	7,8	3,6	2,0	7,2	5,0	4,7
Nigéria	10,0	15,7	16,5	12,1	11,4	13,2	17,0	18,8	24,7	32,5	25,0	14,0	28,9	29,0	21,0
Ouganda	8,7	5,2	5,6	2,5	2,1	2,8	2,2	7,2	5,4	3,5	4,4	5,0	2,6	3,5	5,1
République centrafricaine	5,1	4,9	4,2	1,6	2,8	0,9	4,3	5,6	3,0	4,7	4,6	3,0	2,3	5,0	4,2
Rwanda	6,6	5,7	4,8	1,4	2,4	7,7	0,8	13,9	14,0	4,9	5,1	5,0	6,4	5,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	14,8	5,4	5,7	7,9	7,7	9,8	8,1	18,0	21,2	17,1	10,8	5,0	17,1	15,7	10,0
Sénégal	1,8	1,2	1,1	0,5	1,0	2,5	2,2	9,7	5,9	1,5	2,0	2,0	0,8	8,0	-13,4
Seychelles	8,2	-1,0	2,9	3,7	1,8	1,2	9,8	2,6	-1,0	0,8	2,5	3,3	-2,7	1,4	2,8
Sierra Leone	8,0	10,9	18,2	16,0	14,8	13,4	11,9	27,2	47,7	36,6	18,0	7,5	52,2	21,0	14,9
Soudan du Sud	...	346,1	213,0	83,4	49,3	24,0	30,2	-3,2	40,2	120,6	79,3	8,0	70,3	216,4	17,6
Tanzanie	9,2	5,2	5,3	3,5	3,4	3,3	3,7	4,4	3,8	3,2	4,0	4,0	3,0	3,7	4,0
Tchad	2,6	-1,6	-0,9	4,0	-1,0	4,5	-0,8	5,8	4,1	4,9	3,7	3,0	4,2	4,3	3,2
Togo	2,3	0,9	-0,2	0,9	0,7	1,8	4,5	7,6	5,3	2,7	2,0	2,0	2,6	2,2	1,8
Zambie	9,4	17,9	6,6	7,5	9,2	15,7	22,0	11,0	10,9	14,6	12,1	7,0	13,1	15,0	7,9
Zimbabwe	0,8	-1,6	0,9	10,6	255,3	557,2	98,5	193,4	667,4	635,3	23,6	5,1	778,8	407,8	9,7

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.<sup>3</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Argentine, à la Cisjordanie et Gaza, à l'Érythrée, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Syrie et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques<sup>1</sup>***(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne									Projections		
	2006-15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2029
<b>Principaux pays avancés</b>												
Prêt/emprunt (net)	-5,2	-3,3	-3,4	-3,4	-3,8	-11,6	-8,6	-3,9	-5,9	-6,2	-5,6	-4,7
Écart de production <sup>2</sup>	-0,9	-1,0	-0,3	0,3	0,5	-3,2	-0,3	0,4	0,4	0,3	0,1	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,6	-3,0	-3,2	-3,3	-3,9	-8,1	-7,7	-5,3	-6,1	-6,0	-5,6	-4,8
<b>États-Unis</b>												
Prêt/emprunt (net) <sup>3</sup>	-6,6	-4,4	-4,8	-5,3	-5,8	-13,9	-11,0	-3,9	-7,1	-7,6	-7,3	-6,0
Écart de production <sup>2</sup>	-1,0	-0,8	-0,5	0,3	0,9	-2,7	0,7	0,6	0,8	0,9	0,4	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-5,8	-4,1	-4,7	-5,3	-6,1	-10,6	-10,5	-6,5	-7,6	-7,7	-7,5	-6,0
Dette nette	67,3	81,9	80,1	80,8	82,7	97,8	97,3	93,2	95,7	98,8	101,7	109,2
Dette brute	90,0	106,6	105,5	106,8	108,0	131,8	124,5	118,6	118,7	121,0	124,1	131,7
<b>Zone euro</b>												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-1,5	-1,0	-0,5	-0,6	-7,0	-5,1	-3,5	-3,6	-3,1	-3,1	-2,7
Écart de production <sup>2</sup>	-1,2	-1,8	-0,6	-0,2	0,0	-4,7	-1,7	0,5	-0,1	-0,4	-0,4	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-2,4	-0,5	-0,5	-0,2	-0,4	-3,9	-3,9	-3,4	-3,5	-2,9	-2,9	-2,7
Dette nette	66,4	74,2	72,0	70,3	68,6	78,6	76,7	74,3	73,3	73,9	74,7	76,6
Dette brute	82,3	89,8	87,5	85,6	83,6	96,6	94,0	89,9	87,8	88,1	88,4	89,0
<b>Allemagne</b>												
Prêt/emprunt (net)	-0,9	1,1	1,3	1,9	1,3	-4,4	-3,2	-2,1	-2,6	-2,0	-1,7	-0,5
Écart de production <sup>2</sup>	0,0	0,1	1,0	0,8	0,4	-3,1	-1,1	0,5	-0,4	-1,2	-1,1	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-0,6	1,2	1,1	1,6	1,1	-2,9	-2,6	-1,8	-2,4	-1,4	-1,1	-0,5
Dette nette	55,9	48,3	44,6	42,0	39,6	45,1	46,0	46,1	45,1	45,6	45,7	43,3
Dette brute	72,4	67,6	64,0	60,7	58,6	67,9	67,9	64,8	62,7	62,7	62,1	57,8
<b>France</b>												
Prêt/emprunt (net)	-4,8	-3,8	-3,4	-2,3	-2,4	-8,9	-6,6	-4,7	-5,5	-6,0	-5,9	-5,9
Écart de production <sup>2</sup>	-0,9	-2,7	-1,5	-0,8	0,0	-4,5	-2,1	-0,9	-0,9	-0,6	-0,6	-0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,2	-2,0	-2,3	-1,6	-1,4	-5,9	-5,1	-4,1	-4,9	-5,5	-5,5	-5,8
Dette nette	74,8	89,9	89,5	89,5	89,0	101,6	100,5	101,0	101,7	104,1	107,1	115,9
Dette brute	82,8	98,1	98,4	98,1	97,6	114,6	112,6	111,1	109,9	112,3	115,3	124,1
<b>Italie</b>												
Prêt/emprunt (net)	-3,2	-2,4	-2,5	-2,2	-1,5	-9,4	-8,9	-8,1	-7,2	-4,0	-3,8	-3,1
Écart de production <sup>2</sup>	-3,2	-4,0	-2,7	-2,1	-2,0	-6,5	-3,0	0,8	0,7	0,7	0,7	0,4
Solde structurel <sup>2</sup>	-1,6	-0,6	-1,2	-1,3	-0,5	-5,4	-8,3	-9,2	-8,0	-4,4	-4,5	-3,3
Dette nette	108,7	121,0	120,8	121,4	121,2	140,8	133,4	126,9	124,1	126,6	128,7	133,4
Dette brute	119,6	134,1	133,6	134,0	133,6	154,1	145,5	138,1	134,6	136,9	138,7	142,3
<b>Japon</b>												
Prêt/emprunt (net)	-6,3	-3,6	-3,1	-2,5	-3,0	-9,1	-6,1	-4,4	-4,2	-6,1	-3,0	-4,0
Écart de production <sup>2</sup>	0,1	0,1	1,0	1,9	0,7	-2,9	-1,6	-0,9	0,2	0,2	0,1	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-6,2	-4,4	-3,7	-3,0	-3,3	-8,1	-5,4	-4,4	-4,3	-6,2	-3,1	-4,1
Dette nette	125,8	149,5	148,1	151,1	151,7	162,0	156,3	149,8	154,1	155,8	153,9	151,1
Dette brute <sup>4</sup>	206,9	232,4	231,3	232,4	236,4	258,4	253,7	256,3	249,7	251,2	248,7	245,0
<b>Royaume-Uni</b>												
Prêt/emprunt (net)	-6,0	-3,3	-2,5	-2,3	-2,5	-13,1	-7,9	-4,7	-6,0	-4,3	-3,7	-3,3
Écart de production <sup>2</sup>	-1,6	-1,3	-0,3	-0,3	0,0	-3,5	0,5	1,9	-0,1	-0,4	-0,4	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,9	-2,3	-2,1	-2,1	-2,4	0,5	-3,3	-3,1	-4,7	-3,0	-3,4	-3,3
Dette nette	63,2	78,8	77,2	76,6	75,8	93,1	91,7	89,8	91,5	91,6	92,4	96,4
Dette brute	70,3	87,8	86,7	86,3	85,7	105,8	105,1	99,6	100,0	101,8	103,8	108,3
<b>Canada</b>												
Prêt/emprunt (net)	-1,2	-0,5	-0,1	0,4	0,0	-10,9	-2,9	0,1	-0,6	-2,0	-1,0	-0,6
Écart de production <sup>2</sup>	0,0	-0,9	0,4	0,6	0,4	-3,4	-1,4	0,8	0,0	-0,5	-0,1	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-1,2	0,0	-0,3	0,0	-0,2	-8,2	-1,9	-0,4	-0,6	-1,0	-0,9	-0,7
Dette nette <sup>5</sup>	24,9	18,0	12,7	11,7	8,7	16,1	14,3	15,6	13,1	14,4	14,6	14,6
Dette brute	81,0	92,4	90,9	90,8	90,2	118,2	113,5	107,4	107,5	106,1	103,2	96,3

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

<sup>1</sup>Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale 2008* (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB potentiel.

<sup>3</sup>Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

<sup>4</sup>Sur base non consolidée.

<sup>5</sup>Comprend les prises de participation.

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix***(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2006-15	2016-25	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Commerce de biens et de services</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	4,1	2,7	2,2	5,5	4,0	1,2	-8,5	10,8	5,7	0,8	3,1	3,4
Déflateur des prix												
En dollars	1,0	1,9	-4,0	4,5	5,5	-2,5	-1,4	12,7	6,8	-2,6	1,1	0,6
En DTS	1,5	2,4	-3,3	4,8	3,3	-0,1	-2,2	10,2	13,7	-2,4	1,3	-0,2
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	3,7	2,3	2,0	5,0	3,4	1,4	-8,9	9,7	5,7	1,0	2,5	2,7
Pays émergents et pays en développement	5,2	3,4	2,8	6,3	4,2	0,9	-6,9	13,1	4,6	0,6	4,6	4,6
Importations												
Pays avancés	3,0	2,5	2,5	4,9	3,8	2,0	-8,4	10,1	7,2	-0,7	2,1	2,4
Pays émergents et pays en développement	6,7	3,1	1,4	7,1	5,1	-0,5	-9,5	12,0	4,2	3,0	4,6	4,9
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	0,0	0,2	1,1	-0,3	-0,3	0,2	1,0	1,0	-1,7	0,7	0,1	0,0
Pays émergents et pays en développement	0,4	0,0	-1,5	1,4	1,1	-1,4	-0,7	0,9	1,5	-0,8	-0,7	0,0
<b>Commerce de biens</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	3,9	2,5	2,0	5,6	3,8	0,2	-5,2	11,2	3,2	-0,8	2,6	3,3
Déflateur des prix												
En dollars	0,9	1,9	-4,7	5,0	5,8	-3,0	-2,6	14,3	8,6	-4,0	0,8	0,4
En DTS	1,4	2,3	-4,1	5,3	3,6	-0,6	-3,4	11,7	15,7	-3,8	1,0	-0,3
<b>Prix mondiaux en dollars<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,2	1,1	-5,2	0,1	2,1	0,5	-3,2	6,6	10,3	-1,6	1,6	1,2
Pétrole	-0,5	3,6	-15,0	22,5	29,4	-10,4	-32,0	65,8	39,2	-16,4	0,9	-10,4
Produits primaires hors combustibles	3,4	4,3	-0,3	6,4	1,3	0,7	6,6	26,7	7,9	-5,7	2,9	-0,2
Produits alimentaires	2,6	2,4	1,5	3,8	-1,2	-3,1	1,7	27,0	14,8	-6,8	-5,2	-4,5
Boissons	5,2	6,0	-3,0	-3,8	-9,2	-5,7	2,4	22,4	14,1	4,0	65,5	-8,9
Matières premières agricoles	1,6	0,6	-0,2	5,4	2,0	-5,4	-3,4	15,5	5,7	-15,6	3,8	1,6
Métaux	2,5	5,7	-5,3	22,2	6,6	3,9	3,5	46,7	-5,6	-2,8	-0,2	-1,9
<b>Prix mondiaux en DTS<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,7	1,6	-4,6	0,4	-0,1	3,0	-4,0	4,2	17,5	-1,4	1,8	0,5
Pétrole	0,0	4,1	-14,5	22,8	26,7	-8,2	-32,6	62,1	48,2	-16,2	1,1	-11,1
Produits primaires hors combustibles	4,0	4,8	0,4	6,7	-0,8	3,2	5,7	23,9	14,9	-5,4	3,1	-0,9
Produits alimentaires	3,1	2,8	2,2	4,1	-3,3	-0,7	0,9	24,1	22,3	-6,5	-5,1	-5,2
Boissons	5,8	6,5	-2,3	-3,5	-11,1	-3,4	1,6	19,7	21,6	4,2	65,9	-9,6
Matières premières agricoles	2,1	1,1	0,5	5,7	-0,1	-3,1	-4,2	12,9	12,6	-15,4	4,0	0,9
Métaux	3,0	6,2	-4,7	22,5	4,4	6,4	2,6	43,4	0,6	-2,5	0,0	-2,6
<b>Prix mondiaux en euros<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	2,4	1,3	-4,9	-1,9	-2,5	6,1	-5,0	2,8	23,8	-4,2	0,9	0,5
Pétrole	0,7	3,8	-14,8	20,0	23,6	-5,4	-33,3	59,9	56,3	-18,5	0,1	-11,0
Produits primaires hors combustibles	4,6	4,4	0,0	4,3	-3,2	6,2	4,5	22,2	21,2	-8,1	2,1	-0,9
Produits alimentaires	3,8	2,5	1,8	1,7	-5,6	2,3	-0,2	22,4	29,0	-9,1	-5,9	-5,2
Boissons	6,5	6,1	-2,7	-5,7	-13,2	-0,5	0,5	18,1	28,2	1,3	64,3	-9,6
Matières premières agricoles	2,7	0,8	0,1	3,3	-2,5	-0,2	-5,2	11,3	18,8	-17,7	3,1	0,9
Métaux	3,6	5,9	-5,0	19,7	1,9	9,6	1,5	41,5	6,0	-5,2	-1,0	-2,6

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)**

(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	Moyennes										Projections	
	2006-15	2016-25	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Commerce de biens (fin)</b>												
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	3,3	2,0	1,6	4,7	3,0	0,5	-6,6	10,0	3,5	-0,6	1,7	2,7
Pays émergents et pays en développement	5,0	3,2	2,6	6,6	3,8	-0,5	-1,4	12,2	0,9	-0,1	4,4	4,4
Pays exportateurs de combustibles	2,6	0,9	1,1	1,7	-0,1	-3,3	-8,2	4,7	5,0	0,6	1,5	6,8
Pays exportateurs d'autres produits	5,6	3,6	2,9	7,5	4,6	0,0	-0,2	13,2	0,3	-0,2	5,0	4,0
Importations												
Pays avancés	2,8	2,1	2,0	4,6	3,9	0,6	-6,0	11,2	4,9	-3,0	1,6	2,3
Pays émergents et pays en développement	6,4	3,2	1,9	7,4	5,0	-0,1	-5,6	11,9	2,3	1,4	3,6	4,5
Pays exportateurs de combustibles	6,8	0,5	-7,8	-0,7	-3,2	2,8	-12,0	1,2	10,3	8,2	4,2	4,2
Pays exportateurs d'autres produits	6,3	3,6	3,6	8,7	6,1	-0,4	-4,7	13,2	1,5	0,7	3,6	4,6
<b>Déflateur des prix en DTS</b>												
Exportations												
Pays avancés	0,8	2,2	-2,1	4,4	2,9	-1,3	-2,1	10,3	12,9	-2,4	1,2	0,0
Pays émergents et pays en développement	2,8	2,4	-6,9	7,2	5,0	0,3	-5,6	15,2	19,4	-6,1	0,4	-1,1
Pays exportateurs de combustibles	1,4	3,8	-10,5	16,1	14,8	-4,0	-20,8	38,0	38,1	-11,7	0,2	-5,4
Pays exportateurs d'autres produits	3,1	2,2	-6,2	5,6	3,1	1,2	-2,8	12,0	16,5	-5,0	0,4	-0,4
Importations												
Pays avancés	0,8	2,1	-3,4	4,7	3,3	-1,4	-3,3	9,3	15,4	-3,1	1,0	0,2
Pays émergents et pays en développement	2,4	2,7	-5,5	5,7	3,8	0,6	-3,0	14,2	16,5	-4,3	1,7	-0,8
Pays exportateurs de combustibles	2,9	3,5	-3,2	3,5	2,0	3,3	-0,9	11,6	16,1	-0,6	3,7	1,3
Pays exportateurs d'autres produits	2,3	2,5	-5,8	6,0	4,1	0,3	-3,3	14,6	16,6	-4,7	1,4	-1,1
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	-0,1	0,1	1,3	-0,3	-0,4	0,1	1,2	0,9	-2,2	0,8	0,2	-0,1
Pays émergents et pays en développement	0,4	-0,2	-1,6	1,4	1,1	-0,3	-2,7	0,8	2,4	-1,9	-1,3	-0,3
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	0,6	-1,3	0,2	-3,4	-2,4	1,2	0,6	-7,0	0,6	-1,7	-2,1	1,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	0,5	0,8	-5,6	3,4	4,3	0,4	-4,3	7,8	3,6	-2,3	1,8	-0,3
Amérique latine et Caraïbes	0,5	1,1	0,9	4,5	-0,7	-0,7	2,3	4,8	-3,4	6,9	-1,7	-1,5
Moyen-Orient et Asie centrale	-1,5	0,4	-5,7	10,3	10,7	-5,5	-17,8	20,9	15,6	-9,0	-2,7	-5,6
Afrique subsaharienne	1,0	1,5	-0,9	9,7	3,7	-1,8	0,8	9,2	-0,6	-6,7	2,4	0,8
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	-1,4	0,2	-7,6	12,1	12,5	-7,1	-20,1	23,7	19,0	-11,2	-3,4	-6,6
Autres produits	0,8	-0,3	-0,4	-0,5	-0,9	0,9	0,5	-2,2	-0,1	-0,3	-1,0	0,8
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Exportations mondiales (milliards de dollars)</b>												
Biens et services	20 040	27 273	20 838	23 012	25 209	24 819	22 413	28 119	31 552	30 963	32 263	33 542
Biens	15 796	20 611	15 748	17 477	19 132	18 564	17 192	21 846	24 287	23 133	23 922	24 810
Prix moyen du pétrole <sup>3</sup>	-0,5	3,6	-15,0	22,5	29,4	-10,4	-32,0	65,8	39,2	-16,4	0,9	-10,4
En dollars le baril	83,36	66,83	43,26	52,98	68,53	61,43	41,77	69,25	96,36	80,59	81,29	72,84
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés <sup>4</sup>	1,2	1,1	-5,2	0,1	2,1	0,5	-3,2	6,6	10,3	-1,6	1,6	1,2

Note : DTS = droits de tirage spéciaux.

<sup>1</sup>Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.

<sup>2</sup>Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant environ 83 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014-16, dans le total des importations mondiales des produits de base.

<sup>3</sup>Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

<sup>4</sup>Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes**  
(Milliards de dollars)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections		
									2024	2025	2029
<b>Pays avancés</b>	<b>366,9</b>	<b>466,3</b>	<b>383,5</b>	<b>387,3</b>	<b>135,7</b>	<b>456,8</b>	<b>-236,7</b>	<b>139,0</b>	<b>226,5</b>	<b>251,5</b>	<b>497,3</b>
États-Unis	-396,2	-367,6	-439,8	-441,8	-601,2	-868,0	-1 012,1	-905,4	-948,6	-933,9	-746,5
Zone euro	360,2	400,3	389,1	321,5	219,5	367,7	-45,0	248,5	418,8	413,6	453,2
Allemagne	299,0	289,1	316,2	317,8	253,9	311,8	173,5	278,7	311,7	313,4	310,5
France	-13,0	-14,2	-19,4	16,3	-54,3	8,2	-32,8	-30,4	2,9	-3,9	-4,5
Italie	46,4	48,1	52,5	63,8	71,7	45,8	-36,8	-0,3	25,7	35,0	68,3
Espagne	39,1	36,9	26,9	29,9	10,2	11,3	5,1	43,0	58,2	58,7	47,3
Japon	197,8	203,5	177,8	176,3	149,9	196,2	90,0	150,0	154,0	158,7	156,8
Royaume-Uni	-147,0	-93,7	-112,9	-76,7	-79,2	-13,7	-65,7	-66,3	-100,0	-105,5	-107,3
Canada	-47,2	-46,2	-41,0	-34,1	-33,4	0,3	-7,9	-15,5	-21,2	-29,4	-73,0
Autres pays avancés <sup>1</sup>	323,9	325,6	327,9	339,7	377,1	590,8	589,3	531,7	553,2	557,4	621,3
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-110,3</b>	<b>-24,5</b>	<b>-52,4</b>	<b>0,1</b>	<b>146,6</b>	<b>385,4</b>	<b>706,3</b>	<b>278,8</b>	<b>173,4</b>	<b>126,9</b>	<b>-98,9</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	209,4	164,1	-53,2	93,7	320,5	288,6	336,5	247,3	221,8	260,1	135,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-5,8	-20,2	68,3	53,5	2,8	70,5	130,6	-24,1	-15,8	-42,4	-56,0
Amérique latine et Caraïbes	-108,5	-98,2	-145,0	-107,9	-9,3	-91,9	-126,0	-69,5	-60,6	-77,6	-98,6
Moyen-Orient et Asie centrale	-152,1	-37,7	112,6	15,5	-122,8	136,0	409,1	176,7	87,1	42,3	-18,9
Afrique subsaharienne	-53,3	-32,6	-35,1	-54,7	-44,6	-17,8	-43,9	-51,6	-58,9	-55,5	-60,7
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	-102,6	42,3	204,3	69,4	-101,0	194,8	509,7	236,9	170,0	114,2	57,5
Autres produits	-5,5	-64,7	-254,6	-67,6	249,6	192,4	198,7	44,8	7,0	15,9	-153,3
Dont : produits primaires	-47,8	-60,2	-72,3	-44,8	-0,8	-13,9	-63,1	-55,9	-31,4	-33,5	-42,3
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-276,4	-307,3	-391,3	-306,0	-131,8	-302,4	-450,0	-264,5	-343,4	-395,9	-532,8
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	-77,4	-64,2	-53,0	-52,6	-34,3	-38,9	-38,8	-48,6	-78,9	-85,2	-64,4
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>256,6</b>	<b>441,8</b>	<b>331,0</b>	<b>387,3</b>	<b>282,4</b>	<b>842,2</b>	<b>469,6</b>	<b>417,8</b>	<b>400,0</b>	<b>378,4</b>	<b>398,4</b>
Union européenne	470,5	475,6	485,6	464,9	385,4	584,6	170,6	511,8	648,3	655,1	685,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-127,9	-18,6	129,4	34,4	-106,8	136,5	398,0	192,6	97,7	59,7	16,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-66,4	8,0	7,1	67,6	211,1	454,2	810,1	360,6	253,7	204,7	-11,2
Pays en développement à faible revenu	-43,9	-32,5	-59,6	-67,6	-64,5	-68,7	-103,8	-81,7	-80,3	-77,9	-87,6

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)**

(En pourcentage du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections		
									2024	2025	2029
<b>Pays avancés</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>
États-Unis	-2,1	-1,9	-2,1	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,3	-3,1	-2,1
Zone euro	3,0	3,1	2,8	2,4	1,7	2,5	-0,3	1,6	2,6	2,4	2,3
Allemagne	8,5	7,7	7,8	8,0	6,5	7,2	4,2	6,2	6,6	6,4	5,6
France	-0,5	-0,5	-0,7	0,6	-2,1	0,3	-1,2	-1,0	0,1	-0,1	-0,1
Italie	2,5	2,4	2,5	3,2	3,8	2,1	-1,7	0,0	1,1	1,4	2,5
Espagne	3,1	2,8	1,9	2,1	0,8	0,8	0,4	2,7	3,4	3,2	2,2
Japon	4,0	4,1	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,6	3,8	3,6	3,1
Royaume-Uni	-5,4	-3,5	-3,9	-2,7	-2,9	-0,4	-2,1	-2,0	-2,8	-2,8	-2,5
Canada	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-2,0	0,0	-0,4	-0,7	-1,0	-1,3	-2,6
Autres pays avancés <sup>1</sup>	4,8	4,5	4,3	4,6	5,1	6,8	6,8	6,1	6,1	5,9	5,6
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,2	1,3	1,0	0,8	0,9	0,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,2	-0,6	1,8	1,4	0,1	1,6	2,7	-0,5	-0,3	-0,7	-0,8
Amérique latine et Caraïbes	-2,2	-1,8	-2,7	-2,1	-0,2	-1,8	-2,2	-1,1	-0,9	-1,1	-1,2
Moyen-Orient et Asie centrale	-4,2	-1,0	2,9	0,4	-3,6	3,4	8,4	3,7	1,7	0,8	-0,3
Afrique subsaharienne	-3,5	-2,0	-2,0	-3,0	-2,6	-0,9	-2,2	-2,7	-3,2	-2,9	-2,4
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	-3,1	1,2	5,5	1,9	-3,3	5,4	11,4	5,6	3,9	2,6	1,0
Autres produits	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,5	0,1	0,0	0,0	-0,3
Dont : produits primaires	-2,6	-3,0	-3,6	-2,4	0,0	-0,7	-2,9	-2,5	-1,4	-1,4	-1,5
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-2,2	-2,2	-2,8	-2,1	-1,0	-2,0	-2,7	-1,5	-1,8	-2,0	-2,0
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	-5,7	-4,8	-3,8	-3,6	-2,4	-2,4	-2,2	-2,8	-4,5	-4,9	-2,7
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
Union européenne	3,4	3,2	3,0	2,9	2,5	3,3	1,0	2,8	3,3	3,2	2,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-4,3	-0,6	4,1	1,1	-3,9	4,2	10,1	5,1	2,5	1,5	0,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,7	1,2	2,0	0,9	0,6	0,4	0,0
Pays en développement à faible revenu	-2,5	-1,8	-3,1	-3,3	-3,2	-3,2	-4,5	-3,5	-3,6	-3,4	-2,7

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)***(En pourcentage des exportations des biens et des services)*

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections		
									2024	2025	2029
<b>Pays avancés</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>2,6</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>
États-Unis	-17,7	-15,4	-17,3	-17,3	-27,8	-33,8	-33,3	-29,5	-29,8	-28,2	-19,0
Zone euro	11,1	11,2	10,1	8,4	6,3	8,7	-1,0	5,4	...	...	...
Allemagne	18,7	16,6	16,8	17,3	15,0	15,3	8,3	13,1	14,4	14,1	12,6
France	-1,7	-1,7	-2,1	1,8	-7,3	0,9	-3,2	-2,9	0,3	-0,4	-0,4
Italie	8,5	8,1	8,1	10,2	13,1	6,7	-5,0	0,0	3,2	4,2	7,4
Espagne	9,4	8,0	5,4	6,1	2,6	2,3	0,9	7,0	8,9	8,6	5,7
Japon	24,4	23,2	19,1	19,5	18,9	21,3	9,7	16,3	17,0	17,0	15,2
Royaume-Uni	-18,8	-11,3	-12,4	-8,5	-9,9	-1,5	-6,3	-6,2	-9,1	-9,4	-8,6
Canada	-9,8	-8,9	-7,4	-6,0	-6,8	0,0	-1,1	-2,2	-2,9	-3,9	-8,1
Autres pays avancés <sup>1</sup>	8,8	8,1	7,6	8,1	9,7	11,9	10,8	10,2	10,1	9,7	9,0
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,8</b>	<b>3,5</b>	<b>5,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,7</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,7	4,0	-1,2	2,1	7,3	5,1	5,5	4,2	3,6	4,0	1,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,5	-1,5	4,6	3,6	0,2	4,0	6,7	-1,3	-0,8	-2,1	-2,3
Amérique latine et Caraïbes	-10,2	-8,3	-11,3	-8,6	-0,9	-6,6	-7,6	-4,2	-3,5	-4,4	-4,7
Moyen-Orient et Asie centrale	-12,6	-3,1	6,5	0,7	-10,7	8,6	18,7	8,6	4,1	1,7	-1,0
Afrique subsaharienne	-16,7	-8,8	-8,3	-13,3	-13,3	-4,0	-8,5	-10,7	-11,5	-10,2	-9,1
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	-8,7	2,9	12,5	4,5	-9,2	12,8	24,0	12,2	8,6	5,5	2,2
Autres produits	-0,1	-0,9	-3,3	-0,9	3,5	2,1	1,9	0,5	0,1	0,1	-1,2
Dont : produits primaires	-11,9	-13,3	-14,9	-9,5	-0,2	-2,4	-10,1	-9,5	-5,0	-4,9	-5,1
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-9,3	-9,1	-10,5	-8,2	-4,0	-7,2	-9,1	-5,3	-6,6	-7,3	-7,9
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	-25,2	-18,2	-13,2	-13,0	-10,1	-9,1	-8,0	-10,5	-16,3	-16,7	-9,8
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>1,3</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>3,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>
Union européenne	7,2	6,6	6,1	5,9	5,3	6,6	1,8	5,2	6,4	6,2	5,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-11,7	-1,9	8,5	2,3	-10,4	9,7	20,5	10,6	5,2	2,9	0,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-0,9	0,0	0,0	0,7	2,7	4,4	6,7	3,1	2,1	1,6	-0,1
Pays en développement à faible revenu	-15,0	-9,7	-15,6	-16,9	-18,8	-16,8	-21,3	-17,3	-16,1	-14,4	-12,2

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes**

(En pourcentage du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections		
									2024	2025	2029
<b>Pays avancés</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>
États-Unis	-2,1	-1,9	-2,1	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,3	-3,1	-2,1
Zone euro <sup>1</sup>	3,0	3,1	2,8	2,4	1,7	2,5	-0,3	1,6	2,6	2,4	2,3
Allemagne	8,5	7,7	7,8	8,0	6,5	7,2	4,2	6,2	6,6	6,4	5,6
France	-0,5	-0,5	-0,7	0,6	-2,1	0,3	-1,2	-1,0	0,1	-0,1	-0,1
Italie	2,5	2,4	2,5	3,2	3,8	2,1	-1,7	0,0	1,1	1,4	2,5
Espagne	3,1	2,8	1,9	2,1	0,8	0,8	0,4	2,7	3,4	3,2	2,2
Pays-Bas	7,3	8,1	9,0	6,8	5,6	10,0	6,6	9,9	10,0	10,1	10,3
Belgique	0,6	0,7	-0,9	0,1	1,4	1,3	-1,0	-1,0	-0,3	0,0	0,8
Irlande	-1,2	1,1	4,3	-20,7	-7,1	12,2	8,8	8,1	12,0	11,2	7,8
Autriche	2,7	1,4	0,9	2,4	3,4	1,6	-0,3	2,7	2,6	2,4	2,2
Portugal	1,2	1,3	0,6	0,4	-1,0	-0,8	-1,1	1,4	2,0	2,3	1,5
Grèce	-2,4	-2,6	-3,6	-2,2	-7,3	-7,1	-10,7	-6,9	-6,5	-5,3	-3,4
Finlande	-2,0	-0,8	-1,9	-0,3	0,5	0,4	-2,5	-1,1	-1,2	-1,2	-0,9
République slovaque	-2,7	-1,9	-2,2	-3,3	0,6	-2,5	-8,1	-1,6	-1,7	-1,4	-0,4
Croatie	2,2	3,3	1,6	2,5	-1,0	1,0	-2,8	1,1	1,5	0,9	0,4
Lituanie	-1,1	0,5	0,3	3,5	7,3	1,1	-5,5	1,9	2,8	2,9	2,8
Slovénie	5,3	6,8	6,5	6,4	7,7	3,8	-1,1	4,5	3,4	2,5	1,9
Luxembourg	4,7	4,5	6,5	8,9	8,6	7,9	7,6	6,8	6,9	7,0	7,0
Lettonie	1,6	1,2	-0,2	-0,6	2,9	-3,9	-4,8	-4,0	-3,8	-3,6	-3,2
Estonie	1,0	1,7	0,6	2,0	-2,5	-3,6	-3,9	-1,7	-3,4	-3,3	-2,9
Chypre	-4,2	-5,0	-4,0	-5,6	-10,0	-6,1	-7,9	-12,1	-10,1	-8,3	-7,8
Malte	-0,6	5,6	5,4	8,8	-0,7	5,5	-3,8	0,9	1,2	2,3	2,5
Japon	4,0	4,1	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,6	3,8	3,6	3,1
Royaume-Uni	-5,4	-3,5	-3,9	-2,7	-2,9	-0,4	-2,1	-2,0	-2,8	-2,8	-2,5
Corée	6,2	4,4	4,2	3,4	4,4	4,4	1,4	1,9	3,9	3,6	4,3
Canada	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-2,0	0,0	-0,4	-0,7	-1,0	-1,3	-2,6
Australie	-3,3	-2,6	-2,2	0,3	2,2	2,9	0,9	0,3	-0,9	-1,1	-1,3
Taiwan, province chinoise de	13,1	14,1	11,6	10,7	14,5	15,3	13,3	13,8	14,8	14,6	17,8
Singapour	17,8	18,2	16,0	16,0	16,6	19,8	18,0	19,8	17,8	17,7	14,3
Suisse	7,3	5,3	5,6	4,1	0,5	6,9	9,4	6,9	8,2	7,6	7,6
Suède	1,9	2,1	2,2	5,3	5,8	6,9	5,0	6,5	6,6	6,1	4,2
République tchèque	1,8	1,5	0,4	0,3	2,0	-2,7	-4,7	0,4	0,1	0,3	0,7
Norvège	5,2	6,3	9,0	3,8	1,1	14,9	30,2	17,9	14,5	12,5	6,6
Hong Kong (RAS)	4,0	4,6	3,7	5,9	7,0	11,8	10,2	9,2	9,8	9,2	8,5
Israël <sup>2</sup>	3,8	3,6	3,0	3,2	4,8	3,9	3,9	4,8	3,4	4,4	4,1
Danemark	7,1	7,3	6,3	7,4	7,2	8,7	11,7	9,8	9,0	9,3	8,3
Nouvelle-Zélande	-2,0	-2,8	-4,2	-2,8	-1,0	-5,8	-8,8	-6,9	-6,3	-5,0	-3,6
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	26,5	30,8	32,9	33,5	14,0	8,7	11,6	36,0	33,2	33,3	31,0
Islande	8,1	4,2	4,3	6,5	1,1	-2,6	-2,1	1,1	0,2	0,1	0,5
Andorre	...	...	...	18,0	15,5	14,1	17,3	17,0	17,2	17,3	17,6
Saint-Marin	...	-0,4	-1,9	2,0	2,8	5,4	15,5	13,9	6,2	4,2	1,6
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	-0,2	0,1	-0,2	0,1	-0,7	-0,7	-2,0	-1,2	-1,2	-1,1	-0,7
Zone euro <sup>3</sup>	3,6	3,5	3,4	3,1	2,4	3,7	1,2	2,8	3,6	3,5	3,3

<sup>1</sup>Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.

<sup>2</sup>Voir la note relative à Israël dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

<sup>3</sup>Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes***(En pourcentage du PIB)*

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections		
									2024	2025	2029
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>
Bangladesh	1,6	-0,5	-3,0	-1,3	-1,5	-1,1	-4,0	-2,6	-1,4	-1,5	-1,4
Bhoutan	-29,4	-22,1	-17,4	-19,2	-14,8	-11,2	-28,1	-34,4	-17,7	-32,1	-14,1
Brunéi Darussalam	12,9	16,4	6,9	6,6	4,3	11,2	19,6	12,9	15,9	17,0	12,2
Cambodge	-6,4	-6,0	-8,7	-8,0	-2,5	-29,6	-18,8	1,3	-3,3	-3,6	-3,0
Chine	1,7	1,5	0,2	0,7	1,7	2,0	2,5	1,4	1,4	1,6	1,2
Fidji	-3,5	-6,6	-8,4	-12,8	-13,7	-15,8	-17,2	-7,7	-7,6	-7,5	-7,6
Îles Marshall	9,9	-0,9	-2,0	-31,2	14,9	22,7	10,0	16,8	2,0	2,8	-3,6
Îles Salomon	-3,7	-4,3	-3,0	-9,5	-1,6	-5,1	-13,7	-10,8	-4,0	-8,4	-7,9
Inde	-0,6	-1,8	-2,1	-0,9	0,9	-1,2	-2,0	-0,7	-1,1	-1,3	-2,2
Indonésie	-1,8	-1,6	-2,9	-2,7	-0,4	0,3	1,0	-0,2	-1,0	-1,2	-1,4
Kiribati	9,3	31,6	32,6	40,0	31,8	7,0	-2,4	10,3	9,8	9,7	8,8
Lao, République démocratique populaire	-8,7	-7,4	-9,1	-7,0	-1,6	2,3	-3,0	2,7	2,4	2,2	1,6
Malaisie	2,4	2,8	2,2	3,5	4,2	3,9	3,2	1,5	2,6	2,8	3,0
Maldives	-23,5	-20,7	-27,8	-26,1	-35,1	-8,7	-16,3	-21,3	-18,0	-11,9	-8,0
Micronésie	7,3	10,5	21,6	16,1	-5,9	2,2	8,5	3,3	2,7	0,8	-0,5
Mongolie	-6,3	-10,1	-16,7	-15,2	-5,1	-13,8	-13,4	0,6	-6,9	-7,7	-9,3
Myanmar	-4,2	-6,8	-4,7	-2,8	-3,5	-0,3	-4,6	-3,7	-3,9	-4,5	-4,3
Nauru	4,2	12,4	7,6	4,6	2,5	3,8	1,8	1,2	5,7	-2,4	1,9
Népal	5,5	-0,3	-7,1	-6,9	-1,0	-7,7	-12,6	-1,4	3,2	-1,6	-3,6
Palaos	-16,1	-22,9	-18,6	-30,4	-43,9	-40,5	-45,6	-51,8	-30,9	-24,9	-14,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	13,6	15,9	13,6	14,4	14,4	12,6	14,4	13,5	9,9	12,2	10,6
Philippines	-0,4	-0,7	-2,6	-0,8	3,2	-1,5	-4,5	-2,6	-2,2	-1,8	-1,1
Samoa	-4,2	-1,8	0,8	2,8	0,6	-14,5	-11,3	-3,3	-0,3	-1,6	-2,2
Sri Lanka <sup>1</sup>	-2,0	-2,4	-3,0	-2,1	-1,4	-3,7	-1,0	...	...	...	...
Thaïlande	10,5	9,6	5,6	7,0	4,2	-2,1	-3,5	1,4	1,8	2,0	2,8
Timor-Leste <sup>1</sup>	-33,0	-17,5	-12,1	26,2	21,2	42,1	14,8	-0,7	-21,3	-24,4	-31,8
Tonga	-8,2	-7,9	-7,3	-3,9	-6,5	-6,8	-6,8	-6,6	-7,4	-7,7	-7,3
Tuvalu	29,9	2,1	60,9	-22,1	16,1	23,3	4,3	10,7	4,0	-1,3	-6,3
Vanuatu	-2,4	-10,7	4,8	10,2	-5,1	-6,0	-12,3	-2,2	-7,4	-6,5	-4,4
Viet Nam	0,2	-0,6	1,9	3,8	4,3	-2,2	0,3	5,8	3,0	2,7	1,3
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,1</b>	<b>1,6</b>	<b>2,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,8</b>
Albanie	-7,6	-7,5	-6,8	-7,6	-8,7	-7,7	-5,9	-1,2	-0,8	-1,0	-0,6
Bélarus	-3,4	-1,7	0,0	-1,9	-0,3	3,2	3,5	-1,8	-2,0	-2,4	-2,4
Bosnie-Herzégovine	-4,7	-4,8	-3,2	-2,6	-2,8	-1,8	-4,3	-2,8	-4,8	-4,9	-3,8
Bulgarie	3,1	3,3	0,9	1,9	0,0	-1,7	-1,4	-0,3	-1,0	-1,7	-0,3
Hongrie	4,5	2,0	0,2	-0,8	-1,1	-4,3	-8,4	0,2	1,6	0,6	1,5
Kosovo	-8,0	-5,5	-7,6	-5,7	-7,0	-8,7	-10,3	-7,7	-10,0	-9,1	-7,2
Macédoine du Nord	-2,6	-0,8	0,2	-3,0	-2,9	-2,8	-6,1	0,7	-2,1	-2,5	-2,5
Moldova, République de	-3,6	-5,8	-10,8	-9,4	-7,7	-12,4	-15,8	-11,9	-11,2	-10,7	-8,5
Monténégro	-16,2	-16,1	-17,0	-14,3	-26,1	-9,2	-12,9	-11,6	-14,5	-14,0	-13,6
Pologne	-1,0	-1,2	-1,9	-0,2	2,5	-1,2	-2,4	1,5	0,8	0,0	-1,0
Roumanie	-1,6	-3,1	-4,6	-4,9	-4,9	-7,2	-9,2	-7,0	-7,5	-7,0	-5,9
Russie	1,9	2,0	7,0	3,9	2,4	6,8	10,5	2,5	2,7	2,6	1,7
Serbie	-2,9	-5,2	-4,8	-6,9	-4,1	-4,3	-6,9	-2,6	-4,2	-4,8	-5,5
Türkiye	-2,6	-4,1	-1,8	2,0	-4,3	-0,8	-5,1	-4,0	-2,2	-2,1	-1,9
Ukraine	-1,5	-2,2	-3,3	-2,7	3,3	-1,9	5,0	-5,4	-8,1	-14,3	-4,3
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,2</b>
Antigua-et-Barbuda	-2,4	-7,7	-14,0	-6,5	-15,9	-18,0	-15,9	-12,8	-10,5	-9,8	-8,6
Argentine	-2,7	-4,8	-5,2	-0,8	0,7	1,4	-0,6	-3,2	0,6	0,6	1,5
Aruba	4,6	1,0	-0,5	0,2	-16,6	-2,1	6,0	4,8	6,2	5,8	3,0
Bahamas	-12,5	-13,5	-9,5	-2,2	-22,9	-21,4	-9,1	-7,7	-7,9	-7,2	-6,8
Barbade	-3,9	-3,4	-3,6	-1,6	-4,9	-10,3	-9,9	-8,6	-6,4	-6,1	-4,8
Belize	-7,3	-7,0	-6,6	-7,7	-6,2	-6,5	-8,3	-0,6	-3,0	-2,6	-2,5
Bolivie	-5,6	-5,0	-4,3	-3,3	0,0	3,9	2,1	-2,6	-5,4	-5,5	-6,1
Brésil	-1,7	-1,2	-2,8	-3,5	-1,7	-2,4	-2,1	-1,0	-1,7	-1,8	-1,6
Chili	-2,6	-2,8	-4,5	-5,2	-1,9	-7,3	-8,7	-3,5	-2,3	-2,7	-3,0
Colombie	-4,5	-3,2	-4,2	-4,6	-3,4	-5,6	-6,1	-2,5	-2,5	-2,6	-3,5

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (suite)***(En pourcentage du PIB)*

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections		
									2024	2025	2029
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,2</b>
Costa Rica	-2,1	-3,6	-3,0	-1,3	-1,0	-3,2	-3,2	-1,4	-2,2	-2,2	-1,4
Dominique	-9,0	-11,0	-46,7	-38,1	-37,4	-32,9	-26,7	-33,9	-33,1	-30,7	-15,0
El Salvador	-2,3	-1,9	-3,3	-0,4	1,1	-4,3	-6,8	-1,4	-2,2	-2,4	-2,9
Équateur	1,1	-0,2	-1,2	-0,1	2,3	2,9	1,8	1,9	2,8	2,4	2,5
Grenade	-8,8	-11,5	-12,8	-10,4	-16,1	-14,5	-11,0	-9,1	-11,3	-14,6	-8,5
Guatemala	1,0	1,2	0,9	2,4	5,0	2,2	1,3	3,1	2,4	1,8	0,1
Guyana	1,5	-4,9	-29,0	-68,8	-17,3	-26,0	26,2	10,3	36,9	12,6	25,9
Haïti	-1,7	-2,2	-2,9	-1,1	0,4	0,4	-2,3	-3,5	-0,4	-0,9	-1,2
Honduras	-3,2	-1,3	-6,6	-2,6	2,9	-5,5	-6,6	-3,9	-5,3	-5,1	-3,9
Jamaïque	-0,3	-2,7	-1,5	-1,9	-1,1	1,0	-0,8	2,9	1,6	0,5	-2,0
Mexique	-2,3	-1,8	-2,1	-0,3	2,4	-0,3	-1,2	-0,3	-0,7	-0,9	-1,0
Nicaragua	-8,5	-7,2	-1,8	5,9	3,7	-3,8	-2,4	7,7	6,8	6,1	0,7
Panama	-7,5	-5,8	-7,9	-5,1	0,7	-1,2	-0,6	-4,5	-0,4	-0,5	-2,5
Paraguay	4,6	3,3	-0,2	-0,6	1,9	-0,9	-7,1	0,3	-0,6	-2,5	-0,2
Pérou	-2,2	-0,8	-1,1	-0,6	0,9	-2,1	-4,0	0,8	0,3	-0,1	-1,5
République dominicaine	-1,1	-0,2	-1,5	-1,3	-1,7	-2,8	-5,8	-3,6	-3,4	-3,4	-2,8
Saint-Kitts-et-Nevis	-12,1	-10,2	-5,8	-4,8	-10,8	-5,1	-10,8	-13,6	-10,4	-12,4	-5,3
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-13,1	-11,9	-10,3	-2,4	-15,9	-22,2	-18,9	-17,5	-18,9	-15,4	-8,9
Sainte-Lucie	-6,5	-2,0	1,4	5,5	-18,9	-11,9	-2,9	-1,9	-1,5	-1,3	-0,4
Suriname	-4,8	1,9	-3,0	-11,2	8,9	5,7	2,1	3,9	1,8	1,6	1,1
Trinité-et-Tobago	-3,3	5,9	6,6	4,3	-6,5	10,7	17,4	12,1	5,5	7,2	6,5
Uruguay	0,8	0,0	-0,5	1,2	-0,7	-2,5	-3,9	-3,8	-2,7	-2,6	-2,0
Venezuela <sup>1</sup>	-3,4	7,5	8,4	5,9	-3,5	-1,2	3,6	3,1	4,1	3,3	...
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>-4,2</b>	<b>-1,0</b>	<b>2,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-3,6</b>	<b>3,4</b>	<b>8,4</b>	<b>3,7</b>	<b>1,7</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,3</b>
Afghanistan <sup>1</sup>	9,0	7,6	12,1	11,7	14,0	...	...	...	...	...	...
Algérie	-14,6	-11,8	-8,7	-8,7	-11,3	-2,4	8,4	2,5	1,3	-0,8	-2,6
Arabie saoudite	-3,7	1,7	8,6	4,6	-3,5	4,8	13,7	3,2	0,4	-1,8	-2,7
Arménie	-1,0	-1,3	-7,2	-7,1	-4,0	-3,5	0,3	-2,3	-4,2	-4,8	-5,0
Azerbaïdjan	-3,6	4,1	12,8	9,1	-0,5	15,1	29,8	11,5	6,1	5,9	0,4
Bahreïn	-4,4	-3,9	-6,2	-2,0	-9,1	6,4	14,6	5,9	5,3	4,5	2,9
Cisjordanie et Gaza <sup>1</sup>	-13,9	-13,2	-13,2	-10,4	-12,3	-9,8	-10,6	-16,6	...	...	...
Djibouti	-1,0	-4,8	14,7	18,3	11,5	-6,6	17,6	22,4	6,2	4,9	6,1
Égypte	-5,6	-5,8	-2,3	-3,4	-2,9	-4,4	-3,5	-1,2	-6,6	-6,4	-4,1
Émirats arabes unis	3,6	7,0	9,7	8,9	6,0	11,5	13,2	10,7	8,8	8,2	6,4
Géorgie	-12,2	-7,9	-6,7	-5,8	-12,4	-10,3	-4,5	-4,3	-5,8	-5,9	-5,8
Iran	2,9	3,1	7,9	-0,7	-1,9	3,9	3,8	2,8	2,9	3,0	3,0
Iraq	-10,7	-5,4	3,7	-0,8	-15,4	6,5	15,4	4,5	-1,9	-3,4	-6,4
Jordanie	-9,7	-10,6	-6,8	-1,7	-5,7	-8,0	-7,8	-3,5	-5,0	-4,0	-4,0
Kazakhstan	-5,1	-2,1	-1,0	-3,9	-6,4	-1,4	3,1	-3,3	-1,5	-2,7	-3,4
Koweït	-4,6	8,0	14,3	12,7	4,4	25,2	34,3	31,4	28,2	23,7	13,9
Liban <sup>1</sup>	-23,5	-26,5	-28,9	-28,2	-15,8	-18,1	-27,7	-23,5	...	...	...
Libye	-9,4	6,6	14,7	6,7	-10,2	16,1	28,6	14,6	11,1	12,5	10,5
Maroc	-3,8	-3,2	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3	-3,6	-0,6	-2,0	-2,3	-3,0
Mauritanie	-11,0	-10,0	-13,1	-10,5	-6,8	-8,6	-14,9	-8,8	-7,2	-8,7	-6,1
Oman	-16,6	-13,6	-4,9	-4,9	-16,5	-5,5	3,9	2,4	2,3	1,4	2,0
Ouzbékistan	0,2	2,1	-6,1	-5,0	-4,6	-6,3	-3,2	-7,7	-6,3	-6,1	-4,9
Pakistan	-1,6	-3,6	-5,4	-4,2	-1,5	-0,8	-4,7	-1,0	-0,2	-0,9	-0,9
Qatar	-5,5	4,0	9,1	2,4	-2,1	14,6	26,8	17,1	13,4	13,3	11,3
République kirghize	-11,6	-6,2	-12,1	-11,5	4,5	-8,0	-41,9	-48,2	-21,7	-6,5	-5,8
Somalie	-5,5	1,7	0,0	-9,7	-4,7	-7,1	-8,2	-11,0	-8,7	-9,0	-10,5
Soudan <sup>1</sup>	-6,5	-9,4	-13,9	-15,2	-16,6	-7,5	-11,3	-3,6	-3,9	-8,6	-10,4
Syrie <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	-4,2	2,1	-4,9	-2,2	4,3	8,2	15,6	4,9	0,3	-1,7	-2,8
Tunisie	-9,7	-9,7	-10,8	-8,1	-6,0	-6,0	-9,0	-2,7	-3,5	-3,4	-4,0
Turkménistan	-22,6	-13,6	6,1	2,9	2,9	6,6	7,0	4,7	4,0	2,7	-1,4
Yémen	-5,4	-1,5	-3,2	-4,2	-15,6	-14,2	-17,7	-20,3	-25,0	-25,7	-2,0

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (fin)***(En pourcentage du PIB)*

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections		
									2024	2025	2029
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>-3,5</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,9</b>	<b>-2,4</b>
Angola	-2,7	-0,5	6,5	5,4	1,3	10,0	8,3	3,8	3,3	1,5	1,1
Afrique du Sud	-2,7	-2,4	-2,9	-2,6	2,0	3,7	-0,5	-1,6	-1,6	-1,9	-2,2
Bénin	-3,0	-4,2	-4,6	-4,0	-1,7	-4,2	-6,1	-5,9	-6,0	-6,0	-4,5
Botswana	8,0	5,6	0,4	-6,9	-10,3	-1,3	-1,2	-0,6	-2,0	1,5	0,2
Burkina Faso	-6,1	-5,0	-4,2	-3,3	4,2	0,4	-7,4	-8,0	-3,8	-1,2	1,4
Burundi	-11,1	-11,8	-12,8	-11,6	-11,2	-11,9	-15,9	-13,8	-15,1	-21,8	-18,9
Cabo Verde	-3,4	-7,0	-4,8	0,2	-15,3	-11,9	-3,6	-3,1	-5,2	-5,3	-3,2
Cameroun	-3,1	-2,6	-3,5	-4,3	-3,7	-4,0	-3,4	-3,9	-2,8	-3,5	-3,1
Comores	-4,4	-2,2	-3,0	-3,5	-1,8	-0,3	-0,6	-2,5	-3,2	-3,9	-4,8
Congo, République du	-45,3	-3,9	18,5	11,7	12,6	12,8	17,7	6,4	2,5	2,1	-1,1
Congo, République démocratique du	-3,9	-3,1	-3,5	-3,2	-2,1	-1,0	-4,9	-6,3	-4,0	-2,0	-3,0
Côte d'Ivoire	-0,9	-2,0	-3,9	-2,2	-3,1	-3,9	-7,7	-8,0	-5,4	-1,3	-2,3
Érythrée <sup>1</sup>	13,4	24,8	15,5	13,0	...	...	...	...	...	...	...
Eswatini	7,9	6,2	1,3	3,9	7,1	2,6	-2,7	2,2	3,8	1,7	1,0
Éthiopie	-10,9	-8,5	-6,5	-5,3	-4,6	-3,2	-4,3	-2,9	-3,4	-4,8	-1,9
Gabon	-5,4	-0,7	7,1	4,6	-0,5	3,5	10,9	5,4	5,1	3,1	-0,3
Gambie	-9,2	-7,4	-9,5	-6,2	-3,0	-4,2	-4,2	-8,6	-4,4	-2,8	-0,9
Ghana	-5,1	-3,3	-3,0	-2,2	-2,5	-2,7	-2,3	-1,4	-2,5	-2,0	-2,1
Guinée	-30,7	-6,7	-18,5	-15,5	-16,2	-2,5	-8,6	-8,8	-9,5	-8,8	-7,3
Guinée-Bissau	1,4	0,3	-3,5	-8,5	-2,6	-0,8	-8,6	-8,7	-6,1	-4,4	-4,0
Guinée équatoriale	-26,0	-7,8	-2,7	-7,5	-0,8	4,2	2,1	-0,8	-0,4	-2,7	-4,1
Kenya	-5,4	-7,0	-5,4	-5,2	-4,7	-5,2	-5,0	-4,0	-4,1	-4,1	-4,0
Lesotho	-10,2	-7,0	-7,0	-6,1	-5,7	-9,0	-13,8	-0,2	-0,7	-2,2	-2,1
Libéria	-23,0	-22,3	-21,3	-19,6	-16,4	-17,8	-19,0	-26,4	-22,6	-21,9	-16,6
Madagascar	0,5	-0,4	0,7	-2,3	-5,4	-4,9	-5,4	-4,5	-6,8	-6,0	-4,8
Malawi	-13,1	-15,5	-12,0	-12,6	-13,8	-15,4	-16,7	-16,3	-13,9	-13,8	-11,0
Mali	-7,2	-7,3	-4,9	-7,5	-2,2	-7,4	-10,8	-7,1	-5,5	-3,5	-4,7
Maurice	-3,9	-4,5	-3,8	-5,0	-8,8	-13,0	-11,1	-3,3	-5,5	-4,6	-4,1
Mozambique	-31,9	-19,5	-29,5	-16,1	-26,5	-21,3	-36,4	-10,6	-29,9	-30,0	-11,8
Namibie	-16,5	-4,4	-3,6	-1,8	3,0	-11,4	-13,0	-14,8	-15,9	-17,0	-11,2
Niger	-11,4	-11,4	-12,7	-12,2	-13,2	-14,1	-16,2	-14,4	-4,6	-4,3	-4,8
Nigéria	1,3	3,6	1,7	-2,9	-3,7	-0,7	0,2	1,7	-0,5	-0,7	-2,0
Ouganda	-2,6	-4,8	-6,1	-6,9	-9,5	-8,4	-8,6	-7,4	-6,6	-6,6	-2,6
République centrafricaine	-5,4	-7,8	-8,0	-4,9	-8,2	-11,2	-12,9	-8,8	-8,6	-6,9	-3,9
Rwanda	-15,3	-9,5	-10,1	-11,9	-12,1	-10,9	-9,4	-11,7	-12,0	-11,0	-7,5
Sao Tomé-et-Principe	-7,2	-15,3	-13,0	-12,8	-11,2	-13,1	-14,4	-12,3	-7,2	-5,7	-4,9
Sénégal	-4,2	-7,3	-8,8	-7,9	-10,9	-12,1	-20,0	-18,8	-12,7	-8,3	-4,5
Seychelles	-18,7	-16,2	-2,4	-2,8	-12,3	-8,7	-7,4	-7,2	-10,1	-10,1	-9,2
Sierra Leone	-4,9	-11,7	-10,9	-12,2	-4,8	-5,7	-2,2	-6,0	-5,5	-5,7	-4,5
Soudan du Sud	19,6	9,6	11,0	2,1	-18,9	-9,4	9,2	2,9	3,3	2,4	-1,1
Tanzanie	-4,2	-2,8	-3,5	-3,0	-2,5	-3,9	-5,7	-5,3	-3,9	-3,4	-2,5
Tchad	-4,6	-6,0	-4,2	-3,3	-2,8	-1,8	5,5	-0,9	-1,7	-2,5	-1,3
Togo	-7,2	-1,5	-2,6	-0,8	-0,3	-2,2	-3,5	-2,9	-3,0	-2,9	-2,0
Zambie	-3,3	-1,7	-1,3	0,6	11,8	11,9	3,8	-1,9	-0,2	6,9	6,2
Zimbabwe	-3,4	-1,2	-3,7	3,5	2,5	1,0	0,9	0,4	-0,3	0,4	1,1

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à la Cisjordanie et Gaza, à l'Érythrée, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Syrie, au Timor-Leste et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier**

(Milliards de dollars)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections	
									2024	2025
<b>Pays avancés</b>										
Solde du compte financier	440,0	391,8	456,9	152,1	-38,6	442,5	-37,6	132,7	326,6	275,0
Investissements directs nets	-209,3	243,5	-174,8	18,0	82,5	699,5	545,4	571,8	284,4	251,9
Investissements de portefeuille nets	519,4	26,7	517,4	66,6	110,0	262,1	-740,8	-366,3	-397,2	-156,5
Dérivés financiers nets	21,3	33,6	57,6	8,6	73,6	37,8	12,7	25,0	119,3	108,7
Autres investissements nets	-70,0	-161,6	-72,9	-9,1	-660,7	-1 194,2	353,8	-59,2	247,2	-96,3
Variation des réserves	190,2	247,6	129,5	68,0	358,2	636,2	-211,5	-49,0	72,2	166,5
<b>États-Unis</b>										
Solde du compte financier	-362,4	-373,2	-302,9	-558,4	-672,0	-823,6	-869,1	-924,1	-895,4	-936,6
Investissements directs nets	-174,6	28,6	-345,4	-201,1	145,3	-133,8	-20,5	105,3	-15,1	-81,2
Investissements de portefeuille nets	-193,8	-250,1	78,8	-244,9	-540,2	97,4	-437,7	-1 149,5	-530,4	-354,3
Dérivés financiers nets	7,8	24,0	-20,4	-41,7	-5,1	-39,0	-80,7	-15,6	-24,2	-29,4
Autres investissements nets	-4,0	-174,1	-20,8	-75,4	-280,9	-862,2	-336,1	135,7	-328,2	-471,6
Variation des réserves	2,1	-1,7	5,0	4,7	9,0	114,0	5,8	0,0	2,5	0,0
<b>Zone euro</b>										
Solde du compte financier	316,8	373,7	353,0	266,9	219,5	437,7	54,9	351,4	...	...
Investissements directs nets	124,3	35,5	104,7	118,6	-198,2	498,3	305,5	6,6	...	...
Investissements de portefeuille nets	530,4	402,4	273,7	-95,6	607,9	286,2	-263,0	-100,5	...	...
Dérivés financiers nets	21,7	10,4	46,8	7,0	20,8	66,6	70,3	18,8	...	...
Autres investissements nets	-376,9	-73,5	-102,1	230,2	-225,9	-567,7	-76,6	439,9	...	...
Variation des réserves	17,3	-1,2	29,8	6,7	15,0	154,3	18,8	-13,5	...	...
<b>Allemagne</b>										
Solde du compte financier	286,5	303,0	287,0	224,3	192,6	247,3	208,9	259,3	311,7	313,4
Investissements directs nets	48,1	37,7	25,1	98,4	-31,2	96,4	118,2	64,6	101,7	105,4
Investissements de portefeuille nets	217,9	220,7	177,4	82,9	19,7	233,4	11,3	1,2	100,7	45,2
Dérivés financiers nets	31,7	12,6	26,8	23,0	106,3	56,7	43,8	43,2	58,0	55,6
Autres investissements nets	-13,0	33,5	57,2	20,6	97,9	-176,9	30,9	149,3	51,2	107,3
Variation des réserves	1,9	-1,4	0,5	-0,6	-0,1	37,7	4,7	1,0	0,0	0,0
<b>France</b>										
Solde du compte financier	-2,7	-30,5	-9,5	11,4	-70,0	1,8	-38,2	-34,0	10,6	3,8
Investissements directs nets	37,2	2,8	61,0	31,0	10,5	21,0	-23,2	30,3	34,5	37,2
Investissements de portefeuille nets	50,1	9,9	11,6	-64,1	-30,9	9,8	-92,6	-145,6	-31,5	-1,5
Dérivés financiers nets	-17,6	-1,4	-30,5	4,1	-27,2	21,0	-41,4	-18,0	-12,9	-10,4
Autres investissements nets	-75,3	-40,3	-63,8	37,1	-24,7	-78,2	114,2	121,0	29,1	-19,9
Variation des réserves	2,5	-3,4	12,3	3,2	4,6	27,0	2,0	-21,7	-8,6	-1,6
<b>Italie</b>										
Solde du compte financier	38,1	63,5	44,6	61,6	85,6	53,5	-8,3	34,0	34,0	43,6
Investissements directs nets	-12,3	2,9	-3,6	4,0	23,9	31,2	-14,3	-11,5	1,2	1,6
Investissements de portefeuille nets	157,8	103,1	157,1	-55,7	133,5	148,8	178,5	-26,9	-57,3	-45,2
Dérivés financiers nets	-3,6	-8,4	-3,3	3,0	-2,9	-0,2	12,2	-5,0	-2,3	-0,9
Autres investissements nets	-102,5	-37,1	-108,7	106,7	-73,4	-150,7	-186,8	74,5	92,4	88,2
Variation des réserves	-1,3	3,0	3,1	3,6	4,6	24,5	2,1	3,0	0,0	0,0
<b>Espagne</b>										
Solde du compte financier	37,5	40,2	36,7	30,0	12,1	30,6	23,0	64,7	74,6	75,1
Investissements directs nets	15,4	14,9	-21,2	10,4	18,8	-13,7	4,2	-3,2	-4,1	-4,6
Investissements de portefeuille nets	64,5	36,9	28,3	-56,7	87,8	44,5	36,9	-18,0	33,1	42,3
Dérivés financiers nets	2,9	8,7	-1,1	-6,2	-8,1	1,0	2,4	-4,5	0,0	0,0
Autres investissements nets	-54,5	-24,5	28,1	81,7	-86,0	-13,4	-25,1	83,8	45,6	37,3
Variation des réserves	9,1	4,1	2,6	0,8	-0,4	12,2	4,7	6,5	0,0	0,0

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)**

(Milliards de dollars)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections	
									2024	2025
<b>Japon</b>										
Solde du compte financier	266,5	168,3	183,9	228,3	132,2	153,3	53,2	167,5	151,5	156,4
Investissements directs nets	137,5	155,0	134,6	218,9	87,5	174,7	126,8	162,9	122,4	120,6
Investissements de portefeuille nets	276,3	-50,6	92,2	87,4	38,5	-198,3	-142,6	197,7	-27,6	-42,6
Dérivés financiers nets	-16,1	30,4	0,9	3,2	7,8	19,9	38,0	44,6	44,6	44,6
Autres investissements nets	-125,6	10,0	-67,9	-106,7	-12,4	94,1	78,4	-267,5	99,6	22,2
Variation des réserves	-5,7	23,6	24,0	25,5	10,9	62,8	-47,4	29,8	-87,5	11,5
<b>Royaume-Uni</b>										
Solde du compte financier	-159,8	-102,4	-124,0	-98,5	-93,8	-14,2	-78,6	-59,9	-104,6	-110,8
Investissements directs nets	-297,4	46,1	-4,9	-42,2	-140,4	156,8	80,7	154,3	7,2	7,5
Investissements de portefeuille nets	-160,1	-92,8	-354,9	34,9	36,5	-261,9	-44,9	226,5	-194,6	-202,4
Dérivés financiers nets	15,6	19,3	10,3	2,5	33,1	-37,5	-59,8	0,8	6,2	6,5
Autres investissements nets	273,2	-83,7	200,7	-92,5	-19,7	104,0	-53,2	-436,8	76,6	77,6
Variation des réserves	8,8	8,8	24,8	-1,1	-3,3	24,4	-1,3	-4,6	0,0	0,0
<b>Canada</b>										
Solde du compte financier	-45,4	-44,2	-35,8	-37,9	-34,3	8,3	-2,4	-11,6	-12,7	-29,4
Investissements directs nets	33,5	53,4	20,4	26,9	18,1	44,5	36,8	35,3	35,0	50,6
Investissements de portefeuille nets	-103,6	-74,9	3,4	-1,6	-67,7	-44,7	-114,6	15,4	-47,6	-27,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	19,1	-23,5	-58,2	-63,3	14,0	-11,8	64,7	-69,3	-0,2	-52,5
Variation des réserves	5,6	0,8	-1,5	0,1	1,3	20,2	10,6	7,0	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>1</sup></b>										
Solde du compte financier	322,4	307,3	360,1	332,9	382,2	605,5	503,3	503,0	555,5	560,3
Investissements directs nets	-77,3	-156,9	42,6	-26,6	65,8	-51,6	-15,5	14,8	-84,6	-72,7
Investissements de portefeuille nets	245,2	151,2	367,4	309,6	265,3	499,9	312,2	394,2	291,2	350,6
Dérivés financiers nets	3,3	-5,6	31,8	20,0	-13,3	-15,5	36,3	-3,6	47,9	41,4
Autres investissements nets	1,0	105,5	-131,2	-0,4	-258,2	-84,5	367,9	152,0	135,5	88,1
Variation des réserves	162,0	213,1	49,5	30,3	322,6	257,2	-197,6	-64,8	164,7	152,2
<b>Pays émergents et pays en développement</b>										
Solde du compte financier	-396,0	-276,3	-264,1	-149,2	42,4	212,0	551,1	175,6	183,5	131,9
Investissements directs nets	-271,4	-306,5	-375,9	-355,5	-319,8	-483,6	-250,5	-155,9	-185,7	-276,4
Investissements de portefeuille nets	-50,2	-210,3	-105,8	-74,3	-13,9	115,2	502,8	150,3	-30,3	-39,7
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	405,1	57,2	96,8	108,1	265,6	74,7	168,2	-30,6	-108,8	-50,6
Variation des réserves	-481,1	186,4	123,0	167,3	83,9	513,6	120,0	197,0	486,7	479,4

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)**

(Milliards de dollars)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections	
									2024	2025
<b>Par région</b>										
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>										
Solde du compte financier	-29,9	-59,2	-263,2	-52,1	155,1	143,1	207,0	188,3	222,1	265,9
Investissements directs nets	-25,8	-108,3	-170,3	-144,7	-162,5	-258,6	-63,7	88,7	53,0	-7,8
Investissements de portefeuille nets	31,1	-70,1	-100,4	-72,0	-106,8	-20,7	309,8	41,4	-74,6	-72,5
Dérivés financiers nets	-4,6	2,3	4,7	-2,5	15,8	-2,3	18,3	21,2	20,8	21,0
Autres investissements nets	353,8	-82,3	-18,9	70,4	244,5	146,9	-106,0	-34,2	-62,5	-52,7
Variation des réserves	-384,6	199,2	22,1	97,0	164,4	278,3	49,3	71,0	284,1	377,5
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>										
Solde du compte financier	10,9	-25,4	106,2	60,2	8,7	85,5	162,2	-28,5	-4,7	-33,8
Investissements directs nets	-42,8	-27,8	-25,8	-50,1	-38,3	-40,3	-35,3	-31,2	-41,1	-50,9
Investissements de portefeuille nets	-10,8	-34,9	9,8	-2,8	21,1	40,4	26,8	-19,2	-17,2	-1,7
Dérivés financiers nets	0,5	-2,2	-3,0	1,4	0,3	-4,6	-5,6	4,9	-0,9	-0,8
Autres investissements nets	28,3	26,0	79,6	19,7	30,1	-37,4	144,6	-31,8	-15,5	-14,9
Variation des réserves	35,7	13,4	45,6	92,2	-4,4	127,2	31,6	48,7	70,0	34,4
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>										
Solde du compte financier	-113,0	-110,8	-166,0	-124,4	-9,2	-106,3	-147,6	-86,5	-70,7	-89,5
Investissements directs nets	-124,4	-120,6	-148,0	-114,0	-92,9	-101,1	-121,1	-140,5	-104,1	-117,6
Investissements de portefeuille nets	-53,2	-45,7	-16,5	-2,4	-8,9	-16,4	11,9	25,0	-0,5	0,5
Dérivés financiers nets	-2,9	3,9	4,0	4,9	5,7	2,0	2,1	-6,5	0,1	-0,4
Autres investissements nets	46,5	34,1	-16,7	19,8	70,7	-41,1	-23,0	13,7	-4,5	1,3
Variation des réserves	21,0	17,3	11,1	-32,6	16,2	50,3	-17,5	21,8	38,4	26,8
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>										
Solde du compte financier	-198,6	-37,5	96,0	21,0	-92,6	107,0	380,8	164,1	86,0	36,6
Investissements directs nets	-45,1	-14,0	-18,9	-18,6	-17,6	-21,6	-12,3	-37,7	-49,3	-52,6
Investissements de portefeuille nets	-0,4	-35,7	6,7	21,5	78,5	66,7	153,3	102,5	60,7	31,3
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-13,9	79,4	75,9	11,8	-72,2	20,0	177,9	41,0	-13,3	23,3
Variation des réserves	-148,0	-59,6	39,3	4,5	-87,9	43,9	66,0	60,7	85,4	33,6
<b>Afrique subsaharienne</b>										
Solde du compte financier	-65,3	-43,4	-37,0	-53,9	-19,7	-17,3	-51,1	-61,8	-49,2	-47,4
Investissements directs nets	-33,2	-35,7	-12,8	-28,1	-8,5	-62,1	-18,0	-35,2	-44,2	-47,5
Investissements de portefeuille nets	-17,0	-24,0	-5,4	-18,6	2,2	45,3	1,0	0,7	1,2	2,7
Dérivés financiers nets	0,5	0,3	-0,6	0,3	-0,1	-0,5	1,6	-2,1	-1,5	-1,4
Autres investissements nets	-9,6	0,0	-23,2	-13,6	-7,5	-13,7	-25,4	-19,4	-13,0	-7,7
Variation des réserves	-5,2	16,1	4,9	6,3	-4,4	13,7	-9,4	-5,2	8,7	7,1

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)**

(Milliards de dollars)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Projections	
									2024	2025
<b>Classification analytique</b>										
<b>Source des recettes d'exportation</b>										
<b>Combustibles</b>										
Solde du compte financier	-160,5	17,7	165,8	54,6	-56,1	165,0	465,4	194,4	159,2	103,6
Investissements directs nets	-33,9	13,7	9,6	-4,2	-1,4	-6,8	18,0	-20,6	4,8	-29,0
Investissements de portefeuille nets	2,9	-30,3	6,2	19,0	79,5	84,3	120,2	93,9	74,8	38,7
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	25,5	108,0	107,5	30,2	-52,4	44,9	244,1	68,3	13,1	64,3
Variation des réserves	-164,0	-66,8	48,9	8,0	-88,7	43,5	87,5	55,7	64,2	28,6
<b>Autres produits</b>										
Solde du compte financier	-235,5	-294,0	-429,8	-203,8	98,5	47,1	85,8	-18,8	24,3	28,3
Investissements directs nets	-237,5	-320,1	-385,5	-351,3	-318,4	-476,8	-268,5	-135,3	-190,5	-247,4
Investissements de portefeuille nets	-53,1	-180,0	-112,0	-93,3	-93,3	30,9	382,6	56,4	-105,1	-78,5
Dérivés financiers nets	-6,5	4,4	5,1	4,0	21,7	-5,4	16,3	17,6	18,4	18,3
Autres investissements nets	379,6	-50,8	-10,7	77,9	318,0	29,8	-76,0	-98,8	-121,9	-115,0
Variation des réserves	-317,1	253,1	74,1	159,3	172,6	470,1	32,5	141,2	422,5	450,8
<b>Source de financement extérieur</b>										
<b>Pays débiteurs (net)</b>										
Solde du compte financier	-275,5	-329,3	-359,5	-293,8	-117,9	-304,9	-423,1	-290,1	-327,0	-382,6
Investissements directs nets	-277,1	-256,4	-290,0	-273,3	-231,3	-283,5	-289,6	-273,6	-315,9	-322,8
Investissements de portefeuille nets	-67,4	-128,7	-37,1	-35,8	-57,1	-27,3	68,7	-38,1	-95,7	-60,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	15,8	-25,7	-29,4	-64,6	36,3	-201,2	-159,5	-133,0	-117,6	-141,5
Variation des réserves	66,9	77,7	-3,0	80,9	128,2	204,1	-46,6	146,8	191,9	132,8
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>										
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023</b>										
Solde du compte financier	-81,1	-59,3	-47,0	-46,5	-27,3	-40,0	-36,3	-41,5	-67,7	-78,0
Investissements directs nets	-35,2	-27,2	-25,5	-32,4	-22,8	-34,0	-22,9	-35,2	-67,3	-44,1
Investissements de portefeuille nets	-12,1	-36,7	-21,2	-17,9	4,2	-18,5	32,5	8,8	-13,8	-3,1
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-35,2	-10,7	-4,4	2,9	10,7	8,4	-24,8	-25,8	-13,9	-44,5
Variation des réserves	1,8	15,9	4,5	0,7	-17,9	5,1	-20,9	10,3	26,3	13,3
<i>Pour mémoire</i>										
<b>Monde</b>										
Solde du compte financier	44,1	115,5	192,9	3,0	3,7	654,5	513,6	308,2	510,1	406,8

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement**

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2006-15	2010-17	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne 2026-29
<b>Pays avancés</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,3	0,4	0,6	0,7	0,2	0,8	-0,2	0,2	0,4	0,4	0,5
Solde du compte courant	-0,2	0,4	0,7	0,7	0,3	0,8	-0,4	0,2	0,4	0,4	0,5
Épargne	21,7	22,0	23,1	23,3	22,6	23,5	23,2	22,4	22,3	22,4	22,9
Investissement	21,9	21,5	22,5	22,7	22,4	22,7	23,4	22,6	22,2	22,3	22,6
Solde du compte de capital	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>États-Unis</b>											
Capacité/besoin de financement	-3,3	-2,4	-2,1	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,3	-3,1	-2,4
Solde du compte courant	-3,3	-2,3	-2,1	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,3	-3,1	-2,4
Épargne	17,3	18,1	19,1	19,3	18,2	17,6	18,3	17,4	17,9	18,2	19,3
Investissement	20,5	20,3	21,6	21,7	21,4	21,3	21,9	21,5	21,8	22,0	22,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Zone euro</b>											
Capacité/besoin de financement	0,6	1,7	2,5	2,2	1,7	2,9	0,8	1,8	...	...	...
Solde du compte courant	0,5	1,7	2,8	2,4	1,7	2,5	-0,3	1,6	2,6	2,4	2,3
Épargne	22,5	22,8	24,9	25,5	24,5	26,5	25,4	25,5	25,0	24,9	24,9
Investissement	21,1	20,3	21,5	22,3	21,9	22,7	23,5	21,9	20,6	20,6	20,8
Solde du compte de capital	0,1	0,1	-0,3	-0,2	0,0	0,4	1,1	0,3	...	...	...
<b>Allemagne</b>											
Capacité/besoin de financement	6,4	7,1	7,8	7,9	6,2	7,1	3,6	5,5	6,6	6,4	5,7
Solde du compte courant	6,4	7,1	7,8	8,0	6,5	7,2	4,2	6,2	6,6	6,4	5,7
Épargne	26,4	27,1	29,3	29,3	28,1	29,6	27,2	27,8	27,2	26,9	26,8
Investissement	19,9	20,0	21,5	21,3	21,7	22,5	23,0	21,7	20,6	20,5	21,1
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,3	-0,1	-0,5	-0,7	0,0	0,0	0,0
<b>France</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,6	-0,8	-0,6	0,7	-2,0	0,6	-0,8	-0,7	0,3	0,1	-0,1
Solde du compte courant	-0,7	-0,8	-0,7	0,6	-2,1	0,3	-1,2	-1,0	0,1	-0,1	-0,3
Épargne	21,5	21,0	21,9	23,6	20,8	23,7	24,6	23,9	22,3	21,8	21,3
Investissement	22,1	21,8	22,6	23,0	22,8	23,4	25,8	24,9	22,3	21,9	21,6
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2
<b>Italie</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,9	0,4	2,5	3,1	3,8	2,2	-1,2	0,7	1,4	1,8	2,2
Solde du compte courant	-0,9	0,3	2,5	3,2	3,8	2,1	-1,7	0,0	1,1	1,4	2,1
Épargne	18,8	18,7	21,2	21,5	21,7	24,1	23,0	22,7	23,1	23,6	24,7
Investissement	19,8	18,3	18,7	18,4	17,9	22,0	24,8	22,8	22,1	22,2	22,6
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,7	0,3	0,4	0,1
<b>Espagne</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,7	1,1	2,4	2,5	1,2	1,6	1,3	3,7	4,3	4,1	2,9
Solde du compte courant	-3,1	0,7	1,9	2,1	0,8	0,8	0,4	2,7	3,4	3,2	2,6
Épargne	19,8	20,1	22,6	23,0	21,4	22,6	23,0	23,7	23,8	23,8	23,3
Investissement	23,0	19,4	20,7	20,9	20,6	21,9	22,7	21,0	20,4	20,6	20,7
Solde du compte de capital	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,3
<b>Japon</b>											
Capacité/besoin de financement	2,5	2,4	3,5	3,4	2,9	3,8	2,1	3,5	3,7	3,6	3,3
Solde du compte courant	2,6	2,5	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,6	3,8	3,6	3,3
Épargne	27,1	26,8	29,2	29,2	28,2	29,7	28,9	30,0	30,4	30,3	29,7
Investissement	24,5	24,4	25,6	25,8	25,2	25,8	26,8	26,4	26,6	26,6	26,4
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Royaume-Uni</b>											
Capacité/besoin de financement	-3,6	-4,0	-4,1	-2,7	-3,1	-0,5	-2,2	-2,2	-2,9	-3,0	-2,7
Solde du compte courant	-3,6	-3,9	-3,9	-2,7	-2,9	-0,4	-2,1	-2,0	-2,8	-2,8	-2,6
Épargne	13,3	13,1	14,1	15,6	14,6	17,2	16,6	15,8	14,3	14,3	14,7
Investissement	16,9	17,0	18,1	18,2	17,6	17,7	18,7	17,7	17,1	17,1	17,3
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)***(En pourcentage du PIB)*

	Moyennes								Projections		
	2006-15	2010-17	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne 2026-29
<b>Canada</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,9	-3,1	-2,4	-2,0	-2,0	0,0	-0,4	-0,7	-1,0	-1,3	-2,1
Solde du compte courant	-1,9	-3,1	-2,4	-2,0	-2,0	0,0	-0,4	-0,7	-1,0	-1,3	-2,1
Épargne	22,0	21,0	21,0	21,1	20,7	24,3	25,0	23,3	22,4	22,2	21,3
Investissement	24,0	24,1	23,4	23,0	22,7	24,3	25,4	24,0	23,4	23,4	23,4
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>1</sup></b>											
Capacité/besoin de financement	4,1	4,5	4,5	4,5	5,1	6,7	6,8	6,2	6,2	6,0	5,8
Solde du compte courant	4,2	4,6	4,3	4,6	5,1	6,8	6,8	6,1	6,1	5,9	5,7
Épargne	30,5	30,6	30,3	30,1	31,3	33,3	33,3	31,9	31,2	31,1	31,4
Investissement	26,2	25,8	25,8	25,5	25,9	26,2	26,3	25,6	25,1	25,2	25,6
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Pays émergents et pays en développement</b>											
Capacité/besoin de financement	1,9	0,6	-0,1	0,0	0,5	1,0	1,6	0,6	0,4	0,3	0,0
Solde du compte courant	1,8	0,5	-0,2	0,0	0,4	1,0	1,7	0,6	0,4	0,3	0,0
Épargne	32,6	32,4	32,5	32,1	32,8	34,3	34,5	32,5	32,3	32,3	32,4
Investissement	31,0	31,9	32,7	32,2	32,4	33,5	33,1	32,0	32,0	32,2	32,5
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Par région</b>											
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>											
Capacité/besoin de financement	3,0	1,4	-0,3	0,5	1,5	1,2	1,4	1,0	0,9	0,9	0,5
Solde du compte courant	2,9	1,3	-0,3	0,5	1,5	1,2	1,3	1,0	0,8	0,9	0,5
Épargne	43,0	42,1	40,0	39,5	40,3	41,0	41,1	39,3	39,4	39,3	38,9
Investissement	40,2	40,8	40,2	39,1	38,7	39,8	39,7	38,3	38,6	38,4	38,3
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,4	-0,1	2,2	1,8	0,6	2,0	2,9	-0,2	-0,2	-0,6	-0,5
Solde du compte courant	-0,6	-0,4	1,8	1,4	0,1	1,6	2,7	-0,5	-0,3	-0,7	-0,7
Épargne	23,5	23,7	25,7	24,3	24,0	26,2	28,2	24,5	23,1	23,1	24,0
Investissement	24,0	24,1	23,8	23,0	23,9	24,5	25,4	24,8	23,4	23,8	24,7
Solde du compte de capital	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,6	-2,5	-2,7	-2,1	-0,1	-1,9	-2,2	-1,2	-1,0	-1,3	-1,3
Solde du compte courant	-1,7	-2,6	-2,7	-2,1	-0,2	-1,8	-2,2	-1,1	-0,9	-1,1	-1,2
Épargne	20,1	18,6	16,4	16,7	17,8	18,6	18,1	18,6	18,7	18,6	18,9
Investissement	21,8	21,2	19,1	18,8	18,1	20,5	20,4	19,7	19,6	19,8	20,1
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>											
Capacité/besoin de financement	7,5	4,2	2,5	0,2	-3,5	3,1	8,1	3,5	1,7	0,7	0,1
Solde du compte courant	7,6	4,1	2,9	0,4	-3,6	3,4	8,4	3,7	1,7	0,8	0,2
Épargne	35,3	31,6	28,6	27,0	22,1	27,8	32,8	29,6	28,1	27,4	26,9
Investissement	27,8	27,2	26,0	26,7	25,7	24,7	25,0	26,5	26,6	27,0	27,3
Solde du compte de capital	0,2	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Afrique subsaharienne</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,1	-1,8	-1,6	-2,6	-2,2	-0,6	-1,9	-2,2	-2,7	-2,5	-2,1
Solde du compte courant	-1,1	-2,5	-2,0	-3,0	-2,6	-0,9	-2,2	-2,7	-3,2	-2,9	-2,5
Épargne	20,3	19,1	20,0	20,1	20,3	22,0	20,0	19,5	19,0	19,7	21,2
Investissement	21,4	21,4	21,6	23,0	22,8	22,8	21,8	22,0	21,8	22,1	23,4
Solde du compte de capital	1,0	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)**

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2006-15	2010-17	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne 2026-29
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
<b>Combustibles</b>											
Capacité/besoin de financement	9,5	5,5	5,2	1,7	-3,4	5,1	11,1	5,2	3,7	2,3	1,5
Solde du compte courant	9,6	5,5	5,5	1,9	-3,3	5,4	11,4	5,6	3,9	2,6	1,7
Épargne	37,1	33,0	31,3	29,7	24,9	32,0	36,8	33,1	32,3	31,0	30,2
Investissement	27,6	27,1	25,8	27,7	28,3	27,1	25,9	28,1	28,8	29,1	29,4
Solde du compte de capital	0,1	0,0	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Autres produits</b>											
Capacité/besoin de financement	0,6	-0,2	-0,7	-0,1	0,9	0,6	0,6	0,2	0,0	0,1	-0,1
Solde du compte courant	0,4	-0,3	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,5	0,1	0,0	0,0	-0,2
Épargne	31,9	32,2	32,6	32,4	33,6	34,5	34,3	32,5	32,3	32,5	32,6
Investissement	31,5	32,6	33,4	32,7	32,8	34,0	33,8	32,4	32,3	32,5	32,8
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Source de financement extérieur</b>											
<b>Pays débiteurs (net)</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,1	-2,4	-2,5	-1,9	-0,7	-1,8	-2,6	-1,4	-1,7	-1,9	-1,9
Solde du compte courant	-2,5	-2,7	-2,8	-2,1	-1,0	-2,0	-2,7	-1,5	-1,8	-2,0	-2,0
Épargne	23,4	22,8	22,7	22,5	22,9	23,7	23,2	23,6	22,8	22,9	23,5
Investissement	25,9	25,5	25,4	24,7	23,9	25,7	25,9	25,0	24,6	24,9	25,6
Solde du compte de capital	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,8	-3,9	-3,4	-3,2	-1,9	-2,0	-1,9	-2,4	-4,1	-4,5	-2,8
Solde du compte courant	-3,7	-4,6	-3,8	-3,6	-2,4	-2,4	-2,2	-2,8	-4,5	-4,9	-3,1
Épargne	20,9	19,3	20,4	18,9	17,3	18,1	18,1	16,3	14,7	15,1	18,0
Investissement	24,9	24,1	24,2	23,3	20,1	20,7	20,3	19,5	19,1	19,8	21,0
Solde du compte de capital	0,9	0,7	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>											
Capacité/besoin de financement	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,9	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3
Solde du compte courant	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,9	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
Épargne	25,4	25,9	26,8	26,8	26,6	27,9	27,9	26,6	26,4	26,5	26,9
Investissement	25,1	25,4	26,5	26,5	26,4	27,1	27,4	26,4	26,2	26,4	26,8
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peut être exprimé comme des identités comptables. L'épargne (S) moins l'investissement (I) est égal au solde du compte courant (CAB) ( $S - I = CAB$ ). La capacité/le besoin de financement (NLB) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (KAB) ( $NLB = CAB + KAB$ ). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A15. Ensemble du monde – Scénario de référence à moyen terme : récapitulation**

	Moyennes				Projections					
	2006-15		2016-25		2022	2023	2024	2025	Moyennes	
	2006-15	2016-25	2022-25	2026-29						
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>									
<b>PIB réel mondial</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>		
Pays avancés	1,5	1,9	2,9	1,7	1,8	1,8	2,1	1,7		
Pays émergents et pays en développement	5,6	3,9	4,0	4,4	4,2	4,2	4,2	4,0		
<i>Pour mémoire</i>										
Production potentielle										
Principaux pays avancés	1,4	1,6	1,8	1,9	1,8	1,9	1,9	1,6		
<b>Commerce mondial, volume<sup>1</sup></b>	<b>4,1</b>	<b>2,7</b>	<b>5,7</b>	<b>0,8</b>	<b>3,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,3</b>		
Importations										
Pays avancés	3,0	2,5	7,2	-0,7	2,1	2,4	2,7	2,6		
Pays émergents et pays en développement	6,7	3,1	4,2	3,0	4,6	4,9	4,2	4,3		
Exportations										
Pays avancés	3,7	2,3	5,7	1,0	2,5	2,7	2,9	2,9		
Pays émergents et pays en développement	5,2	3,4	4,6	0,6	4,6	4,6	3,6	4,1		
Termes de l'échange										
Pays avancés	0,0	0,2	-1,7	0,7	0,1	0,0	-0,2	-0,1		
Pays émergents et pays en développement	0,4	0,0	1,5	-0,8	-0,7	0,0	0,0	-0,2		
<b>Prix mondiaux (en dollars)</b>										
Produits manufacturés	1,2	1,1	10,3	-1,6	1,6	1,2	2,8	1,3		
Pétrole	-0,5	3,6	39,2	-16,4	0,9	-10,4	1,3	-2,1		
Produits primaires hors combustibles	3,4	4,3	7,9	-5,7	2,9	-0,2	1,1	0,6		
	<i>En pourcentage</i>									
<b>Prix à la consommation</b>										
Pays avancés	1,7	2,6	7,3	4,6	2,6	2,0	4,1	2,0		
Pays émergents et pays en développement	6,0	6,1	9,6	8,1	7,9	5,9	7,9	4,2		
	<i>En pourcentage du PIB</i>									
<b>Taux d'intérêt</b>										
Taux mondial d'intérêt réel à long terme <sup>2</sup>	1,2	-0,7	-5,0	-1,3	0,8	1,4	-1,0	1,2		
<b>Soldes des transactions courantes</b>										
Pays avancés	-0,2	0,5	-0,4	0,2	0,4	0,4	0,1	0,5		
Pays émergents et pays en développement	1,8	0,4	1,7	0,6	0,4	0,3	0,7	0,0		
<b>Dette extérieure totale</b>										
Pays émergents et pays en développement	27,3	30,2	29,1	29,6	29,0	28,3	29,0	27,5		
<b>Service de la dette</b>										
Pays émergents et pays en développement	9,7	10,3	10,5	10,3	9,9	9,8	10,1	9,6		

<sup>1</sup> Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

<sup>2</sup> Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.



# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

## QUESTIONS D'ACTUALITÉ

### Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques	Avril 2013
Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions	Octobre 2013
Perspectives de l'économie mondiale : La reprise s'affermir, mais reste inégale	Avril 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise	Octobre 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Le grand confinement	Avril 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Une ascension longue et difficile	Octobre 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise — des situations divergentes à gérer	Avril 2021
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise en temps de pandémie	Octobre 2021
Perspectives de l'économie mondiale : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale	Avril 2022
Perspectives de l'économie mondiale : Riposter à la crise du coût de la vie	Octobre 2022
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise cahoteuse	Avril 2023
Perspectives de l'économie mondiale : Des trajectoires divergentes	Octobre 2023
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise stable mais lente — résilience sur fond de disparités	Avril 2024
Perspectives de l'économie mondiale : Changement de cap et menaces grandissantes	Octobre 2024

### I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Bilans budgétaires : l'importance des actifs non financiers et de leur évaluation	Octobre 2014, encadré 3.3
Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3
Autres évolutions possibles de la lutte contre la COVID-19	Avril 2020, encadré scénario
Autres scénarios possibles	Octobre 2020, encadré scénario
Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2020, encadré 1.1
Encadré des scénarios	Avril 2021, encadré scénario
Scénarios défavorables	Octobre 2021, encadré scénario

Encadré des scénarios	Avril 2022, encadré scénario
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2022, encadré 1.3
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Avril 2023, encadré 1.3
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2023, encadré 1.2
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Avril 2024, encadré 1.2
Évaluation des risques par rapport aux prévisions de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2024, encadré 1.2

## II. Études rétrospectives

Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1
La fragmentation des marchés des produits de base au fil des ans : une histoire très nuancée	Octobre 2023, encadré 3.2

## III. Croissance économique : facteurs et évolution

Effets de contagion : répercussions de l'incertitude entourant les politiques économiques aux États-Unis et en Europe	Avril 2013, chapitre 2
La montée en puissance des pays à faible revenu peut-elle durer ?	Avril 2013, chapitre 4
Comment expliquer le ralentissement des BRICS ?	Octobre 2013, encadré 1.2
Sur la même longueur d'onde ? Effets d'entraînement, chocs communs et rôle des liens financiers et commerciaux	Octobre 2013, chapitre 3
Synchronisme de la production au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan et dans le Caucase et en Asie centrale	Octobre 2013, encadré 3.1
Effets d'entraînement des variations de la politique monétaire des États-Unis	Octobre 2013, encadré 3.2
Épargne et croissance économique	Avril 2014, encadré 3.1
Forcés à subir ? Conditions extérieures et croissance dans les pays émergents avant, pendant et après la crise financière mondiale	Avril 2014, chapitre 4
Incidence de la conjoncture extérieure sur la croissance à moyen terme des pays émergents	Avril 2014, encadré 4.1
Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3

La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2
La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4
Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3
Parer aux futures récessions dans les pays avancés : les politiques cycliques à l'ère des taux bas et de l'endettement élevé	Avril 2020, chapitre 2
Le Grand Confinement : analyse de ses effets économiques	Octobre 2020, chapitre 2
Synthèse des publications sur les conséquences économiques du confinement	Octobre 2020, encadré 2.1
Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	Avril 2021, encadré 1.1
Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	Avril 2021, chapitre 2
Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration	Avril 2021, encadré 2.1
Recherche et innovation : combattre la pandémie et doper la croissance à long terme	Octobre 2021, chapitre 3
Révision à la baisse des perspectives de croissance : la trajectoire de convergence ralentit	Octobre 2023, encadré 1.1
Les effets économiques inégaux de la fragmentation des marchés des produits de base	Octobre 2023, encadré 3.3
Ralentissement de la croissance mondiale à moyen terme : comment inverser la tendance ?	Avril 2024, chapitre 3
Efficience allocative : concept, exemples et mesure	Avril 2024, encadré 3.1
Effets potentiels de l'intelligence artificielle sur la productivité mondiale et les marchés du travail	Avril 2024, encadré 3.3

#### IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base

Les marchés des produits de base	Avril 2013, chapitre 1, dossier spécial
Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ?	Avril 2013, chapitre 3
Est-il encore judicieux de cibler l'inflation si la courbe de Phillips est plate ?	Avril 2013, encadré 3.1
Les marchés des produits de base	Octobre 2013, chapitre 1, dossier spécial
Les booms énergétiques et le solde des transactions courantes : l'expérience de plusieurs pays	Octobre 2013, encadré 1.DS.1
Facteurs influant sur les cours du pétrole et réduction de l'écart WTI-Brent	Octobre 2013, encadré 1.DS.2
Ancrage des anticipations d'inflation lorsque l'inflation est inférieure à l'objectif	Avril 2014, encadré 1.3
Produits de base — cours et prévisions	Avril 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'importance du gaz naturel dans l'économie mondiale	Octobre 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1, dossier spécial
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1, dossier spécial
Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord-Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2
Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1
Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1, dossier spécial

La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1, dossier spécial
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1, dossier spécial
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1
Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1, dossier spécial
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe plus large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2020, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2020, chapitre 1, dossier spécial
Bilan des émissions mondiales de carbone en 2019	Octobre 2020, encadré 1.DS.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial
Prix des logements et inflation des prix à la consommation	Octobre 2021, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Paniques inflationnistes	Octobre 2021, chapitre 2
L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.2
Évolution du marché et rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles	Avril 2022, chapitre 1, dossier spécial
Analyse d'erreurs récentes dans les prévisions de l'inflation des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2022, encadré 1.1
Pouvoir de marché et inflation pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2022, encadré 1.2
Évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires	Octobre 2022, chapitre 1, dossier spécial
Évolution des marchés et impact macroéconomique d'une moindre extraction de combustibles fossiles	Avril 2023, chapitre 1, dossier spécial
Prix des produits de base et politique monétaire : analyse des données à haute fréquence	Octobre 2023, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Anticipations d'inflation des entreprises, degré d'attention et efficacité de la politique monétaire	Octobre 2023, encadré 2.1
Subventions à l'énergie, inflation et anticipations : analyse des mesures prises dans la zone euro	Octobre 2023, encadré 2.3
Fragmentation et marchés des produits de base : vulnérabilités et risques	Octobre 2023, chapitre 3
Tensions liées au commerce des produits de base : ce que montrent les données sur le trafic maritime des navires-citernes	Octobre 2023, encadré 3.1
Évolution des marchés et effets sur l'inflation de chocs sur l'offre de métaux	Octobre 2024, chapitre 1, dossier spécial
Le grand resserrement : les enseignements du récent épisode d'inflation	Octobre 2024, chapitre 2

## V. Politique budgétaire

La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Surendettement public et résultats du secteur privé	Avril 2013, encadré 1.2

Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Améliorer l'efficacité de l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.2
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Les institutions et règles budgétaires et l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.5
Hausses des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1
L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4
Retour à la réalité : faire face à l'envolée de la dette publique	Avril 2023, chapitre 3
Réformes du marché pour favoriser la croissance et la viabilité de la dette	Avril 2023, encadré 3.1
Imprudence budgétaire et anticipations d'inflation : le rôle du cadre de politique monétaire	Octobre 2023, encadré 2.1
Politiques industrielles dans les pays émergents : hier et aujourd'hui	Avril 2024, encadré 4.1
Le rôle des politiques de blocage des prix	Octobre 2024, encadré 2.2

## VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Que se passera-t-il quand les États-Unis mettront fin à leur politique d'assouplissement ?	Octobre 2013, encadré 1.1
Offre de crédit et croissance économique	Avril 2014, encadré 1.1
Dossier spécial sur les effets de contagion : les pays avancés doivent-ils se préoccuper d'un ralentissement de la croissance des pays émergents ?	Avril 2014, chapitre 2
Points de vue sur les taux d'intérêt réels mondiaux	Avril 2014, chapitre 3
Les marchés immobiliers mondiaux : mise à jour	Octobre 2014, encadré 1.1
Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2
Des taux directeurs négatifs peuvent-ils stimuler l'économie ?	Avril 2020, encadré 2.1
La réglementation macroprudentielle peut-elle atténuer les chocs financiers mondiaux dans les pays émergents ?	Avril 2020, chapitre 3
Mesures macroprudentielles et crédit : une méta-analyse des conclusions empiriques	Avril 2020, encadré 3.1
Les pays émergents ajustent-ils leur réglementation macroprudentielle en réponse aux chocs financiers mondiaux ?	Avril 2020, encadré 3.2
Hausse des risques de faillite et d'insolvabilité pour les petites et moyennes entreprises : évaluation et possibilités d'action	Octobre 2020, encadré 1.3
Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	Avril 2021, chapitre 4
Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	Avril 2021, encadré 4.1
Expansions monétaires et risques inflationnistes	Octobre 2021, encadré 1.3
Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation	Octobre 2021, encadré 2.3
Facteurs déterminants des taux d'intérêt neutres et perspectives incertaines	Avril 2022, encadré 1.2
La dette du secteur privé et la reprise mondiale	Avril 2022, chapitre 2
Hausse de l'endettement des ménages, excès mondial d'épargne des riches et taux d'intérêt naturel	Avril 2022, encadré 2.2
Prix de l'immobilier résidentiel : la douche froide	Avril 2023, encadré 1.1
Politique monétaire : vitesse de transmission, hétérogénéité et asymétries	Avril 2023, encadré 1.2

Le taux d'intérêt naturel : facteurs déterminants et implications pour les politiques publiques	Avril 2023, chapitre 2
Répercussions dans les pays émergents et pays en développement	Avril 2023, encadré 2.3
Interactions entre les politiques monétaire et budgétaire	Avril 2023, encadré 3.2
Politique monétaire et inflation : le rôle des anticipations	Octobre 2023, chapitre 2
Qui accuse le coup ? Effets de la politique monétaire sur les marchés du logement	Avril 2024, chapitre 2
La répercussion des taux directeurs sur les taux d'intérêt en Europe	Avril 2024, encadré 2.1
Le grand resserrement : les enseignements du récent épisode d'inflation	Octobre 2024, chapitre 2
Le rôle des politiques de bilan des banques centrales	Octobre 2024, encadré 2.1

## VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité

Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3
Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2
Les effets macroéconomiques des migrations mondiales	Avril 2020, chapitre 4
Immigration : effets sur le marché du travail et rôle de l'automatisation	Avril 2020, encadré 4.1
Croissance inclusive dans les pays émergents et les pays en développement : incidence de la COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.2
Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	Avril 2021, chapitre 3
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
L'énigme des pénuries de main-d'œuvre : exemples des États-Unis et du Royaume-Uni	Avril 2022, encadré 1.1
Inégalités et viabilité de la dette publique	Avril 2022, encadré 2.1
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Dynamique des salaires post-COVID-19 et risques d'une spirale prix-salaires	Octobre 2022, chapitre 2
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1
Effets des perspectives de croissance à moyen terme sur la répartition des revenus	Avril 2024, encadré 3.2

Comprendre l'acceptabilité sociale des réformes structurelles	Octobre 2024, chapitre 3
Politiques visant à faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail européen : premiers enseignements	Octobre 2024, encadré 3.1

## VIII. Taux de change

Régimes de change et susceptibilité aux crises des pays émergents	Avril 2014, encadré 1.4
Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

## IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Rééquilibrages extérieurs dans la zone euro	Octobre 2013, encadré 1.3
Le yin et le yang de la gestion des flux de capitaux : mettre en équilibre les entrées et les sorties de capitaux	Octobre 2013, chapitre 4
Simulation de la vulnérabilité à la situation des marchés internationaux de capitaux	Octobre 2013, encadré 4.1
Les retombées commerciales du boom du gaz de schiste aux États-Unis	Octobre 2014, encadré 1.DS.1
Les déséquilibres mondiaux ont-ils atteint un point d'inflexion ?	Octobre 2014, chapitre 4
Changement de vitesse : l'ajustement extérieur de 1986	Octobre 2014, encadré 4.1
Le conte de deux ajustements : Asie de l'Est et zone euro	Octobre 2014, encadré 4.2
Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2
De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4
Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3
Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1

Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibrages du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2
Les échanges et les chaînes de valeur mondiaux pendant la pandémie	Avril 2022, chapitre 4
Effets des perturbations de l'approvisionnement mondial durant la pandémie	Avril 2022, encadré 4.1
L'incidence des confinements sur les échanges : ce que disent les données sur le fret	Avril 2022, encadré 4.2
Ajustements commerciaux des entreprises à la pandémie de COVID-19 en France	Avril 2022, encadré 4.3
Fragmentation géoéconomique et taux d'intérêt naturel	Avril 2023, encadré 2.2
Fragmentation géoéconomique et investissement direct étranger	Avril 2023, chapitre 4
Montée des tensions commerciales	Avril 2023, encadré 4.1
Exposition de bilan au risque de fragmentation	Avril 2023, encadré 4.2
Tensions géopolitiques, chaînes d'approvisionnement et échanges commerciaux	Avril 2023, encadré 4.3
La fragmentation retentit déjà sur le commerce international	Avril 2024, encadré 1.1
Changement de rôles : répercussions économiques réelles des pays émergents du G20	Avril 2024, chapitre 4
Les flux de capitaux vers les pays émergents du G20 et l'énigme de l'allocation	Avril 2024, encadré 4.2
L'industrie automobile mondiale et le passage aux véhicules électriques	Octobre 2024, encadré 1.1

## X. Études régionales

L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3

## XI. Études de cas

«Abenomics» : des risques après les premiers succès ?	Octobre 2013, encadré 1.4
Chine : les dépenses évoluent-elles au détriment des produits de base ?	Avril 2014, encadré 1.2
L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1
Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2
Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2
Immigration et salaires en Allemagne	Avril 2020, encadré 4.2
L'impact des migrations en provenance du Venezuela sur l'Amérique latine et les Caraïbes	Avril 2020, encadré 4.3
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2
Politique monétaire et marché du logement en Chine	Avril 2024, encadré 2.2

## XII. Études sur les changements climatiques

Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2
Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Atténuation des changements climatiques : stratégies favorables à la croissance et à la distribution	Octobre 2020, chapitre 3
Lexique	Octobre 2020, encadré 3.1
Zoom sur le secteur de l'électricité : la première étape vers la décarbonation	Octobre 2020, encadré 3.2
Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles	Avril 2021, encadré 1.2
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.2
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Impact macroéconomique à court terme des politiques de décarbonation	Octobre 2022, chapitre 3
Implications à court terme de la tarification du carbone : passage en revue des études consacrées au sujet	Octobre 2022, encadré 3.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2
Décarboner le secteur de l'électricité tout en gérant l'intermittence des énergies renouvelables	Octobre 2022, encadré 3.3
Le taux d'intérêt naturel et la transition écologique	Avril 2023, encadré 2.1
L'industrie automobile mondiale et le passage aux véhicules électriques	Octobre 2024, encadré 1.1

## XIII. Études spéciales

Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1
Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1

Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1
PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6
La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions–acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2
Persistance et facteurs de la composante commune des différentiels taux d'intérêt–croissance dans les pays avancés	Avril 2020, encadré 2.2
Troubles sociaux pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.4
Le rôle de l'informatisation durant la pandémie de COVID-19 : données recueillies aux États-Unis	Octobre 2020, encadré 2.2
Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	Avril 2021, encadré 2.2
L'insécurité alimentaire et le cycle conjoncturel	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.1
Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.1
Propriété intellectuelle, concurrence et innovation	Octobre 2021, encadré 3.3
Le rôle des politiques de blocage des prix	Octobre 2024, encadré 2.2
Comprendre l'acceptabilité sociale des réformes structurelles	Octobre 2024, chapitre 3
Politiques visant à faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail européen : premiers enseignements	Octobre 2024, encadré 3.1

## EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, OCTOBRE 2024

*Observations de la Présidente à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 8 octobre 2024.*

Dans l'ensemble, les administrateurs souscrivent à l'évaluation que les services du FMI font des perspectives de l'économie mondiale, des risques et des priorités d'action. Ils se félicitent que la croissance de l'économie mondiale continue à bien résister aux chocs récurrents. Ils soulignent que la politique monétaire est parvenue à enclencher une trajectoire de désinflation tout en limitant jusqu'ici les répercussions négatives pour la production et l'emploi, ce qui augmente la probabilité d'un atterrissage en douceur. Cependant, ils constatent que la reprise reste inégale et que la croissance, bien que stable, laisse toujours à désirer, en raison de la faible croissance de la productivité. Ils notent que la faiblesse de la croissance à moyen terme et l'élévation des trajectoires d'endettement augmentent le risque de voir l'économie mondiale s'installer dans un environnement caractérisé par une faible croissance et un fort endettement. Dans ce contexte, ils conviennent que l'assouplissement en cours de la politique monétaire exige de mettre de nouveau l'accent sur un rééquilibrage progressif et soutenu des finances publiques, ainsi que sur d'ambitieuses réformes structurelles, en tenant compte des spécificités de chaque pays.

Bien que la plupart des administrateurs conviennent que les risques pesant sur les perspectives sont désormais orientés à la baisse, un certain nombre d'entre eux mettent toutefois en garde contre une exagération de la détérioration de la balance des risques. Les administrateurs prennent note, en particulier, des risques provenant d'une inflation hors alimentation et énergie plus persistante, d'une accentuation des conflits et tensions géopolitiques dans différentes régions, et de l'intensification des politiques protectionnistes, qui pourraient peser sur la croissance à moyen terme. Ils observent que, même si l'assouplissement monétaire en cours a contribué à maintenir des conditions financières accommodantes et à écarter les risques pour la stabilité financière à court terme, il

pourrait également favoriser l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financière. Ils insistent sur le fait que la déconnexion croissante entre, d'une part, la faible volatilité des marchés financiers et, d'autre part, la forte incertitude économique et géopolitique augmente le risque d'assister à une correction brutale et désordonnée. De nouvelles poussées de volatilité pourraient nuire à la stabilité financière ainsi qu'à l'investissement et à la croissance, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement fortement dépendants des financements extérieurs. Les administrateurs relèvent aussi des pressions toujours aiguës sur les secteurs de l'immobilier commercial ainsi que des ajustements en cours du secteur immobilier dans certains pays. Certains administrateurs pointent certains facteurs qui pourraient entraîner une révision à la hausse des prévisions, parmi lesquels une reprise de l'investissement plus vigoureuse qu'escompté dans les pays avancés, une amélioration des résultats économiques dans certains pays émergents et les bienfaits de l'intelligence artificielle sur le plan économique.

Les administrateurs appellent les banques centrales à soigneusement doser leur politique monétaire de manière à rétablir la stabilité des prix, en évitant une orientation trop restrictive qui pourrait affaiblir la croissance et l'emploi. Ils insistent sur l'importance de maintenir une approche fondée sur des données et de communiquer clairement les décisions prises par les autorités monétaires. Ils mettent en avant la nécessité de conserver des taux directeurs restrictifs dans les pays où l'inflation hors alimentation et énergie continue de dépasser les cibles, et ce jusqu'à ce que celle-ci évolue clairement vers les niveaux ciblés. Ils conviennent qu'il est judicieux de passer à une orientation plus neutre dans les pays où l'inflation est manifestement en recul, où les anticipations d'inflation à long terme restent solidement ancrées et où les écarts de production se réduisent. Eu égard à l'incertitude élevée sur le plan économique et stratégique, les administrateurs demandent aux banques centrales de se

tenir prêtes à atténuer les perturbations que pourraient provoquer la volatilité des devises et les flux de capitaux, y compris, s'il y a lieu, en s'appuyant sur les conseils spécifiques aux pays contenus dans le cadre stratégique intégré du FMI.

Les administrateurs se félicitent que le secteur bancaire mondial ait continué à faire preuve de résilience et ils soulignent qu'il est indispensable de réaliser de nouvelles avancées dans l'adoption et la mise en œuvre de mécanismes de redressement et de résolution pour traiter les banques défailtantes ou en difficulté. Ils conviennent qu'il demeure important d'appliquer les normes internationales, y compris les accords de Bâle III, de façon exhaustive et cohérente, et en temps voulu, pour renforcer les cadres prudentiels. Ils insistent sur la nécessité d'améliorer l'état de préparation des institutions financières non bancaires sur le plan des liquidités, de mettre en œuvre les normes convenues par le Conseil de stabilité financière, de combler les lacunes en matière de données et de perfectionner les tests de résistance applicables aux établissements non bancaires afin de réduire les risques systémiques.

De façon générale, les administrateurs préconisent des rééquilibrages budgétaires soutenus, progressifs et soigneusement conçus dans un contexte marqué par le niveau élevé de la dette publique et les risques qu'il implique. Ils notent que, pour stabiliser leur dette et constituer les marges de manœuvre nécessaires à l'absorption des chocs négatifs, de nombreux pays doivent prévoir des rééquilibrages de plus grande ampleur que ceux qu'ils envisagent à l'heure actuelle. Les administrateurs soulignent que le rythme des rééquilibrages doit être adapté à la situation économique des pays, qu'il

convient de prévoir un soutien continu pour les plus vulnérables et de préserver l'investissement public, et que les mesures d'ajustement doivent faire l'objet d'une communication claire et s'inscrire dans des cadres budgétaires à moyen terme crédibles. Ils insistent sur la priorité à accorder à l'amélioration de la gouvernance budgétaire, qui aiderait à réduire l'accumulation de dette attribuable aux passifs conditionnels et aux arriérés de paiements.

Les administrateurs soulignent l'importance de faire avancer les réformes structurelles afin de dynamiser la croissance et d'accélérer la transition écologique, tout en notant la nécessité d'améliorer l'acceptabilité sociale de ces réformes à l'aide d'une communication affinée et de mécanismes suscitant la confiance de la population. Ils signalent qu'il convient de procéder à des réformes ciblées afin de stimuler la productivité, de promouvoir la concurrence, d'améliorer le capital humain et d'augmenter la participation au marché du travail. Les administrateurs insistent sur la nécessité de faire progresser les réformes portant sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets. Eu égard à cet enjeu, certains administrateurs soulignent qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour accroître les financements de l'adaptation climatique en faveur de mesures d'adaptation, en particulier pour les pays vulnérables exposés à des risques climatiques considérables.

Les administrateurs font remarquer qu'il est essentiel de renforcer la coopération multilatérale pour mener à bien les processus de restructuration de la dette, pour atténuer les risques de fragmentation géoéconomique et accélérer la transition écologique dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce.

---

## DANS CETTE ÉDITION :

---

### CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

### CHAPITRE 2

Le grand resserrement : les enseignements  
du récent épisode d'inflation

### CHAPITRE 3

Comprendre l'acceptabilité sociale  
des réformes structurelles



**PUBLICATIONS**

**WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)**

**OCTOBRE 2024**

